

Léon Trotsky

ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre Broué

janvier 1940

à

mai 1940

Introduction et notes de Pierre Broué

Publications de l'Institut Léon Trotsky

SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> (Institut Léon Trotsky)	13
<i>UNE COLLABORATION INTERNATIONALE</i>	15
<i>LISTE DES SIGLES</i>	17
<i>INTRODUCTION</i> (Pierre Broué)	19
<i>REPÈRES CHRONOLOGIQUES</i>	25

Nous avons tiré tous les textes qui ne l'avaient pas été soit par Trotsky soit de son vivant. Les titres que nous proposons sont placés entre [].

[Le Silence de Shachtman] au S.W.P. (3 janvier 1940)	29
[L'Opposition est en train de s'enfermer] au S.W.P. (3 janvier 1940)	30
[Pour une Analyse principielle] à J. Hansen (5 janvier 1940)	32
[Combattre pour la Dialectique] à J. van Heijenoort (7 janvier 1940)	35
Lettre ouverte au camarade Burnham (7 janvier 1940)	37
[La Pression de l'appareil stalinien] à N. Busch (8 janvier 1940)	66
[Priorité à la Dialectique] à J. P. Cannon (9 janvier 1940)	68
[Besoin de Renseignements] à J. Vanzler (10 janvier 1940)	69
[Quelques compléments] à J. Hansen (10 janvier 1940)	70
[Pour une Indemnité] à A. Goldman (11 janvier 1940)	73
[Sur des Nouvelles de Russie] à A. Goldman (11 janvier 1940)	75
[Oui ou Non ?] (12 janvier 1940)	77

LÉON TROTSKY

[Shachtman est en train de rompre] (13 janvier 1940)	79
[Traduction en yiddisch ?] à S. Margoshes (16 janvier 1940)	80
[Il faut intervenir] à G. Novack (16 janvier 1940)	81
[Dobbs à Coyoacán] à J. Hansen (16 janvier 1940)	83
[Il faudra poursuivre la Discussion] à J. Hansen (18 janvier 1940)	84
[L’Affaire de <i>Life</i>] à A. Goldman (23 janvier 1940)	86
D’une Egratignure au danger de gangrène (24 janvier 1940)	88
[Lettre d’Accompagnement] à J. Vanzler (25 janvier 1940)	145
[<i>Life</i> déchire le contrat] à N. Busch (26 janvier 1940)	146
[Reprise de contact] à S. LaFollette (26 janvier 1940)	147
[Histoire d’un Article] à <i>Saturday Evening Post</i> (27 janvier 1940)	148
[Sur un Démenti d’Abern] à M. Abern (29 janvier 1940)	150
[La discussion est-elle ouverte ?] au C.E.I. (1 ^{er} février 1940)	152
[Sur <i>Littérature et Révolution</i>] à D. Macdonald (7 février 1940)	154
[Le livre sur Staline n’est plus un secret] à C. Canfield (10 février 1940)	155
[Pour une Discussion calme] à A. Goldman (10 février 1940)	156
La Deuxième Guerre mondiale (entrevue avec J. Klyman) (14 février 1940)	158
[La Majorité doit se prononcer pour l’unité] (19 février 1940)	181
[Intérêt pour le matérialisme dialectique] (19 février 1940)	183
[Propositions pour le C.E.I.] au C.E.I. (20 février 1940)	185
[Revenez au parti] (21 février 1940)	187
[Les Archives à New York ?] (22 février 1940)	191
[Sur « Science et Style »] au S.W.P. (23 février 1940)	192

ŒUVRES, JANVIER-MAI 1940

[Sur l'unité du parti] à A. Goldman (26 février 1940)	194
[Bravo pour l'article sur la dialectique] à J. van Heijenoort (27 février 1940)	196
[Pas d'Impatience] à J. P. Cannon (27 février 1940)	198
[Pour rétablir un C.E.I.] à J. P. Cannon (29 février 1940)	200
[Un Tapage moralisant] à J. Hansen (29 février 1940)	203
[Les Conditions de l'unité] à F. Dobbs (4 mars 1940)	206
[Des Affaires à demi personnelles] à J. Vanzler (4 mars 1940)	210
[Le Travail du B.O.] à S. Weber (12 mars 1940)	211
Ce que je pense de Staline (13 mars 1940)	213
[Sur Jack Weber] à F. Dobbs (19 mars 1940)	219
[Le Retard du manuscrit] à Ch. Malamuth (19 mars 1940)	221
[Propositions supplémentaires] à J. P. Cannon (19 mars 1940)	223
[Ni amertume, ni d'impatience] à Ch. Moustakis (19 mars 1940)	226
Déclaration sur le C.E.I. (19 mars 1940)	228
[L'Achat de la maison] à F. Dobbs (20 mars 1940)	230
[Un Article de la base] à J. P. Cannon (21 mars 1940)	231
[Un bon Article] à J. van Heijenoort (25 mars 1940)	232
[L'Héritage d'E. Wolf] à A. Goldman (25 mars 1940)	233
[Le Coût de la maison] à F. Dobbs (27 mars 1940)	237
Notes sur la Guerre (mars-avril 1940)	238
Notes sur l'U.R.S.S. (mars 1940)	246
Déclaration sur le C.E.I. résidant (2 avril 1940)	252
[Vente des archives] à A. Goldman (2 avril 1940)	254

LÉON TROTSKY

[Travaux philosophiques] (2 avril 1940)	255
[Questions économiques] (3 avril 1940)	257
[Le C.E.I. et la conférence] à S. Gordon (3 avril 1940)	258
[Pour des Mesures de guerre] à F. Dobbs (4 avril 1940)	259
[La Démoralisation de Rivera] à Vanzler (6 avril 1940)	262
[Les Traductions à faire] à Ch. Malamuth (7 avril 1940)	265
[La conférence internationale doit se tenir à New York] à J. P. Cannon (9 avril 1940)	267
[Encore des traductions] à Ch. Malamuth (10 avril 1940)	269
[Après le congrès] à F. Dobbs (16 avril 1940)	270
[La Préparation de la conférence] à S. Gordon (23 avril 1940)	272
Lettre aux Travailleurs d'U.R.S.S. (23 avril 1940)	274
Les Moralistes petits-bourgeois et le parti prolétarien (23 avril 1940)	278
[Conséquences de l'attaque de la Norvège] (25 avril 1940)	283
Bilan de l'Expérience finlandaise (25 avril 1940)	284
Communiqué de presse (1 ^{er} mai 1940)	296
[Le Mémoire Tanaka] à C. Moustakis (1 ^{er} mai 1940)	297
[Sur un Travail historique] à J. Vanzler (2 mai 1940)	299
[Nouvelles de France] à J. van Heijenoort (2 mai 1940)	302
[Le Point sur les Archives] à A. Goldman (3 mai 1940)	304
[Recommandation] à S. LaFollette (7 mai 1940)	306
Le Mémorandum Tanaka (mai 1940)	307
J'avoue avoir payé Laborde et Cie (8 mai 1940)	323
[Des Informations] à S. Weber (13 mai 1940)	325

ŒUVRES, JANVIER-MAI 1940

[Problèmes de la vente des archives] à A. Goldman (14 mai 1940)	327
Défi aux Calomnieurs (14 mai 1940)	329
[Un Voisinage gênant] à S. LaFollette (14 mai 1940)	331
[La diffusion de la « Lettre aux Travailleurs de l'U.R.S.S. »] à S. Weber (15 mai 1940)	333
Préface inachevée à <i>Guerre et Paix</i> (mai 1940)	334

ANNEXES

Ouvrages cités ou consultés	341
Index des noms de personnes	346
Index des journaux et périodiques	351
Index des matières	352
Index des organisations, institutions, instances	354

AVERTISSEMENT

Depuis le volume 8, les *Œuvres* reposent essentiellement sur la documentation de la Houghton Library de l'Université de Harvard, les Papiers d'exil de Trotsky, accessibles depuis le 2 janvier 1980. Nous n'avons pas systématiquement indiqué les rares textes que nous n'avons pas cru devoir retenir, accusés de réception, courtes lettres, télégrammes. Le lecteur constatera l'absence de quelques documents : nous le regrettons avec lui, le départ de Coyoacán de Jean van Heijenoort a pesé de façon négative sur la conservation et le classement des archives auxquelles il avait jusque-là consacré temps et soin.

Les textes traduits ou revus pour ce volume du russe ont été par Isabelle Lombard et Katia Péresse, de l'anglais et du castillan par Pierre Broué, de l'allemand par Maurice Stobnicer. Pierre Broué a dactylographié le manuscrit.

Introduction et notes sont de Pierre Broué qui a relu le manuscrit avec Damien Durand. Pierre Saccoman a réalisé les tâches techniques. La documentation a été réunie par l'équipe de chercheurs de l'Institut Léon Trotsky. L'index des noms propres est de Pierre Broué, les autres de Damien Durand et Serge Lambert.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été de leur vivant actives dans le mouvement créé par Trotsky ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs de l'Institut et n'ont pas ménagé leur aide.

Ce sont Fulvio Abramo, Erwin H. Ackerknecht, Manuel Alvarado, John Archer, Fritz Belleville, Earle Birney, Charlie Curtiss, Yvan Craipeau, Margaret Dewar, Octavio Fernández, Eugenio Fernández Granell, Milton Genecin, Luciano Galicia, Frank Glass, Albert Glotzer, Plinio Gomès de Mello, Oskar Hippe, Félix Ibarra, Loukas Karliaftis, Siegfried Kissin, Pearl Kluger, George Kopp, Stefan Lamed, Katia Landau de Balboa, Ernest Mandel, Harry Milton, Raymond Molinier, Felix Morrow, Pierre Naville, Walter Nelz, George Novack, Michel Raptis, Gérard Rosenthal, Georges Scheuer, Clara Thalmann, Oscar Weiss, Adolfo Zamora.

Nous saluons la mémoire de Juan Andrade, Jean Beaussier, Hugo Dewar, Lola Estrine, Pierre Frank, Sam Gordon, Joseph Hansen, Harold R. Isaacs, Tom Kerry, Alfonso Leonetti, Mário Pedrosa, John Poulos, Jean Rous, Herminio Saccheta, Art Sharon (Ray Sparrow), Pavel Thalmann, Georges Vereeken, George Lavan Weissman, Francisco Zamora, Francisco Zendejas, qui tous nous avaient personnellement aidé.

Nous saluons tout particulièrement les deux disparus de 1986 sans qui les *Œuvres* n'auraient pu voir le jour aussi rapidement, George Breitman et Jean van Heijenoort (Van).

Pour notre documentation générale, nous devons beaucoup aux institutions suivantes : Houghton Library de Harvard, Archives de la Hoover Institution à Stanford, Library Walter Reuther à Detroit, Wayne State, Library of Social History et Tamiment Library (New York), l'Institut international d'histoire sociale (Amsterdam), la Bibliothèque de documentation

internationale contemporaine (B.D.I.C. Nanterre), l'Institut Feltrinelli (Milan), la Bibliothèque communale de Follonica, l'Archivo Historico Nacional (Salamanca), la Fundación Pablo Iglesias (Madrid), le Centre d'histoire de la deuxième guerre mondiale (Bruxelles), le Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux, C.E.R.M.T.R.I. (Paris), le Centre de documentation internationale (C.E.S. — E.D.I. Paris), le Centre de documentation Benjamin Franklin (Paris), les Bibliothèques universitaires de Berkeley et Harvard, la Bibliothèque municipale de Los Angeles, les archives du Labour Party (Londres), les archives du Musée social (Paris), les archives départementales du Vaucluse et les archives nationales de France, les archives privées de Georges Vereeken (Bruxelles, Harvard), Albert Glotzer (New York) et Charlie Curtiss (Los Angeles).

Nous remercions tous ceux qui nous ont aidés bénévolement et qu'il n'est plus possible de continuer à énumérer.

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	American Federation of Labor
A.W.P.	American Workers Party
b.l.	bolchevik-léniniste
B.S.I.	Bureau socialiste international
Bund	Der algemayner yidisher arbeter bund in lito, poyin un rusland
C.C.	Comité central
C.E.I.	Comité exécutif international
C.I.O.	Congress of Industrial Organizations
C.G.T.	Confédération générale du travail
C.L.A.	Communist League of America
Comintern	Internationale communiste
C.P.L.A.	Committee for Progressive Labor Action
C.T.A.L.	Confederación de Trabajadores de América Látina
C.T.M.	Confederación de Trabajadores de México
E.U.	Etats-Unis
G.A.R.	Groupes d'action révolutionnaire
G.B.L.	Groupe bolchevik-léniniste
G.P.U.	Gosudarstvennoe Politicheskoe Upravlenie
I.C.	Internationale communiste
I.L.P.	Independant Labour Party
I.S.R.	Internationale syndicale rouge
I.W.W.	Industrial Workers of the World
K.P.D.(S)	Kommunistische Partei Deutschlands (Spartacus- bund)
N.A.S.	Nacionaal Arbeids-Secretariaat
Nep	Novaia Ekonomitcheskaja Politika (N.E.P.)
P.A.C.	Pan-American Committee
P.C.	Parti communiste
P.C.I.	Parti communiste internationaliste

LÉON TROTSKY

P.C.M.	Parti communiste du Mexique
P.O.B.	Parti ouvrier belge
P.O.I.	Parti ouvrier internationaliste
P.O.U.M.	Partido Obrero de Unificación Marxista
P.P.S.	Polska Partia Socjalistyczna
P.R.M.	Partido Revolucionario Mexicano
P.S.O.E.	Partido Socialista Obrero Español
P.S.O.P.	Parti socialiste ouvrier et paysan
P.S.R.	Parti socialiste révolutionnaire
R.S.A.P.	Revolutionair socialistiche Arbeider Partij
R.S.P.	Revolutionair socialistiche Partij
R.S.S.	République socialiste soviétique
S.A.	Sturm-Abteilung
S.D.N.	Société des Nations
S.F.I.O.	Section française de l'Internationale ouvrière
S.I.	Secrétariat international
S.P.	Socialist Party
S.W.P.	Socialist Workers Party
U.G.T.	Unión General de Trabajadores
U.M.W.	United Mine Workers
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes soviétiques
W.P.	Workers Party
W.P.C.	Workers Party of Canada
W.P.U.S.	Workers Party of the United States
Y.P.S.L.	Young People's Socialist League

INTRODUCTION

L'année 1940 est décisive pour l'exilé de Coyoacán, même si personne encore ne sait qu'elle va être la dernière année pour lui. Le début de la Seconde Guerre mondiale marque en effet aussi celui d'une période historique dont il ne doute pas un instant qu'elle se terminera, et dans un délai pas trop éloigné, par une nouvelle explosion révolutionnaire et la perspective de victoires décisives de la révolution mondiale. Déjà, ici ou là, de brèves remarques dans un article où une lettre, des fragments dictés en vue d'un autre, révèlent la préoccupation qu'il a d'analyser plus concrètement la période, d'en tracer plus nettement les caractères essentiels, bref d'éclairer la route. Mais une fois encore les tâches s'accumulent et des journées entières sont consacrées à des discussions qui empêchent précisément que prenne place la nécessaire réflexion sur le proche avenir.

D'ici à l'inévitable remontée — le retour du pendule, comme il dit — il y a du pain sur la planche et des temps difficiles. Le second conflit mondial a bien entendu explosé au creux de la vague de réaction ouverte lors de la défaite sans combat, en 1933, du prolétariat allemand, de ses partis et syndicats, face aux bandes hitlériennes. Pour Trotsky, les craquements à l'intérieur du parti américain, le S.W.P., en sont pour le moment l'expression douloureuse. C'est sous la pression de l'opinion publique — donc en dernière analyse, selon lui, sous la pression de l'ennemi de classe —, que la minorité, au lendemain du pacte germano-soviétique, a brusquement remis en question le programme et les principes de la IV^e Internationale dont le Socialist Workers Party était sans doute jusqu'à ce moment non seulement le plus beau fleuron, mais encore le seul rameau véritablement vivant.

La grande affaire, pour Trotsky, l'arme unique dont il dispose pour préserver cet outil construit au prix de grands efforts, c'est la polémique, la discussion avec ses camarades de

combat qui rallie l'opposition, des hommes qui ont été depuis le début ses compagnons d'armes et d'autres qui étaient hier encore parmi ses disciples apparemment les plus proches, mais qu'il range désormais, après les premières salves, sous l'étiquette d' « opposition petite-bourgeoise ». Son objectif est de convaincre, sinon tous les membres de la minorité, du moins une fraction importante d'entre eux, en mettant à jour les contradictions entre ses propres dirigeants et surtout en faisant la démonstration qu'ils s'engagent dans un chemin qui tourne complètement le dos à l'ensemble de l'acquis théorique et pratique du S.W.P. et de la IV^e Internationale. Rappel des principes, leçons de méthode, démonstration de ce que donnent les positions des opposants poussées jusqu'au bout, rappel des leçons de l'histoire générale et de celle du mouvement communiste international, fermeté et souplesse, Trotsky écrit là quelques-unes de ses pages les meilleures.

Pourtant — et ce n'est pas là en ce début de l'année 40 le moindre de ses soucis —, s'il trace en effet les grandes perspectives et dévoile les vastes horizons du passé à l'avenir, il n'obtient pas pour autant le résultat plus concret qu'il recherche dans l'immédiat : l'opposition, dont les têtes sont de toute évidence divisées — comment Shachtman peut-il s'aligner sur Burnham? — et dont les rangs donnent des signes de flottement et parfois de panique, demeure cependant unie, contre ses espérances. Sa résolution sur l'unité du parti, au lendemain de la conférence de la minorité tenue à Cleveland est interprétée par la majorité comme un pas irréversible vers la scission. C'est que, souverain au niveau de la stratégie, des principes et de la théorie, Trotsky dépend étroitement de ses camarades de la majorité du S.W.P. pour l'application d'une tactique qu'il souhaite plus élaborée et dont il est probable qu'ils ne ressentent pas le même besoin impératif. Cannon ne refuse certes pas les suggestions qui viennent de Coyoacán, mais il les soumet aux « groupes de la majorité » ce qui, au mieux, fait qu'elles ne sont appliquées qu'avec un retard certain. Comme il tente de se protéger des critiques en invoquant l' « impatience » du noyau prolétarien du parti, las des palabres, décidé à en finir au plus vite avec les bavardages pour en revenir à l'action, il s'attire de Trotsky de cinglantes remarques sur l'indifférence théorique des « impatientes » et se dispense de répondre. C'est que Cannon au moins — et sans doute avec lui le cercle des dirigeants de la majorité — sont probablement convaincus pratiquement depuis le début de cette discussion de l'inévitabilité de la scission du S.W.P.

On aura à plusieurs reprises, en lisant ce volume, le sentiment que Trotsky a presque toujours un temps de retard sur les initiatives de Cannon, ce qui est nouveau, et qu'il tâtonne en essayant d'adapter ses propositions de concessions sur le terrain de l'organisation qu'il croit nécessaire pour compenser la nécessaire intransigeance principielle. De toute évidence, en tout cas, il ne maîtrise pas la situation en ces mois de février et mars, après que Cannon ait décidé qu'il fallait maintenant se préparer à écraser ceux qu'il n'appelle plus que « les scissionnistes » : il se répète d'une lettre à l'autre, recule parfois, semble frapper à plusieurs portes comme s'il cherchait le correspondant avec lequel il aura le plus d'écho. A la mi-janvier, il a reçu la visite de Farrell Dobbs et de longues discussions — qui n'ont malheureusement pas laissé de traces — avec ce militant ouvrier aussi sérieux qu'énergique lui ont permis de mieux connaître cet homme en train de devenir un des dirigeants de la « relève ». A-t-il réussi, comme il a probablement tenté de le faire, à le convaincre qu'il fallait prendre plus au sérieux le combat pour éviter la scission, ce qui n'est pas tout à fait la même chose que de combattre les scissionnistes ? On ne sait. Il semble en revanche que Dobbs ait, lui, réussi à convaincre Trotsky de la nécessité d'opérer un réel recul sur la question de l'ampleur des concessions « démocratiques » à faire aux gens de la minorité.

Jusqu'au bout, Trotsky écrit régulièrement, non seulement à Cannon, mais à Dobbs, à John G. Wright, Hansen, Albert Goldman, essayant de les persuader que des initiatives avant la conférence de la minorité puis avant le congrès, et même à la suite du congrès — ne propose-t-il pas de placer Abern au poste de secrétaire à l'organisation ? — peuvent encore empêcher que la minorité tout entière s'en aille. Infatigable, il se porte ici ou là sur la ligne du combat d'idées, encourageant Van qui s'est jeté dans la mêlée, picotant Novack qui est resté sur la touche, guettant dans les lettres de tous ses correspondants l'indication, l'allusion, l'indice qui lui donnera une prise ou un fil à tirer. Tout cela sera vain. La minorité exige le droit d'avoir sa propre presse, ce qu'en définitive — et bien que ses dirigeants aient cru le contraire jusqu'au bout — il ne veut pas leur consentir. Refusant de s'incliner devant la loi de la majorité, les minoritaires sont suspendus. Leur initiative de confisquer à leur profit la revue théorique, qu'ils défendaient par mandat du S.W.P., et de faire de New International un organe de leur propre groupe, bientôt rebaptisé Workers Party, consomme une scission qui ne sera formalisée par leur exclusion qu'en septembre. Cette scission au

terme d'une discussion très riche est une défaite pour Trotsky.

Il est pourtant un terrain sur lequel l'essentiel a été préservé et préservé par lui à travers ses initiatives, c'est celui de l'Internationale. Largement majoritaires dans l'organisme suprême de la IV^e Internationale — son comité exécutif international, C.E.I. — les gens de la Minorité ne cherchent nullement à exploiter cet avantage qui les obligerait à assumer une responsabilité internationale infiniment plus lourde que celle qu'ils assument déjà. Non seulement le C.E.I. n'est plus réuni et n'a plus aucune activité, mais ses membres se lancent dans la discussion américaine sans le moindre souci de la forme et l'un d'eux, Mário Pedrosa, va jusqu'à mettre en circulation parmi les sections un « texte de discussion » sans que l'ouverture de la discussion ait été décidée et a fortiori annoncée. Sur la question de l'Internationale, Trotsky a une prise et il ne la lâchera pas. Cannon, absorbé par le combat fractionnel et qui, de toute évidence, sous-estime l'importance de ses retombées internationales, lui laisse l'initiative.

C'est donc de México que part la contre-attaque sur le terrain de l'Internationale, sous la forme de questions, puis de mise en cause du « C.E.I. résidant » qui apparaît bientôt, du fait que la minorité y détient la majorité et qu'elle ne l'utilise pas, comme le point faible de son front. Appuyé dans un premier temps par son vieux collaborateur, l'Allemand Otto Schüssler, membre du C.E.I., réfugié au Mexique, puis dans un second temps par l'Espagnol G. Munis qui a réussi, lui aussi, à s'échapper d'Europe, Trotsky s'efforce de remettre en question la « légalité » de ce C.E.I. résidant démissionnaire de fait. L'opération se déroule sans encombres et, avant même la tenue du congrès du S.W.P., il est clair que la minorité a abandonné sans se battre cette position et que Sam Gordon, le « permanent » du C.E.I. « mis à sa disposition » par le S.W.P., a réussi à reprendre en main la majorité des liaisons internationales. En dehors de Craipeau — à qui Trotsky a fait depuis longtemps la réputation d'être un homme honnête mais confus —, un seul militant international d'une certaine envergure, l'Allemand Walter Held défend des positions proches de celles de la minorité, mais il est résolument hostile à toute scission et dénonce même ce qu'il appelle « l'irresponsabilité » de Shachtman. La scission de sa section américaine n'entraînera pas la scission de la IV^e Internationale dont Trotsky presse en outre pour que l'on organise une conférence extraordinaire à laquelle il compte proposer un Manifeste.

On trouvera dans les pages qui suivent, avec les traductions

considérablement améliorées des textes déjà connus de Défense du Marxisme et des textes inédits, de pénétrantes analyses sur les pays occupés par l'U.R.S.S. en Europe de l'Est, des aperçus brefs mais lumineux de ce que pourrait être l'intervention de l'U.R.S.S. — la naissance d'un glacis — comme des perspectives mondiales et européennes, une vue prophétique du déroulement de la guerre sur lesquelles on organisera dans le monde une nouvelle conspiration du silence.

Les journées n'ont cependant que 24 heures. Entraîné par les tâches de la discussion américaine, Trotsky a laissé tomber ses travaux littéraires. Pris à la gorge par la nécessité d'acheter la maison qu'il habite, il a cédé ses archives à Harvard pour une somme dérisoire. Il n'a pas commenté publiquement le congrès du P.C. mexicain où se sont déroulés des préparatifs qui le menacent directement : une commission spéciale contrôlée par les hommes du G.P.U. a fait écarter les Laborde et Campa qui résistaient aux directives de passer à « l'action directe » contre lui. Il a conservé un œil sur les bruyantes initiatives du peintre Alfaro Siqueiros dont les pitreries — il s'en doute — ne sont pas gratuites.

Quand la fin de la crise au sein du S.W.P. lui restitue une partie de son temps de travail « normal », il peut se consacrer aux questions qu'il a négligées. Un petit article contre Laborde soulève le problème de ce qui s'est passé au congrès du P.C.M. Un projet de publier sous forme d'ouvrage des articles sur la guerre l'amène à rédiger une préface. Il rédige une « Lettre aux Travailleurs de l'U.R.S.S. » et se préoccupe dans le détail des moyens de sa diffusion en direction de l'U.R.S.S. Enfin la polémique dans la presse américaine lui permet d'intervenir sur la question de la politique japonaise et du « mémorandum Tanaka » dont il se souvient avoir eu connaissance en tant que commissaire du peuple de l'U.R.S.S. à la guerre. Et il s'absorbe de nouveau dans un texte politique de grande portée : le projet de manifeste qu'il veut soumettre à la conférence mondiale de la IV^e Internationale — la dernière, il le sait, avant de longues années — qui va se tenir à New York dans le courant du mois de mai.

Pendant que Trotsky ferrailait la plume à la main contre Shachtman, Burnham et leurs camarades, l'homme que le G.P.U. avait désigné pour jouer dans l'organisation de son assassinat un rôle important, Ramón Mercader, s'était installé à Mexico même, à l'hôtel, avec sa maîtresse Sylvia Ageloff, qui avait ses entrées dans la maison de Coyoacán. Il venait juste, par elle, de se lier aux Rosmer à qui il rendait de petits services avec son auto et qui n'ont pas soupçonné le Catalan derrière l'identité

« belge » de Mornard sous laquelle il se présentait. Il n'est pas encore venu cependant. Pour le moment, il n'a pas à le faire. L'équipe qui se prépare à opérer et vient de terminer sa préparation matérielle est à pied d'œuvre sous les ordres du peintre David Alfaro Siqueiros et d'autres anciens d'Espagne, sous la supervision d'un membre du bureau politique, collègue des « services », comme Siqueiros, David Serrano Andonegui. L'objectif de l'opération en préparation est précis : tuer Trotsky sans crainte de tuer aussi les autres habitants de la maison, Natalia, Sieva, les gardes. Détruire aussi les archives en même temps que la maison et pour cela les tueurs seront munis de bombes incendiaires.

Dans les premières semaines de mai 1940, Trotsky a mis la main au grand texte qui sera son dernier texte programmatique en rédigeant un Manifeste qu'il souhaite voir adopter par la conférence de la IV^e Internationale qui se tient à New York au cours de deux fins de semaines successives à la fin de ce même mois. Ce texte, rédigé pendant la période couverte par ce volume, paraît au début de celle que couvre le volume suivant : notre lecteur le trouvera dans le volume 24. Contentons-nous ici de donner à son sujet l'appréciation d'un homme qui n'est pas un « trotskyste » mais dont la compétence n'est pas discutable. Daniel Guérin écrit : « En ces années maudites, le manifeste de Trotsky — qui devait être en même temps son testament — a sauvé l'honneur du prolétariat mondial. »

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1940

JANVIER

- 3 – Circulaire de Cannon au parti : « Sur la Question de *Socialist Appeal* » et « Sur le centralisme démocratique ».
- 15 – Arrivée à Coyoacán de Farrell Dobbs et Marvel Scholl.
- 19 – Lettre de Cannon à la majorité : « Les Dirigeants de l'Opposition préparent la scission ».
- 24 – Lettre de Cannon : « Les Mesures contre la scission ».
- 25 – Lettre de Cannon : « Report du congrès ».
– Après le travail d'une commission secrète, le C.C. du P.C.M. désigne une commission d'épuration du parti.

FÉVRIER

- 1^{er} – Contribution de Burnham à la discussion : « Science et Style » attaque vivement Trotsky.
- 2 – Goldman annonce à Trotsky la visite de deux militants de Minneapolis.
- 3 – Circulaire et lettre à la majorité, de Cannon, sur le contenu du numéro de *New International*.
- 5 – Le conseil de guerre des Alliés réuni à Paris décide d'aider la Finlande en hommes et en armes.
- 11 – Accord commercial germano-soviétique.
- 13 – Arrestation à Paris de militants trotskystes, anciens du P.C.I. (Margne, P. Bousset, B. Nardini, etc.).

LÉON TROTSKY

- 17 – Départ de Sumner Welles pour les capitales européennes, Rome, Berlin, Londres, Paris.
- 24/25 – Conférence de la minorité du S.W.P. à Cleveland : adoption de la « résolution sur l'unité du parti » qui va être interprétée par la majorité comme la décision de faire scission.
- 27 – La commission d'épuration du P.C. du Mexique exclut du parti Laborde et Campa et laisse entendre que la raison en est dans leurs liaisons avec les trotskystes.

MARS

- 5 – Lettre de Cannon à la majorité : « Réponse aux scissionnistes ».
- 7 – Après une réunion du gouvernement où le maréchal Man-nerheim a plaidé pour un armistice avec l'U.R.S.S. départ d'une délégation dirigée par Paasikivi.
- 7/16 – Grèves et vague d'arrestations en Inde.
- 8 – Début des négociations U.R.S.S.-Finlande.
– Circulaire Cannon à la majorité : « Préparez la scission ».
- 12 – Conclusion de la paix entre la Finlande et l'U.R.S.S.
- 18 – Rencontre Hitler-Mussolini au Brenner.
- 18/24 – Congrès du P.C.M. sous contrôle des émissaires de l'I.C. La direction renouvelée, Encina secrétaire général.
- 22 – Démission du gouvernement Daladier : le gouvernement Paul Reynaud se présente à la Chambre.
- 29 – Discours de Molotov, relativement conciliant à l'égard des « démocraties » occidentales.
- 31 – Création d'une R.S.S. Carélo-finnoise.

AVRIL

- 5/9 – Congrès du S.W.P. et victoire de la majorité (Cannon) sur la minorité (Burnham-Shachtman).

- 9 – La Wehrmacht envahit la Norvège et le Danemark.
- 10 – Le gouvernement soviétique approuve la mesure « défensive » prise par l'Allemagne contre le Danemark et la Norvège.
- 16 – A la suite de la parution de l'organe Y.P.S.L. *Labor Challenge*, et du refus de la minorité de voter un texte s'engageant à appliquer la ligne décidée par la majorité du S.W.P., le comité national de ce dernier suspend ses membres minoritaires.
- 17 – Parution de la revue *New International* avec l'adresse d'un nouveau local, des articles en faveur du « troisième camp » et l'annonce de la parution de l'hebdomadaire *Labor Action* : c'est la scission, le groupe scissionniste prenant le titre de Workers Party.
- 28 – Réunification des B.L. en Argentine.

[LE SILENCE DE SHACHTMAN]¹

(3 janvier 1940)

Chers Amis,

Je joins à cette lettre une copie de la lettre² que j'ai envoyée à Shachtman³ il y a plus de deux semaines. Shachtman ne s'est même pas donné la peine de me répondre. Cela montre l'état d'esprit dans lequel il s'est engagé pour son combat sans principes. Il fait un bloc avec l'antimarxiste Burnham et refuse de répondre à ma lettre qui traite de ce bloc. En soi, le fait est évidemment d'une importance dont on peut douter, mais comme symptôme, il a une certaine résonance. Voilà pourquoi je vous envoie copie de ma lettre à Shachtman.

1. Lettre aux membres du N.C. du S.W.P. Archives Cannon, Institut d'histoire sociale, New York, traduite de l'anglais.

2. Lettre datée du 20 décembre, cf. *Œuvres*, 22, p. 227.

3. Max *Shachtman* (1903-1972) était arrivé aux Etats-Unis avec ses parents en 1905 et avait rejoint le mouvement communiste en 1921, il avait eu des responsabilités nationales dans les jeunesses de 1923, et en avait notamment été le secrétaire national après Abern. En 1927, il avait été affecté à l'I.L.D. et s'était lié à Cannon et Abern. Il avait été, en 1928, un des « trois dirigeants historiques » qui s'étaient affirmés solidaires de l'Opposition de gauche. Il avait eu, au cours des premières années 30, un conflit aigu avec Cannon. Trotsky le connaissait personnellement pour l'avoir déjà rencontré en Turquie, puis au Mexique.

[L'OPPOSITION EST EN TRAIN DE S'ENFERRER]¹

(3 janvier 1940)

Chers amis,

J'ai reçu les deux documents de l'opposition²; j'ai étudié celui qui a trait au conservatisme bureaucratique et j'étudie maintenant celui qui traite de la question russe. Quels écrits lamentables! Il est difficile d'y trouver une phrase qui exprime une idée juste, ou qui place une idée juste au bon endroit. Des gens intelligents, et même doués, ont pris une position manifestement fautive et s'engagent de plus en plus dans l'impasse.

La phrase d'Abern³ sur « la scission »⁴ peut avoir deux sens : ou bien il cherche à vous effrayer par la perspective d'une scission comme il l'a fait pendant la discussion sur l'entrisme⁵,

1. Lettre aux dirigeants du S.W.P. (7556), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agissait de « La Guerre et le conservatisme bureaucratique » et « L'Enjeu de la discussion sur la question russe ». La crise avait éclaté au début de septembre où une minorité de la direction, groupée autour de Shachtman et Burnham, avait commencé à remettre en question l'analyse de Trotsky sur « la nature de l'U.R.S.S. ». Mais la discussion s'était élargie au « régime du parti », à l'initiative de la minorité et à la « dialectique », à celle de Trotsky.

3. Martin *Abern* (1898-1949) était l'un des trois « dirigeants historiques » du S.W.P., avec Cannon et Shachtman. Originaire de l'Europe de l'Est (il était né Abramovitz), il avait adhéré au J.S. en 1912, au parti socialiste en 1915 et en était devenu le secrétaire dans le Minnesota. Il avait été l'un des premiers communistes des Etats-Unis, délégué en 1922 au IV^e congrès de l'I.C., secrétaire des J.C. de 23 à 25, puis collaborateur de Cannon à la tête de l'I.L.D. (Organisation de secours pour les victimes de la répression). Il était considéré comme un organisateur de talent et avait été au cœur de toutes les oppositions à Cannon.

4. Cannon avait écrit à Trotsky qu'Abern, après avoir lu le texte de Trotsky « Une Opposition petite-bourgeoise dans le S.W.P. (*Œuvres*, 22, pp. 196-220) s'était écrié « C'est la scission! ». Abern allait démentir. Ses camarades accusaient Cannon de falsifier délibérément les informations qu'il lui envoyait, de façon à le dresser contre la minorité.

5. Abern entretenait relations et correspondance suivie avec nombre de militants, ce qui conduisit ses adversaires à parler d'une « clique ». Avec Muste, ils avaient été, en 1935-1936, au centre de la coalition de tendances et de

ou bien il veut vraiment se suicider politiquement. Dans le premier cas, il ne nous empêchera pas de donner de la politique de l'opposition une appréciation marxiste, et dans le second, il n'y a rien à faire : quand un adulte veut se suicider, il est difficile de l'en empêcher.

La réaction de Burnham est un défi brutal à tous les marxistes⁶. Si la dialectique est une religion, et s'il est vrai que la religion est l'opium du peuple, comment peut-il refuser de combattre pour affranchir de ce poison son propre parti ? Je suis en train, en ce moment, d'écrire sur cette question une lettre ouverte à Burnham. Je ne crois pas que l'opinion publique de la IV^e Internationale puisse permettre au directeur de la revue théorique marxiste⁷ de se borner à des aphorismes plutôt cyniques sur les fondements du socialisme scientifique. En tout état de cause, je n'aurai pas de repos tant que les conceptions antimarxistes de Burnham ne seront pas dénoncées jusqu'à la racine devant le parti et devant l'Internationale. J'espère pouvoir vous envoyer la lettre ouverte, au moins son texte russe, après-demain.

J'écris en même temps une analyse des deux documents. L'explication des raisons pour lesquelles ils sont d'accord pour être en désaccord sur la question russe est excellente.

Je grince des dents d'avoir à perdre mon temps à lire des documents aussi périmés. Les erreurs qu'on y trouve sont si élémentaires qu'il faut faire un effort pour retrouver dans l'A B C du marxisme les arguments nécessaires.

fractions du W.P.U.S. qui s'étaient opposés longtemps à la perspective de l'entrée de ce dernier dans le Socialist Party. La tactique dite « entriste » avait été pour la première fois proposée par Trotsky lors du « tournant français » en 1934, l'entrée des trotskystes français dans la S.F.I.O. En 1936, c'était l'intervention personnelle de Trotsky qui avait, de justesse, évité la scission.

6. James *Burnham* (né en 1905), ancien élève du professeur Dewey, professeur de philosophie à l'université Columbia, avait milité avec A. J. Muste et s'était retrouvé, avec lui et les ex-membres de l'organisation américaine C.L.A., dans les rangs du W.P.U.S., où il était membre du comité national. Il était resté lors de la rupture de Muste en 1936 et avait joué un rôle important dans la fraction trotskyste à l'intérieur du Socialist Party. Il avait eu un premier conflit avec Cannon en 1937 et fait de vives critiques sur la méthode choisie pour mettre fin à l'entrisme. Sa « réaction » consistait à assurer, après avoir lu « Une Opposition petite-bourgeoise dans le S.W.P. », qu'il « ne discuterait pas de la dialectique avec Trotsky car il avait depuis longtemps cessé les discussions sur la " religion " ».

7. Burnham collaborait avec Max Shachtman à la direction de la revue *New International*.

[POUR UNE ANALYSE PRINCIPIELLE]¹

(5 janvier 1940)

Cher Joe²,

Merci pour vos intéressantes informations. Si c'était nécessaire, Jim³ [Cannon] pourrait publier notre correspondance ou celle que j'ai eue avec Wright⁴ concernant la question de la scission⁵. Cette correspondance montre notre ferme désir de préserver l'unité du parti en dépit de l'âpreté de la lutte fractionnelle. Je mentionnais dans ma lettre à Wright que, même en minorité, l'aile bolchevique du parti devait, selon moi, rester disciplinée et Jim m'a répondu qu'il adhérerait de tout son cœur à cette opinion. Ces deux citations sont en l'occurrence décisives.

En ce qui concerne la Finlande⁶, je répondrai dans mon article; ici deux mots seulement. Y a-t-il, oui ou non, une

1. Lettre à J. Hansen (8441), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph LeRoy Hansen (1910-1979) avait adhéré en 1934 à la C.L.A. alors qu'il était étudiant dans l'Utah. Il avait ensuite milité avec les syndicats de marins puis était venu en septembre 1937 comme secrétaire à Coyoacán. Il avait auparavant appartenu au cercle qu'on appelait « la clique » d'Abern. Trotsky avait pour lui confiance et amitié.

3. James P. Cannon (1885-1973), ancien des I.W.W. et du S.P., originaire du Kansas, avait été l'un des fondateurs du P.C. aux E.U. et le dirigeant, avec Foster, d'une de ses trois fractions. Convaincu au 6^e congrès par la lecture de textes de Trotsky, il avait, avec Shachtman et Abern, levé le drapeau de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis. Trotsky voyait en lui le type même du dirigeant ouvrier révolutionnaire.

4. John G. Wright était le pseudonyme littéraire de Joseph Vanzler (1904-1956), étudiant en chimie d'origine russe, venu à la C.L.A. au début des années 30, principal traducteur de Trotsky au sein du S.W.P., et qui l'avait aidé dans sa documentation pour le *Staline*.

5. Cf. Lettre de Trotsky du 19 décembre 1939, *Œuvres*, 22, pp. 224-225.

6. Rappelons que l'Armée rouge avait attaqué la Finlande le 30 novembre 1939.

différence de principe entre la Finlande et la Pologne ? L'intervention de l'Armée rouge en Pologne s'est-elle, oui ou non, accompagnée d'une guerre civile ? La presse des mencheviks, très bien informée, grâce à leur amitié avec le Bund et les émigrés du P.P.S.⁷, dit ouvertement qu'une vague révolutionnaire a accompagné l'avance de l'Armée rouge. Pas seulement en Pologne, également en Roumanie.

Le Kremlin a créé le gouvernement Kuusinen⁸ avec l'objectif évident de compléter la guerre par une guerre civile. Il y a eu des informations sur un début de création d'une Armée rouge finlandaise, sur l'« enthousiasme » des paysans pauvres dans les régions occupées, où les grandes propriétés terriennes ont été confisquées et ainsi de suite. Qu'était-ce, sinon le début de la guerre civile ?

Le développement ultérieur de la guerre civile dépendait exclusivement de l'avance de l'Armée rouge. L'« enthousiasme » du peuple n'était évidemment pas assez brûlant pour provoquer des insurrections indépendantes de paysans et d'ouvriers sous le glaive du bourreau Mannerheim⁹. La retraite de l'Armée rouge a nécessairement arrêté à leur tout début ces éléments de guerre civile¹⁰.

Si les impérialistes aident efficacement la bourgeoisie finlandaise à défendre le régime capitaliste, la guerre civile deviendra impossible en Finlande pour la prochaine période. Mais si, comme c'est plus probable, les détachements de l'Armée rouge renforcés pénètrent avec plus de succès à l'intérieur du pays, nous assisterons inmanquablement à un processus de guerre civile parallèle à l'invasion.

Nous ne pouvons prévoir tous les épisodes militaires, les

7. Le Bund est l'Union des Travailleurs Juifs qui avait subsisté en Pologne, et le P.P.S. le parti socialiste polonais : tous deux étaient adhérents à la II^e Internationale.

8. Otto *Kuusinen* (1881-1964) était professeur de philosophie, député socialiste finnois, délégué au congrès de Bâle en 1913, il avait fait partie en 1918 du gouvernement (conseil des commissaires du peuple) « rouge » de Finlande. Réfugié à Moscou, il avait assumé des responsabilités au sein de l'I.C., ne se distinguant jamais que par sa docilité. En décembre 1939, il avait été proclamé président du gouvernement créé en territoire finlandais occupé.

9. Carl von *Mannerheim* (1867-1951), né en Finlande, était officier dans l'armée tsariste, major général en 1914. Il organisa en 1917 la Garde blanche qui écrasa dans le sang la révolution finlandaise. Régent en 1918, maréchal en 1933, il commanda en chef l'armée finlandaise pendant la guerre avec l'U.R.S.S. en 1939-1940.

10. L'armée finlandaise avait réussi à réoccuper presque tous les territoires pris par les Soviétiques dans leur premier assaut.

hauts et les bas d'intérêt purement tactique, mais ils ne changeront pas la ligne « stratégique » générale des événements. Dans ce cas comme dans tous les autres, l'opposition fait une politique purement conjoncturelle au lieu d'une politique principielle (il n'est pas nécessaire de répéter que la guerre civile en Finlande, comme ce fut le cas en Pologne, aurait un caractère limité, à demi étouffé, et qu'elle pourrait, à l'étape suivante, se transformer en guerre civile entre les masses finlandaises et la bureaucratie de Moscou. Nous savons cela au moins aussi clairement que l'opposition, et nous en prévenons les masses, ouvertement). Mais nous analysons le processus tel qu'il est et nous n'identifions pas la première étape avec la seconde.

P.S. Bien entendu Sieva¹¹ serait heureux de recevoir les timbres si Chris¹² a réellement perdu son intérêt pour eux. Autrement, le sacrifice n'aurait pas de justification.

11. Sieva était le diminutif familial pour Vsiévolod P. *Volkov* (né en 1926), le petit-fils de Trotsky, qui lui avait été amené par les Rosmer.

12. Chris désigne Christy C. *Moustakis* (né en 1911), un diplômé d'histoire, chômeur, qui avait rencontré à Mexico des gardes de Trotsky, était devenu à son tour garde et militant du S.W.P. Il était rentré à New York et proposait d'offrir sa collection de timbres au petit garçon.

[COMBATTRE POUR LA DIALECTIQUE]¹

(7 janvier 1940)

Cher Ami²,

J'ai reçu deux lettres de vous et vous remercie beaucoup de vos intéressantes informations sur l'opposition de New York. Non seulement la composition est mauvaise, mais aussi l'éducation passée : ils sont venus à nous, soit du parti communiste décadent, soit du groupe *Muste*³, soit du *Socialist Party*⁴. Ils n'avaient aucune éducation marxiste sérieuse. Il nous faut commencer maintenant un combat sérieux pour les principes marxistes, à commencer par le matérialisme dialectique. Vous avez déjà lu, je l'espère, mon article sur l'opposition petite-bourgeoise. J'envoie simultanément à Wright le texte russe d'un nouvel article sur la même question, pour traduction. Je joins

1. Lettre à J. van Heijenoort (10702), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jean *van Heijenoort* (1912-1986) avait été secrétaire de Trotsky pendant sept ans, en Turquie, en France, en Norvège et au Mexique. Il vivait depuis l'année précédente aux Etats-Unis et continuait une correspondance suivie avec Trotsky, lui donnant notamment ses impressions de militant « de base ».

3. Abraham Johannes dit A. J. *Muste* (1885-1967), fils d'immigrés hollandais, pasteur pacifiste, avait rejoint le mouvement ouvrier lors de la grève des ouvriers du textile de Lawrence en 1918. A partir de 1921, il avait été le directeur pédagogique du Labor College de Brookwood qui forma de nombreux cadres syndicaux. Il éprouva à partir de 1929 le besoin d'une organisation politique, fondant la Committee for Progressive Labor Action (C.P.L.A.) qu'il transforma en American Workers Party (A.W.P.) en 1933. En décembre 1934, il avait conduit son organisation à la fusion avec la C.L.A. trotskyste et était devenu secrétaire de l'organisation unifiée, le Workers Party of the United States (W.P.U.S.). Il avait été en désaccord avec la politique « entriste » de Cannon et Shachtman, puis avait visité Trotsky en Norvège. Il avait tout quitté après avoir retrouvé sa foi religieuse dans Notre-Dame de Paris. Une partie des membres du S.W.P. étaient des anciens de l'A.W.P., pépinière de cadres ouvriers.

4. La phrase résume les trois sources du recrutement des membres du S.W.P. Le recrutement chez les socialistes avait permis de gagner quelques cadres ouvriers, mais surtout nombre d'étudiants.

une copie pour vous. Après l'avoir lu, transmettez, je vous prie, à Sara⁵.

C'est très bien que vous vous occupiez activement de James et Dewey⁶. *Vous devez participer à la discussion sur le matérialisme dialectique.* Que Jan⁷ soit avec la minorité, c'est une pitié.

5. Sara Jacobs, dite Sara *Weber* (1900-1976), compagne du dirigeant du S.W.P. Louis Jacobs dit Jack Weber, avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo, Royan et Barbizon. Elle était l'une des traductrices des textes « de parti » de Trotsky en anglais.

6. Van Heijenoort voulait s'attaquer aux racines philosophiques de la pensée de l'Opposition. Le philosophe et psychologue William *James* (1842-1910), professeur à l'université de Havard, avait publié en 1907 son *Pragmatism*, l'année de sa retraite. John *Dewey* (1859-1952) était son principal disciple. Il avait présidé la commission d'enquête sur les procès de Moscou, lui apportant la caution de son autorité intellectuelle et morale.

7. Jan *Frankel* (né en 1906), citoyen tchécoslovaque, avait été secrétaire de Trotsky de 1930 à 1933 en Turquie, puis un des principaux dirigeants internationaux. Il avait été secrétaire quelques mois en Norvège, puis au Mexique. Il vivait aux Etats-Unis, après son mariage avec la romancière Eleanor Clark. Lui aussi, de New York, avait écrit des lettres personnelles extrêmement critiques des mœurs de la direction du S.W.P. et il avait pris parti pour l'opposition sans avoir pourtant aucune confiance personnelle en ses dirigeants.

LETTRE OUVERTE AU CAMARADE BURNHAM¹

(7 janvier 1940)

Cher Camarade,

On m'a dit que votre réaction à mon article sur l'opposition petite-bourgeoise² avait été de dire que vous n'aviez pas l'intention de discuter avec moi de la dialectique, mais seulement de « questions concrètes ». « Il y a longtemps que j'ai cessé de discuter de religion », avez-vous ajouté ironiquement. J'ai entendu autrefois Max Eastman³ exprimer le même sentiment.

Est-il logique d'identifier logique et religion ?

Si je comprends bien, vos propos signifient que la dialectique de Marx, Engels et Lénine⁴ appartient au domaine de la religion. Que signifie cette affirmation ? La dialectique, permettez-moi de le rappeler une fois de plus, est la *logique de l'évolution*. De même que, dans une usine, l'atelier d'outillage fournit des outils pour tous les ateliers, de même la logique est indispensable pour tous les domaines de la connaissance

1. Article de discussion (T 4821), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. *Œuvres*, 22, pp. 196-220.

3. Max Eastman Forrester (1883-1969), fils de pasteurs, professeur de philosophie et écrivain, ami de John Reed et animateur de *New Masses*, prend parti très tôt pour la révolution russe ; en U.R.S.S. en 1922, il se lie à Trotsky et sera le traducteur de nombre de ses ouvrages ; mais il s'éloigne du marxisme dans la deuxième partie des années 30.

4. Karl Marx (1818-1883) est le théoricien de ce qu'il appelait le « socialisme scientifique » ; son compatriote et ami Friedrich Engels (1820-1895) fut son principal collaborateur. Vladimir Ilyitch Oulianov, dit Lénine (1870-1924) se réclamait comme eux du matérialisme dialectique.

humaine. Si vous ne tenez pas la logique en général pour un préjugé religieux (c'est triste à dire, mais les écrits contradictoires de l'opposition mènent de plus en plus vers cette idée lamentable), quelle logique acceptez-vous au juste ? Je connais deux systèmes de logique dignes d'attention : la logique d'Aristote⁵ (logique formelle) et la logique de Hegel⁶ (la dialectique). La logique aristotélicienne prend comme point de départ des objets et des phénomènes immuables. La pensée scientifique de notre époque étudie tous les phénomènes dans leur origine, leur transformation et leur désintégration. Croyez-vous que le progrès des sciences, y compris le darwinisme, le marxisme, la physique moderne, la chimie etc. n'a influencé en rien les formes de notre pensée ? En d'autres termes, croyez-vous que, dans un monde où tout change, le syllogisme seul demeure immuable et éternel ? L'Évangile selon saint Jean commence par ces mots : « Au commencement était le Verbe », c'est-à-dire qu'au commencement était la Raison ou la Parole (la raison exprimée en paroles, c'est-à-dire le syllogisme). Pour saint Jean, le syllogisme est l'un des pseudonymes littéraires de Dieu. Si vous considérez que le syllogisme est immuable, c'est-à-dire qu'il n'a ni origine ni développement, cela signifie que, pour vous, il est le produit de la révélation divine. Mais si vous reconnaissez que les formes logiques de notre pensée se développent dans le processus de notre adaptation à la nature, veuillez donc prendre la peine de nous enseigner qui, à la suite d'Aristote, a analysé et systématisé les progrès ultérieurs de la logique. Aussi longtemps que vous n'éclaircissez pas ce point, je me permettrai d'affirmer que le fait d'identifier la logique (la dialectique) et la religion révèle une ignorance profonde et une superficialité grave dans toutes les questions fondamentales de la pensée humaine.

Le révolutionnaire peut-il ne pas combattre la religion ?

Admettons cependant que votre insinuation plus que présumptueuse soit exacte. Cela n'arrange pas pour autant vos affaires. La religion, j'espère que vous en serez d'accord,

5. Aristotélès, dit *Aristote* (384-322 av. J.-C.), disciple de Platon, précepteur d'Alexandre le Grand, fondateur du Lycée, énonça les principes de la logique formelle.

6. Friedrich *Hegel* (1770-1831) philosophe allemand, fut le « maître » de Marx en philosophie.

détourne l'attention du savoir réel vers un savoir fictif, de la lutte pour une vie meilleure vers des espoirs mensongers de récompenses dans l'au-delà. La religion est l'opium du peuple. Celui qui ne combat pas la religion est indigne de porter le nom de révolutionnaire. Sur quelle base refusez-vous donc de combattre la dialectique, si vous la considérez comme une des variétés de la religion ?

Vous en avez depuis longtemps fini, dites-vous, avec la question de la religion. Mais vous n'en avez fini *que pour vous-même*. En dehors de vous existent les autres. Pas mal d'autres. Nous, révolutionnaires, n'arrêtons jamais de nous occuper des questions religieuses, puisque notre tâche consiste à libérer de l'influence de la religion, non seulement nous-mêmes mais aussi les masses. Si la dialectique est une religion, comment est-il possible de renoncer à lutter contre cet opium dans son propre parti ?

Ou peut-être allez-vous dire que la religion n'a pas d'importance politique ? Que l'on peut être un homme religieux et, en même temps, un communiste conséquent et un combattant révolutionnaire ? Vous ne vous hasarderiez pas à une affirmation aussi téméraire. Naturellement, nous conservons une attitude toute de prudence à l'égard des préjugés religieux d'un ouvrier arriéré. S'il veut lutter pour notre programme, nous l'accepterons dans le parti ; mais en même temps notre parti l'éduquera obstinément dans l'esprit du matérialisme et de l'athéisme. Si vous en êtes d'accord, comment pouvez-vous refuser de combattre une « religion » que partagent, à ce que je sache, l'écrasante majorité de ceux des membres de notre propre parti qui s'intéressent aux questions théoriques ? Vous avez, de toute évidence, négligé cette aspect très important de la question.

Dans les rangs de la bourgeoisie instruite, il y a pas mal de gens qui ont personnellement rompu avec la religion mais dont l'athéisme est réservé à leur consommation interne ; ils gardent pour eux ce genre d'idées, mais, en public, assurent souvent qu'il est bon que le peuple ait une religion. Est-il possible que vous partagiez ce point de vue à l'égard de votre propre parti ? Est-il possible que cela explique votre refus de discuter avec nous des fondements philosophiques du marxisme ? Si tel est le cas, sous votre dédain pour la dialectique on sent une note de mépris pour votre parti.

Ne m'objectez pas, je vous prie, que je me suis appuyé sur une phrase que vous avez prononcée dans une conversation

privée et que vous ne souhaitez pas réfuter publiquement le matérialisme dialectique. Votre phrase en l'air n'a qu'une valeur d'illustration. Chaque fois que vous en avez eu l'occasion, vous avez, pour diverses raisons, proclamé votre attitude négative à l'égard de la doctrine qui constitue le fondement théorique de notre programme. Tout le monde le sait bien dans le parti. Dans l'article « Les Intellectuels en retraite », que vous avez écrit en collaboration avec Shachtman et publié dans la revue théorique du parti, il est dit de façon catégorique que vous rejetez le matérialisme dialectique. Le parti, après tout, n'a-t-il pas le droit de savoir précisément pourquoi ? Croyez-vous vraiment que, dans la IV^e Internationale, le rédacteur d'un organe théorique puisse se borner à la simple déclaration : « Je rejette catégoriquement le matérialisme dialectique », comme s'il s'agissait de répondre parce qu'on lui offre une cigarette : « Non merci, je ne fume pas. » La question d'une doctrine philosophique juste, c'est-à-dire d'une méthode de pensée juste, est décisive pour un parti révolutionnaire, exactement comme un bon atelier d'outillage est décisif pour la production. Il est encore possible de défendre la vieille société avec le matériel et les méthodes intellectuelles héritées du passé. Il est tout à fait impensable qu'on puisse abattre cette vieille société et en construire une nouvelle sans d'abord avoir analysé les méthodes en vigueur. Si le parti se trompe dans les fondements même de sa pensée, c'est votre devoir élémentaire de lui indiquer la bonne route. Sinon on interprétera inévitablement votre attitude comme l'attitude cavalière d'un universitaire à l'égard d'une organisation prolétarienne qui, après tout, est incapable de saisir une doctrine vraiment « scientifique ». Que pourrait-il y avoir de pire ?

Des exemples instructifs

Quiconque est familier avec l'histoire des luttes de tendances à l'intérieur des partis ouvriers sait que les désertions et le passage dans le camp de l'opportunisme, voire de la réaction bourgeoise, ont souvent commencé par le rejet de la dialectique. Les intellectuels petits-bourgeois considèrent que la dialectique est le point le plus vulnérable dans le marxisme et ils profitent en même temps de ce qu'il est bien plus difficile à des ouvriers de vérifier les divergences sur le plan philosophique que sur le plan politique. Tout le témoignage de l'expérience confirme ce fait

connu depuis longtemps. Et de plus, il est impossible de ne pas tenir compte d'un fait plus important encore, à savoir que tous les grands révolutionnaires éminents, d'abord et avant tout Marx, Engels, Lénine, Luxemburg, Franz Mehring se plaçaient sur le terrain du matérialisme dialectique. Peut-on supposer qu'ils étaient tous incapables de distinguer entre science et religion? N'y a-t-il pas là trop de présomption de votre part, camarade Burnham? Les exemples de Bernstein, Kautsky⁸ et Franz Mehring sont extrêmement instructifs. Bernstein rejetait catégoriquement la dialectique comme de la « scolastique » et du « mysticisme ». Kautsky restait indifférent à la question de la dialectique, un peu comme le camarade Shachtman. Mehring était un propagandiste et un défenseur inlassable du matérialisme dialectique. Pendant des décennies, il a suivi toutes les innovations de la philosophie et de la littérature, dévoilant sans trêve le caractère réactionnaire de l'idéalisme, du néo-kantisme, de l'utilitarisme, de toutes les formes du mysticisme, etc. Le destin politique de ces trois personnalités est bien connu. Bernstein a terminé sa vie démocrate petit-bourgeois obtus. Kautsky, de centriste, est devenu opportuniste. Quant à Mehring, il est mort communiste révolutionnaire.

En Russie, trois universitaires marxistes très éminents, Strouvé, Boulgakov et Berdiaev⁹, ont commencé en rejetant la doctrine philosophique du marxisme et ont fini dans le camp de la réaction et dans l'Eglise orthodoxe. Aux Etats-Unis, Eastman, Sidney Hook¹⁰ et leurs amis ont utilisé leur opposition à la

7. Rosa *Luxemburg* (1870-1919), née en Pologne, chef de file de la gauche social-démocrate allemande dans la lutte contre le révisionnisme et le « centre », fonda le K.P.D.(S) et fut assassinée peu après. Franz *Mehring* (1846-1919) était un journaliste démocrate connu quand il adhéra au parti social-démocrate allemand. Il milita pendant la guerre avec Liebknecht et Rosa Luxemburg et mourut deux semaines après leur assassinat.

8. Eduard *Bernstein* (1850-1932), ancien collaborateur d'Engels, commença en 1898 à développer les principaux thèmes du « révisionnisme » contre ce qu'il appelait le « catastrophisme » de Marx. Karl *Kautsky* (1854-1938), un Autrichien, fut le principal théoricien de la social-démocratie après la mort d'Engels et dans le combat contre le « révisionnisme ». Leader du « centre », il se rallia en 1914 à la « défense nationale », puis au pacifisme. Il attaqua très vivement les bolcheviks et la social-démocratie.

9. Peter von *Strouvé* (1870-1944), Sergéi N. *Boulgakov* (1871-1944) et Nikolai I. *Berdiaev* (1874-1935), avaient enseigné le marxisme dans leurs universités à la fin du XIX^e. Strouvé devint dirigeant du parti cadet, Boulgakov pope et Berdiaev mystique.

10. Sidney *Hook* (né en 1902), professeur de philosophie, élève de Dewey, contribua à la diffusion du marxisme au début des années 30 et milita avec Muste dans l'A.W.P. Puis il évolua vers la droite.

dialectique comme une couverture pour leur transformation de compagnons de route du prolétariat en compagnons de route de la bourgeoisie. On pourrait multiplier semblables exemples dans les autres pays. Plékhanov¹¹, qui semble constituer l'exception, ne fait en réalité que confirmer la règle. Plékhanov a été un propagandiste remarquable du matérialisme dialectique mais, de sa vie entière, il n'a jamais eu l'occasion de participer réellement à la lutte de classes. Sa pensée était divorcée de sa pratique. La révolution de 1905 et, par la suite, la guerre mondiale, l'ont jeté dans le camp de la démocratie petite-bourgeoise et l'ont obligé à renoncer dans la réalité au matérialisme dialectique. Pendant la guerre mondiale, Plékhanov se fit ouvertement le défenseur de l'impératif catégorique kantien dans le domaine des relations internationales : « Ne faites pas aux autres ce que vous n'auriez pas voulu qu'ils vous fassent à vous. » L'exemple de Plékhanov prouve seulement que le matérialisme dialectique *en lui-même et par lui-même* ne suffit pas à faire d'un homme un révolutionnaire.

D'un autre côté, Shachtman argue que Liebknecht a laissé un travail posthume contre le matérialisme dialectique, qu'il avait écrit en prison. Bien des idées passent par la tête de quelqu'un qui est en prison et qui ne peuvent être mises à l'épreuve en association avec d'autres. Liebknecht, que personne — et lui moins que tout autre — ne considérait comme un théoricien, est devenu un symbole d'héroïsme dans le mouvement ouvrier mondial. Si l'un des adversaires américains de la dialectique devait manifester un tel esprit de sacrifice et d'indépendance à l'égard du patriotisme pendant la guerre, nous lui rendrons ce qui lui sera dû en tant que révolutionnaire. Mais cela ne résoudra pas pour autant la question de la méthode dialectique.

Il est impossible de dire ce qu'auraient été les conclusions finales de Liebknecht s'il avait été mis en liberté. En tout cas, avant de publier son livre, il l'aurait certainement montré à ses amis les plus compétents, c'est-à-dire Franz Mehring et Rosa

11. Georgi V. *Plékhanov* (1856-1918) fut l'introducteur du marxisme en Russie. Il fonda en 1883 le premier groupe marxiste, l'Emancipation du Travail. Il avait soutenu, puis combattu Lénine après 1903 pour se rallier finalement à l'union sacrée en 1914.

12. Karl *Liebkecht* (1871-1919), fils d'un des pionniers de la social-démocratie allemande, animateur des jeunesses et de la lutte antimilitariste avant 1914, était le symbole de la lutte contre la guerre impérialiste. Emprisonné pendant la guerre, il participa avec Rosa Luxemburg à la fondation du K.P.D.(S) et fut assassiné avec elle.

Luxemburg. Et il est bien probable, que sur leur conseil, il aurait simplement mis le manuscrit au feu. Imaginons pourtant que, contre l'opinion de gens qui le dépassaient largement dans le domaine de la théorie, il ait néanmoins décidé de publier ce travail. Mehring, Luxemburg, Lénine et autres n'auraient évidemment pas proposé qu'il soit pour cela exclu du parti ; au contraire, ils seraient intervenus avec vigueur pour le défendre si quelqu'un avait fait une proposition aussi stupide. Mais en même temps ils n'auraient pas formé avec lui un bloc philosophique, mais auraient nettement pris leurs distances à l'égard de ses erreurs théoriques.

La conduite du camarade Shachtman, nous le notons, est bien différente. « On remarquera, dit-il — et cela pour éduquer la jeunesse ! — que Plékhanov était un théoricien éminent du matérialisme dialectique et finit opportuniste ; Liebknecht était un révolutionnaire remarquable mais il avait des doutes sur le matérialisme dialectique. » Cet argument, s'il a un sens, signifie que le matérialisme dialectique ne sert absolument à rien à un révolutionnaire. Avec ces exemples de Liebknecht et de Plékhanov, extraits de leur contexte historique, Shachtman renforce et « approfondit » l'idée de son article de l'an passé, à savoir que la politique ne dépend pas de la méthode, puisque la méthode est divorcée de la politique par le don divin de l'inconséquence. En interprétant faussement ces deux « exceptions », Shachtman entend démontrer que la règle n'est pas valable. Si c'est là un argument d'un « partisan » du marxisme, que pouvons-nous attendre d'un de ses adversaires ? La révision du marxisme se transforme ici en une liquidation totale, plus encore, en la liquidation de toute doctrine et de toute méthode.

Que proposez-vous à la place ?

Le matérialisme dialectique n'est évidemment pas une philosophie éternelle et immuable. Penser autrement serait contredire l'esprit de la dialectique. Le développement ultérieur de la pensée scientifique créera inévitablement une doctrine plus profonde dans laquelle le matérialisme dialectique entrera simplement comme un matériau de construction. Il n'existe cependant pas de base pour compter que cette révolution philosophique sera réalisée sous le régime bourgeois en déclin, sans même parler du fait qu'un Marx ne naît pas tous les ans ou toutes les décennies. La tâche vitale du prolétariat consiste

aujourd'hui non pas à *interpréter* de nouveau le monde, mais à le *refaire* de fond en comble. Nous pouvons attendre de l'époque qui vient de grands révolutionnaires de l'action, mais pas un nouveau Marx. Ce n'est que sur la base de la culture socialiste que l'humanité éprouvera le besoin de critiquer l'héritage idéologique du passé et qu'incontestablement elle nous dépassera de beaucoup, non seulement dans le domaine de l'économie, mais aussi dans celui de la création intellectuelle. Le régime de la bureaucratie bonapartiste en U.R.S.S. n'est pas criminel seulement parce qu'il crée une inégalité grandissante dans tous les domaines de la vie, mais aussi parce qu'il dégrade l'activité intellectuelle du pays au niveau des lourdauds déchaînés du G.P.U.

Admettons toutefois que, contrairement à notre supposition, le prolétariat soit assez heureux, à notre époque de guerres et de révolutions, pour produire un nouveau théoricien ou une pléiade de théoriciens qui dépasseraient le marxisme et en particulier feraient progresser la logique bien au-delà de la dialectique matérialiste. Il va sans dire que tous les ouvriers avancés apprendront de ces nouveaux maîtres et que les vieux devront une fois de plus se recycler. Mais en attendant, c'est la musique de l'avenir. Ou me trompé-je ? Peut-être allez-vous attirer mon attention sur ces œuvres qui devraient, pour le prolétariat, supplanter le matérialisme dialectique ? Si elles étaient disponibles, vous n'auriez certainement pas refusé de lutter contre l'opium de la dialectique. Mais il n'y en a aucune. Tout en essayant de discréditer la philosophie du marxisme, vous ne proposez rien pour la remplacer.

Essayez donc d'imaginer un jeune médecin amateur qui entreprend de discuter avec un chirurgien, armé d'un scalpel, et de lui démontrer que l'anatomie, la neurologie modernes, etc., n'ont aucune valeur, qu'il y a en elles bien des obscurités et des manques et que seuls des « bureaucrates conservateurs » pourraient se mettre au travail avec leur scalpel sur la base de ces pseudo-sciences, etc. Je crois que le chirurgien demanderait à ce collègue irresponsable de quitter la salle d'opération. Nous non plus, camarade Burnham, ne pouvons nous incliner devant des allusions à bon marché sur la philosophie du socialisme scientifique. Au contraire, puisque cette question a été carrément posée dans le cours de la lutte fractionnelle, nous allons dire, en nous tournant vers tous les membres du parti, particulièrement les jeunes : attention à l'infiltration du scepticisme bourgeois dans nos rangs. Rappelez-vous que le socialisme n'a pas trouvé à ce

jour d'expression scientifique plus élevée que le marxisme. Gardez à l'esprit l'idée que la méthode du socialisme scientifique est le matérialisme dialectique. Occupez-vous d'étudier sérieusement ! Etudiez Marx, Engels, Plékhanov, Lénine, Franz Mehring. C'est cent fois plus important pour vous que d'étudier les traités tendancieux, stériles et quelque peu risibles sur le conservatisme de Cannon. Que la discussion actuelle produise au moins ce résultat positif que les jeunes essaient de se mettre dans la tête un fondement théorique solide pour la lutte révolutionnaire !

Un pseudo-« réalisme » politique

Dans votre cas, cependant, la question ne se borne pas à la dialectique. Les remarques de votre résolution sur le fait que vous ne demandez pas maintenant au parti de trancher la question de la nature de l'Etat soviétique, signifient en réalité que vous *posez* cette question, sinon juridiquement, du moins théoriquement et politiquement. Seuls des gamins pourraient ne pas le comprendre. Cette affirmation elle-même a, en outre, une autre signification, beaucoup plus dangereuse et pernicieuse. Elle signifie que vous séparez la politique de la sociologie marxiste. Et pourtant, pour nous, c'est précisément là le nœud de la question. S'il est possible de donner une définition juste de l'Etat sans utiliser la méthode du matérialisme dialectique, s'il est possible de définir une politique juste sans donner une analyse de classe de l'Etat, alors la question se pose : à quoi sert donc le marxisme ?

En désaccord entre eux sur la nature de classe de l'Etat soviétique, les dirigeants de l'opposition s'accordent sur un point à savoir qu'il faut qualifier d'« impérialiste » la politique extérieure du Kremlin et qu'on ne peut pas soutenir l'U.R.S.S. « inconditionnellement » (vaste programme !). Quand la « clique » opposée pose carrément au congrès la question de la nature de l'Etat soviétique (quel crime !) vous vous êtes d'avance mis d'accord pour... être en désaccord, c'est-à-dire pour voter différemment. Dans le gouvernement « national » britannique, on a connu ce précédent de ministres qui « étaient d'accord pour être en désaccord », c'est-à-dire voter différemment. Mais les ministres de Sa Majesté avaient cette supériorité qu'ils connaissaient parfaitement la nature de *leur* Etat et pouvaient s'offrir le luxe de désaccords sur des questions

secondaires. La situation des dirigeants de l'opposition est beaucoup moins confortable. Ils se sont offert le luxe de diverger sur la question fondamentale afin d'être solidaires sur des questions *secondaires*. Si c'est cela le marxisme et une politique principielle, alors je ne sais pas ce que signifient des combinaisons sans principes.

Vous semblez apparemment considérer qu'en refusant de discuter le matérialisme dialectique et la nature de classe de l'Etat soviétique et en vous cramponnant aux « questions concrètes », vous vous conduisez en politique réaliste. Cette illusion est le fruit de votre manque de familiarité avec l'histoire des cinquante dernières années de luttes fractionnelles dans le mouvement ouvrier. Dans chaque conflit principiel, sans aucune exception, les marxistes ont toujours cherché à poser carrément au parti les problèmes fondamentaux de doctrine et de programme, car ils considéraient que c'était seulement à cette condition que les questions « concrètes » pouvaient trouver leur juste place et leur exacte proportion. D'un autre côté, les opportunistes de toutes nuances, surtout ceux qui avaient déjà essuyé quelques défaites dans le domaine de la discussion principielle, opposaient invariablement à l'analyse marxiste de classe des appréciations conjoncturelles « concrètes » qu'ils formulaient, selon l'usage, sous la pression de la démocratie bourgeoise. Pendant des décennies de luttes fractionnelles, cette division des rôles s'est perpétuée. L'opposition, permettez-moi de vous l'assurer, n'a rien inventé de nouveau. Elle continue la tradition du révisionnisme en théorie et de l'opportunisme en politique.

Vers la fin du siècle dernier, les tentatives révisionnistes de Bernstein qui avait subi en Angleterre l'influence de l'empirisme et de l'utilitarisme anglo-saxons — la plus misérable des philosophies! — furent impitoyablement repoussées. Après quoi les opportunistes allemands se détournèrent soudain de la philosophie et de la sociologie. Dans les congrès et la presse, ils ne cessaient de s'en prendre aux « pédants » marxistes qui remplaçaient les « questions politiques concrètes » par des considérations de principe générales. Relisez les procès-verbaux de la social-démocratie allemande vers la fin du siècle dernier et le début du nôtre et vous serez vous-même étonné de voir à quel point, comme disent les Français, *le mort saisit le vif*¹³.

13. En français dans le texte.

Vous n'êtes pas sans connaître le grand rôle joué par l'*Iskra*¹⁴ dans le développement du marxisme russe. L'*Iskra* a commencé avec la lutte contre ce qu'on appelait « économisme » dans le mouvement ouvrier et contre les *narodniki*¹⁵ (le parti des socialistes révolutionnaires). Le principal argument des « économistes » était que l'*Iskra* voguait dans le domaine de la théorie, tandis qu'eux, les « économistes », se proposaient de diriger le mouvement ouvrier concret. Le principal argument des socialistes révolutionnaires était le suivant : l'*Iskra* veut fonder une école de matérialisme dialectique tandis que nous, nous voulons renverser l'autocratie tsariste. Il faut dire que les terroristes narodniks prenaient très au sérieux ce qu'ils disaient : bombes à la main, ils sacrifiaient leur vie. Nous discussions avec eux : « Dans certaines circonstances, une bombe est une très bonne chose, mais il faut d'abord clarifier nos idées. » Et c'est l'expérience historique que la plus grande révolution dans toute l'histoire n'a pas été dirigée par le parti qui avait commencé avec des bombes, mais par celui qui avait commencé avec le matérialisme dialectique.

Quand les bolcheviks et les mencheviks étaient encore membres du même parti, les périodes d'avant congrès et le congrès lui-même voyaient invariablement se dérouler une lutte féroce autour de l'ordre du jour. Lénine avait l'habitude de proposer comme premiers points de l'ordre du jour des questions comme la clarification de la nature de la monarchie tsariste, l'analyse du caractère de classe de la révolution, l'appréciation des étapes de la révolution que nous étions en train de traverser, etc. Martov et Dan¹⁶, les dirigeants des mencheviks, répondaient invariablement : nous ne sommes pas un club de sociologie, mais un parti politique ; nous devons nous

14. L'*Iskra* (l'Étincelle) fut fondée en Allemagne en 1900 : ce journal en russe était destiné à être l'axe de la construction du parti clandestin en Russie. Il reste aux mains des mencheviks lors de la scission (Lénine, Plékhanov et Martov étaient parmi ses fondateurs).

15. Les *Narodniki* (populistes) étaient un courant qui considérait la paysannerie comme la force révolutionnaire en Russie ; les narodniki préconisaient le terrorisme comme moyen d'entraîner les masses dans la lutte. Les « économistes » contre lesquels Lénine a polémique dans *Que faire ?* voulaient que la classe ouvrière, abandonnant les mots d'ordre politiques, se concentre sur les revendications économiques. Le futur Martynov était l'un de leurs porte-parole.

16. Deux hommes symbolisent les deux ailes du menchevisme. Iouli O. Cederbaum, dit *Martov* (1873-1923), compagnon de Lénine à Pétersbourg et l'*Iskra*, internationaliste avec Trotsky pendant la guerre, était la gauche et Fedor I. Gourvitch, dit *Dan* (1871-1947), médecin, sa droite.

mettre d'accord, non sur la nature de classe de l'économie tsariste, mais sur les « tâches politiques concrètes ». Je cite de mémoire, mais je ne cours aucun risque de me tromper car ces discussions se sont répétées d'année en année et sont devenues stéréotypées. Je pourrais ajouter que, pour ma part, j'ai en ce domaine commis pas mal de péchés¹⁷. Mais depuis, j'ai appris.

A ces amoureux de « questions politiques concrètes », Lénine expliquait invariablement que notre politique n'était pas conjoncturelle, mais principielle, que la tactique est subordonnée à la stratégie, que, pour nous, la préoccupation première dans toute campagne politique est de faire qu'elle guide les ouvriers des questions particulières aux questions générales, qu'elle leur enseigne la nature de la société moderne et le caractère de ses forces fondamentales. Les mencheviks ont toujours éprouvé un besoin pressant de gommer les divergences de principe dans leur conglomérat instable en les esquivant, tandis que Lénine posait au contraire carrément les questions de principe. Les arguments actuels de l'opposition contre la philosophie et la sociologie et en faveur des « questions politiques concrètes » ne sont qu'une répétition à retardement des arguments de Dan. Pas un seul mot nouveau ! Il est triste de constater que Shachtman ne respecte la politique principielle du marxisme que lorsqu'elle est assez ancienne pour trouver place dans les archives.

Particulièrement maladroit et déplacé, c'est ainsi qu'est ressenti votre appel à laisser la théorie marxiste au profit des « questions politiques concrètes », camarade Burnham, car ce ne fut pas moi, mais vous qui avez soulevé la question de la nature de l'U.R.S.S., m'obligeant ainsi à poser la question de la méthode de détermination de la nature de classe d'un Etat. Il est vrai que vous avez retiré votre résolution. Mais cette manœuvre fractionnelle n'a aucune signification objective. Vous tirez vos conclusions *politiques* de vos prémisses sociologiques, même si vous les avez temporairement cachées dans votre serviette. Shachtman tire exactement les mêmes conclusions politiques que vous, sans prémisses sociologiques : il s'adapte à vous. Abern cherche à utiliser de la même façon les prémisses cachées et l'absence de prémisses pour ses combinaisons « organisationnelles ». Telle est la véritable situation et pas la situation diplomatique dans le camp de l'opposition. Vous vous compor-

17. Trotsky fait allusion à sa brochure contre Lénine intitulée *Nos Tâches politiques*.

tez en anti-marxiste, Shachtman et Abern en marxistes *platoniques*. Qui est le pire, ce n'est pas facile à dire.

La dialectique de la discussion actuelle

Mis en présence du front diplomatique qui couvre les prémisses cachées et le manque de prémisses de nos adversaires, nous, les « conservateurs », répondons naturellement : « Une discussion fructueuse sur les « questions concrètes » n'est possible que si vous spécifiez clairement quelle prémisse de classe vous prenez comme point de départ. Nous ne sommes pas obligés de nous en tenir aux thèmes de discussion que vous avez artificiellement sélectionnés. Si quelqu'un proposait que nous discutons des questions « concrètes » comme l'invasion de la Suisse par la flotte soviétique ou la longueur de la queue d'une sorcière du Bronx¹⁸, j'ai le droit de demander avant si la Suisse a une côte maritime et si les sorcières existent ? »

Toute discussion sérieuse se développe du particulier et même de l'accidentel au général et au fondamental. Les causes et motifs immédiats d'une discussion n'ont, dans la majorité des cas, d'intérêt que comme symptômes. N'ont une véritable signification politique que ceux des problèmes que la discussion pose dans son développement. Pour certains intellectuels, pressés de mettre en accusation « le conservatisme bureaucratique » et de manifester leur « esprit dynamique », il peut apparaître que les questions concernant la dialectique, le marxisme, la nature de l'Etat, le centralisme, sont posées « artificiellement » et que la discussion a pris une « mauvaise » direction. Mais le nœud de la question consiste en ce que la discussion a sa propre logique objective, qui ne coïncide pas du tout avec la logique subjective des individus et des groupes. Le caractère *dialectique* de la discussion découle du fait que son cours objectif est déterminé par le conflit vivant entre tendances opposées et non par un plan logique préconçu. La base *matérialiste* de la discussion consiste en ce qu'elle reflète la pression des différentes classes. Ainsi, la discussion actuelle dans le S.W.P., de même que le processus historique dans son ensemble, se développe — avec ou sans votre permission, camarade Burnham — conformément aux lois du matérialisme dialectique... On ne peut échapper à ces lois.

18. Le Bronx est l'un des quartiers de New York.

« Science » contre « marxisme »
 et « expériences » contre programme

En accusant vos adversaires de « conservatisme bureaucratique » (une pure abstraction psychologique dans la mesure où il n'existe pas d'intérêts sociaux spécifiques sous ce « conservatisme »), vous réclamez dans votre texte que la politique conservatrice soit remplacée par « une politique critique et expérimentale — en un mot une politique scientifique » (p. 32). Cette affirmation, au premier coup d'œil si innocente et dénuée de sens, malgré son caractère pompeux, est en elle-même une révélation totale. Vous ne parlez pas de politique marxiste. Vous ne parlez pas de politique prolétarienne. Vous parlez de politique « expérimentale », « critique », « scientifique ». Pourquoi cette terminologie prétentieuse et délibérément vague, si inhabituelle dans nos rangs ? Je vais vous le dire. Elle est le produit de votre adaptation, camarade Burnham, à l'opinion publique bourgeoise, et de l'adaptation de Shachtman et Abern à votre adaptation. Le marxisme n'est plus à la mode dans les larges cercles des intellectuels bourgeois. En outre, si quelqu'un parle de marxisme, qu'à Dieu ne plaise, on peut le prendre pour un matérialiste dialectique. Mieux vaut éviter ce terme discrédité. Par quoi le remplacer ? Par la « science », bien sûr, et même la Science avec un S majuscule. Et, comme chacun sait, la science est basée sur la « critique » et « les expériences ». Cela sonne bien en soi, si solide, si tolérant, tellement pas sectaire, si professoral ! On peut, avec cette formule, pénétrer dans n'importe quel salon démocratique.

Relisez, je vous prie, une fois de plus, votre propre déclaration : « A la place d'une politique conservatrice, il nous faut avancer une politique audacieuse, souple, critique et expérimentale — en un mot, une politique scientifique. » On ne saurait mieux dire. Mais c'est précisément la formule que tous les empiristes petits-bourgeois, les révisionnistes, et, *last but not least*, tous les aventuriers politiques ont opposée au marxisme « étroit », « limité », « dogmatique » et « conservateur ».

Buffon¹⁹ a dit un jour : le style, c'est l'homme. La terminologie politique, c'est non seulement l'homme, mais le

19. Georges de Buffon (1707-1788), naturaliste français, est l'auteur d'une célèbre *Histoire naturelle* en 44 volumes.

parti. La terminologie est l'un des éléments de la lutte des classes. Seuls des pédants sans vie peuvent ne pas le comprendre. Dans votre texte, vous supprimez avec beaucoup de soin — oui, personne d'autre que vous, camarade Burnham — non seulement des mots comme dialectique et matérialisme, mais aussi marxisme. Vous êtes au-dessus. Vous êtes un homme de science « critique », « expérimentale ». C'est exactement pour la même raison que vous avez collé l'étiquette « impérialisme » pour décrire la politique extérieure du Kremlin. Cette innovation vous permet de vous démarquer de la terminologie trop embarrassante de la IV^e Internationale en forgeant des formules moins « sectaires », moins « religieuses », moins rigoureuses, que vous avez en commun — heureuse coïncidence ! — avec la démocratie bourgeoise.

Vous voulez expérimenter ? Mais permettez-moi de vous rappeler que le mouvement des travailleurs possède une longue histoire qui ne manque pas d'expérience et, si vous aimez mieux, d'expériences. Cette expérience si chèrement payée s'est cristallisée sous la forme d'une doctrine précise, ce même marxisme que vous évitez si soigneusement de nommer. Avant de vous donner le droit d'expérimenter, le parti a le droit de vous demander : « Quelle méthode allez-vous employer ? ». Henry Ford²⁰ ne permettrait certainement pas de faire de l'expérimentation dans ses usines à un homme qui n'aurait pas assimilé les conditions nécessaires du développement passé de l'industrie et les innombrables expériences déjà réalisées. En outre, dans les usines, les laboratoires de recherche sont soigneusement tenus à l'écart de la production de masse. D'autant plus inadmissibles sont les expériences de rebouteux dans le domaine du mouvement ouvrier — même si elles sont faites sous le drapeau de la « science » anonyme. Pour nous, la science du mouvement ouvrier, c'est le marxisme. La science sociale sans nom, la Science avec un S majuscule, nous les laissons à la pleine et entière disposition d'Eastman et de ses amis.

Je sais que vous vous êtes engagé dans des polémiques avec Eastman et que, sur certaines questions, vous avez argumenté très bien. Mais vous discutez avec lui comme s'il représentait votre propre cercle et pas un agent de l'ennemi de classe. Vous avez révélé cela très clairement dans votre article commun avec Shachtman, lorsque vous l'avez terminé par cette invitation

20. Henry Ford (1863-1947) est le célèbre industriel de l'auto de Detroit.

inattendue à Eastman, Hook, Lyons²¹ et le reste à profiter des pages de *New International* pour faire connaître leurs positions. Vous n'avez même pas craint qu'ils vous posent la question de la dialectique et vous obligent ainsi à sortir de votre silence diplomatique.

Le 20 janvier de cette année, donc bien avant cette discussion, dans une lettre au camarade Shachtman, j'insistais sur l'urgente nécessité de suivre les développements internes du parti stalinien et j'écrivais : « Ce serait mille fois plus important que d'inviter Eastman, Lyons et autres, à présenter leurs sécrétions individuelles. Je me suis un peu demandé pourquoi vous avez consacré de la place au dernier article insignifiant et arrogant d'Eastman. Il a à sa disposition *Harper's Magazine*, le *Modern Monthly*, *Common Sense*, etc. Mais je suis tout à fait perplexe de voir que vous, personnellement, vous invitez ces gens à gâcher des pages pas si nombreuses de *New International*. La perpétuation de cette polémique peut intéresser quelques intellectuels petits-bourgeois, mais pas les éléments révolutionnaires. C'est ma ferme conviction qu'une certaine réorganisation de *New International* et de *Socialist Appeal* est nécessaire : plus de distance avec Eastman, Lyons et compagnie, plus près des ouvriers et, en ce sens, du parti stalinien. »

Comme toujours en pareil cas, Shachtman m'a répondu distraitement et sans beaucoup d'attention. Dans la pratique, la question a été réglée par le fait que les ennemis du marxisme que vous aviez invités ont refusé votre invitation. Cet épisode mérite pourtant plus d'attention. D'un côté, vous, camarade Burnham, avec le soutien de Shachtman, vous invitez les démocrates bourgeois à vous envoyer des explications amicales pour les imprimer dans notre organe de parti. D'un autre côté, vous, soutenu par le même Shachtman, vous refusez d'engager une discussion avec moi sur la dialectique et la nature de classe de l'Etat soviétique. Cela ne signifie-t-il pas qu'avec votre allié Shachtman, vous avez un peu tourné votre visage vers les demi-opposants bourgeois et votre dos à votre propre parti ? Abern est arrivé depuis longtemps à la conclusion que le marxisme est une doctrine qu'il faut honorer mais qu'une bonne combine oppositionnelle est quelque chose de bien plus substantiel. Pendant ce temps, Shachtman glisse et descend toujours plus

21. Eugene Lyons (1898-1985), journaliste, avait été correspondant à Moscou mais renvoyé en 1934. Il avait pris position contre les procès de Moscou, flirté avec les trotskystes, puis évolué à droite.

bas, se consolant par des plaisanteries. Je sens cependant qu'il a le cœur serré. En atteignant un certain point, j'espère que Shachtman se reprendra et commencera à remonter la pente. C'est là qu'est l'espoir que sa politique fractionnelle « expérimentale » tourne au moins au profit de la « Science ».

« *Un dialecticien inconscient* »

Utilisant ma remarque au sujet de Darwin²², Shachtman, m'a-t-on dit, a déclaré que vous êtes « un dialecticien inconscient ». Ce compliment ambigu contient un iota de vérité. Tout individu est un dialecticien *jusqu'à un certain point*, la plupart du temps inconsciemment. Une ménagère sait qu'une certaine quantité de sel donne bon goût au potage et qu'une poignée supplémentaire rend la soupe immangeable. Par conséquent, une paysanne illettrée s'oriente dans la cuisson de sa soupe selon la loi hégélienne de la transformation de la quantité en qualité. On pourrait citer indéfiniment de tels exemples empruntés à la vie quotidienne. Les animaux eux-mêmes arrivent à des conclusions pratiques, non seulement sur la base du syllogisme aristotélicien, mais également sur la base de la dialectique hégélienne. Ainsi un renard sait que les quadrupèdes et les oiseaux sont nourrissants et bons à manger. Quand il aperçoit un lièvre, un lapin ou une poule, le renard en conclut que cette créature particulière appartient au type savoureux et nourrissant et se lance après sa proie. Nous avons là un syllogisme complet, bien qu'on puisse supposer que le renard n'a jamais lu Aristote. Quand cependant le même renard rencontre pour la première fois un animal plus grand que lui, un loup par exemple, il conclut rapidement que la quantité se transforme en qualité et prend la fuite. Il est clair que les jambes du renard sont pourvues de tendances hégéliennes, même si elles ne sont pas totalement conscientes. Tout cela démontre, soit dit en passant, que nos méthodes de pensée, la logique formelle comme la dialectique, ne sont pas des constructions arbitraires de notre intellect, mais expriment en réalité les rapports réels à l'intérieur de la nature elle-même. En ce sens, l'univers tout entier est imprégné d'une

22. Charles Robert Darwin (1809-1882), naturaliste anglais, avait écrit en 1859 son fameux traité *Sur l'Origine des espèces au moyen de la sélection naturelle*. Dans son premier article de discussion, Trotsky l'avait qualifié de « dialecticien inconscient ».

« dialectique » inconsciente. Mais la nature ne s'en tient pas là. Il n'y a pas eu un bref développement avant que les rapports internes dans la nature ne se transforment dans le langage de la conscience des renards et des hommes et l'homme a été ainsi en mesure de généraliser ces formes de conscience et de les transformer en catégories logiques (dialectiques), créant ainsi la possibilité de pénétrer plus profondément dans le monde qui nous entoure.

L'expression jusqu'à présent la plus achevée des lois de la dialectique qui prévalent dans la nature et la société a été donnée par Hegel et Marx. En dépit du fait que Darwin n'avait pas d'intérêt pour la vérification de ses méthodes logiques, son empirisme — génial — dans le domaine de la science naturelle s'est élevé jusqu'aux plus hautes généralisations dialectiques. En ce sens, Darwin, comme je l'ai écrit dans mon article précédent, était un « dialecticien inconscient ». Mais nous n'apprécions pas Darwin à cause de son incapacité à s'élever jusqu'à la dialectique, mais pour avoir, en dépit de son arriération philosophique, réussi à nous expliquer l'origine des espèces. On peut d'ailleurs rappeler qu'Engels était indigné de l'étroitesse empirique de la méthode darwinienne, bien qu'il ait, comme Marx, tout de suite apprécié la grandeur de la théorie de la sélection naturelle. Darwin, au contraire, a ignoré jusqu'à la fin de sa vie le sens de la sociologie de Marx. Si Darwin avait attaqué dans la presse la dialectique ou le matérialisme, Marx et Engels l'auraient attaqué avec une force redoublée pour l'empêcher de couvrir de son autorité la réaction idéologique.

Dans le plaidoyer de Shachtman qui fait de vous un « dialecticien inconscient », il faut mettre l'accent sur le mot « inconscient ». L'objectif de Shachtman (en partie inconscient aussi) est de défendre son bloc avec vous en abaissant le matérialisme dialectique. Car, en réalité, Shachtman dit : « La différence entre un dialecticien " conscient " et " inconscient " n'est pas telle qu'il faille se quereller à ce sujet. » Shachtman essaie ainsi de discréditer la méthode marxiste.

Mais c'est bien plus grave encore. Il y a en ce monde vraiment beaucoup de dialecticiens inconscients ou à demi conscients. Quelques-uns d'entre eux appliquent excellemment la dialectique matérialiste à la politique, même quand ils ne se sont jamais occupés de problèmes de méthode. Ce serait évidemment d'une stupidité pédantesque d'attaquer de tels camarades. Mais il en va autrement avec vous, camarade Burnham. Vous êtes rédacteur de l'organe théorique, dont la tâche est d'éduquer

le parti dans l'esprit de la méthode marxiste. Pourtant vous êtes un *adversaire conscient de la dialectique* et nullement un *dialecticien inconscient*. Même si, comme Shachtman l'assure, vous aviez appliqué avec succès la dialectique dans les questions politiques, c'est-à-dire si vous étiez doué d'un « instinct » dialectique, nous serions encore obligés de commencer à vous combattre parce que votre instinct dialectique, comme d'autres qualités individuelles, ne peut pas se transmettre aux autres, tandis que la méthode dialectique consciente peut, à un degré ou un autre, être mise à la portée du parti tout entier.

*La dialectique et M. Dies*²³

Même si vous avez un instinct dialectique — et je ne puis entreprendre d'en juger — il est bien étouffé par la routine académique et la hauteur d'intellectuel. Ce que nous appelons l'instinct de classe des travailleurs accepte facilement l'approche dialectique des questions. Il ne saurait être question d'un tel instinct chez un intellectuel bourgeois. Ce n'est qu'en surmontant *consciemment* sa mentalité petite-bourgeoise qu'un intellectuel séparé du prolétariat peut s'élever à la politique marxiste. Malheureusement, Shachtman et Abern font tout ce qu'ils peuvent pour vous barrer cette route. En vous soutenant, ils vous rendent un bien mauvais service, camarade Burnham.

Avec le soutien de votre bloc, qu'on pourrait appeler « la Ligue de l'abandon fractionnel », vous commettez bourde sur bourde, en philosophie, en sociologie, en politique, dans le domaine organisationnel. Vos erreurs ne résultent pas du hasard. Vous abordez chaque question isolément, en la séparant de toutes les autres questions, en dehors de tout lien avec les facteurs sociaux et indépendamment de l'expérience internationale. Il vous manque la méthode dialectique. Malgré toute votre instruction, vous agissez en politique comme un rebouteux.

Dans la question de la commission Dies, votre faux culte n'est pas apparu moins clairement que dans la question de la Finlande. A mes arguments en faveur de l'utilisation de cet organisme parlementaire, vous avez répondu que la question

23. Martin Dies (1901-1972), député du Texas, était le président de la commission des activités non-américaines de la Chambre des députés, inspirateur d'une « chasse aux sorcières ». Trotsky avait accepté de déposer devant elle, une décision que Burnham critiquait.

devait être tranchée, non par des considérations de principe, mais par des circonstances particulières connues de vous seul, mais que vous vous êtes abstenu de préciser. Permettez-moi de vous indiquer quelles elles étaient : votre dépendance idéologique à l'égard de l'opinion publique bourgeoise. Bien que la démocratie bourgeoise, dans tous ses secteurs, porte l'entière responsabilité du régime capitaliste, commission Dies comprise, elle est contrainte, dans l'intérêt de ce même capitalisme, de détourner pudiquement son regard des organismes trop nus de ce régime. Simple division du travail ! Vieille supercherie qui continue cependant à être efficace ! Quant aux travailleurs, auxquels vous faites une vague allusion, une bonne partie d'entre eux — et très importante — est, comme vous, sous l'influence de la démocratie bourgeoise. Mais l'ouvrier moyen, qui n'est pas infecté par les préjugés de l'aristocratie ouvrière, saluera avec joie toute parole audacieusement révolutionnaire lancée au visage même de l'ennemi de classe. Et plus réactionnaire est l'institution qui sert d'arène au combat, plus complète est la satisfaction du travailleur. Toute l'expérience historique l'a prouvé. Dies lui-même, en prenant peur et en sautant en arrière à temps, a démontré combien erronée était votre position. Il est toujours mieux d'obliger l'ennemi à battre en retraite que de se cacher soi-même sans combat !

Mais à ce moment, j'aperçois le visage irrité de Shachtman tentant de m'arrêter par un geste de protestation : « L'opposition ne porte aucune responsabilité pour les opinions de Burnham sur la commission Dies. Cette question n'a pas eu un caractère fractionnel », etc. Je sais tout cela. Comme s'il ne manquait que cela, que l'opposition tout entière se prononce en faveur de la tactique du boycottage, si profondément dénuée de sens dans ce cas ! Il suffit que l'un des dirigeants de l'opposition, qui a ses propres idées et les a ouvertement exprimées, se soit prononcé en faveur du boycottage. Si vous avez dépassé l'âge où l'on discute de « religion », alors, je l'avoue, j'avais considéré que la IV^e Internationale avait dépassé l'âge où l'on tient l'abstentionnisme pour la plus révolutionnaire des politiques. En plus de votre manque de méthode, vous révélez, dans ce cas, un manque évident de pénétration politique. Dans la situation donnée, un révolutionnaire n'avait pas besoin de discuter très longtemps avant de sauter dans cette porte ouverte par l'ennemi et d'utiliser cette chance à fond. Quant à ceux des membres de l'opposition qui, avec vous, se sont exprimés contre la participation à la commission Dies — et ils ne sont pas en nombre si

réduit — il faut à mon avis organiser pour eux des cours élémentaires spéciaux pour leur expliquer les vérités élémentaires de la tactique révolutionnaire qui n'ont rien de commun avec l'abstentionnisme pseudo-radical des cercles d'intellectuels.

« *Les Questions politiques concrètes* »

L'opposition est très faible précisément là où elle s'imagine qu'elle est particulièrement forte — dans le domaine de la politique révolutionnaire quotidienne. Et c'est avant tout valable pour vous, camarade Burnham. Votre impuissance et celle de l'opposition tout entière se sont manifestées le plus clairement dans les questions de Pologne, des Etats baltes et de Finlande. Shachtman a commencé par trouver la pierre philosophale : la réalisation d'une insurrection simultanée contre Hitler et Staline en Pologne occupée. L'idée était splendide ; il est seulement bien dommage que Shachtman n'ait pas eu la possibilité de la réaliser pratiquement. Les ouvriers d'avant-garde de Pologne orientale seraient fondés à dire : « Une insurrection simultanée contre Staline et Hitler dans un pays militairement occupé, pourrait peut-être être préparée facilement dans le Bronx ; mais ici, localement, c'est plus difficile. Nous aimerions entendre la réponse de Burnham et Shachtman à « une question politique concrète » : « que faire entre maintenant et l'insurrection à venir » ? Dans l'intervalle, le haut-commandement de l'armée soviétique a appelé les paysans et les ouvriers à prendre la terre et les usines. Un tel appel, appuyé par la force armée, a joué un rôle énorme dans la vie du pays occupé. Les journaux de Moscou débordaient d'informations sur l'« enthousiasme » sans limites des ouvriers et des paysans pauvres. Nous pouvons et nous devons aborder ces comptes rendus avec une méfiance justifiée : les mensonges ne manquent pas. Mais il est néanmoins inadmissible de se boucher les yeux devant les faits. L'appel à régler le compte des gros propriétaires fonciers et à chasser les capitalistes ne pouvait pas ne pas enflammer les paysans et ouvriers ukrainiens persécutés et opprimés qui voyaient dans le gros propriétaire polonais un double ennemi.

Dans l'organe parisien des mencheviks²⁴, qui sont soli-

24. Il s'agit du *Sotsialisticheski Vestnik* (Le Messenger socialiste).

daires de la démocratie bourgeoise de France et pas de la IV^e Internationale, il a été affirmé catégoriquement que l'avance de l'Armée rouge s'est accompagnée d'une vague de soulèvements révolutionnaires dont les échos ont même pénétré dans les masses rurales de Roumanie. Ce qui ajoute un poids spécial aux dépêches de ce journal, ce sont les liens étroits des mencheviks avec les dirigeants du Bund juif, du parti socialiste polonais et d'autres organisations hostiles au Kremlin qui ont fui la Pologne. Nous avons donc parfaitement raison en disant aux bolcheviks de Pologne orientale : « C'est avec les ouvriers et les paysans, et au premier rang, que vous devez mener la lutte contre les gros propriétaires et les capitalistes ; ne vous coupez pas des masses, en dépit de toutes leurs illusions, de même que les révolutionnaires russes ne se sont pas coupés des masses qui ne s'étaient pas encore débarrassées de leurs espoirs en le tsar (dimanche rouge, 22 janvier 1905)²⁵ ; éduquez les masses dans le cours de la lutte ; mettez-les en garde contre les espoirs naïfs en Moscou, mais ne vous coupez pas d'elles, combattez dans leur camp, essayez d'étendre et d'approfondir leur lutte, et de leur donner la plus grande indépendance possible. C'est seulement de cette façon que vous préparerez l'insurrection à venir contre Staline. » Le cours des événements en Pologne a confirmé en tout point cette directive qui ne faisait que poursuivre et développer toute notre politique antérieure, particulièrement en Espagne.

Comme il n'y a pas de différence de principe entre les situations polonaise et finlandaise, nous ne pouvons avoir de base pour modifier nos directives. Mais l'opposition qui n'avait pas réussi à comprendre la signification des événements de Pologne, essaie maintenant de s'accrocher à la Finlande comme à sa nouvelle bouée de sauvetage. « Où est la guerre civile en Finlande ? Trotsky parle de guerre civile. Nous n'avons rien vu là-dessus dans la presse » et ainsi de suite. La question de la Finlande apparaît à l'opposition comme différente en principe de celle de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie. On considère chaque question isolément et séparément, hors du cours général du développement. Désorientée par les événements, l'opposition cherche chaque fois à prendre appui sur certaines circonstances accidentelles, secondaires, temporaires et conjoncturelles.

25. Ce jour-là, une foule d'ouvriers pacifiques, conduite vers le tsar, pour lui présenter des « suppliques », par le pape Gapone, indicateur de police, avait été prise sous le feu des « forces de l'ordre ».

Est-ce que tout le tapage sur l'absence de guerre civile en Finlande signifie que l'opposition adopterait notre politique s'il se déroulait véritablement en Finlande une guerre civile ? Oui ou non ? Si oui, alors l'opposition condamne par là même sa propre politique sur la Pologne, puisque là, en dépit de la guerre civile, ils se sont bornés à refuser de participer aux événements, attendant un soulèvement simultané contre Staline et Hitler. Il est évident, camarade Burnham que vous et vos alliés n'avez pas étudié à fond cette question.

Qu'en est-il de mon affirmation concernant une guerre civile en Finlande ? Au tout début des hostilités militaires, on aurait pu supposer que Moscou cherchait par une « petite » expédition punitive à provoquer un changement de gouvernement à Helsingfors et à établir avec la Finlande le même type de rapports qu'avec les autres états baltes. Mais la constitution à Terijoki du gouvernement Kuusinen a démontré que Moscou avait d'autres plans et d'autres buts. Des dépêches ont alors annoncé la création d'une « Armée rouge » finnoise. Naturellement, il ne s'agissait que de petites formations décrétées d'en-haut. Puis Kuusinen a publié son programme. Puis arrivèrent les dépêches sur la division des grands domaines entre les paysans pauvres. Dans leur ensemble, ces dépêches attestaient d'une tentative de Moscou pour organiser une guerre civile. Naturellement, c'était une guerre civile d'un type particulier. Elle ne surgit pas spontanément des profondeurs des masses populaires. Elle n'est pas conduite sous la direction d'un parti révolutionnaire finnois reposant sur un soutien de masses. Elle est introduite du dehors par des baïonnettes. Elle est contrôlée par la bureaucratie de Moscou. Tout cela, nous le savons et nous en avons traité dans la discussion sur la Pologne. Mais il s'agit néanmoins d'une guerre civile, d'un appel aux humbles, aux pauvres, d'un appel pour qu'ils exproprient les riches, les chassent, les arrêtent, etc. Pour toutes ces actions, je ne connais pas d'autre mot que guerre civile.

« Mais, après tout, la guerre civile n'a pas eu lieu en Finlande », m'objectent les dirigeants de l'opposition. « Cela signifie que votre prédiction ne s'est pas matérialisée. » Avec la défaite et la retraite de l'Armée rouge, répondons-nous, la guerre civile en Finlande ne peut évidemment pas se dérouler sous les baïonnettes de Mannerheim. Ce fait est un argument, non contre moi mais contre Shachtman, puisqu'il démontre que, dans les premières étapes de la guerre, à un moment où la discipline est encore forte dans les armées, il est plus facile

d'organiser l'insurrection, et sur deux fronts par-dessus le marché, du Bronx que de Terijoki.

Nous n'avions pas prévu les défaites des premiers détachements de l'Armée rouge. Nous ne pouvions pas prévoir à quel point stupidité et démoralisation règnent au Kremlin et au sommet de l'armée qui a été décapitée par le Kremlin²⁶. Néanmoins, ce dont il s'agit là, ce n'est que d'un épisode militaire qui ne peut pas déterminer notre ligne politique. Si Moscou, après sa première tentative infructueuse, s'abstenait totalement de toute offensive ultérieure contre la Finlande, alors la question même qui aujourd'hui obscurcit aux yeux de l'opposition l'ensemble de la situation mondiale disparaîtrait de l'ordre du jour. Mais il y a peu de chances que cela se réalise. D'un autre côté, si l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, s'appuyant sur les pays scandinaves, devaient aider militairement la Finlande, alors la question de Finlande serait noyée dans une guerre entre l'U.R.S.S. et les pays impérialistes. Dans ce cas, nous devons supposer que même une majorité des membres de l'opposition se souviendraient du programme de la IV^e Internationale.

Aujourd'hui cependant, l'opposition ne s'intéresse pas à ces deux variantes : ou l'arrêt de l'offensive de la part de l'U.R.S.S. ou l'éclatement des hostilités entre l'U.R.S.S. et les démocraties impérialistes. L'opposition ne s'intéresse qu'à la question isolée de l'invasion de la Finlande par l'U.R.S.S. Très bien, partons de là. Si, comme on peut le supposer, la deuxième offensive est mieux préparée et mieux conduite, alors l'avance de l'Armée rouge à l'intérieur du pays remettra à l'ordre du jour la question de la guerre civile et en outre à une beaucoup plus grande échelle que pendant la première tentative si ignominieusement défaite. Notre directive conserve par conséquent toute sa valeur, tant que la question elle-même reste à l'ordre du jour. Mais que propose l'opposition dans l'éventualité d'une avance victorieuse de l'Armée rouge en Finlande et où la guerre civile s'y développe ? L'opposition, apparemment, ne pense rien du tout là-dessus, car elle vit au jour le jour, d'un incident à l'autre, s'accrochant à des épisodes, se cramponnant à des phrases isolées dans un éditorial, se nourrissant de sympathies et

26. Allusion à la sanglante purge dirigée par Staline contre les cadres de l'Armée rouge qui fut ainsi décapitée de ses chefs les plus capables comme Toukhatchevsky, Iakir et autres. L'Armée rouge était apparue très mal encadrée dans sa campagne finlandaise.

d'antipathies et se créant ainsi pour elle-même un semblant de plate-forme. C'est dans leur façon d'aborder les « questions politiques concrètes » que se révèle avec le plus d'éclat la faiblesse des empiristes et des impressionnistes.

Désarroi théorique et abstentionnisme politique

A travers toutes les oscillations et les convulsions de l'opposition, aussi contradictoires qu'elles puissent être, deux caractères généraux courent, comme un fil conducteur, des sommets de la théorie aux épisodes politiques les plus ordinaires. Le premier est l'absence d'une conception unifiée. Les dirigeants de l'opposition ont coupé la sociologie du matérialisme dialectique. Ils coupent la politique de la sociologie. Dans le domaine politique, ils coupent nos tâches en Pologne de notre expérience en Espagne — nos tâches en Finlande de notre position en Pologne. Ils transforment l'histoire en une série d'incidents exceptionnels. Nous avons là, au plein sens du terme, la désintégration du marxisme, la désintégration de la pensée théorique, la désintégration de la politique en ses éléments constituants. L'empirisme et son frère de lait, l'impressionnisme, dominant du haut en bas. C'est pourquoi la direction idéologique, camarade Burnham, repose sur vous en tant qu'adversaire de la dialectique, en tant qu'empiriste qui affirme son empirisme.

A travers les oscillations et les convulsions de l'opposition, il y a un second caractère général intimement lié au premier, à savoir une tendance à s'abstenir de participation active, une tendance à s'auto-éliminer, à s'abstenir, naturellement sous le couvert de phrases ultra-radicales. Vous êtes en faveur du renversement de Hitler et Staline en Pologne, de Staline et Mannerheim en Finlande. Et, jusque-là, vous rejetez également les deux camps, en d'autres termes, vous vous retirez de la lutte, y compris de la guerre civile. Le fait que vous citiez l'absence de guerre civile en Finlande n'est qu'un argument conjoncturel de hasard. Si la guerre civile se développait, l'opposition n'essaierait pas de la voir, comme elle a essayé de ne pas la voir en Pologne, ou elle déclarerait que, dans la mesure où la politique de la bureaucratie de Moscou a un caractère « impérialiste », « nous » ne nous mêlons pas de cette sale affaire. Alors qu'en paroles elle court après les « questions politiques concrètes », l'opposition se place elle-même en dehors du processus histori-

que. Votre position, camarade Burnham, par rapport à la commission Dies, mérite attention précisément parce qu'elle est l'expression graphique de la même tendance d'abstentionnisme et de désarroi. Votre principe directeur reste le même : « Merci, je ne fume pas. »

Naturellement, tout homme, tout parti, toute classe même, peuvent sombrer dans le désarroi. Mais, s'il s'agit de la petite bourgeoisie, le désarroi, particulièrement devant de grands événements, est une condition inévitable et pour ainsi dire congénitale. Les intellectuels essaient d'exprimer leur désarroi dans le langage de la « science ». La plate-forme contradictoire de l'opposition reflète le désarroi petit-bourgeois exprimé dans le langage ampoulé de l'intellectuel. Il n'y a là rien de prolétarien.

La Petite Bourgeoisie et le Centralisme

Dans le domaine de l'organisation, vos idées sont exactement aussi schématiques, aussi empiriques, aussi non révolutionnaires que dans le domaine de la théorie et de la politique. Un Stolberg²⁷, une lanterne à la main, se met en quête d'une révolution idéale que n'accompagnerait aucun excès et garantie contre Thermidor et la contre-révolution. Vous, de même, vous cherchez une démocratie de parti idéale, qui assurerait pour toujours et à chacun la possibilité de dire et de faire tout ce qui peut lui passer par la tête, et qui assurerait le parti contre la dégénérescence bureaucratique. Vous avez oublié un détail, à savoir que le parti n'est pas une arène pour l'affirmation d'une individualité libre, mais un instrument de la révolution prolétarienne ; que seule une révolution victorieuse est capable d'empêcher la dégénérescence, non seulement du parti, mais du prolétariat lui-même et de la civilisation moderne dans son ensemble. Vous ne voyez pas que notre section américaine n'est pas malade d'un centralisme excessif — il est même risible d'en parler — mais d'un abus et d'une distorsion monstrueuses de la démocratie de la part d'éléments petits-bourgeois. C'est là qu'est la racine de la crise actuelle.

Un ouvrier passe sa journée à l'usine. Il ne lui reste pour le parti que relativement peu d'heures. Dans les réunions, il

27. Benjamin Stolberg (1891-1951), émigré allemand, journaliste, avait été membre de la commission Dewey, puis avait publié en 1938 une histoire du C.I.O.

cherche à apprendre l'essentiel : une appréciation juste de la situation et des conclusions politiques. Il apprécie ceux des dirigeants qui le font sous la forme la plus claire et la plus précise et qui marche au pas des événements. Les petits-bourgeois et particulièrement les éléments déclassés, coupés du prolétariat, végètent dans un milieu artificiel et clos. Ils ont amplement le temps de barboter dans la politique ou ce qui leur en tient lieu. Ils relèvent des erreurs, échangent toutes sortes de phrases piquantes, de ragots sur ce qui se passe dans les « sommets » du parti. Il se trouve toujours un dirigeant pour les initier à tous les « secrets ». La discussion est leur élément. Il n'y a jamais assez de démocratie pour eux. Pour leur logomachie, ils cherchent la quatrième dimension, coupent les cheveux en quatre, tournent dans un cercle vicieux et étanchent leur soif avec de l'eau salée. Voulez-vous connaître le programme organisationnel de l'opposition ? Il consiste en une folle chasse de la quatrième dimension de la démocratie du parti. En pratique, cela signifie enterrer la politique sous la discussion, et enterrer le centralisme sous l'anarchie des cercles d'intellectuels. Quand quelques milliers d'ouvriers rejoindront le parti, ils rappelleront sévèrement à l'ordre les anarchistes petits-bourgeois. Le plus tôt sera le mieux.

Conclusions

Pourquoi est-ce que je m'adresse à vous, et pas aux autres dirigeants de l'opposition ? Parce que vous êtes le dirigeant idéologique du bloc. La fraction du camarade Abern, sans programme ni drapeau, a toujours besoin d'une couverture²⁸. A un moment, Shachtman a été cette couverture, puis vint Muste avec Spector²⁹ et vous maintenant, avec Shachtman qui s'adapte

28. Ainsi, en ce qui concerne ses accusations contre Abern et son groupe, Trotsky persiste et signe. Il connaissait en effet les documents que Joseph Hansen allait bientôt faire connaître dans un texte daté du 25 mars et titré « La Clique Abern » — lesquels prouvaient en tout cas une activité en dehors des cadres normaux de l'organisation et des liens personnels sur des questions politiques maintenus autour d'Abern et par lui après 1936.

29. Maurice Spector (1898-1968), jeune émigré d'Ukraine, était à 20 ans un dirigeant du parti social-démocrate du Canada et fut à 24 ans président du Workers Party, couverture légale du P.C. Il avait été délégué au 4^e congrès de l'I.C. et refusa dans les années suivantes de laisser se développer dans son parti la campagne anti-trotskyiste. Il était avec Cannon au 6^e congrès et suivit la même route que lui, fondant l'Opposition de gauche au Canada. Après l'effondrement du Workers Party of Canada, il était venu à New York où il avait été proche d'Abern. Il avait rendu visite à Trotsky à Hønefoss début 1936, au sommet de la crise sur l'entrisme.

à vous. Votre idéologie, je la considère comme l'expression de l'influence bourgeoise sur le prolétariat.

Le ton de cette lettre va peut-être paraître trop brutal à certains camarades. Pourtant, je dois l'avouer, j'ai fait tout mon possible pour me retenir. Car, après tout, il s'agit ni plus ni moins d'une tentative pour rejeter, disqualifier et jeter par-dessus bord les fondements théoriques, les principes politiques et les méthodes d'organisation de notre mouvement.

On m'a dit qu'en réaction à mon précédent article, le camarade Abern avait remarqué « Cela veut dire la scission ». Une telle réponse démontre seulement qu'Abern manque d'attachement au parti et à la IV^e Internationale : c'est un homme de cercles. En tout cas, des menaces de scission ne nous empêcheront pas de présenter une analyse marxiste des divergences. Pour nous, marxistes, le problème n'est pas la scission, mais l'éducation du parti. J'espère bien que le congrès qui vient repoussera sans ménagement les révisionnistes.

Le congrès doit, selon moi, déclarer de façon catégorique que, dans leur tentative pour séparer la sociologie du matérialisme dialectique et la politique de la sociologie, les dirigeants de l'opposition ont rompu avec le marxisme et sont devenus la courroie de transmission de l'empirisme petit-bourgeois. Tout en réaffirmant nettement et totalement sa loyauté à la doctrine marxiste et aux méthodes politiques et organisationnelles du bolchevisme, tout en obligeant les comités de rédaction de ses publications officielles à promulguer et défendre cette doctrine et ces méthodes, le parti ouvrira à l'avenir les pages de ses publications à ceux de ses membres qui se considèrent comme capables d'ajouter du nouveau à la doctrine du marxisme. Mais il ne permettra pas un jeu de cache-cache avec le marxisme, ni de désinvoltes plaisanteries à son sujet.

La politique d'un parti a un caractère de classe. Sans analyse de classe de l'Etat, des partis et tendances idéologiques, il est impossible d'arriver à une orientation politique correcte. Le parti doit condamner comme du vulgaire opportunisme la tentative de déterminer la politique vis-à-vis de l'U.R.S.S. d'incident en incident et indépendamment de la nature de classe de l'Etat soviétique.

La désintégration du capitalisme, qui engendre de sérieux mécontentements dans la petite bourgeoisie et pousse vers la gauche ses couches profondes, ouvre de grandes possibilités mais recèle également de graves dangers. La IV^e Internationale n'a besoin que de ceux des émigrés de la petite bourgeoisie qui

ont complètement rompu avec leur passé social et sont passés définitivement sur les positions du prolétariat.

Ce transit politique et théorique doit être accompagné d'une rupture réelle avec l'ancien milieu et l'établissement de liens étroits avec les travailleurs, en particulier à travers la participation au recrutement et à l'éducation du prolétariat. Les émigrés du milieu petit-bourgeois qui se révèlent incapables de s'implanter dans le milieu prolétarien doivent, après un certain temps, être transférés de membres du parti à un statut de sympathisants.

Des membres du parti qui n'ont pas été éprouvés dans la lutte de classes ne doivent pas être placés à des postes responsables. Quels que soient le talent et l'attachement au socialisme d'un émigré du milieu bourgeois, avant de devenir un enseignant, il doit d'abord aller à l'école dans la classe ouvrière. Il ne faut pas mettre de jeunes intellectuels à la tête de jeunes intellectuels, mais les envoyer plusieurs années en province, dans les centres purement prolétariens, pour y faire un dur travail pratique.

La composition de classe du parti doit correspondre à son programme de classe. La section américaine de la IV^e Internationale deviendra prolétarienne ou cessera d'exister.

Camarade Burnham ! Si nous pouvons arriver à un accord avec vous sur la base de ces principes, alors nous n'aurons aucune difficulté à trouver une politique juste pour la Pologne, la Finlande, voire l'Inde. En même temps, je m'engage à vous aider à combattre quelque manifestation de bureaucratisme et de conservatisme que ce soit. Telles sont, à mon avis, les conditions nécessaires pour mettre un terme à la crise actuelle.

Avec mes salutations bolcheviques.

**[LA PRESSION
DE L'APPAREIL STALINIEN]¹**
(8 Janvier 1940)

Cher monsieur Busch²,

J'ai reçu votre lettre du 29 décembre et le chèque³. Je suis certain que vous avez personnellement fait tout ce que vous pouviez pour faire un arrangement aussi bon que possible et je vous exprime mes sincères remerciements.

Aussi je dois dire que toute cette histoire est extrêmement désagréable et, dans un certain sens, incroyable. Vous écrivez que l'article n'est pas « en conformité avec la formule de *Life* ». Mais le comité de rédaction avait d'avance la « formule » de l'article et il l'a approuvée. D'un autre côté, vous avez l'amabilité de qualifier l'article de « brillant ». Je dois par conséquent répéter ce que j'ai écrit à M. Thorndike⁴ : la raison pour laquelle vous avez changé d'avis n'est pas dans l'article, mais dans la pression du troisième facteur : l'appareil stalinien. J'ai vu par hasard récemment le numéro de *Life* avec des lettres de lecteurs sur mon article. Je comprends très bien qu'une revue peut et doit s'ouvrir à des points de vue opposés. Mais la majorité de ces lettres n'étaient pas l'expression d'une idée, mais des attaques personnelles brutales et même des insultes. Je ne crois pas qu'il soit loyal, à l'égard d'un contributeur, même

1. Lettre à *Life-Magazine* (8925), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Noel Fairchild *Busch* (né en 1906), un des dirigeants de la revue *Life*, avait rendu visite à Trotsky à Coyoacán pour trouver une solution aux problèmes posés par le refus, par la rédaction, d'articles commandés à Trotsky.

3. Après un long conflit et une correspondance aigre, *Life* avait finalement décidé de ne pas publier l'article de Trotsky sur « Staline : le Super-Borgia du Kremlin », mais de le lui payer.

4. Joseph Jacobs *Thorndike* (né en 1913) était l'un des administrateurs de *Life*.

occasionnel, de publier de telles lettres, toutes fabriquées dans l'usine de New York du G.P.U.

Il était entendu entre vous et moi que nous observerions une discrétion totale jusqu'à la publication de l'article. Maintenant, cet article, qui a pour moi une grande importance politique et morale, est devenu un sujet de ragots et de calomnies dans divers comités de rédaction et agences littéraires et, bien entendu, dans les milieux staliniens. L'histoire est d'autant plus désagréable que vous en avez annoncé la publication il y a plus de trois mois pour le prochain numéro.

Je vous prie de me renvoyer le manuscrit avec tous les ajouts et amendements que vous a envoyés M. Malamuth⁵. Je dois consulter certains de mes amis de New York avant de prendre une décision au sujet de cet article.

5. Charles *Malamuth* (1900-1965), journaliste d'origine russe faisait des traductions pour Trotsky.

[PRIORITÉ À LA DIALECTIQUE]¹

(9 janvier 1940)

Cher Ami,

J'ai reçu hier le texte russe de mon nouvel article écrit sous la forme d'une lettre à Burnham. Peut-être que tous les camarades ne sont pas contents du fait que je donne la place prédominante dans la discussion à la question de la dialectique. Mais je suis certain que c'est maintenant la seule façon de commencer l'éducation théorique du parti, surtout de la jeunesse, et de lui injecter une répulsion pour l'empirisme et l'éclectisme (je crois que Van pourrait être très utile dans la discussion sur cette question).

Si les camarades de votre fraction trouvent que quelque chose ne va pas dans mon article, faites-moi, s'il vous plaît, des propositions concrètes pour des changements pendant qu'on est en train de le traduire. Je répondrai par poste aérienne et par câble, si nécessaire.

J'ai reçu hier quelques matériaux concernant la question nègre avec une copie au carbone, non signée, d'une lettre qui m'était adressée et datée du 13 décembre. Il y a aussi une copie d'une lettre au camarade Johnson² et d'autres matériaux. Je ne sais pas qui m'a envoyé ce matériel et pourquoi c'est arrivé si tard. En tout cas je suis très reconnaissant de cette communication et je suis pleinement d'accord avec la proposition dans la mesure où je puis en juger d'ici.

1. Lettre à J. P. Cannon (7658), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Johnson* était le nouveau pseudonyme de C.L.R. *James* (né en 1901), un jeune homme de famille riche de La Trinidad, venu en Grande-Bretagne en 1933 comme journaliste spécialiste de cricket, avait adhéré à l'I.L.P., puis, en 1935 au Marxist Group. Il avait été au centre des querelles internes de la section britannique et, sur invitation de Cannon, était parti pour les E.U. où il avait pris en charge le « travail nègre ». Trotsky l'avait reçu chez lui en avril 1939.

[BESOIN DE RENSEIGNEMENTS]¹

(10 janvier 1940)

Cher Camarade Wright,

L'objet de cette lettre est d'ordre personnel. On m'a demandé d'écrire des articles sur la guerre russo-finnoise, sur l'Armée rouge et la politique du Kremlin en général. Quels sont les matériaux, officiels ou non, qui sont disponibles là-dessus ? Je serais prêt à dépenser de 50 à 100 dollars pour ces matériaux. J'ai besoin aussi d'informations biographiques sur les chefs militaires, Vorochilov, Chapochnikov, Boudienny² et autres. Egalement une biographie de Molotov³, etc. ? Et je serais heureux de recevoir *Krasnaia Zvezda*⁴. Pouvez-vous me rendre ce service ? Je vous enverrais tout de suite la somme nécessaire.

1. Lettre à J. Vanzler (10937), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Klimenti I. *Vorochilov* (1881-1969), ancien métallo et vieux-bolchevik lié à Staline, avait été le successeur de Trotsky à la tête de l'Armée rouge, mais brillait par son incompétence. Semion M. *Boudienny* (1883-1973), ancien sous-officier, bolchevik en 1918, était un meneur d'hommes, pas un chef d'armée moderne. Boris M. *Chapochnikov* (1882-1945) était, lui, un militaire de carrière, colonel dans l'armée du tsar en 1917. Personnalité semble-t-il falote, mais compétent, il fut l'un des rares techniciens formés qui survécut aux purges de l'Armée rouge jusqu'à la guerre.

3. Viatcheslav M. Skriabine dit *Molotov* (né en 1890), stalinien inconditionnel depuis le début des années 20, avait remplacé Litvinov aux affaires étrangères en 1939. Il n'avait, semble-t-il, aucune compétence militaire.

4. *Krasnaia Zvezda* (L'Etoile rouge) est l'organe de l'Armée rouge.

[QUELQUES COMPLÉMENTS]¹

(10 janvier 1940)

Cher ami,

Dans l'article que j'ai envoyé à Wright pour traduction, il y a deux questions que je ne mentionne pas du tout :

— D'abord celle du conservatisme bureaucratique. Je crois que nous avons un peu discuté ce sujet ensemble ici. En tant que tendance politique, le conservatisme bureaucratique représente les intérêts d'une certaine couche sociale, à savoir la bureaucratie ouvrière privilégiée dans les Etats capitalistes (et spécialement impérialistes) et, à un degré incomparablement plus élevé, en U.R.S.S. Il serait fantastique, pour ne pas dire stupide, de chercher de telles racines au « conservatisme bureaucratique » de la majorité. Si le conservatisme et le bureaucratisme ne sont pas déterminés par les conditions sociales, ils ne représentent alors que des traits de caractère propres à certains dirigeants. De telles choses arrivent. Mais comment, dans ce cas, expliquer la formation d'une fraction ? S'agit-il d'une sélection d'individualités conservatrices ? C'est là une explication psychologique, pas politique. Si nous admettons — personnellement, je ne l'admets pas — que Cannon, par exemple, a des tendances bureaucratiques, nous en arrivons alors inévitablement à la conclusion que la majorité soutient Cannon *en dépit* de cette caractéristique et non *à cause* d'elle. Cela signifie que les dirigeants de la minorité n'effleurent même pas la question des bases sociales de la lutte de tendances.

— En second lieu, dans le but de compromettre ma

1. Lettre à J. Hansen (8442), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. L'édition américaine d'*In Defense of Marxism* et, à sa suite, l'édition française de *Défense du Marxisme* en ont fait par erreur une lettre à Farrell Dobbs.

« défense » de Cannon, les minoritaires affirment que j'ai défendu Molinier² à tort. Je suis le dernier à nier que je puisse commettre des erreurs, dans le domaine politique comme dans l'appréciation des hommes. Malgré tout, l'argument n'est guère profond³. Je n'ai jamais soutenu les théories fausses de Molinier. Il s'agissait à vrai dire de son caractère personnel : brutalité, indiscipline, pour ne pas parler de ses affaires financières privées. Quelques camarades, dont Vereeken, réclamaient avec insistance que nous nous séparions de Molinier⁴. J'insistais sur la nécessité pour l'organisation d'essayer de le discipliner. Mais, quand Molinier, en 1934, essaya de remplacer le programme du parti par « quatre mots d'ordre » et fonda un journal sur cette base⁵, je fus de ceux qui proposèrent son exclusion. Voilà toute l'histoire.

Tout un chacun peut avoir une autre opinion quant à l'opportunité de ma patience à l'égard de Molinier. Je n'étais toutefois pas guidé, bien sûr, par le souci de l'intérêt personnel de Molinier, mais par celui de l'éducation du parti. Nos propres sections ont hérité d'un peu du venin de l'Internationale communiste en ce sens que nombre de camarades ont tendance

2. Raymond *Molinier* (né en 1904), un ancien du P.C., avait été l'un des pionniers de l'Opposition française et internationale et au cœur de toutes ses crises, car sa personnalité très contestée et ses pratiques soulevaient des tempêtes. Il était entré à plusieurs reprises en conflit avec Trotsky, qui l'avait initialement soutenu et la véritable rupture s'était produite entre eux en 1935. Molinier, dirigeant du P.C.I., organisation non membre de la IV^e Internationale, avait quitté clandestinement la France en 1939.

3. Les minoritaires employaient en effet l'argument de l'« erreur ». De 1929 à 1935 en effet, toutes les crises, au secrétariat international ou dans les sections européennes, avaient d'une certaine manière tourné autour de Raymond Molinier accusé d'être un « aventurier », à qui on reprochait ses « méthodes » d'utilisation de son « argent », etc. Le premier à soulever la question avait été Alfred Rosmer qui s'était retiré du mouvement devant la défense de Molinier que faisait Trotsky. Il faut bien admettre qu'à partir de 1935, date de leur rupture, Trotsky utilisa contre Molinier les arguments même qu'il avait auparavant balayés.

4. Trotsky fait allusion à un épisode qui s'est produit en 1933, vraisemblablement en septembre, où une délégation du S.I. comprenant au moins Vereeken et Leonetti, était venue lui rendre visite à Saint-Palais, à la suite de la découverte, par Blasco, de certaines pratiques de Raymond Molinier dans son Institut français de recouvrement. Molinier abandonna officiellement son « institut » et partit pour militer dans le Nord.

5. Trotsky se trompe de date. Il parle en effet ici de la crise du G.B.L. en 1935, de la fondation par Molinier des « Groupes d'action révolutionnaire » (G.A.R.) et de la publication du journal *La Commune*. Il s'agissait en outre non de quatre, mais de cinq points : la création de comités ouvriers et de communes, la formation de milices populaires et l'armement des ouvriers, le défaitisme révolutionnaire, un gouvernement ouvrier et paysan et... la reconstruction d'un parti révolutionnaire.

à abuser de mesures comme l'exclusion, la scission, ou les menaces d'exclusion ou de scission⁶. Dans le cas de Molinier comme dans celui de plusieurs camarades américains (Field, Weisbord⁷ et autres), j'étais partisan d'une attitude plus patiente. Dans quelques cas j'ai réussi, dans d'autres, ce fut un échec. Mais je ne regrette absolument pas d'avoir manifesté plus de patience à l'égard de quelques personnages douteux de notre mouvement. De toute façon, le fait de les défendre ne m'a jamais conduit à former un bloc aux dépens des principes. Si quelqu'un proposait, par exemple, d'exclure le camarade Burnham, je m'y opposerais énergiquement. Mais je considère en même temps qu'il faut mener le combat idéologique le plus vigoureux contre ses conceptions antimarxistes.

6. C'est l'explication que Trotsky, quand il aborde cette question, avance pour expliquer l'acharnement et la violence des luttes fractionnelles dans le mouvement fondé par lui et qu'il ne put, de son vivant, que freiner.

7. B. J. Field était le pseudonyme militant de Max Gould (1900-1977), un économiste que Trotsky appréciait personnellement mais qui, dirigeant de la grève de l'hôtellerie à New York en 1934, avait brisé la discipline et, exclu, avait fondé une nouvelle organisation. Albert Weisbord (1900-1977), lui, avait été un cadre organisateur de grèves pour le compte du P.C., exclu en 1930. Il avait créé et dirigé ensuite la Communist League of Struggle qui avait négocié à plusieurs reprises une unification avec la C.L.A. dont elle ne voulait pas.

[POUR UNE INDEMNITÉ]¹

(11 janvier 1940)

Cher Camarade Goldman²,

J'ai reçu communication de la proposition de l'université de Harvard³. Les conditions sont vraiment mauvaises. Grâce à mes articles dans *Life* et *Liberty*, je suis maintenant assuré pour quelques mois. Nous pouvons de nouveau agir en ce qui concerne les archives sans précipitation.

Maintenant, une autre question. Comme vous le savez, *Life* a commandé et annoncé un second article de moi sur Staline. Pendant ce temps, les staliniens ont développé une campagne enragée, avec l'assistance de quelques membres de l'équipe de *Life*. Le comité de rédaction s'est divisé. Finalement, ils ont décidé de me payer pour l'article et de ne pas le publier. Mais ils demandent, dans le cas où l'article serait publié ailleurs, que je leur donne 50 % de la somme qu'on me paierait, à moins que ce 50 % ne soit supérieur à ce qu'ils m'ont donné. Je ne crois pas qu'ils aient le moindre droit d'avoir pareille exigence. Ce n'est pas moi, mais eux qui ont rompu le contrat. Ils étaient obligés non seulement de payer, mais de *publier* l'article qu'ils avaient déjà annoncé. Le retard de plus de trois mois sous le prétexte le plus incroyable et la non-publication de l'article annoncé signifient un important dommage politique et moral pour moi en tant qu'auteur. Théoriquement, je devrais avoir le droit de leur

1. Lettre à A. Goldman (8316), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Albert Goldman (1897-1960), ancien militant du P.C. passé à l'Opposition de gauche, était aussi l'avocat de Trotsky aux Etats-Unis depuis 1936.

3. Il s'agit de propositions concernant l'achat des archives. Trotsky avait espéré obtenir 15000 dollars; on lui en proposait 6000, étalés en plusieurs paiements.

LÉON TROTSKY

demander une indemnité élevée pour ce dommage (je ne souhaite pas du tout entreprendre un procès contre eux), mais je doute beaucoup que j'aie l'obligation de partager avec eux le nouveau paiement si l'article est publié. Je vous serais très reconnaissant d'un avis compétent de votre part.

Je joins une copie de la dernière lettre de Noel Busch au nom de l'équipe rédactionnelle de *Life*.

[SUR DES NOUVELLES DE RUSSIE]¹

(11 janvier 1940)

Cher Camarade Goldman,

Je joins une copie d'une lettre de Max Eastman². Cette lettre se suffit à elle-même. Vous comprendrez l'impression qu'elle a produite sur nous.

Max Goldfarb est un ancien rédacteur de journal juif de New York, *Forward*³. Il a travaillé dans l'Armée rouge et plus tard au Comintern. Il n'a jamais été « trotskyste ». Mais, si je ne me trompe pas, son nom a été prononcé parmi les listes de victimes des purges.

« Mulia » est son fils ou, pour mieux dire, son beau-fils. Enfant, Mulia était en relations amicales avec nos garçons.

Il faut établir tout ce qui touche M. van Zant⁴ et le rencontrer pour vérifier la crédibilité de la personne et recevoir de lui quelques détails surtout sur la proposition d'envoyer un message à « Mulia ». Doit-il être écrit ou oral? La moindre indiscretion en l'affaire serait fatale pour « Mulia » comme pour

1. Lettre à A. Goldman (8317), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Eastman venait de retransmettre aux Trotsky une lettre d'un ancien journaliste américain à Moscou, van Zant, indiquant qu'il avait rencontré en U.R.S.S. un nommé « Mulia », fils de « Max Goldfarb », qui lui avait assuré avoir rencontré, une année auparavant, Sergéi, le fils cadet des Trotsky, en vie.

3. Le personnage s'appelait en fait David *Lipek* et il était à l'origine militant du Bund à Berditchev. Il avait émigré aux E.U. où il était devenu « Max Goldfarb », très hostile aux bolcheviks en 1917. Converti au cours d'un voyage en Russie, il était resté, servant d'abord dans l'Armée rouge, puis dans l'I.C. On le connut successivement sous les noms de « Bennett », « Petrovsky », « Humboldt » et il dirigea quelque temps le secrétariat anglo-américain de l'I.C. Il avait été fusillé sans jugement à une date inconnue.

4. John van Zant se présentait comme un Américain ayant travaillé récemment encore à l'agence *Moscow News* dans la capitale soviétique. Il proposait de faire passer un message pour « Mulia » et évoquait ses relations avec un journaliste du N.Y. *Times* Robert Magidoff.

Sergéi⁵, s'il est en vie. C'est pourquoi nous nous abstenons maintenant de tout message. Sur la base de votre discussion avec van Zant, vous verrez peut-être la voie à choisir et quelles mesures prendre.

Il faut une discrétion absolue. S'il vous plaît, ne mentionnez cette question à personne. Nous attendrons les résultats de votre enquête avec la plus grande impatience.

5. Il s'agit de Sergéi L. *Sedov* (1908-1938 ?), le second fils du couple ; apolitique, il n'avait pas suivi ses parents en exil mais avait été arrêté en 1935. Des témoins l'ont rencontré à Vorkouta puis en prison à Moscou.

[OUI OU NON ?]¹

(12 janvier 1940)

Au cours du meeting patronné par les staliniens le 10 de ce mois au théâtre Hidalgo, les orateurs et en particulier M. Ford², récemment arrivé des Etats-Unis, ont parlé des machinations du membre du Congrès Dies contre le Mexique et cité mon nom comme celui d'une personne qui seconde cet homme et ses plans. Je pense devoir prendre sur moi de dire que ces orateurs ont une fois de plus délibérément menti. Je joins des copies de ma correspondance avec la commission Dies dans laquelle on pourra voir que le Mexique n'est même pas mentionné une seule fois.

La commission du congrès des Etats-Unis a tenté de m'inviter comme témoin pour son enquête sur l'histoire du stalinisme et dans le faux témoignage fait à mon sujet par les dirigeants staliniens nord-américains Browder et Foster³.

Il ne faut pas un gros effort mental pour comprendre que je ne pouvais avoir de motifs principaux ou personnels d'aider les magnats américains du pétrole, dont Dies défend les intérêts, contre le peuple mexicain. Bien plus, comme on le sait, le président de la commission Dies, comprenant qu'il ne pouvait attendre de moi aucune aide pour ses objectifs réactionnaires, a retiré son invitation.

1. Note à la presse (*Los Gangsteres de Stalin*), traduite du castillan.

2. James W. Ford (1890-1957), Noir de l'Alabama, métallo, militant syndicaliste dès 1920, avait adhéré au P.C. en 1926. Il avait séjourné en U.R.S.S., était revenu, en 1930, vice-président de la League of Struggle for Negro Rights (Ligue de Lutte pour les Droits des Nègres) ; il avait été candidat à la vice-présidence des Etats-Unis en 1932, élu suppléant de l'exécutif de l'I.C. en 1935.

3. Earl R. Browder, (1891-1973) originaire du Kansas, avait milité à l'I.S.R. avant de prendre la direction du P.C. en 1929. William Z. Foster (1881-1961) vieux militant syndicaliste, ancien partenaire de Cannon dans la lutte fractionnelle, était le dirigeant « historique » du P.C.A. bien que subordonné à Browder.

Les inventions récentes des agents du G.P.U. tombent dans la même catégorie que leurs accusations antérieures sur ma participation à un prétendu mouvement de grève contre le gouvernement du général Cárdenas⁴, sur mes liaisons avec le général Cedillo⁵, sur ma rencontre avec le docteur Atl⁶, sur mes liens avec des capitalistes juifs mexicains réactionnaires et finalement sur ma participation en secret à la campagne présidentielle actuelle⁷.

En mettant le pied sur le sol mexicain, je me suis volontairement engagé à ne pas intervenir dans la politique intérieure ou extérieure de ce pays. Quiconque soutient le contraire ment délibérément.

Peut-être ces messieurs les fourbes accepteront-ils enfin ma vieille proposition : faire toutes leurs séries de calomnies devant une commission publique de personnalités impartiales et dignes de confiance ? Je pose la question publiquement : oui ou non ?

4. Le général Lázaro Cárdenas (1895-1970), métis, était devenu président de la République en 1934. Sa présidence avait été marquée par la nationalisation des chemins de fer et surtout des pétroles, la reprise de la réforme agraire, une poussée pour l'instruction publique et l'accueil de Trotsky.

5. Saturnino Cedillo (1880-1939), ancien chef de bande devenu général et caudillo de San Luis-Potosi avait été ministre de l'agriculture sous deux présidents et avait démissionné en août 1937. Il avait sans doute songé à se soulever avec son armée privée et quelques appuis étrangers après la nationalisation des pétroles, mais n'avait pas été suivi par ses paysans. Trotsky ne savait sans doute pas encore que cet homme, dont les staliniens avaient prétendu qu'il était son allié, avait été tué la veille, 11 janvier, dans un accrochage avec une patrouille de l'armée.

6. Gerardo Murillo, dit Dr Atl (1875-1964), peintre et poète, avait été le maître de Diego Rivera. Ancien révolutionnaire, il avait évolué vers le fascisme, se liant à Cedillo. Les staliniens avaient profité du passage de Trotsky et André Breton en 1938 à Morelia, sur la route de Patzcuaro, et d'une vague ressemblance physique entre lui et Breton pour lancer le bruit de cette « rencontre » (*Euvres*, 19, p. 49). Le 13 décembre 1939, la presse quotidienne du Mexique avait publié quelques-unes des réflexions du Dr Atl sur le caractère « barbare, malhonnête et fanatique » de la Russie, « la haine asiatique de Trotsky et de toute la canaille » qui le suivait, etc. Il appelait à l'interdiction au Mexique du parti communiste et de la IV^e Internationale, « les deux têtes du même animal ».

7. Plusieurs candidats se disputaient la désignation comme candidat à la succession de Cárdenas par le parti officiel, le P.R.M. Le P.C.M., dont la véritable crainte avait été que soit désigné le général Múgica, personnellement lié à Trotsky, liait désormais ce dernier à tous les candidats de droite opposés au candidat officiel. Le 18 octobre 1939, par exemple, *La Voz de México*, organe du P.C.M., titrait en page 2, « Judios trotskistas apoyan a Almazán » (Les Juifs trotskystes appuient Almazán »).

[SHACHTMAN EST EN TRAIN DE ROMPRE]¹

(13 janvier 1940)

Cher Camarade Wright,

Je partage totalement votre appréciation sur le pamphlet du camarade Shachtman². C'est le Shachtman *faible*, multiplié par la passion fractionnelle. Il lui manque cette petite chose qui s'appelle le point de vue prolétarien. Il vit dans le royaume des ombres littéraires : quand il tourne la tête vers le prolétariat et le marxisme, ses ombres sont utiles parce qu'elles correspondent plus ou moins à la réalité. Maintenant, il tourne le dos à la majorité prolétarienne du parti et au marxisme, et le résultat est que chaque mot qu'il écrit représente une fantastique erreur d'interprétation des faits et des idées. Je suis obligé à présent de perdre à nouveau deux ou trois jours pour soumettre ce document extravagant à une analyse plus attentive. J'espère montrer aux membres du parti, y compris à la majorité de la minorité, que le document de Shachtman constitue à toutes les lignes une pathétique rupture avec le marxisme et le bolchevisme.

Avez-vous reçu le texte russe de ma lettre ouverte à Burnham ? Vous n'en parlez pas dans votre lettre et je suis très inquiet. Nous avons envoyé deux copies en même temps, une à vous, l'autre à Van.

1. Lettre à J. Vanzler (10938), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agissait de sa « Lettre ouverte au camarade Trotsky ».

[TRADUCTION EN YIDDISH?]¹

(16 janvier 1940)

Cher Dr Margoshes²,

Ce serait trop long d'expliquer les différentes circonstances de caractère personnel qui m'ont empêché de vous répondre à temps à votre amicale lettre. J'apprécie hautement votre proposition, à tous points de vue, et serais heureux de rendre mon livre sur Staline accessible aussi aux lecteurs juifs américains. Mais je ne peux trancher cette question sans un accord avec mon agent littéraire, Curtis-Brown. Je leur envoie copie de votre lettre ainsi qu'une de ma réponse.

Je dois en tout cas attirer votre attention sur deux circonstances. La première, c'est que je ne suis pas certain que le caractère de biographie convienne pour un quotidien. Deuxièmement, le travail n'est pas encore fini et prendra encore quelques mois. Mais si et quand la question sera réglée en principe, vous recevrez le manuscrit et jugerez par vous-même. Bien entendu, je préférerais une traduction à partir du texte russe original.

1. Lettre à S. Margoshes (9012), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Samuel Margoshes (1887-1968) était directeur d'un quotidien juif de New York, *Day*.

[IL FAUT INTERVENIR]¹

(16 janvier 1940)

Cher Camarade Novack²,

Merci pour votre intéressante lettre. De même pour la camarade Rice³. Si je suis un « grand parent » de votre livre, je suis fier du « petit-enfant »⁴. Je vous écrirai plus explicitement quand je me serai libéré de ma réponse en toute hâte à la lettre ouverte de Shachtman — un document lamentable de confusion et de mauvaise foi.

Vous êtes l'un des camarades relativement peu nombreux qui s'intéressent sérieusement aux questions méthodologiques de notre mouvement. Ne pensez-vous pas que votre intervention dans le débat serait de ce point de vue très utile⁵ ?

Des amis m'écrivent que, dans notre parti, et surtout chez les jeunes, l'intérêt pour le matérialisme dialectique devient aigu. Ne pensez-vous pas que les camarades qui pourraient orienter cet intérêt devraient maintenant mettre sur pied une association purement théorique avec l'objectif de promouvoir dans le parti les doctrines du matérialisme dialectique ? Vous-

1. Lettre à G. Novack (9434), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. George E. Novack (né en 1905), diplômé de Columbia, avait été l'un des premiers du groupe Menorah à rejoindre l'Opposition de gauche. Secrétaire du comité de défense de Trotsky en 1936, il était considéré comme un des intellectuels les plus brillants du S.W.P.

3. Elinor Rice Hays (qui continue à défendre victorieusement le secret de sa date de naissance) était dans les années 30 la compagne de Novack.

4. Novack avait envoyé à Trotsky le premier tome d'une histoire de la Guerre de Sécession qu'il voulait faire en utilisant la méthode de Trotsky pour son *Histoire de la Révolution russe* : père de la méthode, Trotsky était le « grand-père » de l'ouvrage.

5. La question de Trotsky est un reproche : le gros des intellectuels du S.W.P. était derrière Burnham et Shachtman, et Novack, s'il ne les avait pas rejoints, n'était pas intervenu dans le débat, ce qui laissait peser des doutes sur sa position.

LÉON TROTSKY

même, le camarade Wright, Gerland⁶ (très au courant de la question) pourriez éventuellement former le premier noyau d'une telle association, sous le contrôle, bien entendu, de la section de propagande du comité national. Ce n'est bien sûr qu'une vague suggestion de loin, qu'il faudrait discuter avec les organismes responsables du parti.

6. Gerland était le nouveau pseudonyme de Jean van Heijenoort (n. 2, p. 35).

[DOBBS A COYOACÁN]¹
(16 janvier 1940)

Chers Amis,

Smith² est arrivé hier. Le premier contact est fait, l'impression est très favorable. Nous attendons maintenant de vous une réponse télégraphique sur la date du congrès afin de dresser notre plan d'une ou de deux semaines.

Ils³ nous ont apporté le dictionnaire Webster et des sucreries. Ce beau dictionnaire est maintenant la sensation de la maison, surtout de notre petit-fils. Les sucreries ont une marque commerciale très amicale. Vive Salem! Envoyez, s'il vous plaît nos meilleurs remerciements aux camarades qui ont envoyé le dictionnaire Webster.

P.S. : Quel misérable texte que la lettre ouverte de Shachtman! Son unique mérite est qu'il m'a obligé à lui dire toutes ses vérités sur sa politique. J'ai déjà dicté ma réponse, je n'ai plus qu'à la polir et, malheureusement, elle ne sera pas plus courte que ma lettre à Burnham.

1. Lettre à J.P Cannon (7559), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Smith* était le pseudonyme de Farrell *Dobbs* (1907-1983), qui avait été l'un des dirigeants de la grande grève de Minneapolis en 1934 au cours de laquelle il avait rejoint la C.L.A. Secrétaire-trésorier du fameux Local 574, il avait dirigé, en 1934, la syndicalisation des camionneurs du Middle West. Il était secrétaire ouvrier du S.W.P., un des dirigeants les plus éminents de la jeune génération, et Trotsky brûlait de le connaître.

3. Dobbs était venu avec sa compagne Marvel Scholl.

**[IL FAUDRA POURSUIVRE
LA DISCUSSION]¹**
(18 janvier 1940)

Cher Joe,

Merci pour les citations de votre lettre du 15 janvier. Mon article contre Shachtman est déjà rédigé. J'ai besoin maintenant de deux ou trois jours pour le polir et j'essaierai d'utiliser quelques-unes de vos citations.

Mais je désire vous parler ici d'une autre question, plus importante. Quelques-uns des dirigeants de l'Opposition sont en train de préparer une scission : de ce fait, ils dépeignent l'opposition dans l'avenir comme une minorité persécutée. C'est très caractéristique de leur état d'esprit. Je crois que nous devrions répondre à peu près comme suit :

« Vous avez déjà peur de notre répression à venir ? Nous proposons des garanties mutuelles pour la future minorité que ce soit vous ou nous. On pourrait formuler ces garanties en quatre points : 1) aucune interdiction des fractions, 2) aucune autre restriction de l'activité des fractions que celles dictées par la nécessité d'une action commune, 3) les publications officielles doivent bien entendu représenter la ligne fixée par le prochain congrès, 4) la future minorité pourra, si elle le désire, avoir un bulletin intérieur destiné aux membres du parti, ou bien un bulletin de discussion commun avec la majorité. »

Le fait de continuer à publier des bulletins de discussion tout de suite après un congrès qui suit une longue discussion

1. Lettre à J. Hansen (8443), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

n'est bien entendu pas la règle, mais l'exception, plutôt déplorable. Mais nous ne sommes en rien des bureaucrates. Nous n'avons pas de règles immuables. Nous sommes dialecticiens également dans le domaine de l'organisation. S'il existe dans le parti une minorité importante qui n'est pas satisfaite des décisions du congrès, il est incomparablement préférable de légaliser la discussion après le congrès, plutôt que d'en arriver à une scission.

Nous pouvons même, si nécessaire, aller plus loin et leur proposer de publier, sous la supervision du nouveau comité national, des tribunes spéciales de discussion², pas seulement pour les membres du parti, mais pour le public en général. Nous devrions aller aussi loin que possible à cet égard, afin de désarmer leurs plaintes, au moins prématurées, et de leur rendre difficile la préparation de la scission.

Pour ma part, je crois que la prolongation de la discussion, si elle est canalisée par de la bonne volonté de part et d'autre, ne peut qu'être utile à l'éducation du parti dans les conditions actuelles.

Je crois que la majorité devrait faire ces propositions par écrit, officiellement, au comité national. Quelle que soit leur réponse, le parti ne pourrait qu'y gagner.

2. Trotsky va ici plus loin que la tradition des organisations de l'Opposition, mais pas plus loin que celle du parti bolchevique.

[L'AFFAIRE DE *LIFE*]¹

(23 janvier 1940)

Cher Camarade Goldman,

Je ne connais pas van Zant² personnellement. Peut-être aurait-il été effrayé d'une visite de Jim [Cannon]. Vous pourriez lui rendre visite en votre qualité d'avocat, et pas de « radical ». Mais vous devez décider avec Jim comment arranger l'affaire indépendamment des considérations pratiques — et aussi vite que possible.

Sur l'affaire de *Life*. Notre contrat a la forme d'un échange de lettres. Même avant que nous nous soyons mis d'accord sur la date de la remise et du paiement, ils ont annoncé dans *Life* du 2 octobre que mon second article serait publié « dans un numéro prochain de *Life* ». Cela signifie non seulement qu'ils se sont engagés devant moi mais devant leurs lecteurs. La non publication de l'article dans de telles conditions peut être considérée comme un dommage sérieux pour mes intérêts politiques et moraux.

Ils ont eux-mêmes reconnu avoir rompu le contrat et m'ont à ma demande renvoyé le manuscrit. Ils ont eux-mêmes suggéré la possibilité de publier l'article dans une autre revue. Mais ils ont insisté sur le partage à 50/50 du nouveau paiement.

Mon opinion est que je pourrais plaider et les obliger, soit à publier l'article soit à compenser le dommage moral. En tout cas, en rompant le contrat, ils ont perdu tout droit sur mon article et je ne vois pas la moindre raison pour partager le

1. Lettre à A. Goldman (8318), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de l'homme qui avait rapporté de Moscou un message concernant Sergéï Sedov.

montant. C'est en ce sens que j'interprète votre avis et je répons conformément à cela à *Life*.

Nous sommes très contents ici de la visite de Farrell et Marvel³. Ils sont ici pour une semaine et resteront une semaine de plus.

3. Marvel *Scholl* (1908-1984), compagne de Farrell Dobbs, l'avait épousé en 1927.

D'UNE ÉGRATIGNURE AU DANGER DE GANGRÈNE¹

(24 janvier 1940)

La discussion se développe conformément à sa logique interne. Chaque camp, en fonction de sa nature sociale et de sa physionomie politique, s'efforce de frapper les points faibles de son adversaire, là où il lui semble vulnérable. C'est précisément ce qui détermine le cours de la discussion, pas les plans *a priori* des dirigeants de l'Opposition. Il est vain désormais de se lamenter que la discussion ait éclaté : c'est trop tard. Il faut seulement garder un œil attentif sur le rôle que jouent les provocateurs staliniens qui se trouvent indiscutablement dans le parti pour empoisonner l'atmosphère de la discussion et mener la lutte idéologique vers la scission. Il n'est pas trop difficile de reconnaître ces messieurs : ils remplacent les idées et les arguments par les ragots et la calomnie. Les deux fractions doivent unir leurs efforts pour les démasquer et les chasser. Mais le combat théorique doit être mené jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la clarification des questions les plus importantes qui ont été soulevées. Il faut utiliser la discussion pour élever le niveau théorique du parti.

Une partie importante des membres de la section américaine comme de notre jeune Internationale tout entière sont venus vers nous de l'Internationale communiste à l'époque de son déclin ou de la II^e Internationale. Ce sont de mauvaises écoles. La discussion a révélé que de larges cercles du parti manquent d'une éducation théorique solide. Il suffira par exemple d'indiquer que l'organisation du parti à New York n'a opposé aucune résistance aux tentatives de réviser, bien à la légère, la doctrine et le programme marxistes, mais qu'elle a au

1. Article de discussion (T 4823) traduit du russe et revu avec la permission de la Houghton Library. Les passages entre [] ne figurent pas dans certaines éditions.

contraire, dans sa majorité, soutenu les révisionnistes. C'est regrettable, mais réparable dans la mesure où notre section américaine et toute l'Internationale sont constituées d'honnêtes individus qui cherchent sincèrement leur voie vers la route de la révolution. Ils ont la volonté d'apprendre et ils y arriveront. Mais il n'y a pas de temps à perdre. La pénétration du parti dans les syndicats et dans le milieu ouvrier en général exige précisément une élévation de la qualification théorique de nos cadres. Je n'entends pas par « cadres » l'« appareil », mais le parti dans son ensemble. Chaque membre du parti peut et doit se considérer comme un officier de l'armée prolétarienne.

« Depuis quand êtes-vous devenus des spécialistes dans les questions de philosophie ? » demandent aujourd'hui ironiquement aux représentants de la majorité les gens de l'opposition. L'ironie est ici tout à fait déplacée. Le socialisme scientifique est l'expression consciente du processus historique inconscient, c'est-à-dire du mouvement instinctif et élémentaire du prolétariat pour reconstruire la société sur des bases communistes. La tendance à faire exprimer consciemment le mouvement inconscient se manifeste avec une extrême vivacité à notre époque de crises et de guerres. La discussion a révélé indiscutablement un heurt à l'intérieur du parti entre une tendance petite-bourgeoise et une tendance prolétarienne. La tendance petite-bourgeoise révèle sa confusion en essayant de réduire le programme du parti à la menue monnaie des « questions concrètes ». La tendance prolétarienne au contraire s'efforce de relier les questions particulières dans une unité théorique. Actuellement la question n'est pas de savoir dans quelle mesure chacun des membres de la majorité applique consciemment la méthode dialectique. Ce qui est important, c'est le fait que la majorité dans son ensemble s'efforce de poser les problèmes du point de vue prolétarien et, pour cette raison même, d'assimiler la dialectique qui est « l'algèbre de la révolution ». On me dit que les membres de l'opposition accueillent par des éclats de rire la seule mention de la « dialectique ». Ils ont tort. Ce procédé indigne ne leur servira à rien. La dialectique du processus historique a déjà plus d'une fois cruellement puni ceux qui tentaient de se moquer d'elle.

Le dernier article du camarade Shachtman, la « Lettre ouverte au camarade Trotsky », constitue un symptôme alarmant. Il révèle que Shachtman refuse de s'instruire dans la discussion, et, au contraire, persiste, aggravant ses erreurs et exploitant ainsi, non seulement le niveau théorique trop bas du

parti, mais aussi les préjugés particuliers de son aile petite-bourgeoise. Tout le monde sait avec quelle aisance Shachtman est capable de broder divers épisodes historiques autour d'un axe ou d'un autre. Ce talent a fait de lui un journaliste très doué. Malheureusement, ce n'est pas en soi suffisant. La principale question est quel axe choisir. Shachtman est toujours obnubilé par le reflet de la politique dans la littérature et dans la presse. Il ne s'intéresse pas vraiment aux processus réels de la lutte de classes, à la vie des masses, aux rapports internes entre les diverses couches de la classe ouvrière elle-même, etc. J'ai lu pas mal d'articles brillants et même excellents de Shachtman, mais je n'ai jamais vu de lui un seul commentaire qui touche réellement à la vie de la classe ouvrière américaine ou de son avant-garde.

Soyons juste : ce n'est pas seulement un défaut personnel de Shachtman, mais le destin de toute une génération révolutionnaire qui, du fait d'une conjoncture historique particulière, a grandi hors du mouvement ouvrier. J'ai déjà eu plus d'une fois dans le passé l'occasion de parler ou d'écrire sur les dangers d'une dégénérescence d'éléments de valeur, *malgré* leur attachement à la révolution. Ce qui était en son temps une caractéristique inévitable de la jeunesse est devenu une faiblesse. La faiblesse devient maladie et, si on la néglige, la maladie peut devenir fatale. Pour échapper à ce danger, il faut ouvrir consciemment un nouveau chapitre dans le développement du parti. Les propagandistes et les journalistes de la IV^e Internationale doivent ouvrir un chapitre nouveau dans leur propre conscience. Il faut réarmer. Il nous faut, tout en gardant notre axe, nous placer le dos aux intellectuels petits-bourgeois et nous tourner vers les ouvriers.

On ne peut guère imaginer d'erreur plus dangereuse pour le parti que de considérer comme la cause de la crise actuelle du parti le conservatisme de sa partie ouvrière et de chercher une solution à travers la victoire du bloc petit-bourgeois. En fait, l'essence de la crise actuelle réside dans le conservatisme des éléments petits-bourgeois qui ont connu une école purement propagandiste et n'ont pas encore su s'engager sur le chemin de la lutte des classes. La crise actuelle est l'ultime bataille de ces éléments pour leur propre conservation. Chaque opposant, en tant qu'individu, peut, s'il le désire vraiment, trouver dans le mouvement révolutionnaire une place digne de lui. En tant que fraction, ils sont condamnés. Dans la lutte qui se développe, Shachtman n'est pas dans le camp où il devrait être. Comme

toujours en pareil cas, ses côtés forts sont à l'arrière-plan et ses côtés faibles ont pris une expression particulièrement achevée. Sa « Lettre ouverte » représente, pour ainsi dire, une cristallisation de ses côtés faibles.

Shachtman a négligé une vétille : sa position de classe. D'où ses extraordinaires zigzags, ses improvisations et ses ruades. Il remplace l'analyse de classe par des anecdotes historiques sans lien entre elles, avec l'unique objectif de dissimuler son propre tournant, pour camoufler la contradiction entre son hier et son aujourd'hui. Et c'est ainsi qu'il procède avec l'histoire du marxisme, l'histoire de son propre parti et l'histoire de l'Opposition russe. Ce faisant, il accumule les erreurs. Toutes les analogies historiques auxquelles il a recours se retournent, comme nous le verrons, contre lui.

Il est bien plus difficile de corriger des erreurs que de les faire. Je dois demander au lecteur d'être patient en suivant avec moi pas à pas les zigzags des opérations mentales de Shachtman. Pour ma part, je promets de ne pas me contenter de montrer ses fautes et ses contradictions, mais d'opposer du début à la fin la position prolétarienne à la position petite-bourgeoise, la position marxiste à la position éclectique. De cette façon, nous pourrions peut-être tous apprendre quelque chose de la discussion.

Des « précédents »

« Comment se fait-il que nous, révolutionnaires intransigeants, soyons si brusquement devenus une tendance petite-bourgeoise ? » demande Shachtman avec indignation. Où sont les preuves ? « En quoi cette tendance s'est-elle manifestée l'année dernière ou il y a deux ans parmi les porte-parole représentatifs de la minorité ? » (*Internal Bulletin* n° 7, janvier 1940, p. 11). Pourquoi n'avons-nous pas cédé dans le passé à l'influence de la démocratie petite-bourgeoise ? Pourquoi, pendant la guerre civile espagnole n'avons-nous pas et ainsi de suite, etc. C'est l'atout-maître que Shachtman abat en commençant sa polémique contre moi, l'argument sur lequel il joue des variations en divers tons, lui accordant apparemment une exceptionnelle importance. Il n'est pas venu à l'esprit de Shachtman que je peux retourner contre lui ce même argument.

Le document de l'opposition intitulé *La Guerre et le conservatisme bureaucratique* concède que Trotsky a raison neuf

fois sur dix, peut-être quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent. Je ne comprends que trop bien le caractère mitigé et extrêmement magnanime de cette concession. La proportion de mes erreurs est en réalité beaucoup plus grande. Comment expliquer alors le fait que, deux ou trois semaines après avoir rédigé ce document, Shachtman ait soudain découvert que Trotsky :

a) est incapable d'une attitude critique à l'égard des informations qu'on lui donne, bien que Shachtman lui-même ait été pendant dix ans l'une de ses sources d'information.

b) est incapable de distinguer une tendance prolétarienne d'une tendance petite-bourgeoise — une tendance bolchevique d'une tendance menchevique.

c) se fait le champion de la conception absurde de la « révolution bureaucratique » au lieu de la révolution par les masses.

d) est incapable d'élaborer une réponse juste aux questions concrètes en Pologne, Finlande, etc.

e) manifeste une tendance à la capitulation devant le stalinisme.

f) est incapable de comprendre la signification du centralisme démocratique — et ainsi de suite à l'infini.

En un mot, en l'espace de deux ou trois semaines, Shachtman a découvert que je me trompais quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, surtout quand il se trouvait que Shachtman lui-même était impliqué. Il me semble que le dernier pourcentage souffre aussi d'être légèrement exagéré — mais cette fois en sens inverse. En tout cas, Shachtman a découvert ma tendance à remplacer la révolution par les masses par la « révolution bureaucratique » beaucoup plus brutalement que je n'ai, moi, découvert sa déviation petite-bourgeoise.

Le camarade Shachtman m'invite à présenter des preuves de l'existence d'une « tendance petite-bourgeoise » dans le parti au cours de l'année dernière ou même des deux ou trois dernières années. Shachtman a bien raison de ne pas faire référence à un passé plus lointain. Mais, en accord avec son invitation, je me limiterai aux trois dernières années. Attention, s'il vous plaît. Aux questions rhétoriques de mon impitoyable critique, je vais répondre par quelques documents exacts.

1. Le 25 mai 1937, j'écrivais à New York au sujet de la politique de la fraction bolchevique-léniniste dans le Socialist Party :

« Je dois citer deux documents récents : a) La lettre privée de « Max » sur le congrès, b) l'article de Shachtman « Vers un parti socialiste révolutionnaire ». Le titre de cet article à lui seul est caractéristique d'une perspective fautive. Il me semble établi par les développements, y compris le dernier congrès, que le parti n'évolue pas vers un « parti révolutionnaire », mais vers une sorte d'I.L.P., c'est-à-dire un misérable avorton centriste sans aucune perspective.

L'affirmation selon laquelle le parti socialiste américain est maintenant « plus proche de la position du marxisme révolutionnaire qu'aucun parti de la II^e et de la III^e Internationales » est un compliment parfaitement immérité. Le parti socialiste américain est seulement plus arriéré que les formations analogues en Europe — le P.O.U.M., l'I.L.P., le S.A.P.², etc. — et c'est son arriération qui permet à ses dirigeants d'accepter certaines motions révolutionnaires sur la guerre et autres questions éloignées qui ne dictent au parti aucune responsabilité. Le parti socialiste américain a plus de liberté dans le domaine de la phraséologie révolutionnaire, et cette liberté lui donne la possibilité d'abuser quelques naïfs et de s'abuser en partie lui-même. Notre devoir consiste à démasquer cet avantage négatif de Norman Thomas³ et Cie et de ne pas parler de la « supériorité (de la résolution sur la guerre) sur toutes les résolutions adoptées auparavant par le parti »... C'est là une appréciation purement littéraire, parce que toute résolution doit être prise en liaison avec les événements historiques, la situation politique et ses nécessités impératives⁴.

Dans les deux documents cités par la lettre ci-dessus, Shachtman révélait une facilité excessive à s'adapter à l'aile

2. Ces trois partis, adhérents du bureau de Londres, étaient aux yeux de Trotsky l'incarnation du « centrisme ». Le S.A.P., issu d'une scission à gauche de la social-démocratie, était dirigé par d'ex-communistes brandlériens ; l'I.L.P. s'était « désaffilié » du Labour Party ; le P.O.U.M. résultait de la fusion de plusieurs formations issues du P.C.E.

3. L'ancien pasteur Norman Thomas (1884-1968), centriste et pacifiste dans le S.P.A. dont il était devenu le principal dirigeant après le départ de la « Vieille Garde » opportuniste, avait soutenu l'entrée puis l'exclusion des trotskystes dans son parti.

4. *Œuvres*, 14, pp. 63-64. Les militants « trotskystes » américains étaient entrés dans le parti socialiste en 1937.

gauche des démocrates petits-bourgeois — imitation politique —, un symptôme très dangereux pour un révolutionnaire ! Il est extrêmement important de relever son appréciation élogieuse de la position « radicale » de Norman Thomas sur la guerre... en Europe. Les opportunistes, c'est bien connu, ont tendance à être d'autant plus radicaux qu'ils sont éloignés des événements. Avec cette loi à l'esprit, il n'est pas difficile d'apprécier à sa véritable valeur le fait que Shachtman et ses alliés nous accusent de manifester une tendance à « capituler devant le stalinisme ». Hélas, pour qui est assis dans le Bronx, il est bien plus facile de manifester son hostilité irréconciliable à l'égard du Kremlin que de la petite bourgeoisie américaine.

2. Si l'on en croit Shachtman, j'ai introduit en la tirant par les cheveux la question de la composition de classe des fractions dans la discussion. Là aussi, permettez-moi de me référer à un passé récent. Le 3 octobre 1937, j'écrivais à New York :

« J'ai cent fois remarqué que l'ouvrier qu'on ne remarque pas dans les conditions " normales " de vie du parti, révèle des qualités remarquables quand l'orientation change, quand les formules générales et les plumes fécondes ne suffisent plus, quand il faut une connaissance de la vie des ouvriers et des capacités pratiques. Dans de telles conditions, un ouvrier doué révèle une grande sûreté de lui-même, et ses capacités politiques générales.

Pendant la première période de son développement, la prédominance des intellectuels est inévitable dans l'organisation. Mais en même temps elle constitue un considérable handicap pour l'éducation politique des ouvriers les plus doués. [...] Au prochain congrès, il faut absolument faire entrer au comité central et dans les comités locaux le plus possible d'ouvriers. Pour un ouvrier, l'activité dans un organisme dirigeant du parti, c'est en même temps une école supérieure de politique.

La difficulté provient de ce qu'il existe dans toute organisation des gens qui sont traditionnellement membres des comités et que diverses considérations secondaires, fractionnelles, personnelles, jouent un trop grand rôle dans la composition de la liste des candidats⁵. »

5. *Œuvres*, 15, p. 141.

Je n'ai jamais trouvé ni attention ni intérêt chez le caramade Shachtman pour ce genre de questions.

3. Si l'on en croit le camarade Shachtman, j'ai introduit la question de la fraction du camarade Abern en tant que concentration d'individus petits-bourgeois de façon artificielle et sans base dans les faits. Cependant, le 10 octobre 1937, à un moment où Shachtman marchait épaule contre épaule avec Cannon et où on considérait officiellement qu'il n'existait pas de fraction Abern, j'écrivais à Cannon :

Le parti n'a qu'une minorité d'ouvriers d'usine authentiques. Les éléments non prolétariens constituent un levain très nécessaire et je crois que nous pouvons être fiers de la bonne qualité de ces éléments. [...] notre parti peut être noyé sous les éléments non prolétariens et peut même perdre son caractère révolutionnaire. Il ne s'agit naturellement pas d'empêcher l'afflux d'intellectuels par des méthodes artificielles, mais d'orienter, dans la pratique, toute l'organisation vers les usines, les grèves, les syndicats. [...] Un exemple concret : nous ne pouvons pas consacrer à toutes les usines suffisamment de forces pour toutes. Notre organisation locale peut choisir pour son activité dans la prochaine période une, deux ou trois usines dans la région, et concentrer sur elles toutes ses forces. Si nous y avons deux ou trois ouvriers, nous pouvons créer une commission auxiliaire particulière de cinq non ouvriers avec l'objectif d'élargir notre influence dans ces usines.

On peut agir de même dans les syndicats. Nous ne pouvons pas introduire de militants non ouvriers dans les syndicats ouvriers. Mais nous pouvons avec succès construire des commissions auxiliaires pour l'action écrite et orale en liaison avec nos camarades dans le syndicat. Les conclusions rigoureuses doivent être : ne pas donner d'ordres aux ouvriers, se contenter de les aider, de leur fournir des suggestions, de les armer avec des faits, des idées, des journaux d'usine, des tracts spéciaux, etc.

Une telle collaboration aurait une énorme importance du point de vue de leur éducation, d'un côté pour les camarades ouvriers, de l'autre sur les non ouvriers qui ont besoin d'une solide éducation.

Vous avez par exemple dans vos rangs un nombre important d'éléments juifs non ouvriers. Ils peuvent

constituer un levain très valable si le parti réussit rapidement à les tirer de leur milieu clos et les lie par leur activité quotidienne aux ouvriers d'usine. Je crois qu'une telle orientation assurerait aussi une atmosphère plus saine dans le parti. [...] Nous ne pouvons établir tout de suite qu'une seule règle générale : un membre du parti qui, pendant trois ou six mois, n'a pas gagné au parti un seul ouvrier, n'est pas un bon membre du parti.

Si nous établissons sérieusement cette orientation générale et si nous en vérifions, semaine après semaine, les résultats pratiques, nous éviterons un grand danger, à savoir que les intellectuels et les travailleurs en faux col suppriment la minorité ouvrière, la réduisent au silence, transforment le parti en un club de discussion très intelligent, mais absolument inhabitable pour des ouvriers. [...]

Les mêmes règles doivent être élaborées sous une forme correspondante au travail et au recrutement de l'organisation de jeunesse, autrement nous courrons le danger d'éduquer de bons éléments jeunes et d'en faire des dilettantes révolutionnaires, non des combattants révolutionnaires⁶.

Cette lettre montre clairement que ce n'est pas au lendemain du pacte Staline-Hitler ou du démembrement de la Pologne que j'ai mentionné le danger d'une déviation petite-bourgeoise mais il y a plus de deux ans déjà. De plus, j'ai souligné, pensant avant tout à l'« inexistante » fraction Abern, qu'il fallait détourner les éléments petits-bourgeois juifs de l'organisation de New York de leur milieu conservateur habituel et les plonger dans le mouvement ouvrier réel. C'est précisément pour cela que la lettre ci-dessus (pas la première de ce genre), écrite il y a plus de deux ans, avant le début de la discussion actuelle, est beaucoup plus accablante, en tant que preuve, que tous les écrits des dirigeants de l'Opposition sur les motifs qui m'ont poussé à prendre la défense de la « clique Cannon ».

4. La tendance de Shachtman à céder à l'influence petite-bourgeoise, surtout académique et littéraire, n'a jamais été un secret pour moi. A l'époque de la commission Dewey, j'écrivais, le 14 octobre, à Cannon, Shachtman et Warde⁷ :

6. *Ibidem.*, pp. 163-165.

7. William F. Warde était à l'époque le pseudonyme de Novack. Novack était le nom qui figurait dans l'original et Trotsky corrigea pour écrire Warde.

« J'insistais sur la nécessité d'entourer le comité de délégués des groupes ouvriers afin de créer des canaux du comité vers les masses [...] Les camarades Warde, Shachtman et autres se déclaraient entièrement d'accord avec moi là-dessus. Nous analysions ensemble les possibilités pratiques de réalisation de ce plan. [...] Mais, plus tard, en dépit de questions réitérées de ma part, je n'ai jamais pu obtenir d'informations à ce sujet et ce n'est que par hasard que j'ai entendu dire que le camarade Shachtman était contre. Pourquoi ? Je ne le sais pas »⁸.

Shachtman ne m'a pas donné ses raisons. Je m'étais exprimé dans ma lettre avec la plus extrême diplomatie mais je n'avais pas le moindre doute que tout en étant d'accord avec moi en paroles Shachtman avait en réalité peur de blesser la sensibilité politique excessive de nos temporaires alliés libéraux : dans ce sens, Shachtman démontre une exceptionnelle « délicatesse ».

5. Le 15 avril 1938, j'écrivis à New York :

« Je suis un peu étonné du type de publicité qui est faite à la lettre d'Eastman dans *New International*. C'est très bien de publier cette lettre, mais la place prépondérante qui lui est donnée sur la couverture, combinée avec le silence sur l'article d'Eastman dans *Harpers* me semble un peu compromettante pour *New International*. Beaucoup de gens interpréteront ce fait comme notre disposition à fermer les yeux sur les principes quand l'amitié est en jeu »⁹.

6. Le 1^{er} juin 1938, j'écrivais au camarade Shachtman :

« Il est difficile de comprendre ici pourquoi vous êtes si tolérants et même amicaux avec M. Eugene Lyons. Il semble qu'il parle à votre banquet. En même temps, il parle aux banquets des Gardes blancs »¹⁰.

Cette lettre continuait la lutte pour une politique plus indépendante et résolue à l'égard des soi-disant « libéraux » qui,

8. *Œuvres*, 17, p. 174.

9. *Ibidem*, p. 154.

10. *Œuvres*, 18, pp. 35-36.

tout en combattant la révolution, veulent maintenir des « rapports amicaux avec le prolétariat, car cela double leur valeur marchande aux yeux de l'opinion publique bourgeoise.

7. Le 6 octobre 1938, presque un an avant le début de la discussion, j'écrivais au sujet de la nécessité de la presse de notre parti de se tourner résolument vers les ouvriers :

« Très importante à cet égard est l'attitude du *Socialist Appeal*. C'est incontestablement un bon journal marxiste, mais il n'est pas encore un instrument de l'action politique [...] J'ai essayé d'intéresser le comité de rédaction de *Socialist Appeal* à cette question, mais sans succès »¹¹.

Il y a de toute évidence dans ces paroles une note de reproche. Et ce n'est pas par hasard. Le camarade Shachtman, comme je l'ai déjà indiqué s'intéressait beaucoup plus à des épisodes littéraires isolés de luttes depuis longtemps terminées qu'à la composition sociale de son propre parti ou aux lecteurs de son propre journal.

8. Le 20 janvier 1939, dans une lettre que j'ai déjà citée à propos du matérialisme dialectique, j'ai une fois de plus abordé la question de la gravitation du camarade Shachtman vers le milieu de la fraternité littéraire petite-bourgeoise.

« Je ne peux pas comprendre pourquoi le *Socialist Appeal* néglige presque totalement le parti stalinien. Ce parti représente un tas de contradictions. Des scissions y sont inévitables. Les prochaines recrues les plus importantes viendront certainement du parti stalinien. Il faudrait concentrer sur lui notre attention politique. Nous devrions suivre le développement de ses contradictions jour après jour et heure par heure. Il faudrait qu'un membre de la direction consacre le plus gros de son temps aux idées et actions des staliniens. Nous pourrions provoquer une discussion et, si possible, publier les lettres de staliniens hésitants.

Ce serait mille fois plus important que d'inviter Eastman, Lyons et autres à présenter leurs sécrétions individuelles. Je me suis un peu demandé pourquoi vous avez consacré de la place au dernier article insignifiant et

11. *Œuvres*, 19, p. 34.

arrogant d'Eastman. [...] Mais je suis absolument perplexe de voir que vous, personnellement, vous *invitez* ces gens à gâcher les pages pas si nombreuses de *New International*. La perpétuation de cette polémique peut intéresser quelques intellectuels petits-bourgeois mais pas les éléments révolutionnaires.

C'est ma ferme conviction qu'une certaine réorganisation de *New International* et de *Socialist Appeal* est nécessaire : plus de distance avec Eastman, Lyons et compagnie, plus près des ouvriers et, en ce sens, du parti stalinien »¹².

Les récents événements ont démontré — c'est bien triste à dire — que Shachtman ne s'est pas détourné d'Eastman et compagnie mais, au contraire, s'en est rapproché.

9. Le 27 mai 1939, j'écrivais encore sur le caractère de *Socialist Appeal* en rapport avec la composition sociale du parti :

« D'après les procès-verbaux, je vois que vous avez des difficultés avec le *Socialist Appeal*. Le journal est très bien fait d'un point de vue journalistique, mais c'est un journal pour les ouvriers, pas un journal d'ouvriers.

Tel qu'il est, le journal est divisé entre divers rédacteurs, chacun est excellent, mais, collectivement, ils ne permettent pas aux ouvriers d'entrer dans les pages de l'*Appeal*. Chacun d'eux parle pour les ouvriers (et parle très bien), mais personne n'entendra les ouvriers. En dépit de son brillant caractère littéraire, le journal est, dans une certaine mesure, victime de la routine journalistique. On ne sait pas comment les ouvriers vivent, combattent, affrontent la police ou boivent le whisky. C'est très dangereux pour le journal en tant qu'instrument révolutionnaire du parti. La tâche n'est pas de faire un journal à travers les forces unies d'un comité de rédaction qualifié, mais d'encourager les ouvriers à parler en leur propre nom [...]

Un changement radical et courageux est nécessaire comme condition du succès [...]

Bien sûr, il ne s'agit pas seulement du journal, mais de tout le cours de notre politique. Je continue à penser que vous avez *beaucoup trop de garçons et de filles petits-*

12. *Œuvres*, 20, pp. 63-64.

bourgeois qui sont excellents et dévoués au parti, mais qui ne réalisent pas pleinement que leur devoir n'est pas de discuter entre eux, mais de pénétrer dans le milieu neuf des ouvriers. Je répète ma proposition : tout membre petit-bourgeois du parti qui, pendant un certain temps, ne gagne pas au parti un ouvrier, doit être ramené au rang de candidat et après trois autres mois être exclu du parti. Dans certains cas, ce pourra être injuste, mais le parti dans son ensemble recevrait un choc salutaire dont il a très grand besoin. Un changement tout à fait radical est nécessaire »¹³.

En proposant des mesures aussi draconiennes que l'exclusion des éléments petits-bourgeois qui sont incapables de se lier aux ouvriers, j'avais à l'esprit non la « défense » de la fraction de Cannon, mais d'empêcher la dégénérescence de notre parti.

10. Commentant les voix sceptiques en provenance du Socialist Workers Party qui m'étaient arrivées aux oreilles, j'écrivis le 16 juin 1939 au camarade Cannon :

« La situation d'avant-guerre, l'aggravation du nationalisme constituent naturellement un obstacle à notre développement et la cause profonde de la démoralisation dans nos rangs. Mais il faut maintenant souligner que, *plus la composition du parti est petite-bourgeoise, plus il dépend des changements dans l'opinion publique officielle*. C'est un argument supplémentaire pour la nécessité d'une réorientation courageuse et active vers les masses. [...]

Les raisonnements pessimistes que vous citez dans votre article reflètent bien entendu la pression patriotique et nationaliste de l'opinion publique officielle. « *Si le fascisme l'emporte en France...* », « *si le fascisme l'emporte en Angleterre...* », etc. *Les victoires du fascisme sont importantes, mais l'agonie mortelle du capitalisme est plus importante* »¹⁴.

La question de la dépendance de l'aile petite-bourgeoise de l'opinion publique officielle avait donc été posée plusieurs mois avant le début de la discussion actuelle et pas du tout tirée par les cheveux de façon artificielle pour discréditer l'opposition.

13. *Œuvres*, 21, pp. 187-188.

14. *Œuvres*, 21, pp. 223-224.

Le camarade Shachtman a exigé que je lui fournisse des « précédents » de tendances petites-bourgeoises chez les dirigeants de l'opposition dans la dernière période. Je suis allé jusqu'à répondre à cette revendication en choisissant parmi les dirigeants de l'opposition le camarade Shachtman lui-même. Je suis loin d'avoir épuisé le matériel à ma disposition. Deux lettres — une de Shachtman et l'autre de moi — qui sont peut-être plus intéressantes encore en tant que « précédents » — peuvent être citées, et je vais le faire, maintenant, sous un autre angle. Que Shachtman ne m'oppose pas que les erreurs et fautes dans la correspondance pourraient être également reprochées à d'autres camarades, y compris des représentants de la majorité actuelle. Peut-être, probablement. Mais ce n'est pas par hasard que le nom de Shachtman est répété dans cette correspondance. Là où les autres commettaient des erreurs épisodiques, Shachtman, lui, a révélé une tendance.

En tout cas, contrairement à ce que Shachtman prétend aujourd'hui concernant mes appréciations prétendument « soudaines » et « inattendues », je puis, documents en main, prouver — et je crois avoir prouvé — que mon article sur « L'opposition petite-bourgeoise » ne faisait guère que résumer ma correspondance avec New York pendant les trois dernières années (en réalité, dix). Shachtman a demandé très bruyamment des « précédents ». Je lui ai donné des « précédents ». Ils se retournent entièrement contre Shachtman.

Le bloc philosophique contre le marxisme

Les cercles de l'opposition croient possible d'affirmer que je n'ai introduit dans la discussion la question du matérialisme dialectique que parce que je manquais de réponse aux questions « concrètes » de Finlande, de Lettonie, d'Inde, d'Afghanistan, de Béloutchistan et autres. L'argument, dénué en soi de toute valeur, est pourtant intéressant en ce qu'il caractérise le niveau de certains individus dans l'opposition, leur attitude à l'égard de la théorie et de la loyauté idéologique élémentaire. Il ne sera donc pas superflu de rappeler que ma première conversation sérieuse avec les camarades Shachtman et Warde dans le train, tout de suite après mon arrivée au Mexique en janvier 1937, était consacrée à la nécessité d'une propagation systématique du

matérialisme dialectique. Après la rupture de notre section américaine avec le Socialist Party¹⁵, j'ai insisté avec beaucoup de vigueur pour la publication la plus rapide possible d'un organe théorique, avec de nouveau en tête le besoin d'éduquer le parti, d'abord et avant tout ses nouveaux membres, dans l'esprit du matérialisme dialectique. Aux Etats-Unis, écrivai-je à cette époque, où la bourgeoisie instille systématiquement aux ouvriers un empirisme vulgaire, il est plus qu'ailleurs nécessaire d'accélérer l'élévation du mouvement à un niveau théorique convenable. Le 20 janvier 1939, j'écrivais au camarade Shachtman, à propos de son article en commun avec Burnham « Intellectuels en retraite » :

« La partie sur la dialectique est le coup le plus grave que, vous, en tant que rédacteur de *New International*, vous puissiez avoir porté à la théorie marxiste [...] Bien, nous en parlerons en public »¹⁶.

Ainsi, il y a un an, j'avertissais ouvertement et d'avance Shachtman que j'avais l'intention de mener un combat public contre ses tendances éclectiques. A l'époque, il n'était nullement question de l'opposition à venir ; en tout cas, j'étais très loin de supposer que le bloc philosophique contre le marxisme préparait le terrain à un bloc politique contre le programme de la IV^e Internationale.

La nature des divergences qui sont apparues à la surface n'a fait que confirmer mes craintes antérieures au sujet de la composition sociale du parti et de l'éducation théorique de ses cadres. Il n'y avait rien qui exigeât un changement d'état d'esprit ou une « introduction » artificielle. Voilà comment les choses sont en réalité. J'ajouterai également que je me sens un peu gêné par le fait qu'il soit presque nécessaire de justifier que l'on intervienne pour défendre le marxisme dans l'une des sections de la IV^e Internationale !

Dans sa « Lettre ouverte », Shachtman se réfère en particulier au fait que le camarade Vincent Dunne¹⁷ a exprimé sa

15. Opérant, deux ans après, leur propre « tournant français », les militants du W.P.U.S. étaient « entrés » en 1936 et ressortis en 1937.

16. *Œuvres*, 20, p. 63.

17. Vincent R. Dunne (1889-1970), ancien militant des I.W.W., était devenu socialiste pendant la guerre et communiste en 1919. Il avait rallié l'Opposition en 1928 et appartenait, avec deux de ses frères au fameux noyau ouvrier trotskyste qui avait animé les grèves de Minneapolis. Il avait un autre frère qui était dirigeant du Communist Party.

satisfaction à propos de l'article sur les intellectuels. Mais moi aussi je l'ai loué : « Beaucoup de passages sont excellents. » Cependant, comme dit le proverbe russe, une cuillerée de goudron peut gâter un baril de miel. Et c'est précisément de cette cuillerée de goudron qu'il s'agit. La partie consacrée à la dialectique exprime un certain nombre de conceptions monstrueuses du point de vue marxiste dont le but, c'est clair maintenant, était de préparer le terrain à un bloc politique. Devant l'obstination avec laquelle Shachtman continue à assurer que j'ai pris cet article comme prétexte, je citerai encore une fois le passage central du chapitre qui nous intéresse :

« Personne n'a non plus démontré qu'être ou non d'accord avec les doctrines plus abstraites du matérialisme dialectique affecte (!) nécessairement les questions politiques concrètes d'hier et d'aujourd'hui — or les partis politiques, les programmes et les luttes reposent sur de tels problèmes concrets » (*New International*, janvier 1939, p. 7).

N'est-ce pas en soi suffisant ? Ce qui est en plus ahurissant dans cette formule indigne de révolutionnaires, c'est la formule : « les partis politiques, les programmes et les luttes reposent sur de tels problèmes concrets ». Quels partis ? Quels programmes ? Quelles luttes ? Tous les partis sont ici empilés. Le parti du prolétariat n'est pas un parti comme les autres. Il ne repose pas du tout sur « des questions concrètes ». Dans ses fondements même, il est diamétralement opposé aux partis des maquignons bourgeois et des ravaudeurs petits-bourgeois. Sa tâche, c'est de préparer une révolution sociale et de régénérer l'humanité sur de nouvelles bases matérielles et morales. Pour ne pas céder à la pression de l'opinion publique bourgeoise et à la répression policière, le révolutionnaire prolétarien, et un dirigeant plus encore, a besoin d'une vision du monde claire, pénétrante, parfaitement élaborée. C'est seulement sur la base d'une conception marxiste achevée qu'il est possible d'aborder de façon juste des questions « concrètes ».

C'est précisément là que réside la trahison de Shachtman — pas une simple faute comme je voulais le croire l'année dernière, mais — c'est maintenant clair — une trahison théorique totale. Suivant les traces de Burnham, Shachtman enseigne au jeune parti révolutionnaire que « personne n'a encore démontré » que le matérialisme dialectique affecte l'activité

politique du parti. « Personne n'a encore démontré », en d'autres termes, que le marxisme a une quelconque utilité pour la lutte du prolétariat. En conséquence, le parti n'a pas la moindre raison d'assimiler et de défendre le matérialisme dialectique. Ce n'est rien d'autre qu'une renonciation au marxisme, à la méthode scientifique en général, une misérable capitulation devant l'empirisme. C'est précisément ce qui représente le bloc philosophique de Shachtman avec Burnham et, par Burnham, avec les prêtres de la « science » bourgeoise. C'est précisément cela et cela seulement à quoi j'ai fait référence dans ma lettre du 20 janvier de l'année dernière.

[Le 5 mars, Shachtman répondit : « J'ai relu l'article de janvier de Burnham et Shachtman auquel vous faites référence et, bien qu'à la lumière de ce que vous avez écrit, je pourrais proposer ici (!) ou là (!!) une formulation différente si cet article était à refaire, je ne puis être d'accord avec la substance de votre critique. » Comme toujours avec Shachtman quand la situation est sérieuse, sa réponse ne signifie au fond rien du tout ; mais elle donne encore l'impression que Shachtman s'est gardé une voie de repli. Aujourd'hui, pris d'une frénésie fractionnelle, il promet de « recommencer demain et encore et encore ». Recommencer quoi ? Capituler devant la « science bourgeoise » ? Renoncer au marxisme ?]

Shachtman m'explique longuement (nous allons voir sur quelle base) l'utilité de tel ou tel *bloc politique*. Or je parle du danger mortel de la *trahison théorique*. Un bloc peut être justifié ou non en fonction de son contenu et de ses circonstances. La trahison théorique ne peut se justifier par aucun bloc. Shachtman s'appuie sur le fait que son article a un caractère purement politique. Je ne parle pas de l'article, mais de sa partie qui abandonne le marxisme. Si un manuel de physique contenait ne serait-ce que deux lignes indiquant que Dieu est la cause première, ce serait mon droit de conclure que son auteur est un obscurantiste.

[Shachtman ne répond pas à cette accusation mais essaie de détourner l'attention vers des questions sans intérêt. « En quoi ce que vous appelez mon « bloc avec Burnham dans le domaine de la philosophie diffère-t-il du bloc de Lénine avec Bogdanov¹⁸ ? Pourquoi ce dernier est-il principal et le nôtre sans

18. Aleksandr A. Malinovsky, dit *Bogdanov* (1873-1928), docteur en médecine, avait rejoint les bolcheviks en 1903. Sur le plan philosophique, il opposait au marxisme le système de Mach, l'« empiriocriticisme ». Il reste en « bloc » avec Lénine jusqu'en 1906.

principes ? Je serais très intéressé de connaître la réponse à cette question ». Je parlerai tout à l'heure de la divergence politique ou plutôt du pôle politique opposé entre les deux blocs. Nous nous intéressons ici à la question de la méthode marxiste. Vous demandez où est la différence ? En ce que Lénine n'a jamais proclamé, pour faire plaisir à Bogdanov, que le matérialisme dialectique était superflu pour résoudre « les questions politiques concrètes ». En ce que Lénine n'a jamais sur le plan théorique confondu le parti bolchevique avec les partis en général. Il était organiquement incapable de proférer semblables abominations. Et pas seulement lui, tous les bolcheviks sérieux. C'est là qu'est la différence. Comprenez-vous ? Shachtman m'a promis sarcastiquement son « intérêt » pour une réponse claire. Je pense qu'il a été répondu. Je n'exige pas d'« intérêt. »]

L'Abstrait et le Concret : économie et politique

La partie la plus lamentable du lamentable travail de Shachtman est son chapitre « L'Etat et le caractère de la Guerre ».

« Quelle est donc notre position ? » demande l'auteur. « Simplement celle-ci : il est impossible de déduire *directement* notre politique à l'égard d'une guerre *spécifique* d'une caractérisation *abstraite* du caractère de classe de l'Etat en guerre, plus particulièrement des formes de propriété qui y prévalent. Notre politique doit découler d'un examen *concret* du caractère de la guerre en relation avec les intérêts de la révolution socialiste internationale » (*loc.cit.*, p. 13. C'est moi qui souligne). Quelle confusion ! Quel embrouillamini de sophisme ! S'il est impossible de déduire notre politique *directement* du caractère de classe d'un Etat, pourquoi ne peut-on pas le faire *indirectement* ? Pourquoi l'analyse du caractère de classe d'un Etat doit-elle être *abstraite* tandis que l'analyse du caractère de la guerre est *concrète* ? Formellement, on peut dire avec autant de raison, en fait, avec beaucoup plus, que notre politique vis-à-vis de l'U.R.S.S. ne peut être déduite d'une caractérisation *abstraite* de la guerre comme « impérialiste », mais seulement d'une analyse *concrète* du caractère de la guerre comme « impérialiste », mais seulement d'une analyse *concrète* du caractère de l'Etat dans une situation historique donnée. Le sophisme fondamental sur lequel Shachtman construit tout le reste est

assez simple : dans la mesure où la base économique ne détermine pas *immédiatement* les événements dans la superstructure ; dans la mesure où la simple caractéristique de classe *ne suffit pas* à résoudre les tâches pratiques, alors... alors nous pouvons nous passer d'étudier l'économie et la nature de classe de cet Etat, en les remplaçant, suivant les termes du jargon journalistique de Shachtman, par « les réalités des événements vivants » (*loc. cit.*, p. 14).

Exactement le même article avancé par Shachtman pour justifier son bloc philosophique avec Burnham (le matérialisme dialectique ne détermine pas notre politique immédiatement, et par conséquent, il n'affecte pas *en général* les « tâches politiques concrètes »), est ici répété mot pour mot par rapport à la sociologie marxiste : dans la mesure où les formes de propriété ne déterminent pas immédiatement la politique d'un Etat, il est par conséquent possible de jeter par-dessus bord la sociologie marxiste en général pour déterminer des « tâches politiques concrètes ».

Mais pourquoi s'arrêter à mi-chemin ? Si la loi de la valeur ne détermine pas « directement » et « immédiatement » les prix ; si les lois de la sélection naturelle ne déterminent pas « directement » et « immédiatement » la naissance d'un cochon de lait, si les lois de la gravité ne déterminent pas « directement » et « immédiatement » la chute d'un policier ivre du haut d'un escalier, alors... alors laissons Marx, Darwin, Newton¹⁹ et autres amateurs d'« abstractions » ramasser la poussière dans les étagères. Ce n'est rien d'autre qu'un enterrement solennel de la science car, après tout, tout le cours du développement de la science procède de causes « directes » et « immédiates » à des causes plus lointaines et plus profondes, de variétés multiples et d'événements kaléidoscopiques — à l'unité des forces motrices.

La loi de la valeur ne détermine pas « immédiatement » les prix, mais elle les détermine néanmoins. Des phénomènes « concrets », comme la faillite du New Deal, s'expliquent en dernière analyse par la loi « abstraite » de la valeur. Roosevelt²⁰ ne le sait pas, mais un marxiste ne peut se risquer à agir en l'ignorant. Ce n'est pas immédiatement, mais à travers toute une

19. Isaac Newton (1642-1727) découvrit entre autres la loi de la gravitation universelle.

20. Franklin D. Roosevelt (1882-1945) avait été élu Président des Etats-Unis en 1932 et réélu en 1936. Son programme initial était celui du New Deal (Nouvelle Donne) : relance de la consommation, politique de grands travaux, conventions collectives, etc.

série de facteurs intermédiaires et de leur interaction réciproque, que les formes de propriété déterminent non seulement la politique, mais aussi la morale. Un militant prolétarien qui tente d'ignorer la nature de classe d'un Etat finira par faire comme le policier qui ignore les lois de la gravitation, il se cassera le nez.

Shachtman ne tient évidemment pas compte de la distinction entre l'abstrait et le concret. A la recherche du concret, notre esprit opère avec des abstractions. Même ce « chien » « donné », « concret », est une abstraction parce qu'il va changer, par exemple baisser la queue « au moment » où nous le montrons du doigt. Le concret est un concept relatif, et pas absolu : ce qui est concret dans un cas se révèle abstrait dans un autre : c'est-à-dire insuffisamment défini pour un objectif donné. Pour obtenir un concept suffisamment « concret » pour un *objectif donné*, il faut ramener plusieurs abstractions à une seule — exactement comme pour reproduire un segment de vie sur un écran, ce qui est une image en mouvement, il faut combiner un certain nombre de photos figées. *Le concret est une combinaison d'abstractions* — pas une combinaison arbitraire ou subjective, mais une combinaison qui correspond aux lois du mouvement d'un phénomène donné.

« Les intérêts de la révolution socialiste internationale » que Shachtman invoque contre la nature de classe de l'Etat, représentent dans ce cas la plus vague de toutes les abstractions. Après tout, la question qui nous occupe est précisément celle-ci : de quelle façon concrète allons-nous faire avancer les intérêts de la révolution ? Il ne serait pas non plus inutile de se rappeler aussi que la tâche de la révolution socialiste est de créer un Etat ouvrier. Avant de parler de révolution socialiste, il faut par conséquent apprendre à distinguer entre des « abstractions » comme la bourgeoisie et le prolétariat, l'Etat capitaliste et l'Etat ouvrier.

Shachtman, en vérité, perd son temps et celui des autres à prouver que la propriété nationalisée ne détermine pas « en elle-même et par elle-même », « automatiquement », « directement », « immédiatement », la politique du Kremlin. Sur la question de savoir comment la « base » économique détermine la « superstructure » politique, juridique, philosophique, artistique, etc., il existe une riche littérature marxiste. L'idée selon laquelle l'économie détermine directement et immédiatement la création d'un compositeur ou même le verdict d'un juge constitue une vieille caricature du marxisme que le corps professoral bourgeois de tous les pays a fait circuler inlassable-

ment pour dissimuler sa propre impuissance intellectuelle²².

Quant à la question qui nous concerne dans l'immédiat, à savoir la relation entre les bases sociales de l'Etat soviétique et la politique du Kremlin, rappelons à Shachtman le distrait qu'il y a déjà dix-sept ans que nous avons déjà établi, publiquement, la *contradiction* croissante entre les bases posées par la révolution d'Octobre et les tendances de la « superstructure » étatique²¹. Nous avons suivi pas à pas l'indépendance grandissante de la bureaucratie vis-à-vis du prolétariat soviétique et la croissance de sa dépendance vis-à-vis des autres classes et groupes tant au-dedans qu'au-dehors. Qu'est-ce que Shachtman veut ajouter exactement dans ce domaine à l'analyse déjà faite ?

Comme cependant l'économie ne détermine ni directement, ni immédiatement la politique, mais seulement en dernière analyse, néanmoins *l'économie détermine bien la politique*. C'est précisément ce que les marxistes affirment contre les professeurs bourgeois et leurs disciples. Tout en analysant et en dénonçant l'indépendance grandissante de la bureaucratie vis-à-vis du prolétariat, nous n'avons jamais perdu de vue les frontières sociales objectives de cette « indépendance », à savoir la propriété nationalisée complétée par le monopole du commerce extérieur.

C'est ahurissant ! Shachtman continue à soutenir le mot d'ordre d'une révolution politique contre la bureaucratie soviétique. A-t-il jamais sérieusement réfléchi au sens de ce mot d'ordre ? Si nous pensons que les bases sociales posées par la révolution d'Octobre se reflétaient « automatiquement » dans la politique de l'Etat, pourquoi faudrait-il une *révolution* contre la bureaucratie ? Si l'U.R.S.S., d'un autre côté, a cessé tout à fait d'être un Etat ouvrier, ce n'est pas une révolution *politique* qu'il faut, mais une révolution *sociale*. Shachtman continue donc à défendre un mot d'ordre qui découle 1) du caractère de l'U.R.S.S. comme Etat ouvrier et 2) de l'antagonisme irréductible entre les bases sociales de l'Etat et la bureaucratie. Mais, tout en répétant ce mot d'ordre, il s'efforce en même temps d'en saper les fondements théoriques. Peut-être est-ce pour démontrer une fois de plus que sa politique est indépendante des « abstractions » scientifiques ?

21. Dans *Cours nouveau* (1923).

22. Aux jeunes camarades, je recommande d'étudier sur cette question les œuvres d'Engels (*Anti-Dühring*), Plékhanov et Antonio Labriola (Note de Trotsky).

Sous le couvert d'une lutte contre la caricature bourgeoise du matérialisme dialectique, Shachtman ouvre tout grandes les portes à l'idéalisme historique. Les formes de propriété et le caractère de classe de l'Etat sont pour lui *indifférentes* quand il analyse la politique d'un gouvernement. L'Etat lui-même lui apparaît comme un animal d'un sexe indéterminé. Les deux pieds fermement plantés sur cet éredon, Shachtman nous explique pompeusement — aujourd'hui, en 1940! — que, en plus de la propriété nationalisée, il y aussi la canaille bonapartiste et sa politique réactionnaire. Quelle nouveauté! Shachtman penserait-il qu'il prenait la parole dans un jardin d'enfants ?

Shachtman essaie de faire un bloc... avec Lénine aussi

Pour camoufler son échec à comprendre l'essence du problème de la nature de l'Etat soviétique, Shachtman s'est jeté sur les paroles de Lénine dirigées contre moi le 30 décembre 1920, pendant ce qu'on a appelé la Discussion syndicale.²³ « Le camarade Trotsky parle de l'Etat ouvrier. Je m'excuse, mais c'est une abstraction. Notre Etat est en réalité non un Etat ouvrier, mais un Etat ouvrier et paysan [...] Notre Etat actuel est tel que le prolétariat organisé tout entier doit se défendre face à lui et que nous devons utiliser ces organisations ouvrières pour la défense des ouvriers contre leur Etat et pour la défense de leur Etat par les ouvriers. »²⁴ Rappelant cette citation et se hâtant de proclamer que j'ai répété mon « erreur » de 1920, Shachtman, dans sa précipitation, n'a pas relevé une erreur majeure dans cette citation concernant la définition de la nature de l'Etat soviétique. Le 19 janvier [1921], Lénine lui-même écrivait à propos de son discours du 30 décembre : « J'ai dit que "notre Etat est en réalité non un Etat ouvrier, mais un Etat ouvrier et paysan" ». En lisant le compte rendu de la discus-

23. Le débat dit « syndical » était un débat sur les implications du communisme de guerre, maintenu, contre le vote de Trotsky, à la fin de la guerre civile, et qui se déroula pendant l'hiver 1920-1921. Tandis que l'Opposition ouvrière préconisait une politique qui faisait des ouvriers des privilégiés par rapport aux ruraux, Trotsky proposait d'employer pour un redressement économique des méthodes inspirées de celles de l'Armée rouge pendant la guerre : « armées du travail » et « militarisation des syndicats ». La fraction centriste de Lénine-Zinoviev l'avait vivement critiqué. La discussion était dépassée par l'aggravation de la situation lorsque se réunit le 10^e congrès qui adopta la Nep en mars 1921. Mais le C.C. élu en fonction des positions prises pendant le vote syndical écarta nombre des proches de Trotsky.

24. Lénine, *Œuvres*, XVII, pp. 16-17.

sion, je m'aperçois que j'ai eu tort [...] J'aurais dû dire : « **L'Etat ouvrier est une abstraction.** En réalité, nous avons un Etat ouvrier qui présente, d'abord, la particularité que c'est la population paysanne et pas la population ouvrière qui y prédomine et qu'ensuite c'est un Etat ouvrier à déformations bureaucratiques »²⁵. Il découle de cet épisode deux conclusions : Lénine attachait une telle importance à une définition sociologique de l'Etat qu'il jugeait nécessaire de se corriger lui-même au plus chaud d'une polémique ! Mais Shachtman est si peu intéressé par la nature de classe de l'Union soviétique que, vingt après, il n'a relevé ni l'erreur de Lénine, ni sa correction !

Je ne m'attarderai pas ici à discuter la question de savoir si Lénine avait raison de diriger son argument contre moi. Je crois qu'il a eu tort : il n'y avait pas de divergence entre nous sur la définition de l'Etat. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit maintenant. La formulation théorique sur la question de l'Etat donnée par Lénine dans la citation ci-dessus — en liaison avec la correction majeure qu'il a introduite lui-même quelques jours plus tard — est tout à fait juste. Mais écoutons l'usage incroyable que fait Shachtman de la définition de Lénine : « Exactement de la même façon qu'on pouvait, il y a vingt ans », écrit-il, parler du terme « Etat ouvrier » comme d'une abstraction, de même il est possible de parler du terme d' « Etat ouvrier dégénéré » comme d'une abstraction (*loc. cit.*, p. 14). Il va de soi que Shachtman ne comprend pas du tout Lénine. Il y a vingt ans, le terme d' « Etat ouvrier » ne pouvait d'aucune façon être considéré comme une abstraction *en général* ; c'est-à-dire quelque chose d'irréel, inexistant. La définition d' « Etat ouvrier », juste en et par elle-même, était *inadéquate* en relation à la tâche *particulière*, à savoir la défense des ouvriers par leurs syndicats et ce n'est qu'en ce sens qu'il était abstrait. Par rapport cependant à la défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme, cette même définition était en 1920, exactement comme elle l'est aujourd'hui inébranlablement concrète, faisant devoir aux ouvriers de défendre cet Etat.

Shachtman n'est pas d'accord. Il écrit : « Tout comme il fut autrefois nécessaire, en rapport avec le problème syndical, de parler concrètement du *type* d'Etat ouvrier qui existe en Union soviétique, de même il est nécessaire, par rapport à la guerre actuelle, d'établir le *degré* de dégénérescence de l'Etat soviéti-

25. Lénine, *Œuvres*, XVII, p. 41.

que [...]. Et le *degré* de la dégénérescence du régime ne peut être établi par une référence abstraite à l'existence de la propriété nationalisée, mais seulement en observant les réalités (!) des événements (!) vivants (!) ». Il est parfaitement impossible à partir de là de comprendre pourquoi, en 1920, la question du caractère de l'U.R.S.S. a été mise en rapport avec les syndicats, c'est-à-dire une question intérieure particulière du régime tandis qu'elle l'est aujourd'hui avec la défense de l'U.R.S.S., c'est-à-dire la destinée entière de l'Etat. Dans le premier cas, l'Etat ouvrier était opposé aux ouvriers, dans le second... aux impérialistes. Rien d'étonnant que l'analogie boite des deux jambes : ce que Lénine opposait, Shachtman l'identifie.

Si l'on prend pourtant pour argent comptant ce que dit Shachtman, il en découle que la question qui le préoccupe n'est que le *degré de dégénérescence* (de quoi? Un Etat ouvrier), c'est-à-dire des divergences d'ordre quantitatif dans une évaluation. Admettons que Shachtman ait élaboré (où?) ce degré avec plus de précision que nous. Mais de quelle façon des divergences purement quantitatives dans l'évaluation de la dégénérescence de l'Etat *ouvrier* peuvent-elles affecter notre décision quant à la défense de l'U.R.S.S.. Il est impossible de démêler le sens de tout cela. En fait, Shachtman, restant fidèle à l'éclectisme, c'est-à-dire à lui-même, n'a introduit de force dans cette discussion la question du « degré » que dans une tentative pour consolider son équilibre entre Abern et Burnham. Ce qui est en réalité en discussion maintenant, ce n'est pas du tout le *degré* déterminé par « les réalités des événements vivants » (quelle terminologie précise, « scientifique », « concrète », « expérimentale »!) mais la question de savoir si ces changements *quantitatifs* ont été transformés en changements *qualitatifs*, c'est-à-dire si l'U.R.S.S. est encore un Etat ouvrier, même dégénéré, ou si elle s'est transformée en un type nouveau d'Etat exploiteur. A cette question fondamentale, Shachtman n'a pas de réponse et ne sent pas le besoin d'en avoir une. Son argument ne fait qu'imiter le bruit des paroles de Lénine qui ont été prononcées dans un contexte tout autre, avaient un contenu différent et comprenaient une grosse erreur. Lénine, dans sa version corrigée, dit : « Cet Etat n'est pas simplement un Etat ouvrier, mais un Etat ouvrier avec des déformations bureaucratiques ». Shachtman dit : « Cet Etat n'est pas simplement un Etat ouvrier dégénéré mais... ». Shachtman n'a rien de plus à dire. Orateur et auditoire demeurent bouche bée, se regardant fixement.

Que signifie dans notre programme le terme d' « Etat ouvrier dégénéré » ? A cette question, notre programme répond à un degré de concret amplement suffisant pour résoudre la question de la défense de l'U.R.S.S., à savoir : 1) les traits qui, en 1920, étaient une « déformation bureaucratique » du système soviétique, sont devenus maintenant un régime bureaucratique indépendant qui a dévoré les soviets, 2) la dictature de la bureaucratie, incompatible avec les tâches nationales et internationales du socialisme, a introduit et continue à introduire de profondes déformations dans la vie économique du pays également, 3) fondamentalement cependant, le système de l'économie planifiée sur la base de la propriété étatique des moyens de production, a été préservé et continue à rester une colossale conquête de l'humanité. La défaite de l'U.R.S.S. dans une guerre avec l'impérialisme signifierait non seulement la liquidation de la dictature bureaucratique, mais celle de l'économie d'Etat planifiée, et le démembrement du pays en sphères d'influence et une nouvelle stabilisation de l'impérialisme et un nouvel affaiblissement du prolétariat mondial.

Du fait que la déformation « bureaucratique » s'est développée en un régime d'autocratie bureaucratique, nous tirons la conclusion que la défense des ouvriers par leurs syndicats (qui ont subi la même dégénérescence que l'Etat) est aujourd'hui, à la différence de 1920, totalement irréaliste ; il faut renverser la bureaucratie et cette tâche ne peut être accomplie que par la création d'un parti bolchevique illégal en U.R.S.S.

De ce que la dégénérescence du système politique n'a pas encore mené à la destruction de l'économie d'Etat planifiée, nous tirons la conclusion que c'est encore le devoir du prolétariat mondial de défendre l'U.R.S.S. contre l'impérialisme et d'aider le prolétariat soviétique dans sa lutte contre la bureaucratie.

Qu'est-ce au juste que Shachtman trouve abstrait dans notre définition de l'U.R.S.S. ? Quels amendements concrets propose-t-il ? Si la dialectique nous enseigne que « la vérité est toujours concrète », alors la loi s'applique avec la même vigueur à la critique. Il ne suffit pas de dire qu'une définition est abstraite. Il faut montrer exactement ce qui lui manque. Autrement la critique elle-même devient stérile. Au lieu de concrétiser ou de modifier la définition qu'il trouve abstraite, Shachtman la remplace par le vide. Ce n'est pas suffisant. Un vide, même le vide le plus prétentieux, doit être considéré comme la pire de toutes les abstractions — il peut être rempli de

n'importe quel contenu. Rien d'étonnant si ce vide théorique, remplaçant l'analyse de classe, a aspiré la politique de l'impressionnisme et de l'aventurisme.

« *L'Économie concentrée* »

Shachtman continue et cite Lénine disant que « la politique est de l'économie concentrée » et qu'en ce sens, « la politique ne peut pas l'emporter sur l'économie ». De ce que dit Lénine, Shachtman tire contre moi la morale que je ne suis, moi, s'il vous plaît, intéressé que par « l'économie » (la propriété d'Etat des moyens de production) et que je me désintéresse de « la politique ». Cette seconde tentative pour exploiter Lénine ne vaut pas mieux que la première. L'erreur de Shachtman prend ici réellement des dimensions énormes. Lénine voulait dire : quand les processus économiques, les tâches, les intérêts, acquièrent un caractère *conscient et généralisé* (« concentré »), ils entrent dans la sphère politique par la vertu de ce simple fait et constituent l'essence de la politique. En ce sens, la politique en tant qu'économie concentrée s'élève au-dessus de l'activité économique quotidienne atomisée, inconsciente et généralisée.

La justesse de la politique du point de vue marxiste est précisément déterminée dans la mesure où elle « concentre » profondément et sous tous les angles l'économie, c'est-à-dire où elle exprime les tendances progressistes de son développement. C'est pourquoi nous fondons notre politique, d'abord et avant tout, sur notre analyse des formes de propriété et des rapports de classe. Une analyse plus détaillée et concrète des facteurs dans la « superstructure » n'est possible pour nous que sur cette base théorique. Ainsi, par exemple, si nous devions accuser une fraction adverse de « conservatisme bureaucratique », nous chercherions immédiatement les racines sociales, c'est-à-dire les racines de classe de ce phénomène. Toute autre façon de nous comporter nous vaudrait d'être considérés comme des marxistes « platoniques », sinon comme des gens qui se contentent d'imiter le bruit des paroles qu'ils ont entendues.

« La politique est de l'économie concentrée ». Cette proposition, semble-t-il, s'applique aussi au Kremlin. Ou bien, par exception à la loi générale, la politique du gouvernement de Moscou n'est pas « de l'économie concentrée » mais une manifestation de la libre volonté de la bureaucratie ? Notre tentative pour réduire la politique du Kremlin à l'économie

nationalisée, réfractée à travers les intérêts de la bureaucratie, provoque chez Shachtman une résistance frénétique. Il s'oriente en ce qui concerne l'U.R.S.S., non à partir de la généralisation consciente de l'économie mais de « l'observation des réalités des événements vivants », c'est-à-dire au jugé, en improvisation, à travers sympathies et antipathies. Il oppose cette politique impressionniste à notre politique fondée sur la sociologie et nous accuse en même temps d'ignorer... la politique. Incroyable, mais vrai ! C'est vrai qu'en dernière analyse la politique flageolante et capricieuse de Shachtman est aussi l'expression « concentrée » de l'économie, mais, hélas, c'est celle de l'économie de la petite bourgeoisie déclassée.

La comparaison avec les guerres bourgeoises

Shachtman nous rappelle qu'il fut un temps où les guerres bourgeoises étaient progressistes et un autre où elles devinrent réactionnaires et qu'il n'est donc pas suffisant de donner une définition de classe de l'Etat belligérant. Cette proposition, loin d'éclairer la question, l'embrouille. Les guerres bourgeoises ne pouvaient être progressistes qu'un temps à l'époque où l'ensemble du régime bourgeois était progressiste, en d'autres termes à une époque où *la propriété bourgeoise*, par opposition à la propriété féodale, était un facteur progressiste et constructif. Les guerres bourgeoises sont devenues réactionnaires quand la propriété bourgeoise est devenue un frein au développement. Shachtman veut-il dire, en ce qui concerne l'U.R.S.S., que la propriété d'Etat des moyens de production est devenue un frein sur le développement et que l'extension de cette forme de propriété à d'autres pays constitue une réaction économique ? Shachtman ne veut évidemment pas dire cela. Simplement, il ne tire pas les conclusions logiques de ses propres idées.

L'exemple des guerres nationales bourgeoises nous offre en réalité une leçon bien instructive, mais Shachtman passe à côté sans s'y intéresser. Marx et Engels luttaient pour une république allemande unifiée. Dans la guerre de 1870-1871, ils étaient du côté des Allemands, malgré le fait que la lutte pour l'unification était exploitée et déformée par les parasites des dynasties.

Shachtman fait référence au fait que Marx et Engels se sont immédiatement retournés contre la Prusse après l'annexion de

l'Alsace-Lorraine²⁶. Mais ce tournant ne fait qu'illustrer d'autant plus clairement notre point de vue. Il est inacceptable d'oublier ne fût-ce qu'une minute qu'il s'agissait d'une guerre entre deux Etats *bourgeois*. Ainsi, les deux camps avaient-ils un dénominateur de classe. Décider lequel des deux était « le moindre mal » — dans la mesure où l'histoire laissait quelque choix — n'était possible que sur la base de facteurs supplémentaires. Côté allemand, il s'agissait de créer un Etat bourgeois *national* en tant qu'arène économique et culturelle. L'Etat *national* était, pendant cette période, un facteur historique progressiste. C'est dans cette mesure que Marx et Engels étaient du côté des Allemands, malgré les Hohenzollern et leurs *Junker*²⁷. L'annexion de l'Alsace-Lorraine violait le principe de l'Etat national, tant vis-à-vis de l'Allemagne que vis-à-vis de la France, et posait les bases d'une guerre de revanche. Marx et Engels, naturellement, ont opéré un brutal revirement, contre la Prusse. Ils ne prenaient nullement par là le risque d'aider un système inférieur d'économie contre un système supérieur puisque, répétons-le, les rapports bourgeois prévalaient dans les deux camps. Si la France avait été en 1870 un Etat ouvrier, Marx et Engels auraient été pour elle depuis le début puisque — il est incongru d'avoir à le rappeler — c'était le critère de classe qui dirigeait leurs activités.

Aujourd'hui, dans les vieux pays capitalistes, il ne s'agit plus du tout de résoudre les tâches nationales. Au contraire, l'humanité souffre de la contradiction entre les forces productives et le cadre trop étroit de l'Etat national. L'économie planifiée sur la base de la propriété socialiste libérée des frontières nationales est la tâche du prolétariat international, avant tout en Europe. C'est précisément elle qui est exprimée dans notre mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » ! L'expropriation des propriétaires en Pologne et en Finlande est un facteur progressiste en elle-même et par elle-même. Les méthodes bureaucratiques du Kremlin occupent exactement la même place dans ce processus qu'occupaient dans l'unification les méthodes dynastiques des Hohenzollern. Chaque fois que nous sommes placés devant la nécessité de choisir entre la

26. Bismarck voulait unifier l'Allemagne au bénéfice de la Prusse, dont le roi Guillaume I^{er} fut, en 1871, le premier empereur du Reich allemand. Le traité de Francfort, en mai, consacrait l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine à l'Allemagne.

27. Les *Junker* sont les hobereaux, féodaux, de Prusse orientale, piliers de la monarchie et cadres de son armée.

défense de formes de propriétés réactionnaires par des mesures réactionnaires et l'introduction de formes progressistes de propriété par des mesures bureaucratiques, nous ne mettons nullement les deux camps sur le même plan, mais nous choisissons le moindre mal. Il n'y a pas en cela plus de « capitulation » devant le stalinisme qu'il n'y avait, de la part de Marx et Engels, capitulation devant les Hohenzollern. Il est inutile d'ajouter que le rôle des Hohenzollern dans la guerre de 1870-1871 ne justifia ni le rôle historique général de cette dynastie ni même son existence.

Le défaitisme conjoncturel ou Colomb et l'Œuf

Vérifions maintenant comment Shachtman, aidé d'un vide théorique, opère avec les « réalités du monde vivant » dans une question particulièrement vitale. Il écrit : « Nous n'avons jamais soutenu la politique internationale du Kremlin [...] mais qu'est-ce que la guerre ? La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Alors pourquoi soutenir la guerre qui est la continuation d'une politique internationale que nous n'avons pas soutenue et que nous ne soutenons pas ? » (*loc. cit.* p. 15) On ne peut nier la cohérence de l'argument ; sous la forme d'un pur syllogisme, on nous présente ici une théorie achevée du *défaitisme*. C'est simple comme Colomb et son œuf²⁸. Puisque nous n'avons jamais soutenu la politique internationale du Kremlin, nous ne devons *jamais* soutenir l'U.R.S.S. Alors, pourquoi ne pas le dire ?

Nous avons rejeté la politique nationale et internationale du Kremlin avant le pacte germano-soviétique et avant l'invasion de la Pologne par l'Armée rouge. Cela signifie que « les réalités des événements vivants » de l'an dernier n'ont pas la moindre influence sur cette affaire. Si nous étions autrefois défensiste par rapport à l'U.R.S.S., c'était seulement par inconséquence. Shachtman révisé non seulement la politique actuelle de la IV^e Internationale, mais aussi le passé. Puisque nous sommes contre Staline, nous devons donc être aussi contre l'U.R.S.S. Staline est depuis longtemps de cet avis. Shachtman n'y est arrivé que récemment. De son rejet de la politique du Kremlin découle un défaitisme complet et indivisible. Alors, pourquoi ne pas le dire ?

28. Allusion à l'anecdote de Christophe Colomb et de l'œuf qu'il avait fait tenir : « C'était simple, mais il fallait y penser. »

Mais Shachtman ne peut s'y résoudre. Dans un passage un peu plus haut, il écrit :

« Nous disons — la minorité continue de le dire — que si les impérialistes attaquent l'Union soviétique avec pour objectif d'écraser les dernières conquêtes de la révolution d'Octobre et de réduire la Russie à un groupe de colonies, nous défendrons inconditionnellement l'Union soviétique » (*loc. cit.* p. 15). Permettez, permettez, permettez ! La politique internationale du Kremlin est réactionnaire ; la guerre est la continuation de sa politique réactionnaire ; nous ne pouvons soutenir une guerre réactionnaire. Et comment se fait-il que, subitement, si les méchants impérialistes « attaquent » l'U.R.S.S. et poursuivent l'objectif blâmable de la transformer en colonie, alors, dans ces conditions exceptionnelles, Shachtman va défendre l'U.R.S.S... inconditionnellement ? Quel sens cela a-t-il ? Où est la logique ? Ou bien Shachtman, suivant l'exemple de Burnham, a-t-il lui aussi relégué la logique dans la sphère de la religion et autres pièces de musée ?

En fait, la clé de ce galimatias réside dans le fait que la déclaration « Nous n'avons jamais supporté la politique internationale du Kremlin » est une abstraction. Il faut la disséquer et la concrétiser. Dans sa politique actuelle, extérieure et intérieure, la bureaucratie se dispose, d'abord et avant tout, pour la défense de ses propres intérêts parasites. Dans cette mesure, nous menons contre elle une lutte à mort, mais, en dernière analyse, sous une forme très déformée, les intérêts de l'Etat ouvrier se reflètent à travers les intérêts de la bureaucratie. Ces intérêts, nous les défendons par nos propres méthodes. Ainsi nous ne luttons pas du tout contre le fait que la bureaucratie sauvegarde (à sa façon) la propriété d'Etat, le monopole du commerce extérieur, ou refuse de payer les dettes tsaristes. Pourtant, dans une guerre entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste — indépendamment des incidents qui conduiraient à une telle guerre ou aux objectifs de tel ou tel gouvernement — ce dont il s'agit c'est précisément du destin de celles des conquêtes historiques que nous défendons inconditionnellement, c'est-à-dire en dépit de la politique réactionnaire de la bureaucratie. La question se réduit par conséquent — *en dernière et décisive instance* — à la nature de classe de l'U.R.S.S.

Lénine déduisait la politique du défaitisme du caractère impérialiste de la guerre, mais il n'en restait pas là. Il déduisait le caractère impérialiste de la guerre d'une étape spécifique du développement du régime capitaliste et de sa classe dirigeante.

Dans la mesure où le caractère de la guerre est déterminé précisément par le caractère de classe de la société et de l'Etat, Lénine recommandait qu'en déterminant notre politique par rapport à la guerre impérialiste, nous fassions abstraction de circonstances « concrètes » comme démocratie ou monarchie, agression ou défense nationale. En opposition à cela, Shachtman propose que nous déduisions le défaitisme de conditions conjoncturelles. Le défaitisme est indifférent au caractère de classe de l'U.R.S.S. et de la Finlande. Il se contente des traits réactionnaires de la bureaucratie et de l'« agression ». Si la France, l'Angleterre ou les Etats-Unis envoient avions et canons à la Finlande, cela ne pèse en rien dans la détermination de la politique de Shachtman. Mais si les troupes britanniques débarquent en Finlande, Shachtman va mettre un thermomètre sous la langue de Chamberlain et déterminer ses intentions — chercher à savoir s'il cherche seulement à sauver la Finlande de la politique impérialiste du Kremlin ou si, en outre, il cherche à renverser « les dernières conquêtes d'Octobre ». Se conformant strictement aux indications de son thermomètre, Shachtman le défaitiste est prêt à se changer en défensiste. C'est pourquoi il veut remplacer les principes abstraits par les « réalités des événements vivants ».

Shachtman, on l'a déjà vu, réclame avec insistance que l'on cite des précédents : quand et où, dans le passé, les dirigeants de l'opposition ont-ils manifesté un opportunisme petit-bourgeois ? La réponse que je lui ai déjà donnée sur ce point peut être complétée par deux lettres que nous avons échangées sur la question du défensisme et des méthodes du défensisme en rapport avec les événements de la révolution espagnole²⁹. Shachtman m'écrivait, le 18 septembre 1937 :

« Vous dites : “ Si nous avons un député aux Cortes, il voterait *contre* le budget militaire de Negrín ”³⁰. A moins qu'il s'agisse d'une erreur typographique, il nous semble que c'est un non-sens. Si, ainsi que nous le soutenons tous, *l'élément de guerre impérialiste* n'est pas à présent dominant dans la lutte

29. Les courants de gauche du mouvement communiste s'étaient affrontés à partir de mai 1937 sur la question « défaitisme ou défensisme » en Espagne où la guerre civile avait commencé en juillet 1936 mais où les forces révolutionnaires venaient d'être écrasées. Une minorité « défaitiste » s'était manifestée dans la section américaine. La majorité de la Fraction de gauche italienne (bordiguiste) avait exclu sa minorité défensiste.

30. Juan Negrín López (1889-1956), un socialiste de droite, avait succédé en juin 1937 à Largo Caballero à la tête du gouvernement espagnol de Front populaire et y pratiquait une politique de suivisme à l'égard de l'U.R.S.S.

espagnole, et si, au lieu de cela, l'élément décisif est encore la lutte entre la démocratie bourgeoise décadente, avec tout ce que cela implique, d'un côté, et le fascisme de l'autre, et si, en outre, nous sommes obligés de donner une assistance militaire à la lutte contre le fascisme, nous ne voyons pas comment il serait possible de voter aux Cortes contre le budget militaire [...] Si un camarade socialiste demandait à un bolchevik-léniniste sur le front de Huesca pourquoi son représentant aux Cortes vote contre la proposition de Negrín de consacrer un million de pesetas à acheter des fusils pour le front, que répondrait ce bolchevik-léniniste ? Il ne nous semble pas qu'il puisse avoir une réponse satisfaisante » (Souligné par moi).

Cette lettre me consterna. Shachtman voulait exprimer sa confiance dans le perfide gouvernement Negrín sur la base purement négative qu'un « élément de guerre impérialiste » n'était pas prédominant en Espagne.

Le 20 septembre 1937, je répondis à Shachtman :

« Voter le budget militaire du gouvernement Negrín signifie lui voter la confiance *politique* [...] Le faire serait un crime. Comment pourrions-nous expliquer notre vote aux travailleurs anarchistes ? Très simplement. Nous n'avons pas la moindre confiance dans la capacité de ce gouvernement à conduire la guerre et assurer la victoire. Nous accusons ce gouvernement de protéger les riches et d'affamer les pauvres. Il faut écraser ce gouvernement. Tant que nous ne sommes pas assez forts pour le remplacer, nous combattons sous ses ordres, mais à chaque occasion nous exprimons ouvertement que nous n'avons pas confiance en lui : c'est l'unique possibilité pour mobiliser *politiquement* les masses contre ce gouvernement et de préparer son renversement. Toute autre politique serait une trahison de la révolution ».

Le ton de ma réponse ne reflète que faiblement la... stupeur que la politique opportuniste de Shachtman produisit en moi. Des erreurs isolées sont évidemment inévitables, mais aujourd'hui, deux ans et demi plus tard, cette correspondance est éclairée d'une lumière nouvelle. Puisque nous défendons la démocratie bourgeoise contre le fascisme, raisonne Shachtman, nous ne pouvons pas refuser notre confiance au gouvernement bourgeois. En appliquant ce même théorème à l'U.R.S.S., il se transforme en son contraire... puisque nous n'avons pas confiance dans le gouvernement du Kremlin nous ne pouvons donc pas défendre l'Etat ouvrier. Le pseudo-radicalisme verbal dans cet exemple également n'est que l'envers de l'opportunisme.

Renonciation au critère de classe

Revenons-en une fois de plus à l'A.B.C. Dans la sociologie marxiste, le point de départ est la définition *de classe* d'un phénomène donné, Etat, parti, tendance philosophique, école littéraire, etc. Dans la plupart des cas cependant, la simple définition de classe ne convient pas, car une classe est formée de couches différentes, passe par des stades différents de développement, est soumise à l'influence d'autres classes. Pour une analyse complète, il faut tenir compte des facteurs de deuxième ou de troisième ordre, soit en partie, soit totalement, en fonction du but recherché. Mais, pour un marxiste, il est impossible de faire une analyse sans avoir donné une caractérisation de classe du phénomène considéré.

Les os et les muscles ne sont pas toute l'anatomie d'un animal. Mais un traité d'anatomie qui essaierait de faire « abstraction » des os et des muscles, resterait suspendu en l'air. La guerre n'est pas un organe, mais une fonction de la société, c'est-à-dire de la classe dominante. On ne peut définir ni étudier une fonction sans connaître l'organe qui l'exerce, en l'occurrence l'Etat ; on ne peut acquérir une compréhension scientifique de l'organe sans comprendre la structure générale de l'organisme, c'est-à-dire la société. Les os et les muscles de la société sont les forces productives et les rapports de classe (de propriété). Shachtman croit possible d'étudier une fonction, à savoir la guerre, « concrètement » indépendamment de l'organe auquel elle appartient, c'est-à-dire l'Etat. N'est-ce pas monstrueux ?

Cette erreur fondamentale est complétée par une autre, également criante. Après avoir détaché la fonction de l'organe, Shachtman, en étudiant la fonction elle-même, contrairement à toutes ses promesses, non seulement ne va pas de l'abstrait au concret, mais au contraire noie le concret dans l'abstrait. La guerre *impérialiste* est l'une des fonctions du capital financier, c'est-à-dire de la bourgeoisie à une certaine étape de son développement reposant sur le capitalisme d'une structure spécifique, à savoir le capitalisme monopoleur. Cette définition est assez concrète pour nos conclusions politiques fondamentales ; mais en étendant le terme de guerre *impérialiste* pour recouvrir aussi l'Etat soviétique, Shachtman coupe l'herbe sous ses propres pieds. Pour avoir même un semblant de justification

pour appliquer le même terme à l'expansion du capital financier et à l'expansion de l'Etat ouvrier, Shachtman est obligé de se désintéresser totalement de la structure sociale des deux Etats en proclamant qu'elle est... une abstraction. C'est ainsi que, jouant à cache-cache avec le marxisme, Shachtman donne au concret l'étiquette d'abstrait et nous présente l'abstrait comme concret ! Ce jeu révoltant avec la théorie n'est pas un hasard. N'importe quel petit-bourgeois aux Etats-Unis, sans exception, est prêt à appeler « impérialiste » toute conquête de territoire, surtout aujourd'hui où les Etats-Unis ne sont pas occupés à conquérir des territoires. Mais si l'on dit à ce même petit-bourgeois que toute la politique extérieure du capital financier est impérialiste indépendamment de savoir s'il est occupé sur le moment à annexer des territoires ou à « défendre » la Finlande contre l'annexion... alors il sursaute dans une saine indignation. Naturellement la direction de l'Opposition diffère beaucoup d'un petit-bourgeois moyen quant aux objectifs comme au niveau politique. Mais ils ont malheureusement en commun des racines de pensée. Le petit-bourgeois tend inévitablement à détacher les événements politiques de leur fondement social, car il y a conflit organique entre une approche de classe des faits et la position sociale comme l'éducation de la petite bourgeoisie.

Encore une fois la Pologne

Ma remarque selon laquelle le Kremlin, avec ses méthodes bureaucratiques, donne une impulsion à la révolution socialiste en Pologne, Shachtman en fait une affirmation selon laquelle « une révolution bureaucratique du prolétariat » serait possible. Ce n'est pas seulement faux, c'est déloyal. J'ai soigneusement pesé mes termes : il ne s'agit pas de « révolution bureaucratique », mais seulement d'impulsion bureaucratique. Nier cette impulsion, c'est nier la réalité. Les masses populaires en Ukraine occidentale et en Biélorussie³¹, en tout cas, ont ressenti cette impulsion, compris sa signification et l'ont utilisée pour accomplir un renversement complet des rapports de propriété. Un parti révolutionnaire qui n'aurait pas remarqué à temps cette impulsion et aurait refusé de l'utiliser, ne serait bon qu'à la poubelle.

31. L'Ukraine occidentale et la Biélorussie (ou Russie blanche) étaient les deux provinces non polonaises de l'Ouest que les Russes avaient occupées en septembre 1939, et qui étaient incorporées à l'U.R.S.S.

Cette impulsion dans la direction de la révolution socialiste n'était possible que parce que la bureaucratie de l'U.R.S.S. repose et plonge ses racines dans l'économie d'un Etat ouvrier. L'utilisation de cette « impulsion » par les Biélorusses et Ukrainiens n'a été possible qu'à travers la lutte de classes dans les territoires occupés et la puissance d'exemple de la révolution d'Octobre. Finalement le fait que ce mouvement de masse révolutionnaire ait été étranglé rapidement a été possible du fait de l'isolement de ce mouvement et de la puissance de la bureaucratie soviétique. Quiconque ne comprend pas l'interaction dialectique entre ces trois facteurs, l'Etat ouvrier, les masses opprimées et la bureaucratie bonapartiste, ferait mieux de ne pas bavarder au sujet de la Pologne.

Aux élections à l'assemblée nationale d'Ukraine occidentale et de Biélorussie occidentale³², le programme électoral, évidemment dicté par le Kremlin, comprenait trois points importants : l'inclusion des deux provinces dans la Fédération de l'U.R.S.S., la confiscation des domaines des seigneurs au profit des paysans, la nationalisation de la grande industrie et des banques. Les démocrates ukrainiens, si l'on en juge d'après leur conduite, ont considéré comme un moindre mal l'unification sous la domination d'un Etat unique. Et, du point de vue de leur lutte à venir pour leur indépendance, ils ont raison. Quant aux deux autres points du programme, on aimerait penser qu'il n'existe aucun doute dans nos rangs quant à leur caractère progressiste. Cherchant à contester la réalité, à savoir que ce sont les seules fondations sociales de l'U.R.S.S. qui ont obligé le Kremlin à établir ce programme révolutionnaire, Shachtman fait référence à la Lithuanie, l'Esthonie et la Lettonie, où tout est resté comme autrefois. Argument incroyable ! Personne n'a dit que la bureaucratie soviétique veut ou peut *toujours et partout* réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Nous disons seulement qu'aucun autre gouvernement n'aurait pu accomplir ce bouleversement social que la bureaucratie du Kremlin, en dépit de son alliance avec Hitler, a été obligée de sanctionner en Pologne orientale. Sans lui, elle n'aurait pu incorporer ce territoire à la fédération de l'U.R.S.S.

32. Le commandant militaire des régions occupées avait fixé au 22 octobre 1939 les élections à deux « assemblées nationales », celle d'Ukraine occidentale et celle de Biélorussie occidentale. Un seul candidat, désigné, était autorisé. Les deux assemblées se prononcèrent pour l'admission dans l'U.R.S.S. la confiscation des terres des grands propriétaires, la nationalisation des banques et industries.

Shachtman est au courant de ce bouleversement. Il ne peut le nier. Il est incapable de l'expliquer. Mais il essaie néanmoins de sauver la face. Il écrit : « Dans l'Ukraine polonaise et la Russie blanche, où l'exploitation de classe était aggravée par l'oppression nationale, [...] les paysans ont commencé à prendre les terres, à chasser les grands propriétaires qui étaient déjà à moitié en fuite », etc. (*loc. cit.* p. 16). L'Armée rouge, assure-t-il, n'a eu aucun lien avec tout cela. Elle n'est entrée en Pologne qu'en tant que « force contre-révolutionnaire » afin de réprimer ce mouvement. Mais pourquoi les ouvriers et paysans de la Pologne occidentale prise par Hitler n'ont-ils pas fait une révolution ? Pourquoi sont-ce principalement des révolutionnaires, des « démocrates » et des Juifs qui s'en sont enfuis, tandis qu'en Pologne orientale ce sont principalement les grands propriétaires et les capitalistes qui ont pris la fuite ? Shachtman manque de temps pour élaborer tout cela, il s'est empressé de m'expliquer que la conception de « révolution bureaucratique » est absurde, car l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. N'ai-je pas raison de répéter que Shachtman se croit, de toute évidence, dans un jardin d'enfants ?

Dans l'organe parisien des mencheviks³³ — lesquels ont une attitude plus « inconciliable » encore, si c'est possible, à l'égard de la politique étrangère du Kremlin que Shachtman —, on rapporte que « très souvent, au moment de l'approche des troupes soviétiques (c'est-à-dire avant leur entrée dans un district donné. L.T.) des comités paysans se répandent partout, les organes élémentaires de l'auto-gouvernement paysan ». Les autorités militaires se sont évidemment hâtées de subordonner ces comités aux organes bureaucratiques établis par elles dans les villes. Elles ont néanmoins été obligées de prendre appui sur les comités paysans, puisque, sans eux, il était impossible de réaliser la révolution agraire.

Le dirigeant menchevique Dan³⁴ écrivait le 19 octobre : « Selon le témoignage unanime de tous les observateurs, l'apparition de l'armée soviétique et de la bureaucratie soviétique donne, non seulement dans le territoire qu'ils occupent, mais

33. Il s'agit du *Sotsialistitcheski Vestnik*.

34. Fedor I. Gourvitch, dit Dan, médecin, social-démocrate avait rejoint le mouvement social-démocrate en 1894. Il avait été pendant la révolution le chef de file de la droite menchevique et avait été exilé en 1922. Il était le plus proche d'une éventuelle conciliation avec le régime.

au-delà de ses limites — une impulsion (!!!) aux troubles sociaux et aux transformations sociales ». Cette « impulsion », on le remarquera, n'est pas une invention de moi, mais du « témoignage unanime de tous les observateurs » qui ont des yeux et des oreilles. Dan va même plus loin et émet l'hypothèse que « les vagues provoquées par cette impulsion vont notamment heurter l'Allemagne avec force dans relativement peu de temps mais aussi dans une plus ou moins grande mesure, tous les autres Etats ».

Un autre auteur menchevique écrit : « Bien qu'on ait tout tenté au Kremlin pour éviter quelque chose qui retentisse comme la grande révolution, le fait même de l'entrée des troupes soviétiques dans les territoires de Pologne orientale avec ses rapports agraires semi-féodaux depuis longtemps surannés, devait provoquer un turbulent mouvement agraire. A l'approche des troupes soviétiques, les paysans ont commencé à prendre les terres des grands propriétaires et à former des comités paysans ». Vous remarquerez : avec *l'approche* des troupes soviétiques, pas du tout leur *retrait* comme l'impliqueraient les affirmations de Shachtman. Je cite le témoignage des mencheviks parce qu'ils sont bien informés, les sources de leur information venant avec les émigrés polonais et juifs qui sont leurs amis et se sont réfugiés en France, et aussi parce qu'ayant capitulé devant la bourgeoisie française, ces messieurs ne peuvent pas être suspects de capituler devant le stalinisme !

Le témoignage des mencheviks est d'ailleurs confirmé par les comptes rendus de la presse bourgeoise :

« La révolution agraire en Pologne soviétique a eu la force d'un mouvement spontané. Aussitôt que la nouvelle se fût répandue que l'Armée rouge avait franchi la rivière Zbrucz, les paysans commencèrent à se partager les terres des seigneurs. La terre a été donnée en priorité aux petits fermiers et environ 30 % des terres agricoles ont été ainsi expropriées » (*New York Times*, 17 janvier 1940).

En guise d'argument nouveau, Shachtman me renvoie ce que j'ai dit, que l'expropriation des propriétaires en Pologne orientale ne peut modifier notre appréciation de la politique *générale* du Kremlin. Bien sûr que non ! Personne ne l'a proposé. Avec l'aide de l'Internationale communiste, le Kremlin a à tel point désorienté et démoralisé la classe ouvrière qu'il a non seulement facilité l'éclatement de la nouvelle guerre impé-

rialiste mais a également rendu très difficile l'utilisation de cette guerre pour une révolution. En comparaison de ces crimes, le bouleversement social accompli dans deux provinces, qui a en outre été payé de l'asservissement de la Pologne, n'est bien entendu que d'une importance secondaire et n'altère pas le caractère réactionnaire en général de la politique du Kremlin. Mais — et c'est à l'initiative de l'opposition elle-même — la question posée maintenant n'est pas celle de la politique générale, mais celle de sa réfraction dans des conditions spécifiques de temps et de lieu. Pour les paysans de Galicie et de Biélorussie occidentale, le bouleversement agraire a été de la plus haute importance. La IV^e Internationale n'aurait pas pu le boycotter sous le prétexte que l'initiative en revenait à la bureaucratie réactionnaire. Notre devoir absolu était d'y prendre part à côté des ouvriers et des paysans et, *dans cette mesure*, de l'Armée rouge. En même temps, il était indispensable de mettre inlassablement en garde les masses contre le caractère généralement réactionnaire de la politique du Kremlin et les dangers qu'elle comporte pour les territoires occupés. Savoir comment combiner ces deux tâches ou plus précisément ces deux aspects d'une seule et même tâche — c'est exactement en quoi consiste la politique bolchevique.

Encore une fois : la Finlande

Ayant ainsi manifesté une si singulière perspicacité dans la compréhension des événements en Pologne, Shachtman me tombe dessus avec une autorité redoublée à propos des événements de Finlande. Dans mon article « Une Opposition petite-bourgeoise », j'ai écrit que « la guerre soviéto-finlandaise commence selon toute apparence à se doubler d'une guerre civile dans laquelle l'Armée rouge, pour le moment, se trouve dans le même camp que les petits paysans et les ouvriers finnois ». Cette formule extrêmement prudente n'a pas rencontré l'approbation de mon impitoyable juge. Mon appréciation des événements de Pologne l'avait déjà mis hors de lui. « Je trouve encore moins (de preuves) pour vos remarques — comment dire ? — ahurissantes sur la Finlande », écrit Shachtman à la page 16 de sa « Lettre ». Je suis tout à fait désolé que Shachtman choisisse d'être ahuri plutôt que de réfléchir.

Dans les Pays Baltes, le Kremlin a limité ses tâches à des conquêtes stratégiques avec le calcul incontestable qu'à l'avenir

ces bases militaires stratégiques permettront la soviétisation de ces anciennes parties de l'empire tsariste également. Ces succès remportés dans la Baltique grâce à la menace diplomatique, se sont pourtant heurtés à la résistance de la Finlande. Prendre son parti de cette résistance aurait signifié pour le Kremlin mettre en question son « prestige » et par conséquent ses succès en Esthonie, en Lettonie et en Lithuanie. Ainsi, contrairement à ses plans initiaux, le Kremlin a-t-il été obligé de recourir à la force armée. Dès lors, toute personne sensée se pose la question suivante : le Kremlin veut-il seulement faire peur à la bourgeoisie finlandaise et l'obliger à faire des concessions, ou doit-il maintenant aller plus loin ? Naturellement il ne pouvait y avoir aucune réponse « automatique » à cette question. Il fallait — à la lumière des tendances générales — s'orienter sur des symptômes concrets. Les dirigeants de l'opposition en sont incapables.

Les opérations militaires ont commencé le 30 novembre. Le jour même, le comité central du parti communiste finnois, siégeant incontestablement, soit à Leningrad soit à Moscou, a lancé par radio un manifeste au peuple laborieux de Finlande. Ce manifeste affirmait : « Pour la deuxième fois dans l'histoire de la Finlande, la classe ouvrière finnoise commence la lutte contre le joug de la ploutocratie. La première expérience des ouvriers et des paysans en 1918 s'est terminée par la victoire des capitalistes et des propriétaires fonciers. Mais cette fois [...] le peuple travailleur vaincra ! » Ce manifeste à lui seul indique qu'il ne s'agissait pas d'une tentative de faire peur au gouvernement bourgeois de Finlande, mais d'un plan pour provoquer l'insurrection dans le pays et compléter l'invasion de l'Armée rouge par une guerre civile.

La déclaration du prétendu Gouvernement populaire du 2 décembre affirme : « Dans plusieurs régions du pays, le peuple s'est déjà soulevé et a proclamé l'établissement d'une république démocratique. » Cette affirmation est manifestement une invention, autrement le manifeste aurait mentionné les endroits où s'étaient produites ces tentatives d'insurrection. Il est cependant possible que des tentatives isolées, préparées de l'extérieur, aient échoué et que justement pour cela on ait jugé mieux de ne pas entrer dans les détails. En tout cas, les nouvelles concernant les « insurrections » ont constitué un appel à l'insurrection. En outre, la déclaration donnait l'information de la constitution du « premier corps finnois qui, au cours des batailles prochaines, va être agrandi par des volontaires venus

des rangs des ouvriers et paysans révolutionnaires ». Que ce « corps » ait compté mille hommes ou cent seulement, sa signification est indiscutable dans la détermination de la politique du Kremlin. En même temps, des dépêches ont annoncé les expropriations de grands propriétaires dans les régions frontières. Il n'y a pas le moindre doute que c'est exactement ce qui s'est produit au cours de la première avance de l'Armée rouge. Mais, même si on considère ces dépêches comme des inventions, elles conservent tout leur sens en tant qu'appel à la révolution agraire. J'étais donc parfaitement fondé à affirmer que « la guerre soviéto-finlandaise commence selon toute apparence à se doubler d'une guerre civile ». Au début de décembre, il est vrai, je n'avais à ma disposition qu'une partie de ces faits. Mais dans le contexte général et, je me permets de l'ajouter, grâce à une compréhension de sa logique interne, les symptômes isolés m'ont permis de tirer les conclusions nécessaires concernant la direction de la lutte tout entière. Sans de telles conclusions à moitié *a priori*, on peut être un observateur qui raisonne, mais en aucun cas un participant actif aux événements. Mais pourquoi l'appel du « Gouvernement Populaire » n'a-t-il pas immédiatement provoqué de réponse massive ? Pour trois raisons. D'abord, la Finlande est complètement dominée par un appareil militaire réactionnaire, soutenu non seulement par la bourgeoisie, mais par les couches supérieures de la paysannerie et de l'aristocratie ouvrière ; deuxièmement, la politique du Kremlin a réussi à transformer le parti communiste finnois en facteur insignifiant ; troisièmement, le régime de l'U.R.S.S. n'est en rien capable de soulever l'enthousiasme dans les masses laborieuses finnoises. Même en Ukraine de 1918 à 1920, les paysans ne répondaient que très lentement aux appels à s'emparer des grands domaines parce que le pouvoir soviétique local était encore très faible et que toute victoire des Blancs apportait avec elle d'impitoyables expéditions punitives. Il est moins surprenant encore que les paysans pauvres finnois tardent à répondre à un appel pour une révolution agraire. Pour mettre les paysans en mouvement, il faut des succès sérieux de l'Armée rouge. Mais pendant sa première offensive mal préparée, l'Armée rouge n'a connu que des échecs. Dans de telles conditions, il ne pouvait même pas être question d'un soulèvement paysan. On ne pouvait s'attendre dans ces conditions-là, à cette étape, à une guerre civile en Finlande, mes calculs parlaient très précisément de doubler les opérations militaires par des mesures de guerre civile. Je ne pensais — au moins tant que l'armée finlandaise n'était pas

défaite — qu'aux territoires occupés et aux régions voisines. Aujourd'hui, 17 janvier, au moment où j'écris ces lignes, des dépêches de source finnoise annoncent qu'une des provinces-frontières a été envahie par des détachements de Finnois émigrés et qu'il s'y livre des combats littéralement fraticides. Qu'est-ce donc, si ce n'est pas un épisode de guerre civile ? En tout cas, il n'est pas douteux qu'une nouvelle progression de l'Armée rouge en Finlande va confirmer à chaque pas notre appréciation générale de la guerre. Shachtman n'a ni analyse des événements ni un semblant de pronostic. Il se cantonne dans une noble indignation et, pour cette raison, à chaque pas, il s'embourbe un peu plus.

L'appel du « Gouvernement Populaire » appelle au contrôle ouvrier. Qu'est-ce que ça peut signifier ? s'exclame Shachtman. Il n'y a pas de contrôle ouvrier en U.R.S.S. ; d'où sortira-t-il en Finlande ? C'est triste à dire, Shachtman révèle une totale incompréhension de la situation. En U.R.S.S., le contrôle ouvrier est un stade complètement dépassé. Du contrôle sur la bourgeoisie, on en est passé là à l'administration de l'industrie nationalisée. De l'administration ouvrière... à la décision bureaucratique. Un nouveau contrôle ouvrier signifierait contrôle sur la bureaucratie. En Finlande, le contrôle ouvrier ne signifie encore rien de plus que l'expulsion de la petite bourgeoisie dont la bureaucratie se propose de prendre la place. On ne doit pas en outre penser que le Kremlin est assez stupide pour essayer de gouverner la Pologne orientale ou la Finlande par le moyen de commissaires importés. Il est de la plus extrême urgence pour le Kremlin d'extraire un nouvel appareil administratif des masses laborieuses des pays occupés. Cette tâche ne peut être résolue qu'en plusieurs étapes. La première est celle des comités paysans et des comités de contrôle ouvrier³⁵.

35. Cet article était déjà écrit quand j'ai lu dans le *New York Times* du 17 janvier les lignes suivantes relatives à l'ancienne Pologne orientale : « Dans l'industrie, on n'a pas encore pris de mesures rigoureuses d'expropriation sur une grande échelle. Les principaux centres du système bancaire, du système ferroviaire, un certain nombre de grandes entreprises industrielles étaient propriété d'Etat des années avant l'occupation russe. Dans les entreprises petites et moyennes s'exerce le contrôle des ouvriers sur la production. Les industriels conservent nominalement un plein droit de propriété sur leurs établissements, mais sont obligés de fournir des déclarations de coût de production, etc. aux délégués des ouvriers. Ce sont ces derniers, avec les employeurs, qui fixent les salaires, les conditions de travail et un " juste taux de profit " pour les industriels. » Nous voyons ainsi que les « réalités des événements vivants » ne se sont pas du tout pliées au schéma pédantesque et sans vie des dirigeants de l'opposition. Entre-temps, nos « abstractions » étaient devenues chair et sang. (Note de Trotsky)

Shachtman se cramponne même au fait que le programme de Kuusinen est « formellement le programme d'une " démocratie " bourgeoise ». Veut-il dire par là que le Kremlin est plus intéressé à établir la démocratie bourgeoise en Finlande qu'à intégrer la Finlande dans le cadre de l'U.R.S.S. ? Shachtman ne sait pas lui-même ce qu'il veut dire. En Espagne, que Moscou ne préparait pas à une union avec l'U.R.S.S., il s'agissait en fait de démontrer la capacité du Kremlin à protéger la démocratie bourgeoise contre la révolution prolétarienne. Cette tâche était dictée par les intérêts de la bureaucratie du Kremlin dans cette situation internationale particulière. Aujourd'hui, la situation est différente. Le Kremlin ne se prépare pas à démontrer son utilité à la France, à l'Angleterre et aux Etats-Unis. Comme ses actions l'ont prouvé, il a fermement décidé de soviétiser la Finlande — tout de suite ou en deux étapes. Le programme du gouvernement Kuusinen, même si on l'approche d'un point de vue « formel », ne diffère pas de celui des bolcheviks en novembre 1917. Il est vrai que Shachtman se gausse beaucoup de l'importance que j'accorde au manifeste de « l'idiot » Kuusinen. Je me permets cependant de penser que « l'idiot » Kuusinen agissant sur oukaze du Kremlin et avec le soutien de l'Armée rouge constitue un facteur bien plus sérieux que des ribambelles de penseurs superficiels qui refusent d'approfondir la logique interne (la dialectique) des événements.

En conclusion de cette remarquable analyse, Shachtman propose cette fois une politique *défaitiste* vis-à-vis de l'U.R.S.S., en ajoutant, à tout hasard, qu'il ne cesse pas du tout d'être « un patriote de sa classe ». Nous sommes heureux de le savoir. Mais l'ennui est que Dan, le dirigeant des mencheviks, écrivait dès le 12 novembre qu'au cas où l'Union soviétique envahirait la Finlande le prolétariat mondial « devrait prendre une attitude nettement défaitiste vis-à-vis de cette violation » (*Sotsialisticheski Vestnik*, n° 19/20, p. 43). Il faut ajouter que à travers tout le régime Kerensky³⁶, Dan fut un défenseur enragé ; même sous le tsar, il ne fut pas défaitiste. Seule l'invasion de la Finlande par l'Armée rouge en a fait un défaitiste. Naturellement, il ne cesse pas pour autant d'être « un patriote de sa classe ». Quelle classe ? La question est loin d'être inintéressante. En ce qui concerne l'analyse des événements, Shachtman n'est pas d'ac-

36. Aleksandr F. Kerensky (1881-1970), avocat d'origine politique s. r. fut le dernier président du « gouvernement provisoire » avant la révolution d'Octobre.

cord avec Dan, plus proche du théâtre d'action et qui ne peut remplacer les faits par la fiction ; mais à titre de compensation, quand il s'agit des « conclusions politiques concrètes », Shachtman est devenu un « patriote » de la même classe que Dan. Dans la sociologie marxiste, si l'Opposition me le permet, cette classe s'appelle la *petite bourgeoisie*.

La théorie des « Blocs »

Pour justifier son bloc avec Burnham et Abern — contre l'aile prolétarienne du parti, contre le programme de la IV^e Internationale et contre la méthode marxiste — Shachtman fait beaucoup appel à l'histoire du mouvement révolutionnaire que, selon ses propres termes, il a particulièrement étudiée pour transmettre de grandes traditions à la jeune génération. Cet objectif naturellement est excellent en soi. Mais il exige une méthode scientifique. Entre-temps, Shachtman a commencé à sacrifier à un bloc la méthode scientifique. Ses exemples historiques sont arbitraires, mal pensés et profondément erronés.

Toute collaboration n'est pas un bloc au sens propre du terme. Il ne manque pas d'accords épisodiques qui ne se transforment pas et ne cherchent pas à se transformer en un bloc durable. Par ailleurs, le fait d'appartenir à un seul et même parti ne peut guère être qualifié de bloc. Le camarade Burnham et moi avons appartenu (et, je l'espère, continuerons jusqu'au bout à appartenir) au seul et même parti international ; mais ce n'est pourtant pas un bloc. Deux partis peuvent conclure un bloc à long terme contre un ennemi commun : telle était la politique du « Front populaire ». A l'intérieur d'un même parti, deux tendances voisines mais pas identiques peuvent conclure un bloc contre une troisième fraction.

Pour apprécier les blocs à l'intérieur d'un parti, il y a deux questions qui ont une signification décisive : 1) d'abord et avant tout, contre qui ou quoi le bloc est-il dirigé ? 2) Quel est le rapport des forces à l'intérieur du bloc ? Ainsi, pour lutter contre le chauvinisme à l'intérieur de son parti, un bloc entre internationalistes et centristes est tout à fait acceptable. Le résultat d'un tel bloc dépendrait en ce cas de la clarté du programme des internationalistes, de leur cohésion et de leur discipline, car ces traits sont assez souvent plus importants dans la détermination du rapport de forces que leur force numérique.

Shachtman, nous l'avons déjà dit, se réfère au bloc de Lénine avec Bogdanov. J'ai déjà indiqué que Lénine n'a pas fait la moindre concession théorique à Bogdanov. Nous allons maintenant examiner l'aspect politique du « bloc ». Il faut dire d'abord qu'il ne s'agissait pas d'un bloc mais d'une collaboration dans la même organisation. La fraction bolchevique menait une existence indépendante. Lénine n'a pas formé un « bloc » avec Bogdanov contre d'autres tendances dans sa propre organisation. Au contraire, il a formé un bloc même avec les bolcheviks-conciliateurs (Dobrovinsky, Rykov³⁷ et autres) contre les hérésies théoriques de Bogdanov. La question essentielle, en ce qui concernait Lénine, était de savoir s'il était possible de rester avec Bogdanov dans la même organisation qui, bien que s'appelant « fraction », avait tous les traits d'un parti. Si Shachtman ne considère pas l'opposition comme une organisation indépendante, alors sa référence au « bloc » Lénine-Bogdanov tombe en pièces.

Mais l'erreur dans l'analogie ne se réduit pas à cela. La fraction-parti bolchevique a lutté contre le menchevisme qui s'était déjà à l'époque révélé comme étant totalement une agence petite-bourgeoise de la bourgeoisie libérale. C'était beaucoup plus sérieux que l'accusation de prétendu « conservatisme bureaucratique », dont Shachtman n'essaie même pas de définir les racines de classe. La collaboration de Lénine avec Bogdanov était une collaboration entre une tendance prolétarienne et une tendance centriste sectaire contre l'opportunisme petit-bourgeois. Les lignes de classe sont claires. Le « bloc » (si on emploie le terme dans ce cas) était justifié.

L'histoire ultérieure du « bloc » ne manque pas de signification. Dans une lettre à Gorky³⁸, citée par Shachtman, Lénine exprima l'espoir qu'il serait possible de séparer les questions politiques des questions purement philosophiques. Shachtman oublie d'ajouter que les espoirs de Lénine ne se sont pas du tout matérialisés. Des divergences se sont développées des sommets de la philosophie jusqu'aux autres questions, y compris les plus

37. Iakov F. *Dobrovinsky*, dit Innokenti (1882-1918), membre du parti en 1900, avait été « conciliateur », c'est-à-dire partisan de la réunification avec les bolcheviks. Il avait été fusillé par les Blancs en 1918. Aleksei I. *Rykov*, (1881-1938), avait été l'un des chefs de file des *komitetchiki* puis des conciliateurs contre Lénine. Plus tard successeur de Lénine à la tête du gouvernement et chef de file des droitiers, il avait été condamné et exécuté par Staline.

38. Maksim M. Pechkov dit *Gorky* (1868-1936), grand écrivain contemporain, avait été membre du parti et lui aussi dans un « bloc » avec Lénine.

ordinaires. Si le « bloc » n'a pas discrédité le bolchevisme, c'est seulement parce que Lénine avait un programme achevé, une méthode juste, une fraction bien soudée dans laquelle le groupe de Bogdanov n'était qu'une petite minorité instable.

Shachtman a conclu un bloc avec Burnham et Abern contre l'aile prolétarienne de son propre parti. Il est impossible d'esquiver cela. Le rapport de forces dans ce bloc est entièrement contre Shachtman. Abern a sa fraction à lui³⁹. Burnham, avec l'aide de Shachtman, peut créer un semblant de fraction formée d'intellectuels déçus par le bolchevisme. Shachtman n'a pas de programme indépendant, pas de méthode indépendante, pas de fraction indépendante. Le caractère éclectique du « programme » de l'opposition est déterminé par les tendances contradictoires à l'intérieur du bloc. Au cas où le bloc s'effondre — et cet effondrement est inévitable — Shachtman émergera de la lutte avec comme résultat unique le préjudice qu'il aura porté au parti comme à lui-même.

Shachtman invoque en outre le fait qu'en 1917 Lénine et Trotsky se sont unis après une longue lutte et qu'il serait par conséquent erroné de leur rappeler leurs divergences passées. Cet exemple est légèrement compromis par le fait que Shachtman l'a déjà employé une fois auparavant pour expliquer son bloc avec... Cannon contre Abern. Mais en dehors de cette circonstance désagréable, cette analogie historique est complètement fautive. En rejoignant le parti bolchevique⁴⁰, Trotsky a reconnu totalement et sans réserves la justesse des méthodes léninistes de construction du parti. En même temps la tendance de classe intransigeante qui caractérise le bolchevisme avait corrigé un pronostic erroné. Si je n'ai pas soulevé de nouveau en 1917 la question de la « révolution permanente »⁴¹, c'est parce qu'elle avait été tranchée pour les deux côtés par la marche des événements. La base du travail commun était constituée, non par des combinaisons subjectives ou épisodiques, mais par la révolution prolétarienne. C'est une base solide. En outre, ce

39. Joseph Hansen, qui avait été membre de ce groupe, avait longuement informé Trotsky sur la « clique Abern » à laquelle il consacra un article de discussion.

40. Dès son retour en Russie, Trotsky s'était trouvé d'accord avec Lénine qui, le 10 mai, le pressait d'entrer dans le parti bolchevique; il n'y était cependant formellement entré avec son groupe qu'au 6^e congrès, au début de juillet 1917, tout de suite élu au C.C.

41. C'est au lendemain de la révolution de 1905 que Trotsky avait formulé la théorie de la « révolution permanente » à laquelle Lénine s'était en fait tacitement rallié par les « thèses d'avril » 1917.

dont il s'agissait, ce n'était pas d'un « bloc », mais de l'unification dans un seul parti — contre la bourgeoisie et ses agents petits-bourgeois. A l'intérieur du parti, le bloc d'Octobre de Lénine et de Trotsky était dirigé contre les oscillations et hésitations petites-bourgeoises dans la question de l'insurrection.

Tout aussi superficielle est la référence de Shachtman au bloc de Trotsky avec Zinoviev en 1926⁴². La lutte n'était pas à l'époque menée contre le « conservatisme bureaucratique » en tant que trait psychologique de quelques individus peu sympathiques mais contre la bureaucratie la plus puissante du monde, ses privilèges, son règne arbitraire et sa politique réactionnaire. L'étendue des divergences admissibles dans un bloc est déterminée par le caractère de l'adversaire. La relation entre les éléments dans ce bloc était aussi très différente. L'Opposition de 1923 avait son propre programme et ses propres cadres composés non d'intellectuels comme l'affirme Shachtman, faisant écho aux staliniens, mais avant tout d'ouvriers. L'Opposition Zinoviev-Kamenev⁴³ sur notre instance, reconnu dans un document spécial que l'opposition de 1923 avait eu raison sur toutes les questions fondamentales. Néanmoins, comme nous avons des traditions différentes et étions loin d'être d'accord sur tout, la fusion n'eut jamais lieu ; les deux groupes restèrent des fractions indépendantes. Sur certaines questions importantes, il est vrai, l'opposition de 1923 fit des concessions principielles à l'opposition de 1926 — contre mon vote — concessions que j'ai considéré et que je considère encore inadmissibles. Le fait que je n'aie pas protesté ouvertement contre ces concessions était plutôt une erreur. Mais il n'y avait de façon générale que peu de place pour des protestations publiques, car notre travail était illégal. En tout cas les deux parties connaissaient bien les points de vue de l'autre sur les questions controversées. A l'intérieur de l'opposition de 1923, 999 sur 1 000, sinon plus, étaient plus sur mes positions que sur

42. Grigori E. Radomylsky dit *Zinoviev* (1883-1936), l'un des principaux collaborateurs de Lénine en émigration, avait été l'animateur de la *troïka* qui avait cherché en 1923 à barrer à Trotsky la route du pouvoir. Ecrasé en 1925 avec la « Nouvelle Opposition » dans son fief de Leningrad, il avait recherché l'alliance de l'Opposition qui, autour de Trotsky, l'avait combattu en 1923 réclamant un « cours nouveau » et la restauration de la démocratie dans le parti.

43. Lev B. Rosenfeld dit *Kamenev* (1883-1936), vieux-bolchevik, beau-frère de Trotsky était l'allié de Zinoviev. Tous deux furent exécutés en août 1936 au lendemain du « procès des seize ».

celles de Zinoviev ou Radek⁴⁴. Avec un tel rapport entre les deux groupes du bloc, il pouvait y avoir telle ou telle erreur partielle, mais pas l'ombre d'un aventurisme.

Il en va tout autrement avec Shachtman. Qui avait raison dans le passé et exactement quand et où ? Pourquoi Shachtman a-t-il été allié d'abord à Abern, puis à Cannon et de nouveau à Abern ? L'explication donnée par Shachtman lui-même sur les luttes fractionnelles âpres passées n'est pas digne d'un personnage politique responsable, mais d'une garde de jardin d'enfants : Johnny a été un peu méchant, Max un peu, ils ont tous été un peu méchants et maintenant ils sont tous un peu gentils. Qui était méchant et en quoi, pas un mot là-dessus. Il n'y a aucune tradition. Hier est effacé des comptes — et quelle en est la raison ? C'est que, dans l'organisme du parti, le camarade Shachtman joue le rôle de rein flottant.

Dans sa recherche d'analogies historiques, Shachtman évite un exemple auquel pourtant son bloc actuel ressemble. Je pense au « bloc d'août » de 1912⁴⁵. J'ai participé activement à ce bloc. En un certain sens, je l'ai créé. Politiquement, j'étais en désaccord avec les mencheviks sur toutes les questions fondamentales. J'étais aussi en divergences avec les bolcheviks ultragauches, les Vpériodistes⁴⁶. Dans la tendance générale de la politique, j'étais beaucoup plus près des bolcheviks. Mais j'étais contre le « régime » léniniste parce que je n'avais pas encore réussi à comprendre que, pour réaliser l'objectif révolutionnaire, un parti soudé et fermement centralisé est indispensable. Aussi formai-je ce bloc épisodique d'éléments hétérogènes dirigé contre l'aile prolétarienne du parti.

Dans le bloc d'août, les liquidateurs avaient leur propre fraction, les Vpériodistes avaient aussi quelque chose qui ressemblait à une fraction. J'étais isolé, avec des camarades

44. Karl B. Sobelsohn, dit *Radek* (1885-1939), révolutionnaire cosmopolite était jusqu'en 1927 le franc-tireur de l'Opposition de 1923 ; déporté en 1928 il avait capitulé en 1929 et était devenu l'un des ennemis les plus acharnés de l'Opposition de gauche.

45. Désireux de prendre l'offensive, Lénine avait réuni en janvier 1912 la « conférence de Prague » du parti ouvrier social-démocrate, en fait la seule fraction bolchevique ce qui consommait la scission avec les « liquidateurs » et... les courants qui ne voulaient pas de la scission. Trotsky voulut contre-attaquer sur une plate-forme d'unification et se retrouva en « août » 1912, à Vienne à la tête du bloc de toutes les tendances... moins les bolcheviks, qu'on appela donc « bloc d'août ».

46. Les partisans, « gauchistes » selon Lénine, du boycottage de la Douma, influencés par Bogdanov, publièrent pendant quelque temps le journal *Vpériod* (En avant).

d'idées, pas de fraction. La plupart des documents étaient écrits par moi et, en évitant les divergences de principe, cherchaient à créer un semblant d'unanimité sur « les questions politiques concrètes ». Pas un mot du passé ! Lénine soumit le « bloc d'août » à une critique impitoyable et je reçus les coups les plus durs. Lénine démontra que, dans la mesure où je n'étais politiquement d'accord ni avec les mencheviks, ni avec les vperiodistes, ma politique était de l'aventurisme. C'était sévère, mais vrai.

Comme « circonstance atténuante », permettez-moi de mentionner le fait que je m'étais donné pour tâche, non de soutenir les fractions de droite ou d'ultra-gauche contre les bolcheviks, mais d'unifier le parti dans son ensemble. Les bolcheviks étaient eux aussi invités à la conférence d'août. Mais comme Lénine refusa carrément de s'unifier avec les mencheviks, je me retrouvai dans un bloc contre nature avec les mencheviks et les vperiodistes. La seconde circonstance atténuante est que le phénomène même du bolchevisme en tant que parti révolutionnaire authentique était en train de se développer alors pour la première fois — et qu'il n'avait pas de précédents dans la II^e Internationale. Je ne cherche pas en disant cela à m'absoudre de ma faute. En dépit de ma conception de la révolution permanente qui avait sans aucun doute révélé la perspective juste, je ne m'étais pas libéré à cette époque dans le domaine de l'organisation des traits du révolutionnaire petit-bourgeois. Je souffrais de la maladie du conciliationnisme envers les mencheviks et d'une grande méfiance à l'égard du centralisme léniniste. Tout de suite après la conférence d'août, le bloc commença à se décomposer en ses parties constituantes. En quelques mois je me trouvai en dehors du bloc, non seulement sur le terrain des principes, mais aussi sur celui de l'organisation.

J'adresse à Shachtman aujourd'hui le même reproche que Lénine m'adressa il y a 27 ans : « Votre bloc est sans principe ! », « Votre politique est de l'aventurisme. » De tout mon cœur, j'exprime l'espoir que Shachtman tirera de ces accusations les mêmes conclusions que j'en ai tiré.

Les fractions en lutte

Shachtman s'étonne que Trotsky, « dirigeant de l'opposition de 1923 » soit capable de soutenir la fraction bureaucra-

que de Cannon. Sur cette question, comme sur celle du contrôle ouvrier, Shachtman révèle de nouveau son incapacité à percevoir la perspective historique. Il est vrai qu'en justifiant sa dictature la bureaucratie soviétique a exploité les principes du centralisme démocratique, mais encore, dans ce processus même, elle les a transformés en leur contraire. Mais cela ne discrédite pas le moins du monde les méthodes du bolchevisme. Pendant de nombreuses années, Lénine a éduqué le parti dans l'esprit de la discipline prolétarienne et du centralisme sévère. Ce faisant, il a subi très souvent les attaques des cliques et fractions petites-bourgeoises. Le centralisme bolchevique était un facteur profondément progressiste et à la fin il assura le triomphe de la révolution. Il n'est pas difficile de comprendre que la lutte de l'opposition actuelle à l'intérieur du Socialist Workers Party n'a rien de commun avec la lutte de l'Opposition russe de 1923 contre la caste bureaucratique privilégiée, mais ressemble au contraire beaucoup à la lutte des mencheviks contre le centralisme bolchevique.

Cannon et son groupe sont, selon l'Opposition, « une expression » d'un type de politique qui peut être le mieux décrit par celle de « conservatisme bureaucratique ». Qu'est-ce que ça veut dire ? La domination d'une bureaucratie ouvrière conservatrice, actionnaire des profits de la bourgeoisie nationale, serait impensable sans le soutien direct ou indirect de l'Etat capitaliste. Le règne de la bureaucratie stalinienne serait impensable sans le G.P.U., l'armée, les tribunaux, etc. La bureaucratie soviétique soutient Staline précisément parce qu'il est le bureaucrate qui défend ses intérêts mieux que n'importe qui. La bureaucratie syndicale soutient Green et Lewis⁴⁷ précisément parce que leurs vices, en tant que bureaucrates capables et retors, sauvegardent les intérêts matériels de l'aristocratie ouvrière. Mais sur quelle base le « conservatisme bureaucratique » repose-t-il dans le S.W.P. ? De toute évidence pas sur les intérêts matériels mais sur une sélection de types bureaucratiques en opposition à un autre camp dans lequel les novateurs, les inventeurs et les esprits dynamiques ont été réunis. L'Opposition n'indique aucun objectif, c'est-à-dire aucune base sociale

47. William Green (1873-1952), successeur de Gompers à la tête de l'A.F.L., se vantait de n'avoir jamais fait ou appelé à une grève. John L. Lewis (1880-1971) avait été le président conservateur des mineurs (U.M.W.) avant d'être poussé par la crise à prendre la tête de l'organisation en syndicats d'industrie, était un des fondateurs et la principale figure du C.I.O.

pour le « conservatisme bureaucratique ». Tout est réduit à la psychologie pure. Dans de telles conditions, tout ouvrier qui pense va se dire : « Il est possible que le camarade Cannon pêche réellement dans le sens de tendances bureaucratiques — il est difficile pour moi d'en juger à distance — mais si la majorité du comité national et du parti tout entier qui ne sont pas tellement intéressés par des " privilèges " bureaucratiques soutiennent Cannon, ils ne le font pas à cause de ses tendances bureaucratiques mais en dépit d'elles. Cela veut dire qu'il a d'autres vertus qui compensent largement ce défaut personnel. » C'est ce que pensera un membre du parti sérieux. Et, à mon avis, il aura raison.

Pour étayer leurs plaintes et leurs accusations, les dirigeants de l'Opposition rapportent des épisodes et des anecdotes sans lien, qu'on peut compter par centaines et milliers dans tout parti et que, la plupart du temps, il est impossible de vérifier. Il est très loin de moi de manifester de l'indulgence dans la critique de la partie anecdotique des documents de l'Opposition. Mais il y a un épisode à propos duquel je veux m'exprimer comme participant et témoin. Les dirigeants de l'Opposition racontent avec beaucoup de dédain comment Cannon et son groupe ont facilement accepté, apparemment sans critique et sans discussion, le programme de revendications de transition. Voici ce que j'écrivais le 15 avril 1938 au camarade Cannon, concernant l'élaboration de ce programme :

« Nous vous avons envoyé le projet de programme de transition et une brève déclaration sur le Labor Party. Sans votre visite au Mexique, je n'aurais jamais pu écrire ce projet de programme parce que j'ai appris beaucoup de choses importantes au cours de la discussion qui m'ont permis d'être plus explicite et plus concret.⁴⁸ »

Shachtman connaît très bien ces circonstances puisqu'il a été l'un de ceux qui ont participé à cette discussion.

Les rumeurs, les spéculations personnelles et les simples racontars occupent toujours une place importante dans les cercles petits-bourgeois où les gens sont liés, non par des liens de parti mais par des liaisons personnelles et où l'on n'a pas pris l'habitude d'aborder les événements d'un point de vue de classe. On a dit de bouche à oreille que je n'ai reçu la visite que de

48. *Œuvres*, 17, p. 153.

représentants de la majorité et qu'ils me détournent du chemin de la vérité. Chers Camarades, ne croyez pas de telles absurdités ! Je collecte les informations politiques par les mêmes méthodes que j'utilise en général pour mon travail. Une attitude critique à l'égard de l'information est un élément organique de la physionomie politique de tout homme politique. Si je n'étais pas capable de démêler, dans les informations que je reçois, le faux du vrai, quelle valeur pourraient avoir de façon générale mes jugements ?

Je connais personnellement pas moins d'une vingtaine de membres de la fraction Abern. Je suis l'obligé de plusieurs pour l'aide amicale qu'ils m'apportent dans mon travail et je les considère tous, ou presque tous, comme des militants valables. Mais en même temps, je dois dire que ce qui les distingue tous à un degré ou un autre, c'est l'aura d'un milieu petit-bourgeois le manque d'expérience de la lutte de classes et, dans une certaine mesure, l'absence du besoin de lien avec le mouvement ouvrier. Leurs traits positifs les relie à la IV^e Internationale. Leurs traits négatifs les rattachent à la plus conservatrice des fractions.

« On serine dans l'esprit des militants une attitude " anti-intellectuelle " et " anti-intellectuels ", se plaint le document sur le " conservatisme bureaucratique " (*Internal Bulletin*, vol. 2, n^o 6 ; janvier 1940, p. 12). L'argument est tiré par les cheveux. Il ne s'agit pas de ces intellectuels qui sont entièrement passés du côté du prolétariat, mais des éléments qui cherchent à faire glisser notre parti vers les positions de l'éclectisme petit-bourgeois. Ce même document déclare : " On répand une progagande anti-New York qui est au fond à base de préjugés pas toujours sains " (*ibid.*) A quels préjugés est-il fait allusion ici ? Il semble que ce soit l'antisémitisme. S'il existe dans notre parti de l'antisémitisme ou d'autres préjugés racistes, il faut mener une lutte implacable contre eux en leur portant ouvertement des coups et pas par des insinuations vagues. Mais la question des intellectuels et demi-intellectuels juifs de New York est une question sociale, pas nationale. A New York, il y a beaucoup de prolétaires juifs, mais la fraction d'Abern ne s'est pas construite sur eux. Les éléments petits-bourgeois de cette fraction se sont révélés incapables de s'ouvrir une voie vers les ouvriers juifs. Ils se contentent de leur propre milieu.

Il y a dans l'histoire plus d'un exemple — ou plus exactement, cela ne se passe jamais autrement — que, avec la transition du parti d'une période à une autre, ceux des éléments

qui avaient joué un rôle progressiste dans le passé, mais se sont révélés incapables de s'adapter à temps aux nouvelles tâches, se soient rapprochés face au danger et aient révélé, non leurs traits positifs, mais presque exclusivement leurs traits négatifs. C'est précisément le rôle aujourd'hui de la fraction Abern dans laquelle Shachtman joue le rôle de journaliste et Burnham celui de tête pensante. Cannon sait, insiste Shachtman, à quel point il est faux d'introduire dans la discussion actuelle la "question Abern". Il sait ce que tout dirigeant du parti au courant et nombre de militants savent, à savoir que, au cours des quelques dernières années au moins, il n'y a pas eu de "groupe Abern" ». Je prends la liberté de faire remarquer que si quelqu'un déforme la réalité ici, ce n'est autre que Shachtman en personne. J'ai suivi le développement des relations à l'intérieur de la section américaine pendant environ dix ans. La composition spécifique et le rôle particulier joués par l'organisation de New York sont le premier élément qui m'apparut clairement. Shachtman se souviendra peut-être qu'alors que j'étais encore à Prinkipo, j'avais conseillé au comité national de quitter New York et son atmosphère de querelles de petits bourgeois, pour aller pendant un certain temps dans un centre industriel en province. En arrivant au Mexique, j'ai eu l'occasion de mieux me familiariser avec la langue anglaise et, grâce aux nombreuses visites de mes amis du Nord, d'arriver à une idée plus vivante de la composition sociale et de la psychologie politique des différents groupements. Sur la base de mes propres observations personnelles immédiates, au cours des trois dernières années, j'affirme que la fraction Abern a existé sans interruption, de façon statique, sinon dynamique.

Les membres de la fraction Abern, avec un minimum d'expérience politique, sont aisément reconnaissables non seulement à leurs traits sociaux mais à leur façon d'aborder toutes les questions. Ces camarades ont toujours formellement nié leur existence en tant que fraction. Il y eut une période où certains d'entre eux ont réellement essayé de se fondre dans le parti. Mais ils l'ont fait en se faisant violence et, sur toutes les questions critiques, ils se sont manifestés au parti comme un groupe. Ils avaient beaucoup moins d'intérêt pour les questions de principe, en particulier celle du changement de la composition sociale du parti, que pour les combinaisons au sommet, conflits personnels, et tout ce qui se passe en général dans l'« état-major général ». C'est là l'école d'Abern. J'ai mis en garde avec insistance nombre de ces camarades que persister

dans cette existence artificielle les conduirait tôt ou tard à une nouvelle explosion fractionnelle.

Les dirigeants de l'Opposition parlent avec beaucoup d'ironie et de mépris de la composition prolétarienne de la fraction Cannon ; à leurs yeux, ce « détail » accidentel est sans importance. Qu'est-ce, sinon un dédain petit-bourgeois combiné avec de l'aveuglement ? Au deuxième congrès des social-démocrates russes en 1905, quand se produisit la scission entre les bolcheviks et les mencheviks, il n'y avait en tout que trois ouvriers parmi quelques dizaines de délégués. Tous les trois se rangèrent dans la majorité. Les mencheviks se moquèrent de Lénine parce qu'il donnait à ce fait une grande importance en tant que symptôme. Les mencheviks expliquaient, eux, la position prise par ces trois ouvriers par leur « manque de maturité ». Mais on sait très bien que c'était Lénine qui avait raison.

Si la partie prolétarienne de notre parti américain est « politiquement arriérée », alors la première tâche de ceux qui sont « avancés » aurait dû consister à élever les ouvriers à un niveau supérieur. Mais pourquoi l'Opposition actuelle n'a-t-elle pas su se frayer un chemin vers ces ouvriers ? Pourquoi ont-ils laissé ce travail à la « clique Cannon » ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Les ouvriers ne sont-ils pas assez bons pour l'Opposition ? Ou l'Opposition ne convient-elle pas aux ouvriers ?

Il serait stupide de penser que la partie ouvrière du parti est parfaite. Les ouvriers n'atteignent que petit à petit une claire conscience de classe. Les syndicats créent toujours un milieu de culture pour des déviations opportunistes. Nous nous heurterons inévitablement à ce problème dans une prochaine étape. Le parti devra plus d'une fois rappeler à ses propres syndicalistes qu'il ne faut pas que *l'adaptation pédagogique aux couches les plus arriérées du prolétariat se transforme en une adaptation politique à la bureaucratie conservatrice des syndicats*. Chaque nouvelle étape du développement, chaque progrès numérique du parti et le fait que ses méthodes deviennent plus complexes, ouvre non seulement des possibilités nouvelles, mais aussi des dangers nouveaux. Les ouvriers, dans les syndicats, même ceux qui ont été formés dans l'école la plus révolutionnaire, manifestent souvent une tendance à se libérer du contrôle du parti. A présent, il n'en est cependant pas question. A présent, c'est l'Opposition non-prolétarienne, traînant derrière elle la majorité de la jeunesse non-prolétarienne, qui essaie de réviser notre théorie, notre programme, notre tradition — et elle fait tout cela d'un cœur léger, en passant, pour les commodités de la lutte

contre « la clique Cannon ». Actuellement, ce ne sont pas les militants syndicaux, mais les oppositionnels petits-bourgeois qui font preuve de désinvolture vis-à-vis du parti. C'est précisément pour empêcher les syndicalistes de tourner le dos au parti à l'avenir qu'il faut repousser de façon décisive les oppositionnels petits-bourgeois.

Il est d'autant plus inadmissible d'oublier que les erreurs réelles ou potentielles des camarades qui travaillent dans les syndicats reflètent la pression du prolétariat américain tel qu'il est. C'est notre classe. Nous ne sommes pas prêts à capituler devant sa pression. Mais en même temps, cette pression nous indique la route historique principale. Les erreurs de l'Opposition, d'un autre côté, reflètent la pression d'une classe autre et étrangère. Une rupture idéologique avec cette classe est la condition élémentaire de nos succès à venir.

Les raisonnements de l'Opposition en ce qui concerne la jeunesse sont tout à fait faux. Assurément, sans la conquête de la jeunesse prolétarienne, le parti révolutionnaire ne peut pas se développer. Mais l'ennui est que nous avons une jeunesse presque entièrement petite-bourgeoise, ayant à un degré considérable un passé social-démocrate, c'est-à-dire opportuniste. Les dirigeants de la jeunesse ont des qualités et des capacités incontestables, mais, hélas, ils ont été éduqués dans l'esprit des combinaisons petites-bourgeoises, et, si on ne les arrache pas de leur milieu habituel, si on ne les envoie pas, sans titre sonore, dans les quartiers ouvriers pour y faire un noir travail quotidien dans le prolétariat, ils peuvent être perdus à jamais pour le mouvement révolutionnaire. Par rapport à la jeunesse, comme dans les autres questions, Shachtman a malheureusement pris une position complètement fausse.

Il est temps d'arrêter

A quel point la pensée de Shachtman, à partir d'un point de départ erroné, s'est dégradée, on peut s'en rendre compte du fait qu'il dépeint ma position comme une défense de la « clique Cannon » et rabâche, à plusieurs reprises, sur le fait qu'en France j'ai soutenu de façon tout aussi erronée la « clique Molinier »⁴⁹. Tout est réduit à mon soutien d'individus isolés ou

49. Trotsky avait soutenu Molinier et ses amis politiques contre Rosmer d'abord, contre Naville et beaucoup d'autres nationalement et internationalement ensuite, mais avant 1935, date de leur rupture.

de groupes, mais indépendamment de leur programme. L'exemple de Molinier ne fait qu'épaissir le brouillard. Je vais essayer de le dissiper. Molinier était accusé non d'avoir abandonné notre programme, mais d'être indiscipliné, despotique et de s'aventurer dans toutes sortes d'aventures financières pour soutenir le parti et sa fraction. Comme Molinier est un homme d'une très grande énergie et possède d'indiscutables capacités pratiques, j'ai estimé nécessaire — non seulement dans l'intérêt de Molinier mais avant tout dans l'intérêt de l'organisation elle-même — d'épuiser toutes les possibilités de le convaincre et de le rééduquer dans l'esprit de la discipline prolétarienne. Comme nombre de ses adversaires possédaient tous ses défauts, mais aucune de ses qualités, j'ai tout fait pour les convaincre de ne pas précipiter une scission mais de mettre Molinier à l'épreuve, encore et encore. C'est ce qui constitua ma « défense » de Molinier dans la période de l'adolescence de notre section française.

Considérant qu'une attitude patiente à l'égard de camarades qui se trompent ou qui sont indisciplinés, et des efforts répétés pour les rééduquer dans l'esprit révolutionnaire sont absolument nécessaires, je n'ai nullement appliqué ces méthodes seulement à Molinier. J'ai fait des tentatives d'attirer plus profondément dans le parti et de sauver Kurt Landau, Field, Weisbord, l'Autrichien Frey, le Français Treint⁵⁰, et un certain nombre d'autres. Dans de nombreux cas, mes efforts ont été vains : dans certains, il a été possible de sauver des camarades de valeur.

En tout cas, je n'ai pas fait à Molinier la moindre concession de principe. Quand il a décidé de fonder un journal sur la base de « quatre mots d'ordre » au lieu de notre programme et de se mettre à réaliser son plan de façon indépendante⁵¹, j'ai été de ceux qui ont insisté pour son

50. Sur Field et Weisbord, cf. n. 7, p. 72. Kurt Landau (1903-1937), ancien responsable de la section allemande de l'Opposition de gauche, avait rompu en 1931 ; il avait disparu en Espagne, assassiné par le G.P.U. Josef Frey (1882-1957), ancien dirigeant du P.C. autrichien exclu en 1927, était sans doute l'un des fractionnistes les plus constants de l'Opposition internationale. Albert Treint (1889-1971) avait été l'un des protégés de Zinoviev, puis agent de la bolchevisation. Il avait été membre de l'Opposition de gauche pendant quelque temps. Les archives de Trotsky attestent en effet de sa longue patience avec ces hommes qui étaient par ailleurs doués et qu'il espéra vainement gagner et discipliner.

51. Raymond Molinier et ses camarades avaient préparé en dehors du groupe la publication de leur journal attribué aux G.A.R. (groupes d'action révolutionnaire), *La Commune*.

exclusion immédiate. Mais je ne dissimulerai pas le fait qu'à la conférence de fondation de la IV^e Internationale, j'étais pour une nouvelle mise à l'épreuve de Molinier et de son groupe dans le cadre de l'Internationale, pour voir s'ils avaient pu se convaincre de la fausseté de leur politique. Cette fois également, la tentative en ce sens n'a pas abouti. Mais je ne renonce pas à la renouveler dans des conditions appropriées une fois encore. Le plus curieux est que, parmi les adversaires les plus acharnés de Molinier, se soient trouvés des gens comme Vereeken et Sneevliet⁵² qui, après avoir rompu avec la IV^e Internationale, ont réussi à s'unir à lui. Certains camarades qui ont pris connaissance de mes archives m'ont reproché amicalement d'avoir perdu et de continuer à perdre autant de temps à convaincre « des gens sans espoir ». J'ai répondu que j'ai eu souvent l'occasion de remarquer combien les gens changent avec les circonstances et que je ne suis donc pas disposé à étiqueter comme « sans espoir » des gens, même sur la base de quelques erreurs, même graves.

Quand il est devenu clair pour moi que Shachtman était en train d'aller lui-même et d'entraîner toute une fraction du parti dans une impasse, je lui ai tout de suite écrit que, si j'en avais la possibilité, je prendrais l'avion tout de suite et j'irais à New York pour discuter avec lui soixante-douze heures d'affilée. Je lui ai demandé s'il ne souhaitait pas trouver la possibilité de nous rencontrer. Shachtman ne m'a pas répondu. C'est tout à fait son droit. Il est très possible que les camarades qui prendront connaissance de mes archives à l'avenir diront que, dans cette affaire aussi, ma lettre à Shachtman était de ma part un faux pas et qu'ils citent cette « erreur » de ma part en la mettant en relation avec ma défense obstinée de Molinier. Ils ne me convaincront pas. C'est une tâche très difficile que de former une avant-garde prolétarienne internationale dans les conditions présentes. Faire la chasse à des individus isolés au détriment des principes serait évidemment un crime. Mais faire tout mon possible pour ramener à notre programme des camarades de

52. Georges Vereeken (1898-1978), ancien dirigeant du P.C. belge avait quitté le P.S.R. en 1938 et manœuvrait aux marges de la IV^e Internationale avec d'autres éléments comme le P.C.I. de Molinier. Henk Sneevliet (1883-1942), pionnier du communisme aux Pays-Bas, en Chine et en Indonésie, dirigeant du R.S.P. et du syndicat N.A.S. avait rejoint l'Opposition de gauche en 1933, était devenu président du R.S.A.P. en 1935, mais il s'était depuis éloigné de la IV^e Internationale et était devenu le centre d'une opposition un peu hétéroclite dont l'hostilité aux « officiels » était l'unique caractère commun.

valeur qui se trompent, j'ai considéré et je considère encore cela comme mon devoir.

De cette discussion sur les syndicats que Shachtman a utilisée aussi mal à propos, je cite ces paroles de Lénine que Shachtman devrait graver dans son esprit : « J'affirme que l'erreur commence toujours par être petite et qu'elle grandit ensuite. Les divergences commencent toujours par de petites choses. Il est arrivé à chacun d'avoir une petite plaie, mais si elle s'infecte, elle peut finir par un mal mortel. »⁵³ Ainsi parlait Lénine le 23 janvier 1921. Il est impossible de ne pas commettre d'erreurs ; certains commettent plus et d'autres moins d'erreurs. Le devoir d'un révolutionnaire prolétarien n'est pas de persister dans l'erreur, de placer son ambition au-dessus des intérêts de la cause, mais d'appeler à s'arrêter à temps. Autrement, l'égratignure qui est déjà devenue abcès, peut mener jusqu'à la gangrène.

53. Lénine, *Œuvres*, XXXII, p. 50.

[LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT]¹

(25 janvier 1940)

Cher Camarade Vanzler,

Je vous envoie mon article sur les nouvelles théories et découvertes de Shachtman. L'article est terriblement long et j'ai passé énormément de temps à l'écrire. Mes collaborateurs ont dû chercher les documents nécessaires et il y en avait beaucoup. Mais j'espère que l'article ne laissera pas un pouce carré de la philosophie de l'opposition à découvert. Je serais très heureux de connaître votre opinion et celle d'autres camarades. S'il fallait quelques modifications ou ajouts, je suis évidemment prêt à le faire.

S'il vous plaît, envoyez-moi une copie de la traduction anglaise dès qu'elle est achevée.

Je vous prie de me communiquer aussi le total des dépenses que vous avez eues et que vous avez avec la documentation « militaire »².

1. Lettre à J. Vanzler (10939), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit des documents concernant l'Armée rouge.

[LIFE DÉCHIRE LE CONTRAT]¹

(26 janvier 1940)

Cher M. Busch,

Malheureusement, je ne peux pas accepter que le traitement de mon article soit « partie et morceau de la procédure normale de publication dans la revue », parce qu'il n'y a pas que la revue qui soit concernée, mais aussi l'auteur avec ses intérêts politiques, littéraires et moraux.

J'ai présenté toute la correspondance à mes conseillers juridiques. Ils ont fait les conclusions suivantes : *Life* a non seulement acquis les droits de l'article mais s'est engagé à le publier. C'est clair non seulement d'après l'échange de lettres, mais ce fut annoncé publiquement dans votre numéro du 2 octobre. La revue s'est engagée non seulement elle-même, mais elle m'a engagé moi, devant ses lecteurs. Elle a ensuite publié contre moi une série de lettres qui ne sont pas l'expression d'opinions, mais des injures personnelles². Puis, après trois mois d'une correspondance évasive et contradictoire, la revue, rompt le contrat et, du coup, l'engagement pris publiquement à mon égard et à l'égard des lecteurs.

Mon conseiller croit que je devrais engager une procédure contre la revue avec une entière perspective de succès et que, si je décide de publier l'article ailleurs, je ne dois pas avoir la moindre obligation vis-à-vis de la revue qui a brisé unilatéralement et arbitrairement ses engagements.

1. Lettre à N. F. Busch (8296), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Allusion à la publication par *Life* d'un flot de lettres de lecteurs « indignés » et bien évidemment téléguidés qui avait d'ailleurs contribué à faire reculer la rédaction.

[REPRISE DE CONTACT]¹

(26 janvier 1940)

Chère Mademoiselle LaFollette²,

J'ai été très heureux après une longue interruption de trouver votre signature au bas d'une lettre qui m'était adressée. Nous nous souvenons souvent de vous, avec les Rosmer³. Je suis aussi très content du fait que vous soyez à la tête de la rédaction de *The American Mercury*, parce que je sais que depuis longtemps vous avez eu le projet de vous consacrer à une revue indépendante.

Malheureusement, je suis maintenant dans l'incapacité d'écrire un article pour *The American Mercury*. J'ai perdu plus d'un mois à des discussions théoriques internes et Harpers s'impatiente à juste titre. Les deux prochains mois, je vais les consacrer exclusivement à terminer mon livre. Mais la paix n'est pas si proche ; et nous aurons assez de temps pour reconsidérer la question.

1. Lettre à S. LaFollette (8772), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Suzanne *LaFollette* (1893-1983), nièce du leader « progressiste », journaliste libérale, avait participé au Comité de défense de Trotsky puis avait été secrétaire de la commission d'enquête sur les procès. Elle avait évidemment rencontré Trotsky à Coyoacán puis correspondu avec lui. Les relations épistolaires s'étaient espacées entre eux.

3. Alfred Griot dit *Rosmer* (1877-1964), ancien anarchiste, puis syndicaliste révolutionnaire, membre du « noyau internationaliste » de *La Vie ouvrière* en 1914, s'était lié pendant la guerre à Trotsky et avait été en 1920 membre de l'exécutif de l'I.C., plus tard au comité directeur du P.C. Il avait été exclu de ce dernier en 1924. Il avait participé en 1929 à la fondation de *La Vérité* mais s'était éloigné politiquement et personnellement à cause d'un désaccord sur Raymond Molinier. Les deux hommes avaient repris des relations personnelles au lendemain du premier grand procès de Moscou. Marguerite *Thévenet* (1879-1962), compagne de Rosmer, était véritablement la moitié de ce militant à deux têtes. Rosmer et Suzanne LaFollette avaient travaillé ensemble dans la commission à New York et LaFollette avait rencontré les Rosmer dans sa petite tournée européenne de 1937.

[HISTOIRE D'UN ARTICLE]¹

(27 janvier 1940)

Monsieur,

Je vous envoie un manuscrit sur une question dont l'importance n'a pas à être démontrée : l'affaire concernant la participation certaine de Staline à l'accélération de la mort de Lénine et plus tard celle de l'écrivain Maksim Gorky². Je vais vous donner rapidement l'histoire de cet article.

Le représentant du comité de rédaction de *Life*, M. Noel Busch, m'a rendu visite fin octobre avec l'objectif de nous mettre d'accord sur un article consacré à une caractérisation de Staline. Cet article a été publié dans *Life* du 2 octobre. Dans une conversation avec M. Busch, j'ai mentionné mes soupçons en relation avec la mort de Lénine. Busch s'est emparé de cette idée et m'a demandé de ne la communiquer à personne d'autre. Après qu'il eut parlé avec le comité de rédaction, cet article m'a été commandé.

Pendant ce temps, le parti communiste américain ou, pour mieux dire, l'agence américaine du G.P.U., déclenchait une campagne enragée contre mon premier article. *Life* était bombardé de lettres innombrables, de télégrammes, d'appels téléphoniques, etc. Une partie de ces lettres a été publiée dans *Life*. Dans la rédaction, autant que je puisse en juger par ma correspondance, il y avait deux groupes : l'un qui voulait publier mon article et un autre qui avait peur d'une rupture avec leurs amis de la gauche. Finalement, le comité de rédaction, en dépit du fait qu'ils avaient commandé et payé l'article, a décidé de ne pas le publier.

1. Lettre au *Saturday Evening Post* (10018), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de l'article intitulé « Le Super-Borgia du Kremlin », *Œuvres*, 22, pp. 66-84.

J'ai reçu à cette occasion le message suivant de M. Busch, du 29 décembre :

« Quant à vos plans pour utiliser l'article : du fait de la pression d'autres informations et du sentiment de la réaction que la présentation du matériau, quoique brillante, n'est pas précisément conforme à la formule de *Life*, la publication peut en être indéfiniment reportée [...] Puis-je vous demander si vous préféreriez que nous conservions l'article au cas où nous pourrions le publier, avec des révisions que vous approuveriez, ou si vous préférez que nous vous le retournions soit à vous, soit à tout agent que vous indiqueriez, avec l'idée de le vendre ailleurs ? »

Autant que je puisse en juger, votre revue ne craint pas de provoquer le mécontentement de l'agence américaine du Kremlin. D'un autre côté, maintenant que l'article est connu d'un certain nombre de personnes, même limité, je trouve sa publication prochaine dans la presse absolument nécessaire. Telle est la raison pour laquelle je me permets de soumettre à votre attention le manuscrit ci-joint. Je m'adresse à vous directement et non par l'intermédiaire d'une agence afin d'éviter, avant la publication de l'article, toute exposition superflue.

J'ai essayé d'être compréhensible pour le lecteur américain moyen. Si vous trouvez certains changements techniques nécessaires dans l'article, j'examinerai vos désirs avec une grande attention. Je dispose d'une série d'épisodes supplémentaires qui peuvent faire un article plus vivant et plus convaincant. Je ne les ai pas inclus dans le texte parce que l'article dépasse les 4000 mots convenus. Si vous préférez avoir un texte plus complet avec un plus grand nombre d'épisodes, il faudrait faire deux articles à partir de celui-ci.

Je vous serais très reconnaissant d'une réponse aussi rapide que possible. Au cas d'une décision positive de votre part, je vous prie d'indiquer à quelles conditions vous êtes prêts à publier cet article.

[SUR UN DÉMENTI D'ABERN]¹

(29 janvier 1940)

Cher Camarade Abern,

C'est par le camarade Cannon que j'ai été informé de la phrase qui vous est attribuée : « Cela signifie la scission ». Il m'a écrit le 28 décembre 1939 :

« Votre texte a déjà été largement distribué dans le parti. Jusqu'à présent, je n'ai entendu que deux commentaires précis de la part de dirigeants de la minorité. Abern, après avoir lu le titre et les deux premiers paragraphes, a fait à Goldman cette remarque : « Cela signifie la scission². »

Je connais d'expérience Cannon comme un camarade digne de confiance et je n'avais pas la moindre raison de douter de la véracité de cette information.

Vous dites que ce compte rendu est « un mensonge ». Je sais par une longue expérience que, dans le cours d'une lutte acharnée, des malentendus de ce genre se produisent souvent sans qu'il y ait eu mauvaise intention d'un côté ou de l'autre.

Vous me demandez si j'ai fait la moindre tentative pour vérifier la véracité de ce compte rendu. Absolument pas. Si je l'avais rapporté dans ma correspondance privée comme un fait connu de moi, ce n'aurait pas été loyal. Mais je l'ai publié avec la remarque : « On m'a rapporté », et je vous ai ainsi laissé la possibilité pleine et entière de confirmer ou de démentir. Je pense que c'était la meilleure façon de vérifier dans une discussion de parti.

1. Lettre à Abern (7278), traduite de l'Anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. J. P. Cannon à Trotsky, Houghton « Exile Papers », 528.

Vous dites au début de votre lettre : « Je n'ai pas pris en considération dans le passé un certain nombre d'assertions fausses, mais je remarque, entre autres choses, dans votre lettre ouverte... » etc. Que veut dire ici la phrase « un certain nombre d'assertions fausses » ? De la part de qui ? Que veut dire « entre autres choses » ? Quel genre de choses ? Ne croyez-vous pas que des camarades inexpérimentés pourraient interpréter vos expressions comme de vagues insinuations ? S'il y a dans mon article un « certain nombre d'assertions fausses » et d'« autres choses », il serait préférable de les énumérer avec précision. Si les assertions fausses ne sont pas de moi, je ne comprends pas pourquoi vous les introduisez dans une lettre qui m'est adressée. J'ai également du mal à comprendre comment on peut « ne pas prendre en considération » un certain nombre d'assertions fausses si celles-ci ont une quelconque importance politique : cela pourrait être interprété comme un manque d'attention vis-à-vis du parti.

En tout cas, je remarque avec satisfaction que vous démentez catégoriquement la phrase : « Cela signifie la scission ». J'interprète le ton énergique de votre lettre dans le sens que votre démenti n'est pas purement formel, c'est-à-dire que non seulement vous démentez la citation, mais encore que vous considérez, comme moi, l'idée de la scission elle-même comme une méprisable trahison de la IV^e Internationale.

[LA DISCUSSION EST-ELLE OUVERTE ?]¹

(1^{er} février 1940)

Chers Camarades²,

J'ai reçu il y a deux jours un article du camarade Lebrun³ « La Défense de l'U.R.S.S. dans la guerre actuelle ». On lit à la première page de l'article : « Suivant l'exemple du parti américain, le comité exécutif international a décidé d'ouvrir la discussion dans l'Internationale. Cette décision est en harmonie avec les désirs de nos sections et groupes nationaux. »

Nous soussignés⁴, membres du comité exécutif international, n'avons jamais entendu parler auparavant de cette décision du comité exécutif international si l'assertion du camarade Lebrun est exacte, il en découle donc que non seulement on ne

1. Lettre au C.E.I. de la IV^e Internationale, archives Cannon, Institut d'histoire sociale, New York.

2. Le comité exécutif international ne comprenait évidemment que quelques-uns de ceux qui avaient été désignés par la conférence de fondation de la IV^e Internationale. Compte tenu de l'interruption des relations avec l'Europe, la majorité du C.E.I. était du côté de l'opposition avec quatre membres, Shachtman, C. L. R. James, Nat Gould et Mário Pedrosa. Mais le C.E.I. ne se réunissait plus, semble-t-il.

3. Lebrun était le pseudonyme du Brésilien Mário *Pedrosa* (1905-1982), membre du P.C. brésilien qui, en mission en Allemagne, avait rencontré les idées puis les hommes de l'Opposition de gauche, notamment Pierre Naville. Il avait fondé le premier groupe d'opposition de gauche, le G.B.L., en 1930. Il avait été blessé lors de la manifestation du 7 octobre 1934, avait échappé à la police en 1935 et avait réussi, après une longue clandestinité, à passer en Europe en automne 1938. Après la conférence de fondation de la IV^e Internationale, il était allé aux Etats-Unis, où il avait reçu la responsabilité du P.A.C. Il était sur les positions de la minorité. Son texte était daté du 9 novembre 1939 et sous-titré « Pour la Discussion dans l'Internationale ». Il était rédigé en français et affirmait malencontreusement que la décision d'ouvrir la discussion allait « à l'encontre » des désirs des sections, etc. Nous n'avons pas trouvé de P.V. d'un C.E.I. ayant décidé l'ouverture de la discussion.

4. La lettre était signée Crux et Fischer, c'est-à-dire Trotsky et Schüssler.

nous a pas consultés sur cette question, mais que nous n'avons jamais reçu le texte de la décision en question.

Quelles « sections et groupes nationaux » ont demandé l'ouverture de la discussion internationale? Nous serions heureux d'avoir des copies des décisions ou des lettres en question ainsi que de la décision mentionnée du comité exécutif international.

Nous ne sommes pas du tout opposés à une discussion internationale. Mais, si le C.E.I. a réellement décidé d'ouvrir la discussion, nous aimerions savoir dans quelles formes et par quels procédés cette discussion est « ouverte ».

Toute section a bien entendu le plein droit de discuter de toute question qu'elle juge nécessaire. Ouvrir une discussion internationale ne peut avoir qu'une seule signification, la création d'un bulletin international spécial pour les articles de discussion. Nous ne voyons pas d'autre procédé concevable dans les conditions données. Cependant nous n'avons rien su de la création d'un tel bulletin. L'article du camarade Lebrun ne nous donne aucune indication sur qui l'a publié. Etait-ce le C.E.I.? Etait-ce le camarade Lebrun lui-même?

Nous vous demandons, camarades, de nous informer sur les questions suivantes :

Premièrement, qui sont les membres du C.E.I. ?

Deuxièmement, qui en est le secrétaire ?

Troisièmement, pourquoi ne vous êtes-vous pas adressés à nous sur cette question de la discussion internationale ?

Quatrièmement, avez-vous reçu d'autres documents pour la discussion ?

Cinquièmement, qui a publié l'article du camarade Lebrun qui porte en sous-titre « Document pour la discussion dans l'Internationale » ?

Le sens de nos questions est, nous en sommes sûrs, tout à fait clair pour vous : si une discussion internationale est officiellement ouverte, il faudrait la conduire non pas en francs-tireurs, mais sous la direction de l'organisme dirigeant de la IV^e Internationale.

[SUR *LITTÉRATURE ET RÉVOLUTION*]¹
(7 février 1940)

Cher Camarade Macdonald²,

J'accepte avec plaisir votre proposition concernant une nouvelle édition de *Literature and Revolution*. J'accepte aussi votre suggestion concernant l'avance et les droits.

Malheureusement je n'ai pas d'exemplaire du livre, ni en anglais ni dans une autre langue.

International Publishers a publié mon livre sans contrat particulier, juste comme il publia mes autres livres à l'époque. Aussi ai-je le plein pouvoir de donner les droits de ce livre à un autre éditeur. Je n'ai pas la moindre idée de qui était le traducteur et de ce que sont ses droits. Appartient-il au parti communiste ? Si non, on pourrait s'entendre. En tout cas, je ne pense pas qu'International Publishers puisse poursuivre les éditeurs d'une nouvelle traduction parce que, formellement, ils n'ont aucun droit du tout. Cependant vous pouvez clarifier la question de la traduction à New York bien mieux que je ne peux le faire ici.

1. Lettre à D. Macdonald (8260), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Dwight Macdonald (1906-1982), ancien étudiant à Yale, puis journaliste à *Fortune* avait rompu avec le P.C. et sympathisé avec les idées de Trotsky après les procès de Moscou. Il était l'un des rédacteurs de *Partisan Review*. Ce « compagnon de route » avait adhéré en 1939 au S.W.P. sur les instances de Burnham et pour soutenir la minorité.

3. International Publishers était la maison d'édition du P.C. aux Etats-Unis. Elle avait publié le livre en question en 1925.

[LE LIVRE SUR STALINE N'EST PLUS UN SECRET]¹

Cher M. Canfield²,

Merci pour votre aimable lettre. Croyez que je garderai aussi un souvenir vivant et agréable de la visite de Madame Canfield et vous.

Les conditions qui, pendant quelque temps, ne rendaient pas désirable une quelconque publicité autour de mon livre sur Staline ne sont plus³. Pour cette raison je n'ai aucune objection à une quelconque information ou publicité que vous estimeriez nécessaire au succès du livre.

1. Lettre à C. Canfield (7487), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cass *Canfield* (né en 1897) était président des éditions Harper's. Il avait été reçu avec sa femme à Coyoacán.

3. On peut supposer que cette interdiction avait été liée à une opération que Trotsky avait conçue et qu'il avait confiée pour l'exécuter à Joseph Hansen : il s'agissait de vendre au G.P.U. un manuscrit de ce livre, présenté comme n'existant qu'en un exemplaire unique. L'affaire avait échoué près du but, les gardes de Coyoacán ayant laissé échapper le message à l'encre sympathique rédigé par Hansen après sa rencontre avec un « acheteur » de la firme en question. L'épisode a servi bien après la guerre à une campagne de calomnies contre Hansen.

[POUR UNE DISCUSSION CALME]¹

(10 février 1940)

Cher Camarade Goldman,

Je suis tout à fait d'accord avec votre lettre du 5 février². Si j'ai publié la remarque d'Abern sur la scission, c'était précisément dans l'intention de provoquer de la part d'Abern et des autres dirigeants de l'opposition une déclaration nette et sans ambiguïté — non sur les prétendues intentions cachées des dirigeants de la majorité, mais sur les leurs.

J'ai déjà entendu l'aphorisme sur les « citoyens de deuxième ordre »³. Je voudrais demander aux dirigeants de l'opposition : quand ils appellent le groupe adverse « la clique de Cannon » ou « les bureaucrates conservateurs », etc., veulent-ils faire d'eux des citoyens de deuxième ordre ? Tout ce que je peux ajouter, c'est que l'extrême sensibilité est une des caractéristiques les plus frappantes de toute fraction petite-bourgeoise. J'ignore si Shachtman, par exemple veut, par sa « Lettre ouverte », faire de moi un citoyen de deuxième ordre. Je ne m'intéresse qu'à ses idées, pas à ses spéculations psychanalytiques.

1. Lettre à A. Goldman (8319), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Goldman précisait un certain nombre d'informations sur la discussion et réaffirmait la volonté de la majorité de ne pas aller à la scission.

3. C'était Abern qui, le premier, après la lecture d'une page de l'article de Trotsky sur l'« opposition petite-bourgeoise » avait dit : « Le Vieux nous prend pour des citoyens de deuxième ordre ». Goldman rapportait que les minoritaires disaient que l'article de Trotsky sur « L'Opposition petite-bourgeoise » reconnaissait « l'existence dans le parti de deux classes, le prolétariat et la petite bourgeoisie » « et que » puisque le prolétariat ne saurait se soumettre à l'hégémonie politique de la petite bourgeoisie, l'exclusion de cette dernière était inévitable. A partir de cet endroit de sa lettre, Trotsky s'efforce de répondre à des questions posées par Goldman dans sa lettre du 5 février.

J'ai un peu l'impression qu'énervés par une série d'erreurs, les dirigeants de l'opposition se poussent mutuellement à un état d'esprit hystérique et ensuite, pour justifier à leurs propres yeux leur hystérie fractionnelle, attribuent à leurs adversaires les desseins les plus noirs et les plus incroyables. Quand ils disent que ma correspondance avec Cannon était un camouflage, je ne puis que hausser les épaules.

Le meilleur traitement pour l'hystérie petite-bourgeoise, c'est l'objectivité marxiste. Nous continuerons à discuter de la dialectique, de la sociologie marxiste, de la nature de classe de l'Etat soviétique, du caractère de la guerre, non pas avec l'objectif absurde et criminel de provoquer une scission, mais avec l'objectif beaucoup plus raisonnable de convaincre une importante partie du parti et de l'aider à passer d'une position petite-bourgeoise à une position prolétarienne.

[LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE]¹

interview²

(12 février 1940)

— *Que pensez-vous du pacte germano-soviétique ? Staline était-il obligé d'en arriver là ? Si oui, qu'aurait-il pu faire auparavant pour l'éviter ? Quand elle est entrée dans les Etats baltes et en Finlande, la Russie a prétendu qu'elle y était obligée pour assurer les conditions de sa propre défense. Croyez-vous qu'il y avait alors la possibilité d'une agression nazie ? Croyez-vous qu'il y avait la possibilité d'une attaque des démocraties capitalistes ?*

— La politique extérieure est l'extension et le développement de la politique intérieure. Pour bien comprendre la politique extérieure du Kremlin, il faut toujours tenir compte de deux facteurs : d'une part le fait que l'U.R.S.S. soit encerclée par les pays capitalistes, de l'autre, la position de la bureaucratie dirigeante à l'intérieur de la société soviétique. La bureaucratie défend l'U.R.S.S. Mais, avant tout, elle se défend elle-même à l'intérieur de l'U.R.S.S. La position interne de la bureaucratie est incomparablement plus vulnérable que la situation internationale de l'U.R.S.S. La bureaucratie est impitoyable pour ses adversaires désarmés de l'intérieur. Mais elle est extrêmement prudente, et même parfois lâche, face à ses ennemis solidement armés de l'extérieur. Si le Kremlin bénéficiait de l'appui des masses populaires, s'il avait confiance dans la solidité de l'Armée rouge, il pourrait mener une politique plus indépendante vis-à-vis des deux camps impérialistes. Mais la réalité est

1. Interview pour le *Saint-Louis Post Dispatch* (10 et 17 mars 1940), traduite de l'anglais. Les passages entre [...] sont ceux qui ont été coupés dans l'édition du Seuil des écrits de Trotsky sur la guerre.

2. Julius Klyman (1898-1963), journaliste au *Saint-Louis Post Dispatch*, avait déjà interviewé Trotsky en 1937 et passait pour politiquement assez proche, en tout cas pas du tout hostile. Ses questions prouvent en tout cas une compréhension.

bien différente. L'isolement de la bureaucratie totalitaire dans son propre pays l'a jetée dans les bras de l'impérialisme le plus proche, le plus agressif et par conséquent le plus dangereux.

Dès 1934, Hitler disait à Rauschnig³ : « Je pourrai conclure un accord avec l'Union soviétique, quand je voudrai. » Il avait reçu à ce sujet des assurances formelles du Kremlin lui-même. L'ancien chef du G.P.U. à l'étranger, Walter Krivitsky⁴, a donné des détails très intéressants sur les relations entre Moscou et Berlin. Mais, pour le lecteur perspicace de la presse soviétique, les véritables plans du Kremlin n'avaient plus de secret depuis 1933. Staline craignait par-dessus tout une grande guerre. Pour y échapper, il se fit l'assistant irremplaçable de Hitler.

Il serait toutefois incorrect de conclure que la campagne de cinq années menée par Moscou en faveur d'un « front uni des démocraties » et de la « sécurité collective » (1935-39) n'était qu'une simple escroquerie ainsi que la présente le même Krivitsky qui, de son bureau du G.P.U., ne voyait qu'un aspect de la politique de Moscou et pas l'ensemble. Quand Hitler dédaignait la main qu'il lui tendait, Staline était obligé d'envisager sérieusement l'autre terme de l'alternative : l'alliance avec les démocraties impérialistes. Le Comintern ne comprit naturellement pas ce dont il s'agissait et fit du tapage « démocratique » se bornant à exécuter ses instructions. Par ailleurs, Hitler ne pouvait pas se tourner vers Moscou au moment où il avait besoin de la neutralité bienveillante de l'Angleterre. Le spectre du bolchevisme était plus que tout nécessaire pour éviter que les conservateurs britanniques considèrent d'un œil soupçonneux le réarmement de l'Allemagne. Baldwin et Chamberlain⁵ allèrent même plus loin : ils aidèrent directement Hitler à faire de la plus

3. Hermann *Rauschnig* (né en 1887), un homme d'affaires qui avait eu des responsabilités dans le parti nazi, en avait été exclu et avait émigré en 1935. Il avait écrit un livre sur ses conversations avec Hitler (*Gespräche mit Hitler*, en français, *Hitler m'a dit*).

4. Walter *Krivitsky* était le pseudonyme littéraire de l'agent soviétique Walter, de son vrai nom Samuel Ginzburg (1899-1940). Lié à Ignace Reiss, il avait fait défection après son assassinat et rencontré Sedov. Trotsky le soupçonnait d'être l'auteur des lettres anonymes qui lui indiquaient la présence d'un provocateur dans l'entourage de Sedov. Il venait de publier aux Etats-Unis un livre qui avait malheureusement été remis en forme par des « spécialistes » américains, *I was Stalin's Agent*.

5. L'industriel Stanley *Baldwin* (1867-1947), chef du parti conservateur britannique après la guerre avait été plusieurs fois Premier Ministre, notamment en 1935-1937, où il avait été remplacé par un autre industriel conservateur, Neville *Chamberlain* (1869-1940) : il est évident qu'ils avaient une politique consistant à pousser l'expansion hitlérienne à l'Ouest.

grande Allemagne cette base puissante d'Europe centrale d'où partirait l'agression mondiale.

Le retournement de Hitler en faveur de Moscou vers le milieu de l'année dernière avait des bases substantielles. Hitler avait reçu de la Grande-Bretagne tout ce qu'il lui était possible d'obtenir. Il n'était évidemment pas question que Chamberlain ajoute à la Tchécoslovaquie, que Hitler venait d'envahir, l'Égypte et l'Inde. Une expansion ultérieure de l'impérialisme allemand ne pouvait être dirigée que contre la Grande-Bretagne elle-même. La question polonaise a été la pierre d'achoppement. L'Italie se tint prudemment à l'écart. Le comte Ciano⁶ expliqua en décembre 1939 que le pacte militaire italo-allemand, conclu dix mois auparavant, excluait l'entrée en guerre des deux alliés... avant un délai d'au moins trois ans. Toutefois, l'Allemagne, sous la pression de ses propres armements, ne pouvait attendre. Hitler assura à son partenaire anglo-saxon que l'annexion de la Pologne lui ouvrait la voie vers l'Est, et seulement vers l'Est. Mais ses adversaires conservateurs commençaient à en avoir assez d'être bernés. La guerre était inévitable. Dans ces conditions, Hitler n'avait pas le choix : il joua sa dernière carte, l'alliance avec Moscou. Staline eut enfin cette poignée de mains dont il ne cessait de rêver depuis six ans.

Les déclarations fréquentes relevées dans la presse des démocraties, selon lesquelles Staline avait délibérément cherché à provoquer une guerre mondiale en s'alliant avec Hitler, doivent être tenues pour absurdes. La bureaucratie soviétique craint une grande guerre plus que toute classe dirigeante au monde : elle a peu à y gagner et tout à y perdre. Compter sur la révolution mondiale ? Mais, même si l'oligarchie profondément conservatrice du Kremlin combattait pour la révolution, elle sait pertinemment que ce n'est pas au début, mais à la fin des guerres que se produisent les révolutions et que la bureaucratie de Moscou elle-même sera entraînée dans l'abîme avant que la révolution n'atteigne les pays capitalistes.

Au cours des négociations de Moscou de l'an dernier, les délégués britanniques et français ont joué un rôle plutôt pitoyable. « Voyez-vous ces messieurs ? », demandaient les agents allemands aux maîtres du Kremlin. « Si nous nous partageons la Pologne, ils ne bougeront même pas le petit

6. Le comte Galeazzo Ciano di Cortellazzo (1903-1944), diplomate, devenu le gendre de Mussolini en 1930, était depuis 1936 ministre des affaires étrangères du gouvernement italien.

doigt. » En signant le pacte, Staline, avec l'étroitesse de ses vues politiques, pouvait s'attendre à ce qu'il n'y ait pas de grande guerre. De toute façon, il se donnait ainsi la possibilité d'échapper à la nécessité d'entrer en guerre pour « un certain temps ». Et personne ne sait ce qui arrivera après.

L'invasion de la Pologne et des Pays Baltes était la conséquence inévitable de l'alliance avec l'Allemagne. Il serait puéril de penser que la collaboration entre Staline et Hitler repose sur une confiance mutuelle : ces messieurs se connaissent trop bien. Pendant les négociations de Moscou l'été dernier, le danger allemand pouvait et devait apparaître non seulement tout à fait réel, mais encore tout à fait immédiat. Le Kremlin supposait — on a dit que l'influence de Ribbentrop⁷ n'y était sans doute pas pour rien — que l'Angleterre et la France, mises devant le fait accompli de l'invasion de la Pologne, ne bougeraient pas, de sorte que Hitler aurait les mains libres à l'Est. Dans ces conditions, le pacte avec l'Allemagne fut complété par des garanties matérielles prises par la Russie contre son allié. Il est très probable que, même en ce domaine, l'initiative revient au partenaire dynamique, Hitler, qui propose au prudent et peu entreprenant Staline de s'assurer des garanties par les armes. Naturellement, l'occupation de la Pologne orientale et l'établissement de bases militaires dans les Pays Baltes ne constituent pas un obstacle infranchissable pour une attaque allemande : l'expérience de la dernière guerre (1914-18) en témoigne suffisamment. Toutefois, le déplacement de la frontière vers l'Ouest et le contrôle de la côte orientale de la Baltique constituent des avantages stratégiques incontestables. C'est ainsi que, grâce à son alliance avec Hitler, Staline décida de « prendre des garanties » contre Hitler.

Non moins importantes ont été les considérations de politique intérieure. Après cinq ans d'agitation continue contre le fascisme, après l'élimination de la vieille garde bolchevique et de l'Etat-major général pour leur prétendue collusion avec les nazis, l'alliance inattendue avec Hitler a été extrêmement impopulaire dans le pays. Il était nécessaire de la justifier par des succès brillants immédiats. L'annexion de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie, la conquête pacifique de positions

7. Joachim von Ribbentrop (1893-1946), membre du parti nazi, était devenu le ministre des affaires étrangères de Hitler en 1938. C'est lui qui avait conduit les négociations à Moscou pour le pacte germano-soviétique.

stratégiques dans les Pays Baltes⁸ eurent pour but de prouver à la population la sagesse de la politique extérieure du « petit père des peuples ». Mais la Finlande a quelque peu bouleversé ces plans.

— *Estimez-vous, comme ancien chef de l'Armée rouge, qu'il fallait que les Soviétiques pénètrent dans les Etats baltes, en Finlande et en Pologne, pour mieux pouvoir se défendre contre une agression? Croyez-vous qu'un Etat socialiste puisse se permettre d'étendre le système socialiste à un Etat voisin en utilisant la force des armes?*

— On ne peut douter que le contrôle des bases militaires sur la côte balte présente des avantages stratégiques. Mais cela ne peut déterminer à soi seul la question de l'invasion de pays voisins. La défense d'un Etat ouvrier isolé dépend beaucoup plus du soutien des masses laborieuses dans le monde que de deux ou trois points stratégiques supplémentaires. C'est établi sans discussion par l'histoire de l'intervention étrangère dans notre guerre civile en 1918-20.

Robespierre⁹ disait que les peuples n'aiment pas les missionnaires armés de baïonnettes. Cela n'exclut naturellement pas le droit et le devoir de fournir une aide militaire extérieure aux peuples en lutte contre l'oppression. Par exemple en 19, quand l'Entente écrasa la révolution hongroise, nous avions naturellement le droit d'aider militairement la Hongrie. Cette aide eût été comprise et justifiée par les masses laborieuses du monde entier. Nous étions malheureusement trop faibles. A présent le Kremlin est beaucoup plus puissant militairement. Mais il a perdu la confiance des masses, au-dedans comme au-dehors.

S'il existait en U.R.S.S. une démocratie soviétique, si le

8. Dès le lendemain du pacte germano-soviétique qui reconnaissait l'Estonie, la Lettonie et la Finlande comme faisant partie de la zone d'intérêts de l'Union soviétique, l'U.R.S.S. avait commencé sa pression, en reprochant à l'Estonie d'avoir manqué à ses engagements de neutralité. Les dirigeants des Pays Baltes étaient convoqués à Moscou : entre le 28 septembre et le 10 octobre, étaient signés des traités d'assistance « mutuelle » entre l'U.R.S.S. d'un côté, les trois pays Baltes séparément de l'autre ; Estonie et Lettonie cédaient en outre à l'U.R.S.S. des bases navales et aériennes.

9. Maximilien *Robespierre* (1758-1794), à l'époque l'un des orateurs les plus écoutés du Club des Jacobins, avait développé cet argument au cours de sa lutte contre la politique des Girondins qui cherchaient une issue dans la « guerre révolutionnaire ».

progrès technique était accompagné d'un progrès de l'égalité socialiste, si la bureaucratie dépérissait au profit de l'auto-gouvernement des masses, Moscou constituerait un pôle d'attraction si puissant, surtout pour ses voisins les plus proches, que la catastrophe mondiale actuelle conduirait inévitablement les masses de Pologne (et pas seulement les Ukrainiens et les Russes blancs, mais aussi les Polonais et les Juifs) aussi bien que les masses des Pays Baltes limitrophes, sur la voie de l'union avec l'U.R.S.S.

Aujourd'hui cette importante prémisse d'une intervention révolutionnaire n'existe plus ou presque plus. L'étouffement des peuples de l'U.R.S.S., surtout des minorités nationales, par des méthodes policières, a écarté de Moscou les masses laborieuses des pays voisins. L'invasion de l'Armée rouge est regardée par les populations non comme une libération mais comme un acte de violence et facilite ainsi la mobilisation par les puissances impérialistes de l'opinion publique mondiale contre l'U.R.S.S. C'est pourquoi l'occupation fera en fin de compte plus de mal que de bien à l'U.R.S.S.

— *Que pensez-vous de la campagne de Finlande du point de vue militaire : stratégie, équipement, commandement, militaire et politique, communications et entraînement général des troupes rouges ? Quel résultat attendre de la campagne de Finlande ?*

— Pour autant je puisse en juger, le plan stratégique, abstraitement, était assez bon ; mais il sous-estimait les possibilités de résistance des Finlandais et ignorait des détails comme l'hiver finlandais, les transports, le ravitaillement, les conditions sanitaires. Dans son poème satirique sur la campagne de Crimée en 1855, Lev Tolstoï¹⁰, alors jeune officier, écrivait :

*C'est facile sur le papier
Mais on a oublié les tranchées
Et il nous fallait y marcher*

Staline, après avoir décapité et démoralisé l'état-major général, a imité dans les moindres détails les stratèges de Nicolas I^{er}¹¹.

10. Lev N. Tolstoï (1828-1910), le grand écrivain russe, était officier de carrière dans l'armée du tsar et commandait une batterie d'artillerie au siège de Sébastopol.

11. Nicolas I^{er} (1796-1855), tsar de toutes les Russies, avait écrasé les soulèvements polonais et hongrois quand sa politique en direction des Détroits l'entraîna dans la guerre de Crimée.

Le 15 novembre, j'écrivais à l'éditeur d'un des hebdomadaires américains les plus lus :

« Pendant la période prochaine, Staline restera le satellite de Hitler. Pendant l'hiver qui vient, il ne prendra probablement aucune initiative. Avec la Finlande, il va conclure un compromis¹². »

Les faits ont démontré que mon pronostic était faux sur le dernier point. Mon erreur était due au fait que je prêtai au Kremlin plus d'habileté politique et militaire qu'il n'en a manifestée en réalité. La résistance finlandaise, il est vrai, a mis en jeu le prestige du Kremlin, non seulement en Estonie, en Lettonie et en Lituanie, mais aussi dans les Balkans et au Japon. Après avoir dit a, Staline était obligé de dire b. Mais, même du point de vue de ses propres objectifs et méthodes, il n'avait pas besoin d'attaquer la Finlande *immédiatement*. Une politique plus patiente n'aurait pas pu compromettre le Kremlin plus que ne l'ont fait les honteuses défaites accumulées dans ces onze semaines.

Moscou découvre maintenant que personne ne s'attendait à une victoire rapide et invoque gel et blizzards. Étonnant argument ! Si Staline et Vorochilov ne savent pas lire les cartes d'état-major, on pourrait s'attendre à ce qu'ils sachent lire le calendrier : le climat finlandais ne devait pas être pour eux un secret. Staline est capable de mettre à profit avec énergie une situation qui a mûri sans lui, quand les bénéfices sont assurés et les risques réduits au minimum. La guerre et la révolution ne sont pas son élément. Quand il faut prévoyance et initiative, Staline ne va qu'à la défaite. Ce fut le cas en Chine, en Allemagne, en Espagne. C'est le cas maintenant en Finlande.

Ce n'est pas le climat de la Finlande qui est décisif, mais le climat politique de l'U.R.S.S. Dans le *Biulleten* russe que j'édite, j'ai publié en septembre 1938 un article où j'analysais les causes de l'affaiblissement et de la décomposition de l'Armée rouge. Il explique bien, à mon avis tant les échecs actuels de l'Armée rouge que les difficultés grandissantes de l'industrie. Toutes les contradictions et toutes les faiblesses du régime se sont de tout temps cristallisées dans l'armée, s'y exprimant sous forme concentrée. L'inimitié entre les masses laborieuses et la

12. Il s'agit d'une lettre à A. Collins, un projet d'article. Cf. *Œuvres*, 22, pp. 150-152.

bureaucratie la ronge de l'intérieur. L'indépendance personnelle, la liberté de recherche et de critique ne sont pas moins nécessaires à l'armée qu'à l'économie. Mais les officiers de l'Armée rouge sont soumis au contrôle de la police politique en la personne de commissaires carriéristes. Les officiers indépendants et doués sont massacrés, les autres sont condamnés à vivre dans la peur. Dans une organisation aussi artificielle que l'armée, où droits et devoirs doivent être déterminés avec précision, personne ne sait en réalité ce qui est permis et ce qui est tabou. Les voleurs et les filous opèrent à l'abri d'un front patriotique de dénonciations. Les citoyens honnêtes sont découragés. L'alcoolisme se répand toujours davantage. Dans l'intendance, c'est le chaos.

Les défilés militaires sur la Place rouge sont une chose, la guerre en est une autre. La « promenade militaire » projetée en Finlande est devenue une condamnation sans merci de tous les aspects du régime totalitaire. Elle a étalé au grand jour la faillite et l'incapacité d'un haut commandement nommé plus pour sa servilité que pour ses talents et connaissances. En même temps, la guerre a révélé la disproportion entre les diverses branches de l'économie soviétique, en particulier l'état lamentable des transports et des divers services de l'intendance, surtout ravitaillement et vêtement. Le Kremlin est arrivé, avec un succès incontestable, à construire des tanks et des avions, mais il a négligé les équipements médicaux, les gants et les bottes. L'homme vivant, celui qui conduit toutes ces machines, la bureaucratie l'a complètement oublié.

La question de savoir si on se défend soi-même ou si l'on attaque un autre pays, est d'une importance énorme, qui peut être, dans certains cas, décisive pour le moral de l'armée et de la nation. Pour mener une guerre révolutionnaire offensive, il faut un véritable enthousiasme, une très grande confiance dans les dirigeants, un grand savoir-faire chez les soldats. On n'a rien vu de tout cela dans cette guerre que Staline a entreprise sans préparation technique ni morale.

Le résultat de la lutte est déterminé à l'avance par le rapport des forces. Si la guerre finno-soviétique ne dégénère pas, au cours des prochaines semaines, en guerre européenne généralisée, ou si Staline n'est pas obligé de chercher un compromis, c'est-à-dire s'il n'est pas obligé de battre en retraite devant la menace d'une intervention anglaise, française ou suédoise, le demi-million de soldats de l'Armée rouge finira bien par venir à bout de l'armée finlandaise. Il est possible que des

changements interviennent dans la situation militaire avant même que ces lignes aient été publiées dans la presse¹³. Dans le premier cas, le Kremlin essaiera, comme il l'a déjà fait après ses éphémères succès de décembre, de doubler son agression militaire d'une guerre civile en Finlande. Pour annexer la Finlande, et tel est actuellement l'objectif évident du Kremlin, il faut la soviétiser, c'est-à-dire exproprier la couche supérieure des propriétaires fonciers et capitalistes. Une telle révolution dans les rapports de propriété est impossible sans guerre civile. Le Kremlin fera tout ce qui est en son pouvoir pour attirer à lui les ouvriers d'industrie finlandais et la couche inférieure des paysans. L'oligarchie de Moscou s'est trouvée acculée à jouer au feu de la guerre et de la révolution, elle essaiera au moins de s'y réchauffer les mains. Il est certain qu'elle remportera certains succès dans cette voie.

Mais on peut avec assurance affirmer maintenant qu'aucun succès *ultérieur* ne pourra effacer de la conscience internationale ce qui s'est passé jusqu'à présent. L'aventure finlandaise a déjà provoqué une réévaluation radicale de la puissance de l'Armée rouge, qui avait été extraordinairement surestimée par certains journalistes étrangers dévoués au Kremlin — à supposer qu'ils fussent désintéressés. Tous les partisans d'une croisade contre les Soviets trouveront dans les échecs militaires du Kremlin un argument sérieux. L'impertinence du Japon va sans doute s'en trouver accrue et cela peut créer des obstacles sur la voie d'un accord soviéto-japonais, lequel constitue actuellement l'une des principales tâches du Kremlin. On peut déjà affirmer que, si une exagération des capacités *offensives* de l'Armée rouge caractérisait la précédente période, celle de la sous-estimation de sa puissance *défensive* commence maintenant.

On peut aussi prévoir d'autres conséquences de la guerre finno-soviétique. La monstrueuse centralisation de toute l'industrie et de tout le commerce, du sommet à la base, comme la collectivisation de l'agriculture, ont été déterminées, non par les besoins du socialisme mais par le désir brûlant de la bureaucratie de tout tenir entre ses mains, sans exception. Cette violence répugnante et nullement indispensable contre l'économie et

13. Trotsky donna cette interview le 14 février. Une première offensive victorieuse de l'Armée rouge s'était déroulée entre le 11 et le 13; elle recommençait avec la 7^e armée le 3 mars, aboutissant le 11 mars à la chute de Vyborg. L'interview de Trotsky parut les 10 et 17 mars: le 7, le maréchal Mannerheim avait convaincu le gouvernement finlandais de signer la paix — ce qui fut fait le 12 mars.

contre l'homme, qui fut assez clairement révélée au cours des procès pour « sabotage » à Moscou, a rencontré sa cruelle punition dans les tempêtes de neige en Finlande. Il est par conséquent tout à fait possible que, sous l'influence des défaites militaires, la bureaucratie soit amenée à battre en retraite sur le plan économique. On peut s'attendre au rétablissement d'une sorte de Nep, c'est-à-dire d'une économie de marché contrôlée, à un niveau économique nouveau et plus élevé. Mais que la bureaucratie réussisse à se sauver par ces mesures, c'est une autre histoire.

— *Quelle serait pour Staline la meilleure initiative à prendre aujourd'hui en Roumanie, compte tenu de ses implications éventuelles sur les plans politique, militaire et social ?*

— Je pense que le Kremlin lui-même, surtout après l'expérience finlandaise, considérera que le « plus sage », dans la période qui vient, serait de ne pas toucher à la Roumanie. Staline ne peut rien entreprendre dans les Balkans sans l'accord de Hitler et uniquement dans la mesure où cela sert Hitler — tout au moins aussi longtemps que la force de Hitler n'est pas amoindrie, ce qui n'est pas pour demain. A présent, Hitler a besoin de la paix dans les Balkans pour se fournir en matières premières et préserver son amitié ambiguë avec l'Italie.

Militairement comme politiquement, la Roumanie constitue une réédition de la Pologne, sinon pire. C'est la même oppression semi-féodale des paysans, la même persécution cynique des minorités nationales, le même mélange de légèreté, d'impertinence et de lâcheté au sein de la classe dirigeante personnifiée par le roi. Toutefois, si l'initiative de la nouvelle Entente oblige Staline et Hitler à troubler la paix instable des Balkans, l'Armée rouge entrera en Roumanie avec des mots d'ordre de révolution agraire et probablement avec un plus grand succès qu'en Finlande.

— *Que peut ou doit faire Staline dans les Balkans, en général, à la lumière des événements actuels ? En Perse ? En Afghanistan ?*

— Les forces armées soviétiques doivent être prêtes à défendre un vaste territoire avec des moyens de communication insuffisants. La situation mondiale impose de ne pas disperser l'armée dans des aventures différentes, mais de la maintenir en puissantes concentrations. Si toutefois la Grande-Bretagne et la

France — avec quelque coopération de l'Allemagne — estiment nécessaire d'entrer en guerre contre l'Union soviétique, la situation en sera radicalement transformée. Il n'est pas exclu, dans ce cas, que la cavalerie soviétique puisse tenter d'envahir l'Inde à travers l'Afghanistan : techniquement, l'opération n'est pas irréalisable. L'ancien sergent-major de l'armée du tsar, Boudienny, pourrait être destiné par l'histoire à chevaucher un blanc destrier dans le rôle de « libérateur » de l'Inde. Mais de toute façon, c'est une possibilité éloignée.

— *Etant donné l'immensité du territoire russe et ses nombreuses frontières, le nombre de ses ennemis actuels et potentiels, quel est son avenir immédiat ?*

— L'invasion de la Finlande suscite incontestablement une condamnation muette de la part de la majorité de la population de l'U.R.S.S. Toutefois, en même temps, la minorité comprend et la majorité sent que, derrière la question finlandaise, comme derrière la question des erreurs et des crimes du Kremlin, se pose la question de l'existence de l'U.R.S.S. Sa défaite dans la guerre mondiale signifierait, non seulement la destruction de la bureaucratie totalitaire, mais celle aussi de l'économie planifiée faisant du pays le butin colonial des Etats impérialistes. C'est aux peuples de l'U.R.S.S. de renverser eux-mêmes la bureaucratie détestée : ils ne peuvent abandonner cette tâche ni à Hitler ni à Chamberlain. L'alternative posée par la guerre actuelle est plutôt celle-ci : ou bien l'économie du monde entier sera reconstruite à une échelle planifiée, ou bien la première tentative d'une telle entreprise sera brisée dans une convulsion sanglante et l'impérialisme se verra accorder un nouveau délai, jusqu'à la troisième guerre mondiale qui peut, elle, devenir le tombeau de la civilisation.

— *On met généralement au crédit des Soviétiques de s'être vigoureusement défendus et d'avoir effectivement battu les Japonais à Changkufeng à l'été 1938¹⁴. Pensez-vous que cela ait constitué un test pour les armes soviétiques et, si oui, pensez-vous que cela ait mené Hitler à détourner son attention de l'Ukraine ?*

14. Le 12 juillet 1938, des troupes soviétiques venues de Vladivostok avaient occupé en Mandchourie les hauteurs de Changkufeng. Le gouvernement soviétique avait rejeté le 20 la protestation japonaise et de durs combats s'étaient déroulés jusqu'au 11 août où avait été conclu un armistice laissant chacun sur ses positions du moment et les soviétiques à Changkufeng.

— L'Armée rouge, comme je l'ai dit, est incomparablement plus puissante dans la défensive que l'offensive. De plus, les masses populaires, surtout en Extrême-Orient, comprennent très bien ce que signifierait pour elles la domination japonaise. Il serait toutefois incorrect de surestimer l'importance de la bataille livrée à Changkufeng, comme l'ont fait le Kremlin et les correspondants étrangers auprès de lui.

Au cours des dernières années, j'ai souvent évoqué le fait que l'armée japonaise est celle d'un régime en décomposition et qu'elle a de nombreux traits de ressemblance avec l'armée tsariste à la veille de la révolution. Les gouvernements conservateurs et les états-majors surestiment l'armée et la marine du Mikado¹⁵, comme ils surestimaient celles du tsar. Les Japonais ne peuvent remporter de succès que contre la Chine arriérée et moitié désarmée. Ils ne pourraient soutenir une guerre de longue haleine contre un adversaire sérieux. Le succès de l'Armée rouge à Changkufeng a donc une signification trop limitée pour pouvoir servir de test. Je ne pense pas que cet épisode ait pu influencer les plans stratégiques de Hitler. Son rapprochement soudain avec Moscou a été déterminé par des facteurs plus immédiats et plus puissants.

[— *En ce qui concerne le P.C.U.S., que pensez-vous de sa base ? Vous avez dit que la direction du parti ne suit pas la ligne marxiste-léniniste. Croyez-vous que la Russie ait déjà atteint le socialisme ? Est-il possible au peuple russe de changer aujourd'hui de direction sans utiliser la violence ? S'il se produisait un changement de direction, ouvrirait-il la Russie à une attaque des autres puissances ? Mettrait-il en danger les conquêtes du peuple ?*

— Il y a bien longtemps que nos divergences avec la direction du soi-disant parti communiste de l'U.R.S.S. ont cessé d'avoir un caractère théorique. Il ne s'agit pas du tout aujourd'hui de la ligne « marxiste-léniniste ». Nous accusons la clique dirigeante de s'être transformée en une nouvelle aristocratie qui opprime et vole les masses. La bureaucratie rétorque en nous accusant d'être des agents de Hitler — hier — ou de Chamberlain et Wall Street — aujourd'hui. Tout cela n'a que peu à voir avec les divergences théoriques entre marxistes.

15. Mikado (Empereur) était le titre de Hirohito (né en 1900).

Il est temps que les gens sérieux enlèvent les lunettes que les « amis de l'U.R.S.S. » ont plantées sur le nez de l'opinion publique avancée. Il est temps de comprendre que l'oligarchie soviétique actuelle n'a rien de commun avec le vieux parti bolchevique qui était le parti des opprimés. La dégénérescence du parti dirigeant, avec les sanglantes épurations, était la conséquence de l'arriération du pays et de l'isolement de la révolution. Il est vrai que la révolution sociale a apporté d'importants succès économiques. Néanmoins la productivité du travail en U.R.S.S. est cinq, huit et même dix fois inférieure à celle des Etats-Unis. L'immense bureaucratie dévore la part du lion d'un revenu national modeste. L'autre est dévorée par l'armée. Le peuple est, comme avant, obligé de se battre pour un morceau de pain. C'est la bureaucratie qui répartit les biens et elle conserve pour elle les meilleurs morceaux. La couche supérieure de la bureaucratie connaît à peu près le même genre de vie que la bourgeoisie aisée des Etats-Unis et autres pays capitalistes.

12 à 15 millions de privilégiés — voilà le « peuple » qui organise les parades, les manifestations et les ovations qui font une si grosse impression aux touristes libéraux et avancés. Mais, en dehors de ce « pays légal », comme on disait autrefois en France, il existe 160 millions de mécontents.

La preuve ? Si la bureaucratie jouissait de la confiance du peuple, elle essaierait au moins d'appliquer sa propre constitution, alors qu'en réalité, elle la foule aux pieds. On mesure l'antagonisme entre la bureaucratie et le peuple à la sévérité croissante de la domination totalitaire.

Personne ne peut dire avec certitude — pas même eux — ce que veulent les deux millions de communistes réduits au silence par le Kremlin, plus brutalement encore que le reste de la population. Mais il n'y a aucune raison de douter que l'écrasante majorité des communistes et de la population ne souhaite pas le retour du capitalisme, surtout maintenant que le capitalisme a jeté l'humanité dans une nouvelle guerre.

La bureaucratie ne peut être écrasée que par une nouvelle révolution politique qui gardera la nationalisation des moyens de production et la planification de l'économie et établira sur cette base une démocratie soviétique d'un type très supérieur. Cette profonde transformation augmenterait énormément l'autorité de l'Union soviétique dans les masses laborieuses du monde entier et rendrait pratiquement impossible une guerre des pays impérialistes contre elle.

— *Si vous aviez été le chef de l'Etat soviétique, quelle aurait été votre politique internationale à l'époque où Hitler est arrivé au pouvoir en Allemagne, ajoutant ainsi le fascisme allemand au fascisme italien pour former un bloc fasciste en Europe ?*

— Je pense que cette question recèle une contradiction. Je n'aurais jamais pu être le « chef » de l'Etat soviétique actuel : seul Staline convient à ce rôle. Ce n'est pas moi personnellement qui ait perdu le pouvoir et ce ne fut pas par hasard, mais parce que la période révolutionnaire a fait place à une époque réactionnaire.

Après de longs efforts et d'innombrables victimes, les masses, fatiguées et déçues, ont reflué. L'avant-garde a été isolée. Une nouvelle caste privilégiée a concentré le pouvoir entre ses mains et Staline, qui ne jouait auparavant qu'un rôle secondaire, est devenu son chef. La réaction en U.R.S.S. a progressé parallèlement à la réaction dans le monde. En 1923, la bourgeoisie allemande a étranglé la révolution prolétarienne en marche. La même année, a commencé en Union soviétique la campagne contre les prétendus « trotskystes ». En 1928, la révolution chinoise a été étranglée. A la fin de 1928, l'« opposition trotskyste » a été exclue du parti¹⁶. En 1933, Hitler prend le pouvoir et en 1934 il mène à bien son épuration¹⁷. En 1935 commencent en U.R.S.S. les terribles purges, les procès contre l'Opposition, la liquidation des bolcheviks de la Vieille Garde et du corps révolutionnaire des officiers. Telles sont les principales bornes kilométriques qui démontrent le lien indissoluble entre le renforcement de la bureaucratie en U.R.S.S. et les progrès de la réaction mondiale.

La pression de l'impérialisme mondial sur la bureaucratie soviétique, la pression de la bureaucratie sur le peuple, la pression des masses arriérées sur l'avant-garde, voilà les causes de la défaite de la fraction révolutionnaire que je représentais.

16. Double erreur de plume : c'est en 1927 que la révolution chinoise a été noyée dans le sang par Tchiang Kai-chek, notamment à Shanghai, puis Canton. Et c'est également à la fin de 1927 que l'Opposition de gauche a été frappée par l'exclusion massive de milliers de militants dont la quasi-totalité ont été déportés au début de 1928.

17. C'est pendant la nuit du 30 juin 1934, appelée depuis « la nuit des longs couteaux », que Hitler fit assassiner, dans tout le pays, non seulement des centaines de cadres des S.A., l'aile « plébéienne » du nazisme, mais aussi un certain nombre d'hommes politiques ou officiers gênants comme le général von Schleicher.

C'est pourquoi je ne puis répondre à la question sur ce que j'aurais fait si j'avais été à la place de Staline. Je ne peux plus être à sa place. Je ne peux être qu'à la mienne. Mon programme est celui de la IV^e Internationale qui ne peut arriver au pouvoir que dans les conditions d'une nouvelle époque révolutionnaire. Je rappelle à ce propos qu'au début de la dernière guerre, la III^e Internationale était incomparablement plus faible que ne l'est aujourd'hui la IV^e.]

— *Quelle sera, selon vous, l'issue du conflit européen sur les plans politique, économique, social et territorial ?*

— Pour formuler une opinion sur l'issue possible de la guerre, il faut d'abord répondre à cette question : sera-t-il possible de pacifier rapidement la furie qui déferle aujourd'hui sur l'Europe, par un compromis ou bien la guerre va-t-elle jusqu'au bout répandre destructions et dévastations ? Je ne crois pas une minute que les tentatives pacifistes des neutres (y compris la mystérieuse mission de M. Sumner Welles¹⁸) aient la moindre chance de succès dans un avenir plus ou moins proche. Les contradictions entre les deux camps sont irréductibles. Quelle que soit l'importance des conquêtes de Hitler en Europe, elles ne feront au contraire que les aggraver. Les industries autrichienne, tchécoslovaque et polonaise ont été annexées à l'industrie allemande : toutes ont souffert de l'étroitesse des frontières nationales et du manque de matières premières. De plus, pour conserver les nouveaux territoires, il faut maintenir une pression militaire constante. Hitler ne peut capitaliser ses succès européens qu'à l'échelle mondiale. Pour cela, il doit écraser la France et l'Angleterre. Hitler ne peut pas s'arrêter.

18. Sumner Welles (1892-1961), diplomate et sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Roosevelt, était à l'époque en Europe au cours d'une tournée qui le menait à Rome, Berlin, Paris et Londres. Ceci dit, elle n'a plus aujourd'hui le caractère « mystérieux » qu'elle avait pour Trotsky et ses contemporains. Dans *Franklin Roosevelt and American Foreign Policy 1932-1945*, Robert Dallek rappelle que la version officielle donnée à l'époque par le gouvernement américain était que Sumner Welles visitait l'Europe afin d'informer le président et le secrétaire d'Etat des conditions générales. Selon les documents américains connus, Welles devait sonder les gouvernements des quatre pays visités sur les possibilités d'une « paix juste et permanente » excluant expressément toute « trêve temporaire ». Accessoirement, il devait sonder l'Italie et lui conseiller de ne pas entrer en guerre. Welles n'était autorisé à faire aucune proposition sauf sur la vieille base du désarmement et de « l'ouverture au commerce » et en rappelant l'adresse de Roosevelt du 14 avril 1939 avertissant de l'intérêt des E.U. pour les affaires mondiales.

Par conséquent les Alliés ne peuvent pas non plus, s'ils ne veulent pas être acculés au suicide. Les lamentations humanitaires et les appels à la raison n'y changeront rien. La guerre s'étendra jusqu'à l'épuisement de toutes les ressources de la civilisation, ou bien jusqu'à ce qu'elle se casse la tête contre la révolution.

— *Que seront après la guerre le monde et l'Europe ?*

— Les programmes de paix des deux camps ne sont pas seulement réactionnaires : ils sont extravagants, c'est-à-dire irréalisables. Le gouvernement britannique rêve d'établir une monarchie modérée et conservatrice en Allemagne, de restaurer les Habsbourg en Autriche-Hongrie et d'un accord général en Europe sur les matières premières et les marchés. Londres ferait mieux de trouver d'abord le secret d'un règlement pacifique avec l'Irlande sur l'Ulster ou avec l'Inde. En attendant, nous voyons des actions terroristes, des exécutions, une résistance passive et active, une pacification sanglante. Peut-on s'attendre à ce qu'une Angleterre victorieuse renonce à ses droits coloniaux en faveur de l'Allemagne ? Au fond, l'Angleterre propose en cas de victoire une réédition de la S.D.N. avec tous ses antagonismes anciens mais aussi ses vieilles illusions.

La France, c'est encore pire. Son poids spécifique économique est à l'évidence en contradiction avec sa position dans le monde et l'étendue de son empire colonial. La France cherche une issue à cette contradiction dans un démembrement de l'Allemagne. Comme s'il était possible de ramener l'horloge de l'histoire à l'époque précédant 1870 ! L'unification de la nation allemande a été un résultat inséparable de son développement capitaliste. Pour démembrer l'Allemagne actuelle, il faudrait broyer la colonne vertébrale de la technique allemande, détruire les usines allemandes et exterminer une partie de la population. C'est plus facile à dire qu'à faire.

Le programme de liberté et d'indépendance pour les petites nations proclamé par les Alliés semble très attirant, mais il est entièrement vide. Sous la domination illimitée des intérêts impérialistes à l'échelle mondiale, l'indépendance des Etats petits et faibles a aussi peu de réalité que l'indépendance des petites entreprises industrielles et commerciales sous la domination des trusts et des corporations (voir à ce sujet les statistiques des E.U.). Au moment où la France veut le démembrement de l'Allemagne, celle-ci veut au contraire unifier l'Europe sous sa

botte naturellement. En même temps, les colonies des États européens devraient être soumises à la domination allemande. Tel est le programme de l'impérialisme le plus dynamique et le plus agressif. La tâche de l'unification de l'Europe est en soi progressiste. Mais tout le problème est de savoir qui la réalise, comment et pourquoi. On ne peut croire une seconde que les nations européennes accepteraient d'être enfermées dans les casernes du national-socialisme. La *Pax germanica* signifierait inéluctablement une nouvelle série de convulsions sanglantes.

Tels sont les deux programmes de « paix » ; d'un côté, la balkanisation de l'Allemagne et donc de l'Europe, de l'autre, la transformation de l'Europe, puis du monde entier en caserne totalitaire. La guerre actuelle se fait pour réaliser l'un ou l'autre de ces deux programmes.

— *Quelle est à votre avis l'issue ? Quand, comment et par qui une paix réelle peut-elle être instaurée ?*

— Je rappelle tout d'abord que, dans la dernière guerre, qui était fondamentalement la même que l'actuelle, aucun des gouvernements n'a matérialisé son plan de paix et qu'en outre aucun n'a survécu longtemps à la conclusion du traité de paix. Trois dynasties solides ont été précipitées dans l'abîme : les Romanov, les Habsbourg et les Hohenzollern¹⁹, avec une théorie de dynasties plus petites. Clemenceau et Lloyd George²⁰ ont été balayés du pouvoir. Wilson²¹ a fini ses jours victime de ses espoirs et illusions brisés. Avant de mourir, Clemenceau a prédit une nouvelle guerre. Lloyd George a été condamné à voir de ses yeux la nouvelle catastrophe.

Aucun des gouvernements actuels ne survivra à cette guerre. Les programmes proclamés aujourd'hui seront bientôt

19. Les Romanov avaient régné sur la Russie, les Habsbourg sur l'Autriche-Hongrie, les Hohenzollern sur l'Allemagne.

20. Georges Clemenceau (1841-1929), vétéran des luttes des radicaux, président du conseil de 1906 à 1909, où il réprima plusieurs grèves importantes, devint pendant la guerre « Le Tigre », incarnation du « jusqu'au boutisme ». Revenu au pouvoir en 1917, il organisa la répression et l'intensification de la guerre, gagnant le surnom de « Père la Victoire ». Écarté par ses pairs, il quitta la vie politique, en 1920. David Lloyd George (1863-1945), un des plus brillants dirigeants de la vague de libéraux britanniques du début du XX^e siècle, fut Premier Ministre de Sa Majesté de 1916 à 1922 puis rejeté dans un rôle très subalterne dans la vie politique. Il était encore en vie en 1940.

21. Thomas Woodrow Wilson (1856-1924), professeur de droit, démocrate, fut président des États-Unis de 1913 à 1921. Il fut désavoué au fond par les électeurs et ses successeurs lui tournèrent le dos.

oubliés et leurs auteurs aussi. Le seul programme que les classes dirigeantes maintiendront sera de sauver leur peau. Le système capitaliste est engagé dans une impasse. Sans une reconstruction totale du système économique à l'échelle européenne et mondiale, notre civilisation est condamnée. La lutte entre les forces aveugles et les intérêts débridés doit faire place à la loi de la raison, de la planification, de l'organisation consciente.

L'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient toutefois non aux gouvernements actuels mais aux masses populaires, conduites par le prolétariat. L'Europe doit devenir les Etats-Unis socialistes si elle ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation. Une Europe socialiste proclamera l'indépendance totale des colonies, établira avec elles des relations économiques amicales et pas à pas, sans la moindre violence, par l'exemple de la collaboration, les fera entrer dans une fédération socialiste mondiale. L'Union soviétique, libérée de sa caste dirigeante, rejoindra la fédération européenne qui l'aidera à atteindre un niveau supérieur de développement. L'économie de l'Europe unifiée fonctionnera comme un tout. La question des frontières provoquera aussi peu de difficultés qu'aujourd'hui la question des divisions administratives internes d'un pays. Les frontières à l'intérieur de la nouvelle Europe seront librement déterminées en fonction de la langue et de la culture nationales, par les populations concernées.

Cela semblera-t-il utopique aux politiciens « réalistes » ? Pour les cannibales, renoncer à consommer de la chair humaine était, de leur temps, utopique.

— [*La dictature du prolétariat signifie-t-elle nécessairement le renoncement aux droits civils tels qu'ils sont exprimés dans la Déclaration des Droits aux Etats-Unis et qui incluent naturellement la liberté de parole, de presse, de réunion et de religion ? Croyez-vous qu'il existe un juste milieu entre le capitalisme tel qu'on le connaît actuellement aux Etats-Unis et le communisme tel que vous l'y verriez ? Vous avez dit que le Kremlin a peur de la guerre parce qu'il est vraisemblable que la guerre sera suivie d'une autre révolution des masses. Pouvez-vous développer ?*

— Permettez-moi de répondre à ces deux questions en même temps. Les Etats-Unis s'engageront-ils dans la voie de la révolution ? Quand et comment ? Pour aborder correctement ce thème, je vais commencer par une question préalable] : les Etats-Unis interviendront-ils dans la guerre ?

Dans son dernier discours prophétique où il combinait la langue de Wall Street et celle de l'Apocalypse, M. Hoover²² précisait que, sur les champs de bataille de l'Europe ensanglantée, il ne resterait finalement que deux cavaliers : la faim et la peste. L'ancien président des États-Unis leur recommandait de se tenir à l'écart de la folie européenne afin de pouvoir, au dernier moment, faire pencher la balance grâce à leur énorme puissance économique. La recommandation n'est pas originale. Toutes les grandes puissances pas encore engagées dans la guerre rêvent d'utiliser leurs ressources intactes au moment du règlement de comptes. Telle est la politique de l'Italie. Telle est la politique de l'Union soviétique en dépit de sa guerre contre la Finlande. Telle est la politique du Japon en dépit de sa guerre non déclarée contre la Chine. Telle est, en fait, la politique présente des États-Unis. Mais sera-t-il possible de poursuivre longtemps encore cette politique ?

Si la guerre est menée jusqu'au bout, si l'armée allemande remporte des victoires — et elle remportera sûrement de grandes victoires —, si le spectre de la domination allemande sur l'Europe devient un danger réel, le gouvernement des États-Unis devra prendre une décision et demeurer à l'écart, permettant ainsi à Hitler d'assimiler de nouvelles conquêtes, de multiplier la technique allemande en transformant les matières premières en provenance des colonies et de préparer la domination allemande sur toute la planète, ou bien intervenir dans le déroulement de la guerre pour contribuer à couper les ailes de l'impérialisme allemand. Je suis bien le dernier à pouvoir donner des conseils aux gouvernements en place ; j'essaie simplement d'analyser la situation objective et d'esquisser des conclusions à partir de cette analyse. Je pense que, placé devant l'alternative dont je viens de parler, même l'ancien chef de l'American Relief Administration²³ abandonnera son propre programme de neutralité : on ne peut posséder impunément l'industrie la plus puissante, deux tiers et plus des réserves d'or du monde et dix millions de chômeurs.

22. Herbert Clark *Hoover* (1874-1964), Président des États-Unis de 1929 à 1933, avait dirigé diverses missions pour la lutte contre la famine en Europe, puis en U.R.S.S. notamment et posé les jalons de son « Institution » à l'Université de Stanford.

23. L'American Relief Administration, chargée au lendemain de la première guerre mondiale d'« aider » les populations européennes en leur fournissant ravitaillement, médicaments, etc. avait été utilisée comme un instrument politique contre la révolution sous la direction de Hoover.

Quand les Etats-Unis interviendront dans la guerre — car je crois qu'ils interviendront, peut-être même cette année —, ils devront en supporter toutes les conséquences. La plus grave sera le caractère explosif du développement politique ultérieur.

[— *Qu'entendez-vous par là ?*

— Le 10 février, le président Roosevelt a mis en garde le congrès de la jeunesse américaine²⁴ contre tout extrémisme, lui conseillant d'améliorer les institutions existantes, peu à peu, année après année. Une telle façon de procéder serait sans aucun doute la meilleure, la plus avantageuse, la plus économique... si elle était réalisable. Malheureusement les « institutions existantes », dans le monde entier, ne sont pas perfectionnées, mais au contraire se décomposent et font place au fascisme. Et ce n'est pas par hasard, ni du fait de la légèreté de la jeunesse. Les monopoles capitalistes, après avoir corrodé les classes moyennes, sont en train de dévorer la démocratie. Les monopoles eux-mêmes résultaient de la propriété privée des moyens de production. La propriété privée, après avoir été source de progrès unique, est entrée en contradiction avec la technique moderne et elle constitue maintenant l'une des causes des crises, des guerres, des persécutions nationales et des dictatures réactionnaires. La liquidation de la propriété privée des moyens de production est la tâche historique centrale de notre époque et elle garantira la naissance d'une société nouvelle et plus harmonieuse. L'acte de la naissance, comme l'observation quotidienne nous l'enseigne, n'est pas un procès « graduel », mais une révolution biologique.

Vous me demandez si une organisation intermédiaire entre le capitalisme et le communisme est possible. Les fascistes allemand et italien ont été des tentatives en ce sens. Mais en réalité, le fascisme n'a fait que porter les caractéristiques les plus répugnantes du capitalisme à leur expression la plus bestiale. Autre tentative d'un système intermédiaire, le New Deal²⁵. Cette expérience a-t-elle réussi ? Je pense que non. D'abord le nombre des chômeurs a sept zéros. Les soixante familles sont

24. Le « congrès de la Jeunesse » était une création de la politique « frontiste » du P.C., qui faisait un travail d'« ami de l'U.R.S.S. ». Roosevelt s'y était fait copieusement huer en attaquant l'Union soviétique et l'invasion de la Finlande.

25. Sur le New Deal, cf. n. 20, p. 106.

plus puissantes que jamais. Le plus important est peut-être qu'il n'y a pas le moindre espoir qu'un changement *organique* positif soit possible dans cette voie. Le marché, les banques, la bourse, les trusts, décident et le gouvernement ne fait que s'adapter par des palliatifs *a posteriori*. L'histoire nous enseigne que la révolution se prépare sur cette voie.

Ce serait une grosse erreur que de croire que la révolution socialiste s'accomplira en Europe et en Amérique d'après le schéma de la Russie arriérée. Bien entendu les tendances fondamentales seront identiques. Mais les formes, les méthodes, la « température » de la lutte, tout cela revêt dans chaque cas un caractère national. Il est possible, en anticipant, d'établir la loi suivante : plus il y aura de pays où le système capitaliste sera détruit, plus faible sera la résistance offerte par les classes dirigeantes dans les autres pays, moins la révolution socialiste sera violente, moins les formes de dictature du prolétariat seront violentes, plus brève elle sera, plus vite la société renaîtra sur la base d'une démocratie nouvelle, plus pleine, plus parfaite, plus humaine. En tout cas, aucune révolution ne peut empiéter sur la Déclaration des Droits autant que la guerre impérialiste et le fascisme qui l'engendrent.

Le socialisme n'aurait aucune valeur s'il n'apportait avec lui non seulement l'inviolabilité juridique, mais encore la pleine garde de tous les intérêts de la personnalité humaine. L'humanité ne tolérerait pas une abomination totalitaire sur le modèle du Kremlin. Le régime politique de l'U.R.S.S. n'est pas une société nouvelle, mais la pire caricature de l'ancienne. Avec la puissance des techniques et méthodes d'organisation des Etats-Unis, avec le niveau élevé que l'économie planifiée pourrait y assurer à tous les citoyens, le régime socialiste, dans votre pays, signifierait dès le premier jour l'essor de l'indépendance, de l'initiative et de la puissance créatrice de la personnalité humaine.

— *Vous avez affirmé qu'une classe privilégiée gouverne aujourd'hui en Russie. Quelle est-elle, quels sont ses privilèges? Compareriez-vous ses membres à des personnes aux Etats-Unis?*

— Le régime de la démocratie bourgeoise est apparu à travers une série de révolutions : il suffit de rappeler l'histoire de la France. Quelques-unes ont un caractère social, c'est-à-dire qu'elles ont liquidé la propriété féodale en faveur de la propriété bourgeoise ; d'autres ont été purement politiques, c'est-à-dire

que, tout en maintenant les formes bourgeoises de la propriété, elles ont changé le système de gouvernement. La révolution prolétarienne, au moins dans un pays arriéré et isolé, est également plus complexe qu'on ne pouvait l'imaginer *a priori*. La révolution d'Octobre a eu un caractère social et politique : elle a changé la base économique de la société et construit un nouveau système d'Etat. En général et dans l'ensemble, la nouvelle base économique a été préservée en U.R.S.S. bien que sous une forme dégradée. Le système politique au contraire a complètement dégénéré. Les débats de la démocratie soviétique ont été étouffés par la bureaucratie totalitaire. Dans ces conditions, une révolution politique sous le drapeau d'une nouvelle démocratie sur la base d'une économie planifiée est une nécessité historique inévitable.]

— *Que pensez-vous de l'avenir de Litvinov²⁶ en U.R.S.S. maintenant que le Kremlin est passé d'une politique de sécurité collective à une politique de coopération avec l'Allemagne ?*

— Je ne me suis jamais inquiété de l'avenir de M. Litvinov. Ce n'était pas une figure politique indépendante, mais un fonctionnaire du corps diplomatique, intelligent et capable. Etait-il informé que, sous le couvert de discours sur « le front uni des démocraties », on poursuivait des négociations avec Hitler ? Je n'en suis pas du tout certain, mais c'est bien possible. De toute façon, ce ne serait pas en contradiction avec la physionomie politique de Litvinov. Qu'une nouvelle fonction lui soit attribuée, ou bien qu'il soit liquidé physiquement comme bouc émissaire de certains des échecs de Staline, c'est une question importante pour Litvinov lui-même, mais qui n'a pas d'intérêt politique.

— *Estimez-vous probable une alliance des pays capitalistes contre l'U.R.S.S. ?*

— Récemment l'ex-Kaiser Guillaume II²⁷ a proposé son programme : « Les belligérants mettraient fin aux opérations et

26. Maksim M. Wallach, dit *Litvinov* (1876-1951), commissaire du peuple aux affaires étrangères depuis 1930 et identifié par les opinions à la politique de sécurité collective, avait été remplacé en mars 1939 par Molotov.

27. *Guillaume II* (1859-1941), un Hohenzollern, roi de Prusse et empereur d'Allemagne en 1888, avait abdicqué en 1918 et s'était réfugié en Hollande où il habitait près d'Utrecht. Il essayait de se composer le personnage d'un « unificateur » dans la lutte contre « le bolchevisme ».

uniraient leurs forces pour aider la Finlande. Ils formeraient un front uni pour nettoyer du bolchevisme le monde et la civilisation. » « Personne, bien sûr, n'est obligé de prendre l'ex-Kaiser au sérieux. Mais il exprime ici avec une louable franchise ce que d'autres pensent et préparent. Mussolini ne dissimule pas ses intentions à ce sujet. Londres et Paris s'efforcent de gagner son amitié aux dépens de l'U.R.S.S. Washington envoie son plénipotentiaire à Rome. Le président des Etats-Unis, selon ses propres paroles, ne souhaite pas rester neutre dans la guerre finno-soviétique : il défend la Finlande et la religion²⁸. Sumner Welles a pour tâche de consulter l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne, mais pas l'Union soviétique ; cela signifie une consultation... mais contre l'Union soviétique. Ce ne sont donc pas les forces qui manquent pour la préparation d'une croisade contre l'U.R.S.S. La « défense de la Finlande » est le centre mathématique autour duquel se groupent les forces respectives.

La difficulté réside en ce que seul Hitler peut entreprendre une guerre sérieuse contre l'U.R.S.S. Le Japon pourrait y jouer un rôle d'appoint ; toutefois les forces armées allemandes sont maintenant tournées vers l'Ouest. Le programme de l'ex-Kaiser ne sera pas appliqué dans l'immédiat. Mais si la guerre se prolonge — et la guerre se prolongera —, si les Etats-Unis interviennent — et les Etats-Unis interviendront —, si Hitler rencontre sur sa voie des difficultés insurmontables — et il les rencontrera inévitablement —, alors le programme de l'ex-Kaiser sera certainement mis à l'ordre du jour.

D'après ce que je viens de dire, vous pouvez voir clairement où je me situe par rapport à ce groupement de forces : du côté de l'U.R.S.S., entièrement et inconditionnellement ; avant tout contre l'impérialisme quelle que soit son étiquette, ensuite contre l'oligarchie du Kremlin qui facilite par sa politique extérieure la préparation d'une offensive contre l'U.R.S.S. et qui, par sa politique intérieure, affaiblit l'Armée rouge.

28. Roosevelt manifestait effectivement son désir d'aider la Finlande, mais il en fut pratiquement empêché par les parlementaires isolationnistes.

[LA MAJORITÉ DOIT SE PRONONCER POUR L'UNITÉ]¹

(19 février 1940)

Cher Camarade Goldman,

Un congrès de la minorité n'est qu'une réunion fractionnelle à l'échelle nationale. C'est pourquoi il ne signifie pas en lui-même un changement de principe dans la situation. Il n'est qu'un pas de plus sur la même route, un mauvais pas sur la route de la scission, mais pas forcément la scission elle-même². Il est possible et même certain qu'il existe à l'intérieur de l'opposition deux ou trois tendances par rapport à la question de la scission, et le but du congrès est de les unifier. Sur quelle base ? Il est probable que, dans leur désespoir, certains dirigeants ne voient pas d'autre issue que la scission.

Dans ces conditions, une intervention vigoureuse de la majorité en faveur de l'unité pourrait éventuellement rendre plus difficile encore la tâche des scissionnistes conscients. Votre fraction ou, peut-être mieux encore, la majorité officielle du comité national ou le comité politique, ne pourraient-ils pas adresser au congrès de Cleveland un message portant sur une seule question, celle de l'unité du parti ? Je ne mentionnerais pas dans cette lettre la question de la nature de l'U.R.S.S. ou de la

1. Lettre à A. Goldman (8320), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La conférence de la minorité était convoquée à Cleveland les 24 et 25 février. Bien que les deux textes ne puissent nullement se répondre l'un à l'autre, il est intéressant de comparer ce que Trotsky écrivait ci-dessus à propos de la conférence de la minorité et ce que Cannon devait écrire sur la même question, le lendemain,... à Trotsky : « Ce n'est pas une réunion de quelques dirigeants nationaux, mais une conférence véritable, avec des délégués de tous les districts et elle est manifestement désignée pour organiser et préparer la scission ». Il met d'ailleurs en premier lieu, dans l'énumération des arguments qui démontrent qu'il est utopique d'espérer esquisser la scission, « le fait même de la tenue de cette conférence à cette échelle ».

guerre mixte, car, autrement, on pourrait comprendre par là que l'abandon par eux de leurs positions sur ces questions serait un préalable à leur maintien dans le parti. Pas du tout. Vous les acceptez comme ils sont, s'ils sont réellement dévoués au parti et à la IV^e Internationale et s'ils sont prêts à accepter la discipline dans l'action³.

3. Finalement il n'y eut pas de message de la direction à la minorité avant la conférence, mais un télégramme adressé le premier jour à cette conférence :

« NOUS ADRESSONS VOTRE CONFÉRENCE SUR UN POINT SEULEMENT UNITÉ DU PARTI STOP POUR NOTRE PART RÉPÉTONS NOTRE DÉCLARATION ANTÉRIEURE QUE SI NOUS SOMMES MAJORITÉ CONGRÈS NOUS OPPOSERONS EXCLUSIONS STOP SI SOMMES EN MINORITÉ NOUS MAINTIENDRONS UNITÉ ET DISCIPLINE STOP NOUS DEMANDONS VOTRE CONFÉRENCE DE FAIRE DÉCLARATION SEMBLABLE STOP SUR CETTE BASE SI NOUS SOMMES DANS MAJORITÉ NOUS VOULONS PRENDRE TOUTE MESURE RAISONNABLE ET CONCESSION ORGANISATION COMPATIBLE AVEC PRINCIPES ET MÉTHODES D'ORGANISATION BOLCHEVIQUE POUR GARANTIR LES DROITS DE PARTI DE LA MINORITÉ APRÈS LE CONGRÈS ».

[INTÉRÊT POUR LE MATÉRIALISME DIALECTIQUE]¹

(19 février 1940)

Cher Camarade Weber²,

Une semaine très chaude à cause du travail et d'autres circonstances m'a empêché de répondre plus tôt à votre lettre du 7 février.

Votre communication sur le sort d'une série de vos articles est tout à fait nouvelle pour moi. Je n'ai jamais rien su de cette friction sur le terrain littéraire. De plus, je suis partisan d'un travail littéraire plus sérieux et pas seulement conjoncturel. Je me souviens d'avoir reçu à Prinkipo un travail programmatique que vous aviez élaboré sur l'économie marxiste (n'est-ce pas cela?) qui m'avait fait une impression excellente. Ne devriez-vous pas vous spécialiser, au moins pour un temps, dans ce domaine de la propagande théorique?

L'intérêt pour le matérialisme dialectique est en train de s'éveiller dans le parti. La partie de la dialectique matérialiste qui a pour nous le plus d'importance est le matérialisme historique. Ce serait excellent si vous concentriez votre attention sur ce domaine pendant la prochaine période. La première chose serait d'établir de quelle littérature authentiquement marxiste on dispose en langue anglaise sur le matérialisme historique. Les travaux de Plékhanov sur cette question ont-ils

1. Lettre à J. Weber (10804) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jack *Weber* était le pseudonyme de Louis Jacobs (né en 1896) un ancien des J.C. et du P.C. venu à la C.L.A. au début des années trente. Il était en correspondance avec Trotsky qui l'avait convaincu en 1936 d'initiatives qui avaient probablement contribué à écarter la menace de scission lors de l'entrée dans le S.P. Trotsky avait beaucoup d'estime pour lui et déplorait qu'il fût un peu « marginalisé » à la direction du S.W.P.

été traduits en anglais ? Les essais d'Antonio Labriola³ ? Je n'ai moi-même pas lu le gros livre de Kautsky⁴ sur cette question mais je suis sûr qu'il y a là-dessus beaucoup de choses intéressantes dedans. Si ni Plékhanov ni Labriola n'ont été traduits, vous devriez selon moi, avec l'aide de Sara⁵, choisir et traduire vous-même quelques-unes de leurs meilleures pages avec les commentaires nécessaires. Si ma collaboration est nécessaire, je la donnerai avec plaisir. Vous pouvez m'envoyer le manuscrit et nous échangerons nos idées sur les questions posées. Une division du travail et une certaine spécialisation sont absolument inévitables avec la croissance des tâches du parti. Vous pouvez devenir un « spetz » sur le matérialisme historique et un conseiller et instructeur du parti, surtout des jeunes, en ce domaine. Une telle spécialisation ne pourrait ni ne devrait vous empêcher de prendre une part active à toutes les activités du parti.

Smith⁶ nous a rendu visite ici et nous a parlé de toutes les questions, et aussi de vos difficultés à participer au travail quotidien du comité national. J'espère que vous trouverez avec lui une bonne compréhension.

3. Antonio *Labriola* (1843-1904), professeur à l'Université de Rome depuis 1874, avait notamment écrit son fameux ouvrage *Del Materialismo Storico* (1895-1896), mais avait surtout exercé son influence dans ses cours. Il était tenu pour un « classique » dans le domaine de la théorie marxiste dès avant la Première Guerre mondiale.

4. Kautsky, né en Autriche, avait été considéré comme le principal théoricien, le « pape » de la social-démocratie allemande ; il avait ensuite été, en tant que « centriste » la cible des attaques de la gauche socialiste, puis des communistes. Il avait dirigé la revue théorique *Die neue Zeit*.

5. Sara Jacobs, dite *Sara Weber* (1900-1976) avait été secrétaire de Trotsky en 1932 et au début de 1933, puis à nouveau quelques mois en 1938. Elle continuait à lui rendre service et correspondait avec lui de façon suivie, surtout après qu'elle ait pris en charge au début de la guerre en Europe la publication à New York du *Biulleten Oppositsii*.

6. Farrell Dobbs.

[PROPOSITIONS POUR LE C.E.I.]¹

(20 février 1940)

Chers Camarades,

La prochaine conférence de la minorité à Cleveland, les 24 et 25 de ce mois, peut devenir décisive pour la question de l'unité de notre section nord-américaine. Nous, soussignés, croyons que le comité exécutif a le devoir d'intervenir immédiatement dans la lutte interne avec l'objectif de sauver l'unité de parti. Cet objectif doit être tout à fait clair pour tous les membres du comité exécutif indépendamment de leurs sympathies individuelles ou de leur solidarité avec la majorité ou la minorité².

Nous proposons une réunion *immédiate* du comité exécutif et nous lui soumettons les propositions suivantes :

1. Le comité exécutif délègue deux de ses membres à la réunion de la minorité à Cleveland avec le mandat d'agir ensemble pour l'unité du parti.

2. La minorité, comme la majorité, doivent s'engager à sauver l'unité du parti, indépendamment du rapport de forces au prochain congrès.

3. Le comité exécutif propose aux deux parties ses services afin d'élaborer des mesures organisationnelles susceptibles de dissiper les appréhensions de la minorité d'être traités en membres du parti de seconde classe, etc. (voir la lettre du camarade Abern).

Aucune minorité ne peut prétendre avoir dans le parti les

1. Lettre au C.E.I. (8064), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rappelons que la majorité des membres du C.E.I. qui n'y représentaient pas le S.W.P. étaient du côté de la minorité du S.W.P. et qu'ils avaient été élus à la conférence de 1938.

mêmes droits que la majorité, mais, compte tenu de la situation exceptionnelle créée par le dur combat et les divergences profondes, la minorité future peut réclamer certaines garanties raisonnables pour son existence idéologique et nous croyons que la future majorité devrait lui donner ces garanties raisonnables afin d'empêcher une scission prématurée et pas inévitable.

Les délégués du comité exécutif devraient agir dans cet esprit³. Non seulement à la conférence de Cleveland de la minorité, mais, bien sûr, également dans la réunion décisive du « caucus » de la majorité ou à la conférence de la majorité si elle en convoque une.

Il faut agir d'urgence et avec pleine énergie⁴.

3. Selon une lettre de Cannon, cette lettre avait été immédiatement retransmise aux trois membres du C.E.I. qui étaient présents au congrès de la minorité à Cleveland, Shachtman, Mário Pedrosa et C. L. R. James.

4. Cette lettre était, ainsi que la précédente, signée de Trotsky et Otto Schüssler, auxquels s'était ajouté G. Munis.

[REVENEZ AU PARTI!]¹

(21 février 1940)

Chers Camarades,

Les dirigeants de la minorité n'ont encore répondu à aucun de nos arguments théoriques ou politiques. L'inconsistance de leurs propres arguments a été démasquée dans les textes de la majorité. Maintenant, les dirigeants de l'opposition semblent être passés à la guérilla : c'est le sort de beaucoup d'autres armées vaincues. Le camarade A. Goldman a correctement défini la nouvelle méthode de l'opposition dans sa lettre-circulaire du 12 février. Un des plus curieux exemples de cette nouvelle façon de guerroyer est donnée par l'attaque, plus vaillante qu'efficace, du camarade Macdonald à propos de mon article dans *Liberty*². Il n'a, voyez-vous, pas trouvé dans cet article une analyse du caractère contradictoire de l'Etat soviétique ni du rôle « progressiste » de l'Armée rouge. Avec la même logique dont il fait preuve en éditant *Partisan Review* ou en analysant le soulèvement de Cronstadt, il découvre que je suis « en réalité » un minoritaire, un shachtmanien ou un macdonaldiste, du moins quand je parle pour la presse bourgeoise, et que mes déclarations en sens contraire, capitulaires devant le stalinisme, ne sont faites que dans des bulletins intérieurs dans le but de venir en aide à Cannon. Si l'on voulait exprimer de façon plus nette la découverte de Macdonald, elle signifierait : « Quand Trotsky veut s'adapter à l'opinion publique bourgeoise, se rendre agréable aux lecteurs de *Liberty*, il écrit comme Shachtman et presque comme Macdonald, mais, quand il s'adresse au parti, il devient terriblement anti-minoritaire. » *Partisan Review* s'intéresse beaucoup à la psychanalyse, et je me

1. Lettre au N.C. du S.W.P. (4527), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de l'article « Hitler et Staline étoiles jumelles » (cf. *Œuvres*, 22, pp. 174-193), paru dans *Liberty* le 27 janvier 1940.

permets de dire que l'éditeur de cette revue, s'il se psychanalyse un peu lui-même, reconnaîtra qu'il a découvert son propre subconscient.

Personne ne demande à la minorité d'analyser, dans chacun de ses articles ou chacune de ses interventions, la nature contradictoire de l'Etat soviétique ni le rôle contradictoire de l'Armée rouge. Ce que nous leur demandons, c'est de comprendre cette nature et ce rôle et d'appliquer convenablement cette compréhension à chaque occasion. Mon article était consacré à la politique de Staline, pas à la nature de l'Etat soviétique. Dans la presse bourgeoise mexicaine a été publiée une déclaration anonyme affirmant, « de sources proches de Trotsky », que j'approuvais la politique internationale de Staline et que je cherchais à me réconcilier avec lui. J'ignore si de semblables affirmations ont paru également dans la presse des Etats-Unis. Il est clair que la presse mexicaine s'est contentée de reproduire à sa manière l'accusation terriblement sérieuse de Macdonald et compagnie concernant ma capitulation devant le stalinisme. Afin de prévenir une telle utilisation abusive de notre discussion interne par la presse bourgeoise mondiale, j'ai consacré mon article dans *Liberty* à démasquer le rôle de Staline dans la politique internationale, et pas du tout à l'analyse sociologique de la nature de l'Etat soviétique. J'ai écrit ce qui me paraissait le plus urgent à ce moment. La politique ne consiste pas à dire à chaque instant tout ce qu'on sait, mais à dire à un moment donné seulement ce qu'il est nécessaire de dire. Il est possible que, de cette façon, j'ai coïncidé avec certaines affirmations de l'opposition, mais il est certain que les affirmations correspondantes de l'opposition n'étaient que la répétition d'idées que nous avons exprimé mille fois avant que Macdonald n'apparaisse à notre horizon.

Mais passons à des choses plus sérieuses. La lettre que m'envoie le camarade Abern est un énoncé tout à fait clair de sa volonté de scission. La justification qu'il en donne est à la fois lamentable et scandaleuse : ce sont les mots les plus doux que je puisse trouver. Si la « clique de Cannon » avait la majorité au congrès, cela ferait, voyez-vous, d'Abern et de ses associés, des citoyens de « deuxième classe ». C'est pourquoi lui, Abern, préfère avoir son Etat à lui, où il sera, comme Field, Weisbord et Oehler³,

3. Hugo Oehler (1903-1983) était le pseudonyme d'Edward Oler, un ancien cadre communiste passé à la C.L.A. puis exclu du W.P.U.S. en 1935 qui avait organisé sa propre organisation.

le premier des citoyens de première classe. Qui peut décider de la place des différents « citoyens » dans le parti ? Le parti lui-même. Comment le parti peut-il trancher ? Par une discussion libre. Qui a pris l'initiative de cette discussion ? Abern et ses associés. Ont-ils été ou sont-ils limités dans l'usage de leur langue ou de leur plume ? Absolument pas. Il semble, d'après la lettre d'Abern, qu'ils n'aient pas réussi à convaincre le parti. Pis encore : ils se sont un peu discrédités aux yeux du parti et de l'Internationale. C'est très regrettable, car ce sont des gens de valeur. Ils ne pourraient maintenant rétablir leur autorité que par un travail assidu et sérieux dans le parti. Cela exige du temps, de la patience et de la fermeté. Mais il semble qu'Abern ait perdu tout espoir de jamais convaincre le parti basé sur les principes de la IV^e Internationale. La tendance à la scission est une sorte de désertion. C'est pourquoi elle est si lamentable.

Mais elle est également scandaleuse ! Le ton sous-jacent est celui du mépris des éléments petits-bourgeois pour la majorité prolétarienne : « Nous sommes de si excellents écrivains, orateurs, organisateurs, et eux, ces gens incultes, sont incapables de nous apprécier à notre juste valeur. Mieux vaut construire notre propre ligue d'âmes élevées. »

Dans la III^e Internationale, nous nous sommes, de toutes nos forces, obstinés à rester une tendance ou une fraction. Ils nous ont persécutés, ils nous ont privés de tous nos moyens d'expression légale, ils ont inventé les pires calomnies ; en U.R.S.S., ils ont arrêté et fusillé nos camarades⁴ — et, en dépit de tout cela, nous n'avons pas voulu nous séparer des ouvriers. Nous nous sommes considérés comme une fraction jusqu'à la limite extrême du possible. Et tout cela en dépit de la bureaucratie totalitaire corrompue de la III^e Internationale. La IV^e Internationale est l'unique organisation révolutionnaire honnête au monde. Nous n'avons pas une bureaucratie professionnelle. Notre « appareil » n'a aucun moyen de coercition. Chaque décision est prise, chaque camarade apprécié, par les méthodes de la plus complète démocratie de parti. Si la majorité des membres du parti se trompe, la minorité peut l'éduquer petit

4. Les premières arrestations de militants de l'Opposition russe avaient eu lieu en 1927 ; plusieurs d'entre eux étaient morts en prison en 1928, de grève de la faim (Boutov) ou de mauvais traitements aux mains de la police (Heinrichsohn) ; la première exécution capitale avait été celle de Blumkine à la fin de 1929. Ce n'est qu'en 1933 que l'Opposition de gauche cessa de se considérer comme une fraction de l'I.C. et de ses sections et appela à de nouveaux partis et une nouvelle Internationale.

à petit. Si ce n'est pas avant le prochain congrès, ce sera après. La minorité peut gagner au parti de nouveaux membres et devenir la majorité. Il ne faut pour cela qu'un peu de confiance dans les travailleurs, un peu d'espoir que les ouvriers puissent avoir confiance dans les dirigeants de l'opposition. Mais ces dirigeants ont créé dans leur propre milieu une atmosphère d'impatience hystérique. Ils s'adaptent à l'opinion publique bourgeoise, mais ils ne veulent pas s'adapter au rythme de développement de la IV^e Internationale. Leur impatience a un caractère de classe : elle est l'envers du mépris des intellectuels petits-bourgeois pour les ouvriers. C'est pourquoi la tendance scissionniste exprimée par Abern est tellement scandaleuse !

Dans son appréciation comme dans ses perspectives, le camarade Abern est mû par la haine. Et la haine personnelle est un sentiment abominable en politique. Je suis certain que l'attitude d'Abern et ses objectifs scissionnistes ne peuvent que repousser tout camarade sain de l'opposition. Revenez au parti, camarades ! La voie d'Abern est une impasse. Il n'existe pas d'autre voie que celle de la IV^e Internationale⁵.

5. Selon Cannon, la direction du S.W.P. fit distribuer la lettre ci-dessus à tous les délégués à la conférence de Cleveland de la minorité.

[LES ARCHIVES À NEW YORK ?]¹

(22 février 1940)

Cher M. Lydenberg²,

Je serais très heureux de donner les manuscrits de mes livres et aussi mes archives à la New York Public Library : ce serait certainement l'un des meilleurs endroits que je puisse trouver. La difficulté consiste en ce que je suis en cours de négociations avec quelques bibliothèques qui sont tentées d'acheter mes archives. C'est la seule façon dont je puisse assurer la possibilité d'un travail littéraire indépendant des éditeurs. C'est pourquoi je dois attendre jusqu'à la conclusion, d'une façon ou d'une autre, de la négociation avec les bibliothèques d'université avant de pouvoir vous donner une réponse définitive (la négociation est menée par mon avocat et ami personnel, M. Albert Goldman, 105 West Madison Str. Chicago Illinois).

1. Lettre à H. Lydenberg (8948), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Harry Lydenberg (1874-1960) était depuis 1930 à la tête de la New York Public Library. Il s'était adressé à Trotsky pour solliciter le dépôt de ses manuscrits.

[SUR « SCIENCE ET STYLE »]¹

(23 février 1940)

Chers Camarades,

J'ai reçu « Science et Style » de Burnham². L'abcès est ouvert et c'est un avantage politique important. L'arriération de l'opinion américaine « avancée » sur le plan théorique s'exprime par le fait que Burnham ne fait que répéter — avec quelques illustrations « modernisées » — ce que Strouvé écrivait en Russie, il y a plus de quarante ans, et, dans une grande mesure, ce que Dühring³ essayait d'enseigner à la social-démocratie allemande voici trois quarts de siècle. Voilà pour la « science ». En ce qui concerne le style, franchement, je préfère Eastman.

L'intérêt du texte n'est pas du domaine de la théorie : la mille-et-unième réfutation professorale de la dialectique ne vaut pas mieux que les précédentes. Mais, du point de vue politique, son importance est indiscutable. Il montre que l'inspirateur théorique de l'opposition n'est pas plus proche du socialisme scientifique que ne l'était Muste, l'ancien associé d'Abern. Shachtman a mentionné la philosophie de Bogdanov. Mais il est absolument impossible d'imaginer la signature de Bogdanov au bas d'un tel document, même après sa rupture définitive avec le bolchevisme. Je crois que le parti devrait demander aux camarades Abern et Shachtman ce que je leur demande maintenant : « Que pensez-vous de la "science" de Burnham, et

1. Lettre à J. P. Cannon (7563), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. « Science and Style », daté du 1^{er} février, était la réponse de Burnham à la « Lettre ouverte » que lui avait adressée Trotsky (pp. 37-65).

3. Karl Eugen Dühring (1833-1921), philosophe positiviste, avait écrit notamment une *Histoire critique de la Philosophie*, et l'on sait qu'Engels avait dirigé contre lui un livre intitulé *M. Dühring bouleverse la Science*, familièrement appelé *Anti-Dühring*.

du "style" de Burnham ? » La question de Finlande est importante, mais elle n'est en définitive qu'un épisode, et le changement de la situation internationale, en révélant les véritables facteurs, peut dissiper d'un coup les divergences à propos de ce problème concret. Mais les camarades Abern et Shachtman peuvent-ils, après la parution de « Science et Style », continuer à endosser la moindre responsabilité, non pour ce pauvre document en lui-même, mais pour la conception tout entière que Burnham a de la science, du marxisme, de la politique et de la « morale » ? Ceux des minoritaires qui se préparent à une scission devraient prendre en considération le fait qu'ils vont être liés, pas pour une semaine ni pour la durée de la guerre russo-finlandaise, mais pour des années, avec un « dirigeant » qui, pour l'ensemble de ses conceptions, n'a rien de commun avec la révolution prolétarienne.

L'abcès est ouvert. Abern et Shachtman ne peuvent plus désormais répéter qu'ils ne voulaient que discuter un brin de la Finlande et de Cannon. Ils ne peuvent continuer plus longtemps à jouer à colin-maillard avec le marxisme et la IV^e Internationale. Le Socialist Workers Party doit-il demeurer dans la tradition de Marx, Engels, Franz Mehring, Lénine et Rosa Luxemburg — une tradition dont Burnham proclame qu'elle est « réactionnaire » — ou doit-il accepter les conceptions de Burnham qui ne sont qu'une version attardée du socialisme petit-bourgeois prémarxiste ?

Nous savons trop bien ce qu'un tel révisionnisme a signifié *politiquement* dans le passé. Maintenant, à l'époque de l'agonie mortelle de la société bourgeoise, les conséquences politiques du burnhamisme seraient incomparablement plus immédiates et antirévolutionnaires. Camarades Abern et Shachtman, vous avez la parole !

[POUR L'UNITÉ DU PARTI]¹ (26 février 1940)

Cher Camarade Goldman,

Nous avons rencontré ici avec plaisir les deux couples de Minneapolis². Ils ne sont restés que trois jours. Nous avons eu des discussions, profitables pour les deux côtés.

Les sept questions que vous posez à Shachtman sont excellentes dans leur précision. Je croyais qu'on les utiliserait plus largement.

Je ne crois pas que nous devrions changer notre politique sur la préservation de l'unité du parti. C'est en premier lieu une question d'auto-éducation de la majorité elle-même : par une façon d'agir ainsi patiente et loyale, la cohésion de la majorité et le patriotisme général du parti ne peuvent que se raffermir. Il n'est pas non plus exclu qu'une telle politique puisse introduire un coin dans la minorité. Si vous ne gagnez que 5 % de plus sur la minorité d'ici le congrès, ce serait un succès très important comme symptôme. Les autres éléments les meilleurs viendront après le congrès.

1. Lettre à A. Goldman (8321), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de deux couples de militants ouvriers de ce bastion du S.W.P. (et de la majorité) qu'était Minneapolis, les Bartlett et les DeBoer. Harry *DeBoer* (né en 1907) était chauffeur de camion depuis sa sortie de l'école. Il avait été grièvement blessé en juillet 1934 dans un heurt entre grévistes et policiers. Il était depuis cette date l'« organisateur » (Organizer) du Local 544 et avait été le délégué du Minnesota à l'organisme chargé de la campagne de syndicalisation à l'Ouest. James « Curly » *Bartlett*, recruté dans la grande période, membre du comité de grève de 1934 était le responsable du Local A.F.L. 20316, (Warehouse and Inside Workers), formé des jeunes ouvriers les moins qualifiés et les plus exploités.

Je ne crois pas que nous devrions écrire maintenant de la façon préconisée par van Zant : nous ne pouvons que trop peu gagner et trop perdre. Votre rencontre avec l'homme est bien entendu tout à fait souhaitable. Malheureusement cette communication sur le point le plus important est très vague, plus vague que dans la première communication d'Eastman.

[BRAVO POUR L'ARTICLE SUR LA DIALECTIQUE!] ¹

(27 février 1940)

Cher Ami,

Vous avez été un peu long à nous donner un nouveau signe de vie, mais je me sens largement compensé par votre article que je trouve excellent². La partie qui explique la pleine signification de la dialectique dans les sciences sociales comparée avec les sciences naturelles est excellente. Une seule remarque : page 7, la 8^e ligne à partir du haut, vous parlez de la relativité des sciences naturelles. Ce que vous voulez dire n'est pas clair : la théorie d'Einstein³ ou une notion plus générale. Ce serait bien d'introduire une autre phrase ou de faire une courte note.

Je considère votre article comme une introduction à une série d'articles qui peuvent devenir des chapitres d'un livre. Je crois qu'il serait très bon de prendre comme point de départ l'article de Burnham, « Science et Style » ; dans une polémique directe contre ce document philosophique ultra-américain et ultra-réactionnaire, votre présentation recevra un caractère plus vigoureux.

Je transmets votre article pour le prochain numéro de *Clave*⁴.

1. Lettre à J. van Heijenoort (10703) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jean van Heijenoort avait quitté le Mexique en novembre 1939. Il vivait à New York et venait d'intervenir dans la discussion interne au S.W.P. par un article, signé Gerland, intitulé « L'Algèbre de la révolution ».

3. Albert *Einstein* (1870-1959), physicien allemand, était l'auteur de la théorie de la relativité du temps et de l'espace, prix Nobel en 1921, qui était, en 1940, enseignant à Princeton.

4. *Clave* était la revue en castillan éditée à México sous la direction de Trotsky.

P.-S. : Voyez-vous Glenner⁵? Quelle pitié qu'il puisse sympathiser avec la minorité! Soutiendra-t-il aussi leur scission⁶?

5. Glenner était alors le pseudonyme de Jan Frankel qui vivait également aux États-Unis et qui avait rejoint les rangs de la minorité.

6. Frankel était hostile à la scission car il ne croyait pas qu'un des dirigeants de la minorité fût réellement capable de diriger le parti; mais il ne put apparemment pas influencer sur le cours des événements.

[PAS D'IMPATIENCE]¹

(27 février 1940)

Cher Ami,

Je réponds à votre lettre du 20 février². La conférence de la minorité est, je le suppose, terminée maintenant, et je crois qu'au sujet de la question tactique concrète que vous analysez dans votre lettre, vos initiatives *immédiates* dépendront au moins à 51 % des résultats de cette conférence.

Vous êtes convaincu que la minorité dans son ensemble est en train de se préparer à la scission et que vous ne pouvez plus gagner personne³. J'accepte cette prémisse. Mais il était d'autant plus nécessaire de faire avant la conférence de Cleveland un geste de paix énergique⁴ pour pouvoir changer radicalement notre ligne après leur réponse négative. J'apprécie tout à fait vos considérations en faveur de la publication d'un numéro de *New International* préparant l'opinion publique à la scission⁵. Mais la

1. Lettre à J. P. Cannon (7564) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cette lettre de Cannon, qui s'opposait nettement à Trotsky sur plusieurs points importants, avait été communiquée en même temps à tous les groupes de la majorité.

3. Cannon écrivait : « Toute tentative ultérieure pour retenir la tendance petite-bourgeoise, l'assimiler et la rééduquer dans le cadre d'une organisation commune est utopique. L'opposition petite-bourgeoise va à la scission. Il faut sans perdre plus de temps admettre la réalité et préparer en conséquence nos lignes de bataille... » « Il faut admettre que la discussion s'est épuisée. Nous avons sous les yeux une démonstration de première classe de la "petite bourgeoisie enragée". »

4. Trotsky fait vraisemblablement allusion à la proposition qu'il avait faite dans une lettre à J. Hansen du 18 janvier 1940 (cf. pp. 84-85). Nous ne connaissons pas de réponse précise à ce sujet, mais la lettre en question avait été adressée à tous les groupes de la majorité par une circulaire datée du 24 et aucune initiative n'avait été prise *avant* la conférence de la minorité.

5. Dans sa lettre du 20, Cannon avait écrit : « Il faut reconsidérer notre position antérieure sur la publication dans *New International* des documents les plus importants de la controverse. »

conférence de la minorité s'est tenue le 24 février et le congrès du parti n'aura pas lieu avant le début d'avril. Vous disposez d'assez de temps pour proposer la paix, dénoncer le refus de la minorité, et publier le numéro de *New International*. Nous devons tout faire pour convaincre également les autres sections⁶ que la majorité a épuisé toutes les possibilités en faveur de l'unité. C'est pourquoi nous avons tous les trois fait cette proposition au comité exécutif international⁷ : il est également nécessaire de mettre à l'épreuve tous les membres de cet organisme qui n'est pas dénué d'importance.

Je comprends bien l'impatience de nombreux camarades de la majorité — et je suppose qu'elle n'est pas sans être souvent en liaison avec l'indifférence théorique⁸ — mais il faut leur rappeler que ce qui se passe dans le Socialist Workers Party a maintenant une grande importance internationale et qu'on ne doit pas agir sur la base de ses propres appréciations subjectives, aussi justes soient-elles, mais sur la base de faits objectifs accessibles à tous⁹.

J'ai reçu une copie de l'article de mon ami Gerland, « L'Algèbre de la révolution ». Je recommande chaudement cet article pour *New International*. L'auteur devrait donner une série d'articles de ce genre. Munis¹⁰ devrait aller au congrès et au plénum d'après-congrès du comité exécutif international. Il est intelligent et ferme.

6. Trotsky pense ici aux autres sections de la IV^e Internationale, y compris les sections européennes dans la clandestinité, pour lesquelles la scission du S.W.P. allait être un événement peu compréhensible et surtout catastrophique.

7. Cf. pp. 185-186.

8. Cannon écrivait que « les éléments ouvriers sérieux » en avaient perdus la tête de la discussion. Enumérant les matériaux de cette discussion, « déjà la plus grande discussion de parti dans l'histoire de l'humanité » il assurait que les ouvriers commençaient à protester contre l'arrivée des bulletins de discussion en rangs serrés, ajoutant que leur opinion était faite : « Ils ne veulent plus de discours. Ils veulent agir. » Il cite des lettres de responsables indiquant que, par exemple, si la proposition de Trotsky de poursuivre la discussion après le congrès était retenue, « les ouvriers s'en iraient tout simplement » et souligne que les militants de Minneapolis ont refusé de discuter avec Shachtman. « Il est temps de réaliser, dit-il, que les éléments prolétariens en général veulent conclure cette discussion et retourner au travail. »

9. La lettre de Cannon du 20 février ne mentionnait pas une fois la question de l'Internationale, soulignant au passage pourtant qu'il n'avait rien à faire « du système français d'organisation » — la « légèreté vis-à-vis des scissions et unifications » qui avait obtenu les « malheureux résultats » qu'on savait.

10. Manuel Fernández Grandizo dit G. Munis (né en 1912) était un ancien de la Izquierda comunista qui avait dirigé le G.B.L. en Espagne pendant la guerre civile, jusqu'à son incarcération pour « meurtre » sous la pression du G.P.U. Il avait réussi à regagner la France en 1939 et se trouvait au Mexique, où il était déjà au début de la guerre civile.

[POUR RÉTABLIR UN C.E.I.]¹

(29 février 1940)

Cher Ami,

La question du comité exécutif international est de la plus grande importance. Quand nous avons parlé de cette question avec Smith², je ne savais pas que le rapport dans ce comité était de quatre à un³. Seule une décision radicale, très radicale, peut sauver la situation.

Fischer⁴ est en train d'écrire en même temps à Sam⁵ en lui demandant des informations sur les liaisons du C.E.I. avec les sections nationales, particulièrement sur les liens de Lebrun avec le Brésil et de Johnson avec l'Angleterre. Mais cette demande d'information peut n'avoir qu'un intérêt formel. L'essence de la question est que *le C.E.I. n'existe pas*⁶. La

1. Lettre à J. P. Cannon (7565) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Farrell Dobbs avait apporté à Trotsky de vive voix, au cours de sa visite, nombre d'éléments d'information. Mais c'était surtout Hansen que la minorité accusait d'avoir « intoxiqué » et « méinformé » Trotsky.

3. Trotsky fait ici le compte du rapport entre majoritaires et minoritaires du S.W.P. au sein du C.E.I. Parmi les membres « résidents » à New York, siège du C.E.I., un seul (Cannon) appartenait à la majorité du S.W.P.

4. Oskar Fischer était le pseudonyme de l'Allemand Otto *Schüssler* (1905-1982) qui avait été secrétaire de Trotsky en Turquie, puis membre du S.I. Il avait réussi à venir à Coyoacán où il était secrétaire de Trotsky ; il était membre du C.E.I.

5. Sam *Gordon* (1910-1982), devenu trotskyste définitivement dans un voyage en Europe en 1929, était, sous le nom de J. B. Stuart, secrétaire administratif du S.I. à New York.

6. Après avoir pris connaissance de cette lettre (qu'il confondit avec celle de Trotsky à Dobbs du 4 mars), Pedrosa (Lebrun) allait protester contre cette affirmation dans une lettre à Trotsky du 23 mars. Il y expliquait qu'il avait dû, faute de ressources, s'éloigner de New York, donc du centre politique, que Stuart ne convoquait pas le C.E.I. parce que Cannon ne le jugeait pas utile. Il faisait aussi le procès de l'attitude passée des dirigeants américains et du peu de considération qu'ils manifestaient pour les organismes internationaux et finale-

même chose est vraie du comité panaméricain — pas de correspondance, pas de résolutions, pas de bulletin, rien, zéro. Le nouveau chapitre devrait commencer à partir de l'établissement de ce fait qui ni le C.E.I. ni le comité panaméricain n'existent.

Le rétablissement d'un organisme dirigeant n'est possible qu'à travers une conférence internationale. Nous sommes évidemment dans l'impossibilité de convoquer maintenant une conférence mondiale, mais nous pouvons convoquer une conférence « panaméricaine », même si elle n'est pas trop complète. Cela signifie que nous devons commencer par le rétablissement du comité panaméricain et l'élargir ensuite autant que possible par des représentants des sections non américaines. C'est l'unique moyen que je voie, mais cette route me semble assez sûre.

J'ai appris que vous vouliez visiter Cornell⁷ peu après le congrès. Vous pourriez lui rendre visite avec un ou deux camarades américains et avec un Canadien, bien entendu avec le mandat nécessaire. Tout en visitant Cornell, vous rencontreriez des représentants de trois autres sections (allemande, mexicaine et russe)⁸. Un Français et un Espagnol pourraient participer avec voix consultative⁹. Je doute qu'on puisse obtenir pour ce moment un mandat chinois. Vous aurez trois sections américaines, deux européennes avec voix délibérative et deux européennes avec voix consultative. Dans les conditions données, ce serait un bon début (la présence d'un Canadien est absolument nécessaire).

Le congrès devrait élaborer un manifeste sur la guerre et nommer un comité fonctionnant réellement. Les quatre membres de la minorité de l'actuel C.E.I. seraient alors condamnés à rester ce qu'ils sont maintenant, à savoir une fiction.

Ce serait très bien si Gerland (l'auteur de « L'Algèbre de la

ment pour les militants non américains, rappelant que Shachtman n'avait pas « résidé » en Europe comme prévu, critiquant le comportement de Cannon et Goldman et soulignant qu'en fait, pour les dirigeants du S.W.P., la IV^e Internationale avait cessé d'exister à la fin de 1938. Quelques mois auparavant, Frankel, lui aussi minoritaire, avait écrit à Trotsky que le Pan-American Committee était mort du jour où Pedrosa en avait été responsable, car il ne l'avait plus fait fonctionner.

7. Charles Olney Cornell (né en 1911), enseignant du S.W.P., était garde chez Trotsky : « chez Cornell » signifie « à Coyoacán ».

8. Le représentant allemand était Schüssler et le russe Trotsky.

9. C'est à Rosmer que Trotsky pensait pour représenter la section française, puisqu'il était à Coyoacán et allait repartir ; l'Espagnol était évidemment Munis, rapatrié récemment d'Europe avec l'aide de Goldman.

LÉON TROTSKY

révolution ») pouvait recevoir au moins un mandat limité de France, mais c'est une possibilité très douteuse. Les Belges semblent être avec nous. Serait-il possible d'avoir d'eux sinon un mandat du moins une déclaration de solidarité ?

Etes-vous en contact permanent avec la section britannique ? Leur avez-vous envoyé votre bulletin intérieur ? Avez-vous une correspondance avec eux ? Soutiennent-ils réellement Johnson¹⁰ ? Nous sommes prêts à leur écrire d'ici quand nous aurons la réponse de Sam.

La Revolutionary Workers League britannique semble être d'accord avec nous, au moins sur la question russe. Ils ont publié « L'U.R.S.S. en guerre » comme brochure et l'ont envoyé à l'auteur avec une lettre amicale. Dans les conditions données, vous devriez entrer en contact direct sinon officiel avec eux et leur envoyer le bulletin pour leur information à l'intérieur.

Les Mexicains vont certainement désavouer Lebrun comme représentant latino-américain. S'il n'a pas un soutien direct au Brésil, il va rester suspendu en l'air.

Telles sont les initiatives pratiques les plus urgentes pour rétablir l'organe dirigeant international. Toutes ces initiatives peuvent être centrées sur la conférence panaméricaine qui, pour ce qui la concerne, devrait se tenir aussi vite que possible. Le nouveau comité panaméricain devrait apparaître sur la scène avec son manifeste pas plus tard que le 1^{er} mai.

Telles sont les suggestions que je soumets à votre considération immédiate après une discussion avec Fischer.

P.-S. Quelle est la position d'Isaacs¹¹ ? S'il est avec la majorité, pourrait-il avoir un mandat pour la Chine ? Les camarades chinois reçoivent-ils les bulletins intérieurs ?

10. C. L. R. James, qui était né à la Trinidad, avait milité en Grande-Bretagne de 1933 à 1939, avant de venir aux E. U. sur une suggestion de Cannon qui voulait à la fois le retirer de la scène britannique et lui confier l'important « travail nègre ».

11. Harold R. Isaacs (1910-1986) qui avait rejoint le groupe trotskyste chinois dans les années 30, avait visité Trotsky en Norvège et assurait la liaison avec lui pendant la période de l'entrisme aux E. U. Il était l'auteur d'un livre que Trotsky avait préfacé, *La Tragédie de la Révolution chinoise*. Il semble bien que sa femme, Viola Robinson, et lui, appartenaient à ce moment-là à un vrai « troisième camp » dans le S.W.P., ceux qui étaient découragés et se repliaient vers la vie privée. Il était pourtant officiellement de la majorité.

[UN TAPAGE MORALISANT]¹

(29 février 1940)

Mon cher Joe,

Merci beaucoup pour votre longue lettre très instructive. Tous les camarades l'ont lue avec un vif intérêt. Sur le C.E.I., j'écris en même temps à Jim qui vous montrera sûrement la lettre.

Si Shachtman affirme que la lettre que j'ai citée sur l'Espagne était signée non seulement de lui, mais aussi de Cannon et Carter², il se trompe complètement. Je n'aurais évidemment pas dissimulé les autres signatures, mais il se trouve qu'elles n'y étaient pas. Comme vous le verrez par les photographies, la lettre n'était signée que de Max Shachtman³.

J'ai reconnu dans mon article que, dans diverses questions, les camarades de la majorité ont pu partager les erreurs de Shachtman mais qu'ils ne les ont jamais érigées en système et qu'ils n'en ont jamais fait une plate-forme fractionnelle. Et toute la question est là.

Abern et Burnham s'indignent que je cite leurs déclarations sans « vérification » préalable. Ils veulent de toute évidence dire qu'au lieu de publier ces prétendues déclarations et de leur donner à tous deux pleine possibilité de les confirmer ou de les démentir, j'aurais dû envoyer d'ici une commission d'enquête de cinq à sept membres impartiaux avec deux sténographes. Et

1. Lettre à Hansen (8444), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph Friedman, dit Joe Carter (1910-195?), était depuis des années un dirigeant des jeunes de l'Opposition; il était membre de l'Opposition dans le S.W.P.

3. La lettre en question n'était effectivement signée que de Shachtman, mais le texte donne l'impression que ce dernier parlait au nom de toute la direction.

pourquoi ce tapage moralisant ? Burnham, à plusieurs reprises, a identifié la dialectique à la religion. C'est un fait.

Mais, en cette circonstance précise, il n'a pas prononcé la phrase que je cite (telle qu'elle m'a été rapportée). Oh, horreur ! Oh, cynisme bolchevique, etc.

Même chose pour Abern. Dans la lettre qu'il m'a envoyée, il montre clairement qu'il se prépare à faire scission. Mais, voyez-vous, il n'a jamais dit à Goldman cette phrase sur la scission. C'est une calomnie ! Une invention malhonnête ! Une diffamation ! etc.

Autant que je me souviens, mon article sur la morale⁴ commence par une remarque au sujet des suées morales de la petite bourgeoisie désorientée. Nous avons maintenant une nouvelle apparition de ce phénomène dans notre propre parti.

J'ai entendu dire que les nouveaux moralistes citent le crime terrible que j'ai commis à propos d'Eastman et du testament de Lénine⁵. Méprisables hypocrisies ! Eastman a publié ce document de sa propre initiative⁶ à un moment où notre fraction venait de décider d'interrompre toute activité publique pour éviter une scission prématurée. N'oublions pas que c'était avant le fameux comité syndical anglo-russe et avant la révolution chinoise, avant même l'apparition de l'opposition de Zinoviev⁷. Nous étions obligés de manœuvrer pour gagner du temps. Au contraire, la troïka⁸ voulait utiliser la publication par Eastman pour provoquer une sorte d'avortement de l'opposition. Elle a présenté un ultimatum : ou bien je signais la déclaration écrite en mon nom par la troïka, ou bien ils déclenchaient tout de suite les hostilités sur cette question. Le centre de l'Opposition décida à l'unanimité que ce problème, à ce moment, nous était tout à fait défavorable, que je devais m'incliner devant l'ultimatum et mettre mon nom au bas de la déclaration rédigée par le bureau politique. La transformation de cette nécessité politique en une question de morale abstraite n'est possible que pour des charlatans petits-bourgeois prêts à

4. « Leur Morale et la Nôtre », *Œuvres*, 17, pp. 159-197.

5. Max Eastman avait publié en 1924 dans son livre *Since Lenin died* les informations qu'il tenait de Trotsky quant au testament de Lénine. Trotsky avait démenti.

6. Eastman avait en fait consulté Rakovsky qui lui avait donné un feu vert, mais en ignorant les tout récents développements en U.R.S.S.

7. L'Opposition de Zinoviev, ou Nouvelle Opposition, s'était manifestée à la fin de 1925 et elle fusionna en 1926 avec l'Opposition de 1923 pour former l'Opposition unifiée avec Trotsky.

8. La troïka était formée de Zinoviev, Kamenev et Staline.

clamer : « *Pereat mundus, fiat justitia* »⁹, mais qui tiennent une comptabilité beaucoup plus indulgente de leurs propres procédés quotidiens. Et ces gens se prennent pour des révolutionnaires ! Comparés à eux, nos mencheviks étaient de vrais héros.

9. « *Périsset le monde, que justice soit faite.* »

[LES CONDITIONS DE L'UNITÉ]¹

(4 mars 1940)

Cher Camarade Dobbs,

Il m'est bien entendu difficile de suivre d'ici la fiévreuse évolution politique de l'opposition. Mais je suis d'accord qu'ils donnent de plus en plus l'impression de gens qui se dépêchent de brûler les ponts derrière eux. L'article de Burnham, « Science et Style », n'a en lui-même rien d'inattendu. Mais le fait que Shachtman, Abern et les autres l'aient accepté avec calme constitue le symptôme le plus décevant, non seulement du point de vue théorique et politique, mais de celui de leurs véritables idées sur l'unité du parti.

Pour autant que je puisse en juger d'ici, ils veulent la scission au nom de l'unité. Shachtman trouve, ou, mieux, invente, des « précédents historiques ». Dans le parti bolchevique, l'opposition avait ses propres journaux publics², etc. Il oublie seulement que le parti à cette époque avait des centaines de milliers de membres, qu'il fallait que la discussion les atteigne et puisse les convaincre. Dans de telles conditions, il n'était pas facile de borner la discussion à des cercles internes. D'un autre côté, le danger de la coexistence de journaux du parti et de l'opposition était amoindri du fait que la décision dépendait de centaines de milliers d'ouvriers et non de deux petits groupes. Le parti américain, en comparaison, n'a qu'un petit nombre de

1. Lettre à F. Dobbs (7690) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'exemple le plus souvent invoqué était la discussion autour de la « paix » en 1918 : l'organisation de Moscou, dirigée par la fraction des « communistes de gauche » partisans de la « guerre révolutionnaire », avec Boukharine, Préobrajensky, etc., avait développé publiquement sa ligne dans le *Sotsial-demokrat*, puis le *Kommunist* qui était le quotidien local du parti bolchevique.

membres, la discussion a été et est encore plus qu'abondante. Les lignes de clivage semblent suffisamment nettes, au moins pour la période qui vient. Dans de telles conditions, le fait pour l'opposition d'avoir son propre journal et sa propre revue ne constitue pas pour elle un moyen de convaincre le parti, mais de faire appel, contre le parti, au monde extérieur³.

L'homogénéité et la cohésion d'une organisation révolutionnaire de propagande comme le S.W.P. doivent être incomparablement plus grandes que celles d'un parti de masse. Je suis d'accord avec vous pour estimer que, dans de telles conditions, la IV^e Internationale ne saurait ni ne pourrait admettre une unité purement fictive sous le couvert de laquelle deux organisations indépendantes s'adresseraient au monde extérieur avec des théories différentes, des programmes différents, et des principes d'organisation différents. Dans ces conditions, une scission ouverte serait mille fois préférable à une unité aussi hypocrite.

L'opposition fait également référence au fait qu'à certaines périodes, nous avons eu deux groupes différents dans le même pays. Mais des situations aussi anormales n'étaient acceptées temporairement que dans deux cas : lorsque la physionomie politique des deux groupes, ou de l'un d'entre eux, n'était pas suffisamment claire et qu'il fallait du temps à la IV^e Internationale pour se faire, sur la question, sa propre opinion ; ou bien la coexistence de deux groupes était admise dans le cas d'une divergence très aiguë, concrète, mais limitée (l'entrée dans le P.S.O.P.⁴, etc.). La situation aux Etats-Unis est tout à fait différente. Nous y avons un parti uni, avec une tradition sérieuse, et maintenant nous y avons deux organisations, dont l'une, du fait de sa composition sociale et de la pression de l'extérieur, s'est engagée en deux mois dans un conflit irréductible avec notre théorie, notre programme, notre politique, nos méthodes d'organisation.

S'ils sont d'accord pour travailler avec vous sur la base du centralisme démocratique, vous pouvez espérer convaincre et

3. Le 20 février précédent, Cannon avait écrit à Trotsky : « Il est possible que les dirigeants de l'opposition, comptant sur notre peur du scandale et sur l'extraordinaire patience bien connue de Trotsky, s'imaginent vraiment qu'ils vont nous bluffer en permettant le spectacle de deux organes publics défendant deux politiques différentes et contradictoires. »

4. Au début de 1939, quand la minorité de la section française, dirigée par Jean Rous, était entrée dans le P.S.O.P. avec l'appui de Cannon, elle avait continué à être « reconnue » à l'égal de la « majorité du P.O.I. ». Mais les exemples ne manquaient pas pour les autres pays, groupes britanniques avant leur unification en 1938, autrichiens et tchécoslovaques pendant des années, etc.

gagner leurs meilleurs éléments par une pratique commune⁵. (Ils ont le même droit d'espérer vous convaincre.) Mais, comme organisation indépendante avec leur propre publication, ils ne peuvent évoluer que dans la direction de Burnham. Dans ce cas, la IV^e Internationale ne peut avoir, selon moi, le moindre intérêt à leur servir de couverture, c'est-à-dire à dissimuler aux yeux des ouvriers leur inévitable dégénérescence. Au contraire, l'intérêt de la IV^e Internationale serait, dans ce cas, de contraindre l'opposition à faire son expérience tout à fait indépendamment de nous, non seulement sans la protection de notre drapeau, mais au contraire, avec nos mises en garde ouvertement adressées aux masses.

C'est pourquoi le congrès a non seulement le droit, mais le devoir de formuler une alternative claire et nette : soit une unité authentique sur le principe du centralisme démocratique (avec des garanties sérieuses et étendues des droits de la minorité à l'intérieur du parti), soit une rupture ouverte, claire et manifeste, devant le forum de la classe ouvrière.

P.S. Je viens de recevoir la résolution de Cleveland⁶ sur l'unité du parti. Mon impression : la base de la minorité ne veut pas de la scission⁷. Les dirigeants ne s'intéressent pas à l'activité politique, mais à une activité purement journalistique. Ils ont présenté une résolution sur la scission du parti sous la forme d'une résolution sur l'unité du parti avec l'objectif d'entraîner leurs partisans dans la scission. Cette résolution déclare : « Les minorités du parti bolchevique, à la fois avant et pendant la

5. Le 29 février, Cannon avait écrit à Trotsky ; « Je ne sais pas si vous vous rendez parfaitement compte du caractère et des tendances de l'opposition actuelle »... et, après avoir énuméré leur absence du local, le non-paiement de leurs cotisations et la non réalisation de leurs tâches, terminait en assurant qu'« il n'avait jamais rencontré une tendance petite-bourgeoise aussi profondément irresponsable ». Trotsky n'était apparemment pas convaincu puisqu'il espérait garder une partie de ces militants sur la base du centralisme démocratique et les « regagner » dans une « pratique commune ».

6. Il s'agit de la résolution de la conférence de la minorité qui s'était tenue à Cleveland les 24 et 25 février.

7. Trotsky continue donc à miser sur une fraction de la minorité qui serait opposée à la scission. Rien de tel dans la lettre circulaire de la majorité du S.W.P. qui se contente, le 4 mars, d'enregistrer le fait que la résolution en question « est en fait une déclaration politique de la scission que la conférence elle-même était destinée à préparer sur le plan organisationnel ». La circulaire appelait à « admettre la réalité et prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'intégrité du parti et déclarer une guerre sans merci et irréconciliable aux scissionnistes ».

première guerre mondiale », avaient leurs propres journaux politiques publics. Quelles minorités ? A quelle époque ? Quels journaux ? Les dirigeants induisent en erreur leurs partisans pour mieux camoufler leurs intentions scissionnistes.

Tous les espoirs des dirigeants de la minorité reposent sur leurs capacités littéraires. Ils s'assurent les uns aux autres que leur journal serait bien meilleur que celui de la majorité. Ce fut toujours l'espoir de mencheviks russes qui, en tant que fraction petite-bourgeoise, avaient plus d'intellectuels et de journalistes capables. Mais leurs espoirs étaient vains. Une plume facile ne suffit pas pour créer un parti révolutionnaire : il faut une base théorique de granit, un programme scientifique, une pensée politique conséquente et de fermes principes d'organisation. En tant qu'opposition, l'opposition n'a rien de tout cela : elle en est l'opposé. C'est pourquoi je suis entièrement d'accord avec vous : s'ils entendent présenter à l'opinion publique extérieure les théories de Burnham, la politique de Shachtman et les méthodes d'organisation d'Abern, ils doivent le faire en leur nom propre, sans que le parti ni la IV^e Internationale aient pour cela la moindre responsabilité⁸.

8. Cannon n'était pas certain que Trotsky — dont on a vu les positions antérieures — le soutiendrait sur ce point. Le 8 mars, il ajoutait ce P.S. à une lettre adressée à Murry Weiss : « Je viens à la minute d'ouvrir une lettre de Trotsky à Dobbs. Il soutient tout à fait notre position en rejetant ouvertement et nettement la revendication de la minorité pour un organe public. »

**[DES AFFAIRES
À MOITIÉ PERSONNELLES]¹**
(4 mars 1940)

Cher Camarade Vanzler,

Je m'adresse de nouveau à vous pour deux affaires personnelles et à moitié personnelles.

Premièrement, le journal juif *Day* souhaite publier à son choix des parties de la biographie de Staline. Il offre 400 dollars de droits. Je suis enclin à accepter cette proposition mais je me demande si le *Forward* ne serait pas disposé à faire la même chose. *Forward* à ce que je sais, a une audience ouvrière incomparablement plus grande et peut aussi payer mieux. Pouvez-vous faire une enquête privée et discrète sur la question ? J'attendrai votre réponse avant de décider définitivement.

Deuxièmement, les trois dernières années, j'ai écrit dans des hebdomadaires et des mensuels bourgeois une série d'articles sur la situation internationale (la guerre qui vient, la force et la faiblesse de l'Armée rouge, Staline et Hitler, la paix à venir). Ce serait utile de les publier maintenant sous forme d'un livre sous le titre *Guerre et Paix*. Ne croyez-vous pas qu'il serait possible de trouver un éditeur plus ou moins libéral pour un tel livre ? Je suis prêt à accepter des conditions très modestes. La longueur du livre devrait être de 150 à 200 pages, de sorte qu'on pourrait le vendre un dollar. J'écrirai, cela va de soi, une introduction spéciale pour ce volume.

Si vous avez quelques perspectives, nous vous enverrons tout de suite tout le manuscrit.

1. Lettre à J. Vanzler (10941), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[LE TRAVAIL DU B.O.]¹

(12 mars 1940)

Chère Sara,

S'il vous plaît, ne vous tourmentez pas tant pour la sortie du *Biulleten*². Nous ferons le maximum, mais nous ne sommes pas tenus à l'impossible. Nous sortirons le numéro quand nous aurons de l'argent. Si, d'un numéro à l'autre, les délais sont allongés, il n'y a pas de quoi désespérer. On peut sortir le prochain sur seize pages en n'utilisant qu'une partie de mon interview et une partie de l'article contre Shachtman. On peut également reporter de quelques semaines la parution, le temps de réunir l'argent, s'il y a quelque espoir de ce côté.

Les deux corrections que vous proposez sont parfaitement justifiées. J'ai déjà fait la première sur mon exemplaire (avec retard). Il s'agit bien sûr de la campagne de Crimée en 1855 et de la première mouture de la S.D.N.

Je vous envoie quelques articles de polémique, en russe, par colis séparés et sans utiliser la poste aérienne. Ce n'est pas la peine de publier de nouveau l'article contre Burnham³ : le but en était uniquement de le contraindre à s'expliquer jusqu'au bout. C'est l'article contre Shachtman, « D'une Egratignure au Danger de Gangrène », que je considère comme le plus important.

On pourrait se borner à n'imprimer que cet article, en y adjoignant une partie importante constituée de citations des

1. Lettre à S. Weber (10841), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Après la déclaration de guerre, il était impossible de continuer l'édition du *Biulleten Oppositsii* à Paris. Aussi avait-il été décidé de la transporter aux Etats-Unis et d'en donner la responsabilité à Sara Weber.

3. Il s'agissait de la réponse de Trotsky à « Science and Style », pp. 35-65.

lettres, par exemple. J'indiquerai cela sur l'exemplaire que je vous envoie. (J'ai décidé de ne pas vous envoyer l'article contre Burnham.)

On tapera demain pour vous la lettre que Liu m'a envoyée⁴ au sujet du « bloc sans principes »... Malheureusement, on n'a pas encore retrouvé les lettres. Depuis le départ de Van, les archives ne sont pas bien tenues⁵. Mais j'espère quand même trouver la lettre.

4. On peut supposer que « Liu » cité dans le texte serait *Liu Renjing* (né en 1897), qui avait été l'un des fondateurs du P.C. chinois, lequel l'avait envoyé à Moscou où il avait rallié l'Opposition de gauche. Revenu en Chine en 1929, il avait participé à la construction de l'Opposition en Chine tout en combattant Chen Duxiu avec persévérance. Il avait capitulé en prison. Nous n'avons pu identifier le document auquel il est fait allusion.

5. Cette remarque de Trotsky faite sur le coup confirme celle que l'historien a pu faire, des décennies plus tard ; il manque des lettres, égarées, depuis le départ de van Heijenoort.

CE QUE JE PENSE DE STALINE¹

(13 mars 1940)

Alors que la fraction stalinienne en était encore à préparer l'exclusion du parti des « trotskystes », Staline demanda à la manière insidieuse qui le caractérise : « L'Opposition est-elle opposée à la victoire de l'U.R.S.S. dans la lutte à venir contre l'impérialisme ? » A la session du C.C. d'août 1927, j'ai répondu — et ma réponse est consignée dans le procès-verbal sténographique confidentiel : Au fond, Staline a une autre question en tête, qu'il n'ose pas exprimer, à savoir : l'Opposition pense-t-elle que le gouvernement de Staline n'est pas capable de garantir la victoire de l'U.R.S.S. ? Assurément elle le pense. » « Et le parti ? » m'interrompt de sa place Molotov que Staline, dans ses conversations intimes, appelait « le lourdaud ». Ma réponse fut : « Le parti ? Vous l'avez étranglé ! » Je terminai mon discours par ces mots : « Pour la patrie socialiste ? Oui ! Pour le cours stalinien ? Non ! »

Aujourd'hui, 13 ans après, je continue à être entièrement pour la défense de l'U.R.S.S. La distance, non seulement géographique, mais aussi politique, qui me sépare de la caste dirigeante criminelle au pouvoir en U.R.S.S., me situe à des milliers de kilomètres d'un homme comme, par exemple, Bernard Shaw², paladin infatigable du Kremlin. Le gouvernement français met en prison mes camarades d'idées³. Mais tout cela ne m'amène pas à défendre la politique étrangère du

1. Lettre (T 4835) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library. Les éditions en langue anglaise ont titré ce texte : « Staline après l'expérience finlandaise ».

Les passages entre [] sont ceux qui ont été supprimés dans l'édition du Seuil.

2. George Bernard Shaw (1856-1950), romancier, dramaturge et critique, socialiste « fabien » très modéré était devenu un « ami » de l'U.R.S.S. stalinienne.

3. Le 13 février, avaient été arrêtés plusieurs militants de l'ex-P.C.I., Margne, Boussel, Nardini.

Kremlin. Au contraire : je pense que la principale source de dangers pour l'U.R.S.S. dans la situation internationale actuelle, c'est Staline et l'oligarchie qu'il dirige. Une lutte ouverte contre eux, sous les yeux de l'opinion publique mondiale, est pour moi inséparablement liée à la défense de l'U.R.S.S.

[Staline semble peut être un homme de grande stature parce qu'il se dresse au sommet de la gigantesque pyramide de la bureaucratie et projette une ombre allongée. Mais il est en réalité de stature moyenne, de capacités médiocres, plus rusé qu'intelligent. Il a une ambition insatiable, une ténacité extraordinaire et il est féroce ment envieux et vindicatif. Il n'a jamais cherché à voir très loin — jamais — et n'a jamais pris de grande initiative. Il attendait et manœuvrait. Le pouvoir lui a été donné par une combinaison de circonstances historiques, il n'a fait que le cueillir comme un fruit mûr.

Soif de pouvoir, peur des masses, absence de pitié devant un adversaire faible, promptitude à s'incliner devant un ennemi fort — la nouvelle bureaucratie a retrouvé en Staline tous ses traits propres dans leur expression la plus achevée et elle a fait de lui son empereur. Déjà, à l'époque de la mort de Lénine en 1924, la bureaucratie était virtuellement omnipotente, bien qu'elle n'en ait pas pris conscience, de même que le « secrétaire-général » — Staline à l'époque — était déjà un dictateur, mais ne le réalisait pas encore complètement lui-même.

Le pays, moins que tout autre, avait connaissance de ce cas unique dans l'histoire mondiale : *Staline avait réussi à concentrer entre ses mains un pouvoir dictatorial avant qu' 1 % de la population ait connaissance de son nom !*

Staline n'est pas une personnalité : il est la personnification de la bureaucratie. Dans sa lutte contre l'Opposition qui reflétait le mécontentement des masses, Staline a exécuté pas à pas sa mission qui était de défendre le pouvoir et les privilèges de la nouvelle caste dominante. Il s'est tout d'un coup montré plus résolu et plus confiant. Staline est incontestablement aujourd'hui le politicien le plus conservateur d'Europe. Il veut que l'Histoire, ayant garanti le règne de l'oligarchie de Moscou, arrête son flot pour ne pas endommager son œuvre.]

Sa loyauté envers la bureaucratie, c'est-à-dire lui-même, a été exprimée par Staline avec une brutalité épique lors des fameuses purges. Leur signification n'a pas été saisie au bon moment. Les Vieux-Bolcheviks essayaient de défendre la tradition du parti. Les diplomates soviétiques essayaient pour leur

part de ne pas se couper de l'opinion publique internationale. Les généraux défendaient les intérêts de l'armée. Ces trois groupes sont entrés en conflit avec les intérêts totalitaires de la clique du Kremlin et ont été liquidés. Imaginons une minute qu'une flotte aérienne ennemie réussisse à percer tous les barrages et à bombarder les immeubles des affaires étrangères et de la guerre, au moment précis où se tient une réunion des principaux diplomates et de l'Etat-major. Quelle catastrophe! Quelle commotion un coup pareil porterait-il à la vie du pays! Staline a parfaitement réussi cette tâche sans l'aide de bombardiers étrangers : il a réuni les diplomates soviétiques venus des quatre coins de la terre, les chefs de l'armée soviétique venus des quatre coins de l'U.R.S.S., il les a tous enfermés dans les caves du G.P.U. et a logé à chacun une balle dans la nuque. Et tout cela à la veille d'une nouvelle grande guerre!

[Litvinov a été épargné, mais il n'a pas longtemps survécu politiquement à ses anciens collaborateurs. En dehors des raisons politiques de sa liquidation, à savoir la décision de se mettre à plat ventre devant Hitler, un motif personnel a incontestablement joué. Litvinov n'était pas une figure politique indépendante, mais il incommodait beaucoup trop Staline par le simple fait qu'il parlait quatre langues, connaissait la vie des capitales européennes et irritait les bureaucrates ignorants par des références à des sources qui ne leur étaient pas accessibles. Ils ont tous sauté sur cette bonne occasion de se débarrasser d'un ministre trop « éclairé ». Staline a poussé un soupir de soulagement, se sentant enfin une tête au-dessus de ses collaborateurs. Mais de nouvelles difficultés ont commencé tout de suite.

L'ennui est que Staline manque d'autonomie de jugement sur les questions de grande ampleur. Avec ses immenses réserves de volonté, il manque de capacité de généralisation, d'imagination créatrice et, finalement, de connaissances. Sur le plan des idées, il a toujours vécu aux dépens des autres. Pendant des années, ce fut Lénine, avec qui il entraît d'ailleurs toujours en conflit, dès qu'il n'était plus en contact avec lui. Après la maladie de Lénine, Staline emprunta ses idées à ses alliés du moment — Zinoviev et Kamenev — qu'il envoya ensuite sous les balles du G.P.U.⁴. Puis, pendant des années, il utilisa

4. Après la mort de Lénine, c'est effectivement de Zinoviev et dans une moindre mesure de Kamenev que vinrent les attaques les plus violentes contre Trotsky; Staline suivait de loin.

Boukharine⁵ pour ses combines pratiques. Quand il eût fini avec Boukharine, il a découvert qu'il n'avait plus besoin d'idées générales. A cette époque, la bureaucratie de l'U.R.S.S. et l'appareil de l'Internationale étaient réduits à un état de soumission la plus humiliante et la plus honteuse.]

La période de stabilité relative des relations internationales prit fin. De terribles convulsions commencèrent. L'empiriste à courte vue, l'homme de l'appareil, le provincial jusqu'à la moelle, qui ne connaît aucune langue étrangère, ne lit de journaux que ceux qui lui présentent tous les jours sa photo — cet homme, Staline, a été pris au dépourvu par les grands événements. Le rythme de l'époque actuelle est trop fiévreux pour son esprit indolent et lourd. Il ne pouvait emprunter d'idée nouvelle ni à Molotov, ni à Vorochilov, ni aux dirigeants décontenancés des démocraties occidentales. Hitler était l'unique homme politique qui pouvait, dans de telles conditions, en imposer à Staline. *Ecce homo!* Hitler a tout ce que Staline a : le mépris des masses, l'absence de scrupules, une ambition dévorante, un appareil totalitaire. Toutefois Hitler possède quelque chose que n'a pas Staline, l'imagination, la faculté d'exalter les masses, l'esprit d'audace. Sous le couvert de Hitler, Staline a essayé d'appliquer les méthodes de Hitler en politique étrangère. Au début, tout fut facile : la Pologne, l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie. La Finlande fut un échec, pas accidentel. Dans la biographie de Staline, l'échec en Finlande ouvre un chapitre de déclin.

Au moment où l'armée rouge envahit la Pologne, la presse soviétique découvrit en Staline les grands talents de stratège qu'il aurait prétendument manifestés au temps de la guerre civile. Elle en fit un super-Napoléon. Pendant les négociations avec les délégués des Pays Baltes, la même presse le dépeignait comme le plus grand des diplomates. Elle annonçait une série de miracles qui allaient s'accomplir sans que soit versée une goutte de sang. Mais il n'en fut pas ainsi. Incapable d'apprécier la tradition de la longue lutte finnoise pour l'indépendance, Staline

5. Nikolai I. *Boukharine* (1888-1938), venu au parti bolchevique en 1907 s'était vite fait remarquer par une vive intelligence tournée surtout vers les questions théoriques. Pendant la guerre il avait polémique contre Lénine sur la question nationale. En 1919, il devint le chef de file des « communistes de gauche » opposés à la signature de la paix de Brest-Litovsk. Renversant ses positions à partir de 1921, il devint le théoricien de la « droite » bolchevique partisan d'une accentuation de la Nep, une « néo-Nep ». A ce titre, il fut contre l'Opposition de gauche le principal allié de Staline qui se retourna contre lui à partir de 1928.

pensait faire plier Helsinki par une simple pression diplomatique. Il se trompait lourdement. Au lieu de reconsidérer son plan, il devint menaçant. Sur ses instructions, la *Pravda* continua de promettre qu'on en finirait en quelques jours avec la Finlande. Dans l'atmosphère de servilité byzantine qui l'entourait, Staline fut victime de ses propres menaces. Elles ne faisaient aucun effet sur les Finnois, mais l'obligeaient lui à agir tout de suite.

C'est ainsi que commença une guerre honteuse, sans perspective claire, sans préparation morale ni matérielle, à un moment où, de toute évidence, le calendrier lui-même mettait en garde contre cette aventure. Staline ne pensa même pas à visiter le front à l'exemple de son inspirateur Hitler. Le combinard du Kremlin est trop prudent pour mettre en jeu sa fausse réputation de stratège. De plus, il n'a rien à dire aux masses quand il est devant elles. Il est impossible, même d'imaginer, cette figure grise au visage immobile, aux yeux jaunâtres, à la voix faible et gutturale, face à des soldats dans les tranchées ou en marche. Le super-Napoléon est prudemment resté au Kremlin, entouré de téléphones et de secrétaires.

Pendant deux mois et demi, l'Armée rouge n'a connu que défaite, souffrance, humiliation : rien n'avait été prévu, pas même le climat. La seconde offensive se développa lentement et fit beaucoup de victimes. L'absence de victoire éclatante, pourtant promise, sur un adversaire plus faible, était en elle-même une défaite. Il n'existait qu'un unique moyen de justifier, dans une certaine mesure, erreurs et échecs, de réconcilier la population de l'U.R.S.S., même après coup, avec l'invasion insensée de la Finlande, à savoir gagner la sympathie d'au moins une partie des paysans et ouvriers finnois par un soulèvement social. Staline le comprit et proclama bien haut que l'écrasement de la bourgeoisie finlandaise était son objectif, et c'est pourquoi le malheureux Kuusinen fut chassé des bureaux de l'I.C.⁶. Pourtant Staline craignait l'intervention de l'Angleterre et de la France, le mécontentement inspiré à Hitler par la longueur de la guerre, et il battit en retraite. Une aventure tragique se terminait par une paix bâtarde, « diktat » dans la forme, compromis pourri au fond⁷.

6. Kuusinen, qui était un fonctionnaire de l'I.C., depuis 1918 avait été « chassé des bureaux » puisqu'il avait été mis à la tête du gouvernement qui avançait dans les fourgons de l'Armée rouge et s'était installé à Terijoki.

7. Trotsky fait allusion à la paix conclue entre l'U.R.S.S. et la Finlande.

A travers la guerre finno-soviétique, Hitler avait compromis Staline et l'avait attaché de plus près à son propre char. A travers le traité de paix, il s'est assuré des importations de matières premières scandinaves. Il est vrai que l'U.R.S.S. recevait dans le nord-ouest des avantages stratégiques⁸, mais à quel prix ! Le prestige de l'Armée rouge est sapé, la confiance des masses laborieuses et des peuples opprimés du monde entier ruinée. Résultat : la position internationale de l'U.R.S.S. n'est pas renforcée, mais affaiblie. Staline personnellement est gravement atteint. Le sentiment qui prévaut dans le pays est sans conteste le suivant : « Jamais nous n'aurions dû commencer cette guerre déshonorante ; mais, une fois qu'on l'avait commencée, il fallait aller jusqu'au bout ! Au bout, c'est-à-dire la soviétisation de la Finlande. » Staline avait promis de le faire, mais il ne l'a pas fait. Cela veut dire qu'il n'avait rien prévu : ni la résistance finnoise, ni les gelées, ni les dangers venant des Alliés. En même temps que le diplomate et le stratège, c'est « le dirigeant du socialisme mondial » et « le libérateur de la nation finlandaise » qui a subi cette défaite. Un coup irréparable a été porté à l'autorité du dictateur. L'hypnose de la propagande totalitaire ne va cesser de décliner.

Il est vrai que, pendant un certain temps, Staline peut recevoir de l'aide de l'extérieur. Il faudrait pour cela que les Alliés lui fassent la guerre. Elle poserait aux peuples de l'U.R.S.S. la question du destin, non de la dictature stalinienne, mais du pays. La défense face à une intervention étrangère renforcerait certainement la bureaucratie. Dans une guerre défensive, l'Armée rouge opèrerait avec infiniment plus de succès que dans une guerre offensive. Dans l'autodéfense, le Kremlin se montrerait même capable de mesures révolutionnaires. Mais cela ne ferait que retarder les choses. La faillite de la dictature stalinienne ne s'est que trop manifestée au cours des quinze dernières semaines. Il serait faux de croire que les peuples étranglés par le lacet totalitaire perdent leur capacité d'observer et de penser. Ils tirent leurs conclusions plus lentement, mais aussi plus solidement et plus profondément.

L'apogée de Staline est derrière lui. Bien des épreuves difficiles sont devant lui. Maintenant que la planète tout entière a perdu son équilibre, Staline aura bien du mal à maintenir l'équilibre précaire de la bureaucratie totalitaire.

8. Leningrad se trouvait désormais hors de la portée directe de canons tirant en Finlande et il y avait eu plusieurs rectifications de frontières.

[SUR JACK WEBER] ¹
(19 mars 1940)

Cher Camarade Dobbs,

Sur la question au sujet de laquelle vous avez reçu des informations de Sara Weber, vous aurez des nouvelles d'ici dans les prochains jours². Je vous écris maintenant exclusivement à propos de la situation du camarade Jack Weber³. J'ai un peu discuté de la question avec vous. J'ai l'impression qu'il est mécontent de sa situation actuelle à cet égard, qu'il n'est pas assez actif pour le parti et que ses capacités ne sont pas utilisées à plein par le comité national. Il est très isolé dans sa petite ville⁴, mais, en dépit de ces circonstances extérieures défavorables, on pourrait peut-être trouver un arrangement de telle sorte qu'il puisse apporter systématiquement sa contribution aux activités du parti dans certains domaines. Je crois que vous devriez accorder plus d'attention à cette importante question personnelle. Une attitude négligente à cet égard était, à mon avis, un trait très négatif du comité national dans le passé.

1. Lettre à F. Dobbs (7691), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Les copies des lettres ne sont plus toutes conservées dans les papiers. Nous pensons cependant que l'« affaire » en question est l'achat de la maison de l'avenida Viena dont les Trotsky étaient locataires depuis leur départ de la « Maison bleue ».

3. Jack Weber avait longtemps appartenu dans la C.L.A. au groupe des adversaires de Cannon. Pilier de la fraction Muste, il l'avait abandonnée, cédant en 1936 aux arguments de Trotsky. Bien qu'il ait soutenu la majorité depuis le début de la discussion, il était un peu à l'écart et se sentait mal à l'aise. Trotsky se préoccupait de cette situation.

4. Le ménage Weber habitait la ville de Newark dans le New Jersey.

P.-S. : Munis est inquiet de n'avoir reçu aucune communication de vous. S'il doit aller aux Etats, la question devrait avoir été déjà réglée.

[LE RETARD DU MANUSCRIT]¹

(19 mars 1940)

Cher Camarade Malamuth,

Depuis que je vous ai écrit la dernière fois que j'allais vous envoyer un chapitre dans deux semaines, ma dactylo russe est tombée malade pour trois semaines. Puis elle a travaillé très irrégulièrement et maintenant elle fait l'infirmière pour son garçon de quatre ans qui a subi une grave opération et elle ne peut pas venir du tout pour quelques semaines. Que peut-on faire dans ces conditions? Je continue, bien entendu, mon travail préliminaire pour les autres chapitres, mais, même à cet égard, je suis handicapé par le fait que je ne puis demander à personne de me copier une citation, un extrait de livre, etc.

Vous pouvez aisément comprendre combien il m'est difficile de faire des prédictions sur le rythme de mon travail. Il faut ajouter une autre circonstance : quand un ou deux mois s'écoulent sans une avance palpable sur le livre, il me faut assurer l'existence de la maison pour quelques mois de plus, c'est-à-dire écrire un article pour la presse et perdre du temps une fois de plus.

Dans ces conditions, je serais vraiment heureux si je pouvais vous remettre le tout pendant le mois d'août. C'est possible. Et je ferai tout pour respecter cette « limite ».

L'idée de votre venue au Mexique pour la traduction de la dernière partie du livre est excellente. Mais, bien entendu, vous ne pouvez pas venir pour chaque chapitre et attendre alors la continuation du manuscrit. J'espère qu'au début de juillet le livre sera suffisamment avancé pour assurer la continuité de

1. Lettre à Ch. Malamuth (8984), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

votre travail de traduction. Vous pouvez donc planifier votre voyage au Mexique pour juillet.

Encore autre chose. Je veux publier un recueil de mes articles des trois dernières années environ concernant les affaires internationales sous le titre *Guerre et Paix*². Je ne changerai rien — je donnerai simplement la date de chaque article. Ainsi je n'aurai pas à donner de temps à ce livre : le travail technique sera fait par mon jeune collaborateur. Je suis presque sûr qu'un tel livre n'intéressera guère Harpers. Mais avant de donner une réponse aux autres propositions, je crois qu'il est seulement correct d'informer M. Canfield. Si, contrairement à ce que je suppose, Harpers était intéressé par ce livre, je leur transmettrais évidemment tout de suite le manuscrit. Mes prétentions financières pour ce livre pourraient être très modestes. La longueur du livre, à peu près trois cent petites pages. Je n'écris pas directement à M. Canfield, afin de ne pas présenter la chose comme une proposition formelle et de ne pas l'obliger à dire non. Interrogez-le, s'il vous plaît, sur cette question et communiquez-moi vos impressions, que je puisse agir en conséquence. Vous avez aussi quelque intérêt à ce livre parce qu'une partie en sera traduite par vous.

P.-S. Dans un ou deux jours je vais vous envoyer la liste des articles pour le recueil, avec une indication de l'endroit où ils ont été publiés. Deux d'entre eux, que vous avez traduits, n'ont pas été publiés du tout. D'autres l'ont été sous une forme abrégée.

Meilleurs remerciements pour le livre de Barmine³. Je ne l'ai pas encore lu.

2. Cf. p. 265.

3. Aleksandr Graf, dit *Barmine* (1899-19??) ancien jeune soldat de l'Armée rouge, devenu officier, avait servi dans la diplomatie et le commerce extérieur. Rappelé en 1937, il avait fait défection et rencontré Sedov, avec qui il avait sympathisé. Mais, par la suite, émigré aux Etats-Unis, il avait pris ses distances. Il avait publié ses souvenirs, *Vingt Ans au Service de l'U.R.S.S.* en France, puis aux Etats-Unis.

[PROPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES]¹

(19 mars 1940)

Chers Amis,

J'ai reçu votre lettre du 7 mars concernant le comité exécutif international. Je fais ici quelques remarques et propositions supplémentaires.

Il devrait être ouvertement établi, au moins à New York et au Mexique, que le C.E.I. n'existe plus. Il n'a absolument aucune activité. Il ne souhaite pas en avoir, comme l'a démontré l'attitude de la majorité des membres résidant à New York, pendant la dernière période et particulièrement pendant la crise du S.W.P. Deux membres et un candidat mexicain ont fait par écrit, du Mexique, des propositions concrètes ; ils n'ont jamais reçu de réponse en dépit de l'extrême gravité et de l'urgence de la question. On ne peut tolérer un jour de plus une telle situation. Les membres locaux du C.E.I. insistent sur la nécessité de déclarer que, étant donné la mort de l'ancien C.E.I., des mesures immédiates doivent être prises dans les semaines prochaines pour réorganiser l'organisme dirigeant, au moins pour les sections américaines. Les camarades Cannon, Dunne et Gordon en tant que secrétaire, devraient, selon nous, faire une déclaration en ce sens.

Est-il certain que Johnson et Lebrun aient participé à la conférence scissionniste de la Minorité ? Personne ne peut contester leur droit de soutenir la Minorité. Mais, en ne répondant pas aux propositions qui concernent la préservation de l'unité et en participant à la conférence scissionniste, ils se mettent en dehors du comité exécutif international. Aucun

1. Lettre à J. P. Cannon (7566), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

parti, aucune organisation et sûrement pas l'organisme dirigeant de l'Internationale ne peuvent tolérer des membres qui, dans le dos de cet organisme, soutiennent des manœuvres scissionnistes. Si vous êtes absolument certains de ces faits, ils devront être mentionnés dans la déclaration proposée de Cannon, Dunne et Gordon.

La section belge² a publié l'article de Trotsky « L'U.R.S.S. dans la guerre », en brochure, avec une courte introduction contenant une déclaration de solidarité. C'est un fait très important.

Le camarade Young³ a reçu il y a deux jours une lettre de Graves⁴ confirmant votre information sur la Chine.

Je vous ai écrit ce qu'est mon attitude concernant la prétention de l'opposition de constituer un parti hostile indépendant sous le couvert de la IV^e Internationale et de sa section américaine. Je l'ai exprimé avec toute la précision nécessaire dans ma lettre au camarade Dobbs. Je vous envoie ici une copie de cette lettre. Vous pouvez évidemment en faire l'usage que vous voulez⁵.

En même temps, je continue à insister vigoureusement sur la nécessité de continuer la politique que vous avez commencée et de proposer à la Minorité à la conférence toutes les garanties nécessaires à l'intérieur du parti. L'impatience de quelques

2. La « section belge » était dans la clandestinité sous la direction d'Henry Opta, dit O. Henry ou encore Joseph qui avait réussi à conserver un lien avec le journaliste américain Sherry Mangan, correspondant de presse à Paris.

3. Young était le pseudonyme d'Alex H. Buchman (né en 1911), photographe qui s'était lié à Frank Glass et avait milité avec la section chinoise, puis, en visite à Coyocán, y était resté comme garde et pour réviser l'installation électrique.

4. Graves était l'un des pseudonymes de C. Frank Glass (né en 1901), d'abord militant du P.C. puis de l'Opposition en Afrique du Sud, devenu correspondant de guerre en Chine et qui avait, sous le nom de *Li Furen*, reconstitué la section chinoise décimée par la répression. Chen Duxiu, qui appelait Buchman et Glass les « chevelus », avait surmonté ses préjugés à leur égard et admis que ces étrangers n'avaient pas mal travaillé.

5. Dans sa lettre du 7 mars, Cannon écrivait : « Les oppositionnels disent dans tout le pays à nos camarades que vous allez intervenir au dernier moment en faveur de nos revendications pour un journal indépendant à eux. Il est bien possible que certains des dirigeants le croient et c'est l'argument le plus important pour eux afin de rassurer les éléments qui hésitent dans leurs rangs. Ce serait très bien d'enlever aux opposants leurs illusions sur ce point. C'est le meilleur et unique moyen d'obliger les éléments hésitants qui répugnent à quitter le parti à s'arrêter et reconsidérer ce cours avant qu'il soit trop tard. » On peut cependant relever que Trotsky ignorait que Cannon avait ouvert sa lettre à Dobbs puisqu'il lui en envoie une copie.

camarades n'est pas justifiée⁶. Il n'est pas bon de rester trop longtemps très « libéral » vis-à-vis de toute espèce de déviation théorique et politique, et puis, à un moment où ces déviations sont en train de donner leurs premiers fruits, de devenir d'un seul coup intransigeants et impatients.

6. Cannon n'avait pas répondu précédemment aux demandes présentées par Trotsky de « garanties » pour la minorité et s'était abrité, pour ne pas y accéder, derrière l'« impatience » des éléments ouvriers que Trotsky, une fois de plus, refuse de tenir pour positive. A notre connaissance, Cannon n'y répondit pas plus qu'il n'y avait répondu précédemment. Tout au plus peut-on relever, dans sa lettre du 16 mars, des réponses indirectes : des minoritaires « de la base » sont en train d'hésiter devant la scission et... la direction du parti est plus qu'avant soudée au noyau prolétarien du parti — ce noyau qui s'impatien-tait devant la scission, ce que Trotsky jugeait « injustifié ».

[NI AMERTUME, NI IMPATIENCE!] ¹

(19 mars 1940)

Mon cher Camarade Christy,

Je réponds avec quelque retard à votre lettre sans date (avec une nouvelle adresse)².

J'ai reçu aussi d'autres camarades des lettres en ce sens qu'ils seraient heureux d'être débarrassés de l'opposition aussi vite que possible. Je peux comprendre les raisons psychologiques de l'amertume et de l'impatience. L'amertume comme l'impatience ne sont pas du tout des sentiments politiques.

Nous ne devrions pas surestimer l'homogénéité de l'opposition. Les gens de mauvaise volonté ne sont qu'une minorité dans la Minorité. Les autres sont inéduqués et désorientés. En tant qu'éléments petits-bourgeois, ils sont, plus que la Majorité, dominés par l'amertume et l'impatience. Si on leur oppose les mêmes sentiments au lieu d'une conception politique sage du développement politique du parti, non seulement la scission deviendra inévitable, mais on aura aidé les mauvais éléments à souder la base autour d'eux.

Et pas seulement. La Majorité n'est pas non plus totalement homogène (plus homogène que la Minorité en tout cas). La crise que vous vivez n'est pas la dernière. Si on éduque le parti dans l'esprit d'être satisfait de se débarrasser de l'opposition, on aura à l'avenir une série de nouvelles scissions de plus ou moins grande dimension.

Je suis tout à fait d'accord avec la Majorité sur la question

1. Lettre à C. Moustakis (9293), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Christy Moustakis qui avait été recruté comme garde et militant du S.W.P. à Coyoacán était reparti aux Etats-Unis. Trotsky voulait connaître ses impressions de néophyte, mais frappé par la tension de la lutte fractionnelle, Moustakis écrivait qu'il n'aspirait qu'à la consommation rapide de la scission.

que vous ne pouvez accorder à la Minorité un journal public. C'est une condition *sine qua non*. Sur cette question, la réponse de la Majorité est déjà donnée et bien donnée. Mais il reste maintenant la question de toute l'attitude de la Majorité jusqu'au congrès et pendant le congrès. Les minoritaires de base désorientés devraient être convaincus par toute votre attitude que vous ne cherchez pas une revanche ou un *diktat*. Vous êtes la majorité, vos positions sont assurées. C'est pourquoi, plus le congrès se rapproche, plus calme, et même plus amicale, doit être la voix des camarades de la Majorité. C'est seulement ainsi que vous pouvez réduire à un minimum les ravages de cette crise.

Vos remarques sur la dépendance idéologique de l'opposition par rapport même à des milieux comme *Common Sense*³ sont tout à fait justes. A cet égard, la contre-offensive marxiste doit être menée systématiquement et sans pitié.

3. *Common Sense*, dirigée par Sidney Rodman, était une revue « libérale de gauche ». Dans son numéro de mars 1939, Peter F. Drucker, sous le titre « That Coming Nazi-Soviet Pact », avait annoncé la conclusion du pacte.

DÉCLARATION SUR LE C.E.I. ¹

(19 mars 1940)

Nous, soussignés², devons établir les faits suivants.

Les membres résidents du comité exécutif international n'ont mené aucune activité pendant une longue période. Aucun bulletin international n'a été publié, aucune circulaire n'a été envoyée, on n'a pas répondu aux lettres. Le même est vrai pour le comité panaméricain.

Le 20 février, nous, soussignés, nous sommes adressés au C.E.I. en lui proposant d'intervenir dans la discussion du Socialist Workers Party avec l'objectif de sauver l'unité. En dépit de l'extrême gravité et de l'urgence de la question, nous n'avons pas reçu de réponse. Nous devons donc conclure et établir ouvertement que le C.E.I. est inexistant et que nous ne pouvons ni directement ni indirectement soutenir la fiction de son existence.

De sources privées nous avons appris que les camarades Johnson et Lebrun³ ont participé à la conférence scissionniste de la Minorité et encouragé leur prétention à un organe public indépendant, c'est-à-dire à une scission sous le camouflage de l'« unité ». Est-ce vrai? Nous devons avouer que nous ne pouvons vraiment pas croire une pareille énormité de la part de camarades désignés comme membres de l'organisme dirigeant de la IV^e Internationale.

Si, malgré tout, ces faits sont exacts, le camarade Johnson agit-il en accord avec notre section britannique? Le camarade Lebrun agit-il en accord avec notre section brésilienne?

Toutes nos informations nous indiquent que la majorité

1. Déclaration, archives Cannon, Institut d'histoire sociale, New York.

2. La lettre, rédigée par Trotsky, était également signée d'Otto Schüssler et de Munis, qui se trouvaient aussi au Mexique.

3. C. L. R. James et Mário Pedrosa employaient les pseudonymes de Johnson et Lebrun.

écrasante de la IV^e Internationale reste fidèle à la théorie marxiste à notre programme, à notre tradition politique et aux principes d'organisation du bolchevisme. Les liaisons avec l'Europe sont très difficiles. Mais nous pouvons et nous allons immédiatement créer un véritable comité panaméricain basé sur les sections actives, avec l'objectif de réaliser aussi vite que possible un comité exécutif international nouveau, représentant véritablement la IV^e Internationale et capable d'une activité révolutionnaire continue.

[L'ACHAT DE LA MAISON]¹

(20 mars 1940)

Chers Amis,

Dans mes lettres précédentes, je vous ai expliqué la situation d'urgence qui allait apparaître dans les mois prochains² et informés aussi des mesures qu'il faudrait prendre précisément maintenant. La personne intéressée a brusquement changé les conditions antérieures³. Néanmoins la question pourrait être réglée avec un paiement immédiat de 2 000 dollars. Le reste — pas plus et plutôt moins de 1 000 dollars — pourrait être payé en un an environ. Si vous confirmez que les 2 000 dollars sont disponibles, je vous donnerai immédiatement le nom pour le chèque. Répondez tout de suite, s'il vous plaît, par câble (oui ou non) parce qu'il attend une réponse dans les jours prochains.

1. Lettre à F. Dobbs (7692), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le propriétaire de la maison que Trotsky avait louée à Coyoacán après son départ de la Maison bleue se proposait de vendre sa maison et l'offrait en priorité à son locataire. Nous n'avons pas de copie des lettres en question.

3. Cela signifie que le propriétaire — Turati, cousin, dit-on, du socialiste italien — avait presque doublé son prix en comprenant l'intérêt que l'opération présentait pour le locataire.

[UN ARTICLE DE LA BASE]¹

(21 mars 1940)

Cher Ami,

Le camarade Harold Robins² a écrit un article excellent et utile sur les questions en discussion. Cet article a le gros avantage de n'avoir pas été écrit par un journaliste professionnel et il traite très sérieusement de deux des questions les plus fondamentales de la discussion. Un des résultats positifs de la discussion devrait être et est déjà en partie que de nouveaux orateurs, de nouveaux écrivains, de nouveaux organisateurs émergent de la base des membres. Il serait bien au minimum de miméographier cet article et de lui assurer ainsi la diffusion qu'il mérite.

1. Lettre à J. P. Cannon (7657), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Harold Roberman dit *Robins* (né en 1912), peintre en bâtiment, excellent chauffeur automobile gagné au S.W.P. en 1938, avait été sélectionné par J. Hansen pour venir à Coyoacán comme garde du corps.

[UN BON ARTICLE]¹
(25 mars 1940)

Cher Ami,

J'ai reçu et lu votre article contre Burnham². Excellent ! La discussion est déjà justifiée par le fait que de pareils articles sont écrits par des camarades qui préféreraient jusqu'à maintenant lire plutôt qu'écrire. De tels articles sont des signes, qui ne trompent pas, du haut niveau de notre mouvement et en dépit du fait que nous avons des Burnham dans notre arrière-garde. Bravo ! J'espère que l'article paraîtra dans le prochain numéro de *Clave*, comme le premier a été publié dans le dernier³.

Quand vous reviendrez à New York, il vous faudra entrer en relations étroites avec Vanzler, Novack et Weber, peut-être d'autres pour mettre sur pied une éducation théorique systématique du parti.

1. Lettre à J. van Heijenoort (10704), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agissait d'une polémique contre Burnham à travers une critique de Bertrand Russell.

3. Le premier, intitulé « L'Algèbre de la Révolution » parut dans le numéro 7 de *Clave*, et le second « Science Style Burnham », dans le numéro 8-9 daté d'avril 1940.

[L'HÉRITAGE D'E. WOLF]¹

(25 mars 1940)

Cher Camarade Goldman,

J'ai une question très importante à discuter avec vous. Vous savez que mon jeune ami et ancien collaborateur Erwin Wolf² était un homme très riche. Avant de quitter la Belgique pour l'Espagne, il a transmis à son homme de loi son testament, qui lègue les trois quarts de ses biens au parti et le quart à Natalia³. Vous savez que sa femme s'est échappée d'Espagne et qu'il a péri seul. L'information sur le testament vient directement de sa femme. Elle dit seulement qu'elle ne connaît pas le nom de cet homme de loi de Bruxelles qui détient le testament. Mais je peux presque avec assurance indiquer de qui il s'agit : ce doit être Plisnier⁴, l'ancien communiste, plus tard vague sympathisant avec nous, maintenant un bourgeois désillusionné, poète et romancier connu (son dernier roman a obtenu un prix). Je sais par des lettres de Wolf lui-même qu'il était en relation amicale

1. Lettre signée « George James », adressée à Albert Goldman, archives de Houghton, collection Goldman non classée. Avec la permission exceptionnelle de la Houghton Library. Traduit de l'anglais.

2. Erwin Wolf (1902-1937) était né en Tchécoslovaquie en plein pays germanophone dans une famille riche de commerçants en gros. Il avait négocié avec son frère le partage d'une fortune qui le mettait très à l'aise et lui permettait d'être un « permanent » politique. Il avait rejoint l'Opposition à Berlin en 1932, puis avait émigré à Paris où il avait été coopté à la direction de la section allemande en exil. En novembre 1935, il était allé en Norvège et avait été secrétaire de Trotsky jusqu'en juillet 1936. Il était membre du S.I., s'était rendu en Espagne en mai 1937. Arrêté pour la seconde fois le 31 juillet, il avait été « remis en liberté » officiellement le 13 septembre et n'avait jamais reparu, vraisemblablement assassiné par le G.P.U.

3. Natalia I. Sedova (1882-1962) était la compagne de Trotsky.

4. Charles Plisnier (1896-1952). Avocat, socialiste puis anarchisant, avait été dans les fondateurs du P.C. belge, puis de son Opposition de gauche en 1928, mais en avait démissionné en 1929, revenant au P.O.B. en 1933. Ce brillant avocat avait obtenu le prix Goncourt pour son roman à clés *Faux Passeports* sur le thème de la vie des révolutionnaires.

avec Plisnier qui l'a aidé à plusieurs reprises en tant qu'homme de loi. C'est pourquoi il est difficile d'imaginer qu'il aurait confié son testament à un autre homme de loi.

Le montant de ses biens représente de 50 à 60 000 dollars américains. Il n'est pas nécessaire de souligner l'importance pour le parti d'une somme pareille. 10 000 couronnes norvégiennes environ sont déposées à la Christiania Bank of Kreditkasse. Le gros de la somme est déposé dans quelque banque anglaise, en sterling, parts d'acier et bons⁵.

La famille de Wolf est profondément bourgeoise. Ils n'ont rien fait pour le sauver quand il a été arrêté en Espagne. Mais ils font maintenant tout pour mettre la main sur cet argent. En Norvège, la famille n'a pas encore réussi parce que, selon la loi norvégienne, le tribunal ne peut proclamer le disparu comme mort selon toute probabilité que trois ans après sa disparition. Si les éléments en faveur de la mort ne paraissent pas convaincants, le tribunal peut attendre sept ans encore. La période des trois ans finit en septembre de cette année. C'est pourquoi, au vu de cette situation très complexe, il nous faut commencer tout de suite notre intervention juridique et de façon très énergique. Compte tenu de l'importance de l'intérêt du parti engagé dans cette affaire, je crois que vous devriez prendre toute cette affaire en main.

Walter Held⁶ propose que Natalia s'adresse à l'ambassade de Belgique à Mexico ou que Hjørdis Knudsen⁷ s'adresse au ministère norvégien des affaires étrangères (Hjørdis Knudsen était la femme d'Erwin). Je peux expliquer qu'elle ne soit pas mentionnée dans le testament seulement par le fait que ce testament a été écrit avec leur dangereux voyage en commun en Espagne et que Wolf supposait que s'ils devaient périr, ils périraient ensemble. Il y a plus de deux ans, alors que je ne savais rien du testament de Wolf, j'ai écrit à Konrad Knudsen⁸,

5. Selon une lettre de Hjørdis Knudsen (cf. n. 7) Erwin avait laissé une somme de 700 à 900 couronnes à la Christiana Bank de Oslo, des parts de l'American Steel et des sommes (en livres) dont elle ignorait le montant, à Londres.

6. Heinz Epe, dit Walter Held (1910-1942), réfugié allemand en Norvège, était en liaison avec la famille de la compagne de Wolf.

7. Hjørdis Knudsen (née en 1914) avait connu Wolf dans la maison de ses propres parents, hôtes de Trotsky en Norvège, et était devenue sa compagne. Elle l'avait accompagné en Espagne, mais avait réussi à quitter le pays.

8. Konrad Knudsen (1890-1959), ancien ouvrier émigré aux Etats-Unis, journaliste et député socialiste, avait accueilli les Trotsky dans sa maison de Hønefoss. Sa compagne Hilda et lui-même s'étaient liés d'amitié avec les Trotsky.

le père de Hjørdis, qu'il fallait assurer la part d'héritage des mains de cette rapace famille bourgeoise (Konrad Knudsen et Hilda sont nos grands amis. Si on récupère l'héritage et quand on le récupérera, il serait absolument nécessaire de donner à Hjørdis sa légitime part. Mais la première question est de trouver le testament et d'assurer son exécution).

Natalia peut bien entendu s'adresser aux représentants belges (si la Belgique a un représentant au Mexique). Mais le moyen le plus direct et le plus sûr est une lettre de vous, en qualité de représentant légal de Natalia, à M^e Plisnier à Bruxelles, avec une demande d'information au sujet du testament⁹.

Wolf n'a mis Hjørdis au courant de cette affaire, à Barcelone, qu'après sa première arrestation¹⁰. Cela explique pourquoi son information sur cette affaire est un peu vague (comme je l'ai dit, elle ne connaît pas le nom de l'homme de loi et elle ne sait pas entre les mains de qui il est stipulé de verser les trois quarts de l'héritage et à quel « parti » ils sont destinés, etc.). En tout cas, Natalia est maintenant la seule personne qui puisse intervenir contre la famille.

A mon avis, votre lettre à Plisnier pourrait avoir un caractère préliminaire. Vous informez Plisnier que, selon des personnes proches d'Erwin Wolf (mieux vaut ne pas mentionner Hjørdis maintenant), vous avez été informé du dépôt du testament d'Erwin Wolf chez un homme de loi de Bruxelles et que, d'après la correspondance de Wolf dont vous disposez, vous concluez qu'il s'agit de M^e Plisnier. Vous savez par les mêmes sources que Natalia est l'une de ses héritières et que vous représentez ses intérêts. Mieux vaut ne pas mentionner l'autre héritier, le parti, parce que nous ignorons la forme sous laquelle il est désigné dans le testament et je doute beaucoup que Plisnier, dans l'état d'esprit où il est à présent, serait disposé à

9. Selon Charles Plisnier, Wolf s'était bien adressé à lui, mais comme il ne pouvait recevoir, en tant qu'avocat, le dépôt d'un testament, il l'avait renvoyé à un notaire de Charleroi, H. Mangin. La piste s'arrête là.

10. Arrêté une première fois le 27 juillet à Barcelone, libéré le 28, Wolf avait été de nouveau arrêté le 31, à l'initiative de l'agent soviétique Gerö qui avait donné l'ordre à ses subordonnés qui travaillaient au service des étrangers de la police de la Généralité de Catalogne (selon les confidences de l'ancien « agent » Ranke à Pierre Broué). On peut donc dater ces confidences à sa femme d'un moment situé entre le 28 et le 31 juillet. Une lettre de Hjørdis Knudsen à Goldman, le 29 juillet, allait préciser que Jean Rous et Rudolf Klement avaient été informés de l'existence de ces sommes (vraisemblablement par elle-même).

aider le parti. Il n'est pas exclu qu'il puisse aider la famille contre le parti. Théoriquement, il est possible que Natalia soit désignée comme unique héritière avec l'indication de la façon dont l'héritage devrait être réparti. En tout cas, je le répète, on ne peut maintenant aborder cette question qu'au nom de Natalia. Vous devriez la nommer Natalia Sedova, mais également mentionner le nom de son mari afin d'éviter tout malentendu sur les noms.

Demain nous allons discuter ici la façon d'aborder le consulat belge mais ces deux actions peuvent être menées indépendamment l'une de l'autre.

Fraternellement.

P.-S. : Je préférerais communiquer avec vous sur cette question de façon confidentielle. J'apprécierais hautement une autre adresse. Si vous souhaitez écrire au sujet de cette affaire, adressez-vous à moi sous le nom ci-dessus (George James) chez Wells Fargo, à Mexico City, D. F.

P.P.-S. : L'adresse de Plisnier est la suivante : Charles Plisnier, c/o Editions Correa, 166, boulevard Montparnasse, Paris XIV^e.

Je crois que ce serait bien que vous écriviez également une lettre à Hjørdis Knudsen. Son adresse : M^{me} Hjørdis Knudsen, « Cultus », Hønefoss (Norvège). Vous pouvez indiquer dans la lettre à Hjørdis ce que j'ai dit de la nécessité de lui assurer sa légitime part.

[LE COÛT DE LA MAISON]¹

(27 mars 1940)

Cher Camarade Farrell,

Je vous envoie ces lignes en toute hâte seulement sur la question urgente². L'homme qui, il y a une année, demandait 2 000 dollars, en demande maintenant 3 100. Les raisons ne sont pas difficiles à comprendre : la situation est pour lui infiniment plus favorable qu'il y a un an. Le prix en lui-même n'est pas élevé, mais où trouver autant d'argent ? Il insiste pour que tout lui soit payé immédiatement. Peut-être pourrais-je arranger le paiement en deux versements : 2 600 maintenant et 500 dans six mois environ. Je pourrais lever 500 dans le fonds de ma maison. Mais, même à cette condition qui peut créer de nouvelles difficultés dans les prochains mois, il faudrait 2 600 tout de suite. Je doute que le fonds d'urgence soit capable d'un tel effort. Sinon, nous abandonnerons toute cette histoire.

En ce qui concerne les questions d'organisation, je vous écrirai dans les jours prochains.

Nous avons reçu une très jolie lettre de Marvel³ et nous sommes heureux qu'en dépit de votre séparation, elle semble dans une bonne disposition d'esprit.

L'article de Goldman, « Staline en Finlande », est excellent : cette façon calme, propagandiste, est la meilleure pour un journal ouvrier.

1. Lettre à F. Dobbs (7693), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'achat de la maison dont Trotsky était locataire, avenida Viena.

3. M^{me} Dobbs était restée transitoirement à Minneapolis tandis que Farrell prenait ses nouvelles responsabilités à New York.

NOTES SUR LA GUERRE¹

(1940)

En ce moment², les livres à la mode dans le domaine militaire sont ceux qui disent que la défensive est la pire des erreurs. Nous avons sur le front Ouest le spectacle significatif de toutes les puissances militaires en train de se défendre contre un ennemi inexistant.

Sur mer, l'Allemagne est en train de mener une guérilla du faible contre le fort³. Sur terre, de façon générale, il n'y a pas de guerre. Tout se passe comme si les masses innombrables, armées jusqu'aux dents, étaient intimidées et subjuguées par leur propre technique et les fortifications qu'elles ont construites. Cela pourrait au premier coup d'œil paraître la réalisation de la vieille prophétie pacifiste selon laquelle le développement des armes a atteint un niveau tel que cela rend la guerre impossible. Mais c'est là une fiction optimiste.

Mussolini n'a pas de stratégie politique internationale. Il vit au jour le jour. Des plans d'ensemble dépassent ses capacités. D'où les constants zigzags de son orientation et de sa propagande. Au tout début, il a essayé de repousser les avances de Hitler, mais à la fin il a cédé et commencé à suivre la direction de Hitler. Au début de la guerre soviéto-finnoise, Mussolini a

1. Notes dictées vraisemblablement en février 1940, Bibliothèque d'histoire sociale de New York.

2. Ces textes datent de toute évidence de la période de la « drôle de guerre ».

3. Pendant la « drôle de guerre », la flotte sous-marine allemande s'en prenait avec un certain succès à la flotte marchande britannique ; Hitler avait cependant interdit de couler des transports de voyageurs afin de ne pas heurter l'opinion américaine (ce qui n'empêcha pas le torpillage de l'*Athenia*). Il y eut aussi des raids spectaculaires comme celui du *Graf Spee*, l'un des trois cuirassés de poche qui se saborda finalement au large de Buenos Aires.

fortement souligné son indépendance vis-à-vis de l'Allemagne en attaquant l'Union soviétique et en aidant spectaculairement la Finlande⁴. Maintenant Mussolini se tourne de nouveau vers l'Union soviétique.

Staline non plus n'a pas de stratégie politique internationale. Il veut d'abord et avant tout se tenir en dehors de la guerre. C'est ce qui détermine ses manœuvres.

Les deux démocraties belligérantes⁵ essaient de se défendre. C'est à cela que tient leur politique mondiale. Tout le reste est discours et vague et creux, que personne ne croit.

Seul Hitler a un plan politique global. Ce plan conduira à la catastrophe non seulement le régime national-socialiste mais aussi le capitalisme allemand. Mais sur la route de la catastrophe, l'unité de la stratégie donne une force exceptionnelle à toute la politique de l'Allemagne. L'unique chef de gouvernement qui sait ce qu'il veut, c'est Hitler.

Toute la politique de Hitler est subordonnée à la lutte pour la *Lebensraum*⁶. Cette exigence lui est dictée par le puissant développement de l'industrie allemande pour laquelle les frontières de l'Etat national sont devenues un insupportable carcan. Bien des journalistes excellent à prendre Hitler en contradiction avec lui-même quand des affirmations de son livre *Mein Kampf* diffèrent de ses discours d'actualité. Ces contradictions sont indéniables et nombreuses. Mais en définitive, elles sont tout de même superficielles.

Il est absolument évident, même pour Hitler, qu'il a surestimé la puissance militaire de la France et sous-estimé la capacité de résistance de l'Union soviétique. Cette analyse⁷ remonte à plus de dix ans. Il faut maintenant réévaluer bien des quantités. L'hégémonie de la France en Europe a été détruite, sans guerre. Hitler ne s'y attendait pas. La situation objective et le rapport des forces se sont révélés de façon importante plus favorables à ses plans qu'il ne l'avait calculé.

En ce qui concerne l'Union soviétique, les choses ont tourné différemment de ce que Hitler avait imaginé en 1926. La

4. La Finlande ne reçut guère d'aide matérielle exception faite précisément de ces envois de matériel militaire italien que l'Allemagne finit par interrompre à la demande de l'U.R.S.S.

5. La France et la Grande-Bretagne.

6. En allemand dans le texte : il s'agit de l' « espace vital ».

7. Il s'agit de l'analyse faite par Hitler dans *Mein Kampf*.

force révolutionnaire de Moscou n'a pas seulement reculé, elle a été complètement éliminée dans le récent passé. Hitler, mieux que personne, est à même d'apprécier la signification des procès où les dirigeants du bolchevisme et de la guerre civile, ses ennemis mortels, ont été décrits comme ses agents stipendiés. La légende de la domination de la république soviétique par les Juifs a été ébranlée par la croissance de l'antisémitisme dans la caste dirigeante et le fait qu'on a enlevé tous les Juifs des postes responsables (dans son livre, Hitler appelait le bolchevisme la progéniture de l'Enfer et définissait ainsi sa signification historique : « Il nous faut voir dans le bolchevisme russe une tentative des Juifs au xx^e siècle pour prendre le pouvoir dans le monde »).

Finalement, au sens technique, l'Union soviétique a remporté d'importants succès. De nombreuses usines fabriquent maintenant des véhicules à moteur ; l'armement des militaires a atteint des sommets significatifs ; l'aviation a progressé ; et l'industrie de guerre est devenue une force considérable.

Il est possible que Hitler ait décidé de tourner dans la direction de Moscou, c'est-à-dire de changer radicalement de stratégie, d'abandonner la colonisation à l'Est et de tourner son attention vers les colonies⁸. Il n'était pas facile d'opérer un tournant. Il a fallu un long intervalle de silence. Il est possible que ce soit cet intervalle par lequel le gouvernement nazi est en train de passer aujourd'hui. Dans tous ses discours et articles de journaux, il n'y a pratiquement pas de mention du Kremlin. Hitler n'a fait aucune mention de l'Est ou du gouvernement soviétique dans son discours programmatique du 28 avril dernier. On pourrait interpréter ce fait comme la préparation d'un changement radical de toute la politique allemande.

Dans un discours au Reichstag le 6 octobre⁹, Hitler hurlait comme un furieux que « l'affirmation que l'Allemagne a préparé des plans d'expansion en Ukraine et en Roumanie, etc., est une fabrication ».

8. La ligne d'attaque en priorité sur les Occidentaux n'était pas celle qu'avait dessinée *Mein Kampf*.

9. Le 6 octobre 1939, dans un grand discours au Reichstag, Hitler lançait une offensive de paix : « Pourquoi devrait-il y avoir maintenant la guerre à l'Ouest ? Pour reconstituer la Pologne ? La Pologne du traité de Versailles ne ressuscitera jamais. Ce sont deux des plus grands Etats de la terre qui le garantissent ». Il ne demandait rien à la France et à la Grande-Bretagne, sauf des revendications coloniales.

Pour Staline, l'alliance ou, plus précisément, le pacte avec l'Allemagne était nécessaire pour sauvegarder sa position de neutralité. Tout ce que Staline a donné à Hitler et tout ce qu'il peut lui offrir, c'est d'avoir les mains libres dans sa politique extérieure à l'Ouest et au Sud, c'est-à-dire dans la direction des colonies. Les protocoles de Moscou du 29 septembre¹⁰ visent à aider Hitler à obtenir la capitulation de la France et de l'Angleterre mais ne lient nullement les mains de Staline par une promesse d'aider Hitler militairement. Et ce n'est pas par hasard. Pour Hitler, cela ne suffit pas. Se lancer dans une guerre contre l'Angleterre et la France — et les Etats-Unis à la première occasion — avec l'Italie comme unique allié serait par trop léger. En Méditerranée, l'Italie pourrait être très vite mise hors du jeu. L'Allemagne resterait seule. Derrière elle, il y aurait une Russie neutre. Dans quelle mesure cette neutralité pourrait être tenue pour acquise ? Hitler ne peut pas poursuivre maintenant une telle combinaison, espérant obtenir plus, ultérieurement, quand il y aura sur Moscou une pression des événements. Cet état de choses transitoire explique la politique de Moscou à l'égard de Berlin, une politique qui consiste à flirter, à attendre son heure, à gagner du temps — et la politique de Berlin qu'on peut caractériser comme un intervalle de silence.

Peut-être Hitler n'a-t-il pas du tout abandonné son idée de marcher à l'Est et ne garde le silence maintenant que pour ne pas jeter l'Union soviétique dans les bras de l'Angleterre. Cette hypothèse serait plus crédible et convaincante si [la campagne de Hitler contre les Britanniques] n'avait pas pris un caractère aussi acharné et aussi provocateur. La question des colonies a été mise au premier plan. Les communications maritimes ont été coupées et Hitler a laissé clairement comprendre qu'il voulait éprouver ses forces sur mer contre l'Angleterre ; car ce qu'il a besoin de savoir, c'est que son front intérieur est sûr. En critiquant la politique extérieure allemande avant la guerre, Hitler a répété avec insistance que son échec avait été d'être incapable de trouver les alliés nécessaires. L'Allemagne a été battue parce qu'elle les a laissés à ses ennemis. Elle aurait dû trouver un langage commun avec la Grande-Bretagne ou au

10. Il s'agit du traité du 28 septembre 1939 également assorti d'un protocole secret signé à Moscou par von Ribbentrop. La frontière était révisée en Pologne mais la Lituanie passait dans la sphère soviétique.

moins s'appuyer sur la Russie. Elle n'a fait ni l'un ni l'autre et ce fut là la pire des défaites. On ne peut supposer que Hitler a oublié toutes ces leçons et qu'il veut maintenant s'allier à Staline et défier le monde entier.

La campagne contre la Grande-Bretagne se mène aujourd'hui dans la presse allemande pratiquement sur le ton qui a toujours été utilisé dans le cours d'une guerre et pas avant. Au centre de cette campagne se trouve ce qu'on pourrait appeler l'histoire du pillage colonial britannique. Dans *Arbeitertum*, l'organe officiel du Front du Travail, on trouve une série d'articles qui dépeignent les cruautés des Anglais dans le cours de la colonisation des différentes parties du monde. On souligne le contraste entre le caractère princier des bâtiments officiels et la pauvreté des masses indiennes, on montre des photos de la pauvreté indienne, etc. En un mot, la race inférieure des Indiens n'a pas de meilleurs amis et les aristocrates anglo-saxons pas de critiques plus sévères que les nationaux-socialistes allemands.

Le gouvernement britannique a été si surpris par la propagande de l'Allemagne contre la Grande-Bretagne et contre les efforts de la Grande-Bretagne pour encercler et étrangler l'Allemagne, qu'il a pleinement révélé sa propre naïveté — il attendait la gratitude de Hitler pour les services qu'il lui avait rendus.

Hitler, dans son discours au Reichstag du 28 avril a assuré que sa lutte, son désir permanent d'amitié et de collaboration entre l'Allemagne et l'Angleterre étaient dictés par ses sentiments personnels. « Dans toute mon activité politique, je n'ai jamais cessé de défendre la nécessité d'une amitié étroite et d'une collaboration entre l'Allemagne et l'Angleterre. »

En Pologne, Hitler condamne simplement des millions d'êtres humains à l'annihilation physique afin de faire place nette pour les colonies aryennes¹¹... préparant ainsi une base élargie pour frapper à l'Est.

Dans l'alliance germano-italienne, l'Italie représente le côté incommensurablement le plus faible du fait de sa situation géographique comme du niveau de son développement écono-

11. Les déportations avaient commencé dès le partage de la Pologne. Des « territoires de l'Est incorporés » vers la région rebaptisée « gouvernement général » avaient commencé les déportations de Juifs et de Polonais : au cours de la première année, un million et demi de personnes furent ainsi déportées, remplacées par des colons dans la proportion d'un tiers.

mique. L'Italie va recevoir les coups les plus rudes et même dans le cas de succès, ne recevra que des miettes. En Espagne, le rôle de l'Italie a été beaucoup plus important que celui de l'Allemagne ; mais maintenant, dans la répartition des bénéfices économiques qui en découlent, l'Allemagne laisse l'Italie loin derrière elle.

C'est pour cette raison que l'Espagne résiste de toutes ses forces et ne veut pas rejoindre l'Axe, car son rôle, si elle le faisait, serait de tirer les marrons du feu pour ses puissants alliés¹².

Bien sûr, l'U.R.S.S. peut venir à bout de la Finlande, mais le coup porté au prestige du Kremlin sous les yeux du monde sera dans une certaine mesure traduit à l'intérieur du pays.

Le sort de ce même pays, la Finlande, démontre qu'il n'est pas aujourd'hui si facile d'unifier l'Europe sous la poigne nazie. En outre, dans cette voie, l'Allemagne va dès ses premiers pas se heurter à une opposition irréconciliable des Etats-Unis. Une victoire de l'Allemagne et l'unification de l'Europe par elle ne signifieraient qu'un pas vers une lutte ouverte pour la domination du monde, y compris l'Amérique latine, avec le soutien des nazis à l'intérieur des Etats-Unis.

Dans quel pays peut-on attendre une révolution d'abord ? De toute évidence, dans ceux où une base économique plus faible sera détruite par la guerre avant qu'elle le soit dans les autres pays. C'était le cas de la Russie tsariste pendant la dernière guerre, et l'Autriche-Hongrie suivit après elle. Puis vint le tour de l'Allemagne : malgré sa productivité du travail élevée, son manque de matières premières sapait sa base économique déjà percée de nombreuses lacunes.

Sumner Welles s'en va en Europe le 17 février pour avoir des entretiens sur un monde à venir qui reposerait sur « une base ferme et stable ». C'est plus facile à dire qu'à faire.

Le sénateur républicain Johnson¹³ de Californie pense

12. Ce n'est qu'en juin 1940 que le gouvernement espagnol fit ses premières propositions d'entrée en guerre : il demandait vivres, essence, armes et le domaine nord-africain français.

13. Hiram W. Johnson (1866-1935), avocat de Sacramento, gouverneur de Californie en 1905, sénateur en 1917, exprimait le point de vue des « isolationnistes ».

même qu'il n'y a pas de raison d'envoyer Sumner Welles en Europe. « Occupons-nous de nos affaires. » Malheureusement, M. Johnson n'indique pas où a été tracée la limite de ce qu'il appelle « nos affaires ». Les frontières de « nos affaires » incluent le même espace que Hitler appelle le *Lebensraum* des nazis. Les guerres se produisent parce que des nations différentes veulent tracer de façon différente les frontières de leur propre espace vital.

Le 16 février, le président du comité Républicain aux Etats-Unis, John Hamilton¹⁴, disait :

« Aujourd'hui, il y a dans nos rues 9 millions de chômeurs. Dix autres millions dépendent du gouvernement pour leur nourriture et leur toit, enchaînés à un travail par le choix de l'accepter ou de mourir de faim. Et pourquoi ? Parce que les grands esprits du New Deal ont dit que notre système de libre entreprise américaine avait atteint le bout de sa route, que la loi de l'offre et de la demande avait été abrogée, que notre unique voie de salut était de singer les systèmes européens d'économie planifiée et d'abandonner la voie américaine qui nous a menée aux sommets que nous avons atteints dans un trajet de 150 ans... »

Le même Hamilton disait le 16 février :

« Quel pathétique spectacle que de voir tous ceux qui sont aux postes de direction prêcher la nécessité de sauver la démocratie partout sauf aux Etats-Unis ! »

Il est impossible d'avoir impunément l'industrie la plus puissante, plus des deux tiers de la réserve d'or mondiale et dix millions de chômeurs.

Des Américains d'origines politiques diverses viennent me rendre visite dans ma retraite. Je suis de près la presse des Etats-Unis. Mon impression générale est que la classe dirigeante de la grande république nord-américaine est désorientée. On peut autant qu'on veut jeter la pierre sur les étrangers. Mais cela ne suffit pas. Ce qu'il faut, c'est un programme pour sortir

14. John D. M. Hamilton (1892-1973) était depuis 1936 président du comité du parti républicain.

l'humanité de l'impasse où elle se trouve, d'autant plus qu'il s'agit d'une impasse qui se termine sur un gouffre. Il faut un programme. Je prétends que ni la classe dirigeante d'Europe ni celle d'Amérique n'a un semblable programme. Et c'est dans ce seul fait que réside la force des extrêmes. On peut, comme Hoover, identifier le bolchevisme et la peste. Mais les mots vigoureux ne suffisent pas à résoudre les grands problèmes historiques.

Un régime totalitaire ne signifie pas du tout que le peuple entier est soudain devenu fou. Il veut dire que la meilleure partie a été supprimée ou intimidée, mais n'a pas cessé de penser. Du côté opposé, une partie de la population a intérêt à maintenir le régime totalitaire. Entre ces deux extrêmes se trouve la masse désorientée du peuple, qui attend des développements nouveaux pour rejoindre l'un ou l'autre camp.

Bien entendu, l'Union soviétique sous sa forme actuelle n'est nullement une indication de la route que les peuples du monde doivent prendre à l'avenir. Cependant l'expérience de tous les autres pays, celle des pays les plus civilisés au moins depuis la guerre et la paix de Versailles, montrent clairement la voie à ne pas prendre.

Les actuelles convulsions du monde sont la confirmation tragique du pronostic de Marx et en même temps un signe infaillible que le dénouement approche. Après de terribles expériences historiques, l'humanité sortira sur une route nouvelle dont tous les développements antérieurs ont jeté les bases. Les *xvii^e* et *xviii^e* siècles ont ouvert la voie à la raison dans les domaines technique et en partie dans celui du gouvernement. Mais la révolution bourgeoise s'est montrée incapable d'introduire la raison dans le domaine des rapports économiques. Dans ce domaine, la maîtrise absolue des forces aveugles du marché a continué. Pour délivrer l'humanité du chaos et de la folie, il faut que le règne de la raison ne soit pas restreint à la science et à la technique, mais soit solidement établi dans celui des rapports économiques. La société sera construite sur un modèle rationnel, comme les machines aujourd'hui. Les barrières d'Etat seront abattues. Les ressources naturelles commenceront à être exploitées conformément aux intérêts de l'humanité tout entière, comme fédération socialiste des peuples.

[NOTES SUR L'U.R.S.S.]¹

(mars (?) 1940)

Une seule conclusion doit être tirée du conflit soviéto-finnois. Personne au Kremlin n'avait prévu quoi que ce soit, intoxiqués qu'ils étaient par leurs vantardises et par les succès tombés sur Staline comme des miettes de la table de Hitler. Au Kremlin, on n'avait rien prévu ni fait aucun préparatif. L'initiative des succès du Kremlin revenait totalement et entièrement à l'Allemagne. Hitler a poussé Staline du coup soigneusement et lentement d'abord pour qu'il aille contre la Pologne, plus tard contre les Etats Baltes. La résistance en Finlande qui n'aurait pu commencer sans l'aide directe de l'Allemagne — par l'intermédiaire de l'Italie — a obligé le Kremlin à se décider sur-le-champ.

Nous constatons maintenant les mêmes caractéristiques et les mêmes résultats dans le domaine diplomatique et militaire. Staline a pu réussir dans les Pays Baltes du fait d'une combinaison de forces militaires et diplomatiques favorable. Mais là où il aurait fallu initiative et pénétration, sa politique n'a apporté à l'Union soviétique qu'humiliation.

Il en fut de même en Allemagne où la clé de la défaite interne était dans une large mesure aux mains du Comintern et où la direction de Staline a pavé la voie pour la victoire de Hitler².

Il en fut de même en Espagne où le Kremlin a pris entre ses mains la direction de la guerre civile et a voué le peuple espagnol aux pires désastres. Personne, ni Hitler, ni Mussolini, n'a rendu un tel service au général Franco, que Staline.

1. Notes écrites après la fin de la guerre de Finlande, Bibliothèque d'histoire sociale de New York.

2. L'I.C. imposa à sa section allemande une politique tout entière tournée contre la social-démocratie, baptisée alors « social-fascisme » et cette division fut fatale au mouvement ouvrier allemand, seule force susceptible d'arrêter les nazis.

On peut évaluer la peur qu'a le Kremlin d'une attaque de l'Allemagne nazie aux efforts et sacrifices colossaux dépensés sur les lignes de défense le long des frontières occidentales de l'U.R.S.S.

La tâche initiale du bolchevisme était la révolution socialiste internationale. Il ne pouvait bien entendu être question qu'un pays arriéré et pauvre comme l'était la Russie et comme l'est encore l'Union soviétique soit capable d'imposer militairement une révolution socialiste à d'autres peuples. Il s'agissait qu'une révolution soit faite par le prolétariat des pays avancés. Pour le gouvernement soviétique, la tâche était, d'un côté, d'aider au gouvernement de ces révolutions, et de l'autre de tenir son propre territoire jusqu'à la victoire du prolétariat dans les autres pays. La ligne fondamentale de la politique internationale de l'U.R.S.S. était d'exploiter les contradictions des autres pays pour tenir. Une politique militaire agressive était impensable.

Le bolchevisme partait de la compréhension que, dans les frontières d'un seul pays et, de plus, d'un pays arriéré, il était impossible de construire le socialisme et que le socialisme, comme le capitalisme avant lui, devait embrasser le monde entier. La route vers la révolution socialiste mondiale ne consiste pas du tout dans l'expansion militaire d'un seul Etat dans lequel la révolution l'a emporté plus tôt qu'ailleurs.

A l'automne de 1924, Staline arriva pour la première fois à la conclusion qu'on pouvait construire le socialisme dans un seul pays. Cette théorie a acquis ultérieurement une importance énorme dans la politique intérieure comme étrangère de l'Union soviétique. Sur le peuple, s'est élevée une puissante bureaucratie qui concentrait entre ses mains tout le pouvoir et la part du lion dans le revenu national. Staline lança le mot d'ordre : « Nous ne voulons aucune terre étrangère, mais nous ne céderons pas un pouce de la nôtre. » Ce mot d'ordre d'une politique purement conservatrice à l'extérieur correspondait à la position matérielle de la bureaucratie dominante : elle se sentait trop faible pour une guerre étrangère mais assez forte pour régner à l'intérieur.

Le seul danger immédiat provenait du Japon et il n'était dangereux que pour certaines parties du territoire et ne constituait nullement une menace pour l'existence de l'Etat. Moscou acheta le moyen d'échapper au danger japonais par des concessions. En Occident, l'U.R.S.S. était protégée par une Pologne

qui, bien qu'hostile, était faible et par une faible Allemagne semi-amicale.

En 1924, dans *Vers le Socialisme ou vers le Capitalisme?*, cinq ans avant l'apparition du *Biulleten*, nous avons essayé d'expliquer aux maîtres actuels du Kremlin que la force et la vitalité d'un ordre social sont déterminées par la productivité du travail. Nous réclamions donc l'élaboration des divers coefficients de la productivité du travail en U.R.S.S. et dans les pays capitalistes en tant que critère fondamental pour éclairer la question de savoir si en U.R.S.S. le danger venant du côté du capitalisme diminuait ou grandissait au point de vue économique ou militaire : il n'est pas possible de séparer ces deux dangers. Staline nous répondit en disant que le développement socialiste ne dépend pas du rythme du développement ou par conséquent du rythme de la croissance de la productivité du travail. Les statistiques ne sont établies que sur des totaux et n'inspirent guère confiance. Dans *La Révolution trahie*, nous avons essayé de nouveau d'expliquer la pleine signification de la relativité de la productivité du travail et du revenu relatif par tête. Tous ces calculs qui font apparaître le bas niveau de la productivité du travail en U.R.S.S. sont considérés comme du sabotage et sévèrement réprimés. Mais le naturel économique, si on le met à la porte, va revenir par la fenêtre. A travers les à-coups convulsifs, les masses populaires ne peuvent émerger de la pauvreté. Au dernier congrès, Staline a été obligé de faire une tentative pour expliquer ce fait. Il n'a rien pu dire d'autre sauf que nous étions arriérés. Il nous faut nous mesurer avec les pays capitalistes. De plus en plus de nouveaux sacrifices sont nécessaires ; pour les justifier, Staline a dû, pour la première fois, donner les chiffres du revenu national par tête. Mais à eux seuls, ils ne veulent rien dire. La dynamique est décisive. Il faut comparer année par année le mouvement de la productivité en U.R.S.S. et dans les pays capitalistes afin de déterminer si le système économique actuel en U.R.S.S. est ou non justifié. C'est seulement de cette façon qu'on peut décider la mesure de la viabilité militaire de l'Etat.

Le personnage militaire le plus éminent est maintenant le chef d'état-major général, Chapochnikov. La révolution l'a trouvé général tsariste. Son caractère essentiel est une servilité totale et l'absence de caractère. Il s'est adapté à tous les patrons et a survécu à tous. Un cas exceptionnel... un ancien général

tsariste devenu maintenant membre du comité central du parti bolchevique.

Boudienny était un chef audacieux de guérilla à cheval sur une grande échelle. Il a été récompensé par le rang de maréchal et obligé de trahir tous ses collègues. Le général de cavalerie a engraisé, mais ses qualités militaires, elles, n'ont pas changé. Il a besoin d'être dirigé par un chef militaire pénétrant et instruit. Il était absolument incapable de se donner à lui-même une telle direction. Ainsi tout le cours des choses a été déterminé par Staline...

On ne pouvait bien entendu s'attendre à ce que Vorochilov puisse corriger Staline.

Il est de façon générale impossible de parler sérieusement de Vorochilov, soit comme personnage politique, soit comme chef militaire. Les qualités d'un grand administrateur, la capacité de combiner dans sa tête les divers facteurs d'une situation et de prévoir leur future interaction, lui sont totalement étrangères. Maintenant de plus en plus alourdi par les ans, dupé par les flatteries officielles, habitué à son poste élevé, l'ancien guérillero audacieux ne peut plus guère se distinguer des ministres de la guerre tsaristes de l'ancien temps.

Il est moins possible encore d'attendre critiques et argumentation de son état-major général, car tous ne se souviennent que trop du destin de Toukhatchevsky et de ses collègues³.

Le problème de passer à un système de milices a joué un rôle considérable dans notre travail comme dans nos conceptions militaires. Nous considérions la question comme une question de principe. Nous croyions que seul un Etat socialiste pouvait se permettre de passer à un système de milices. « Si nous opérons ce passage graduellement, écrivai-je en 1923, ce n'est pas du fait d'appréhensions politiques, mais pour des raisons de nature organisationnelle et technique : c'est une entreprise nouvelle — d'une incommensurable importance — et nous ne voulons pas entreprendre la seconde étape avant d'avoir assuré la première. » Tout ce grand travail a été réduit à néant. La milice a été abolie en faveur de l'armée permanente. Le raisonnement était purement politique : la bureaucratie n'avait plus aucune confiance en une armée éparpillée dans le peuple,

3. Allusion aux chefs de l'Armée rouge exécutés, dont M. N. *Toukhatchevsky* (1893-1937) maréchal et chef d'état-major.

fondue avec le peuple. Elle voulait une armée de casernes pure, isolée du peuple.

Un ordre a été donné dans l'Armée rouge de remporter à tout prix des succès le 23 février, anniversaire de la formation de l'armée. On a vu ordres semblables plus d'une fois dans le passé. « Réalisez tel ou tel vol [aérien] à l'occasion du nouveau congrès du parti. Sans tenir compte des conditions climatiques, faites un vol à haute altitude le jour de l'anniversaire du Chef », etc. Des dizaines d'accidents aériens ont été dus au fait que les vols avaient lieu non en fonction des conditions atmosphériques, mais en fonction des impératifs du calendrier officiel.

Faisant référence à un communiqué de son bureau étranger, *Krasnaia Zvezda*, le journal du commissariat à la défense écrivait le 18 février :

« Les ouvrages de Trotsky occupent une place très respectée dans les bibliothèques italiennes en dépit du fait que tous les livres d'auteurs juifs en sont retirés. Quand un visiteur l'interrogea à la bibliothèque publique de Milan, « Mais Trotsky n'est-il pas juif ? », le bibliothécaire répondit : « Oui, mais c'est en vertu de ses services qu'on en a fait un Aryen honoraire. »

En Union soviétique, il existe plusieurs millions de familles privilégiées, privilégiées à des degrés divers. C'est bien suffisant pour appliquer les différents programmes et assurer les applaudissements pour le double jeu.

A l'époque de Lénine, les présidents de toutes les républiques soviétiques avaient des droits égaux à ceux des présidents des hautes institutions soviétiques. Maintenant le seul Kalinine⁴ est président du soviet suprême. Dans ce changement est assez clairement symbolisé le changement de la politique générale à l'égard des républiques nationales. Il ne reste pas trace de l'autonomie. Le Kremlin décide de tout pour tous.

Une victoire des Etats impérialistes sur l'Union soviétique signifierait l'effondrement, non seulement de la bureaucratie

4. Mikhaïl I. Kalinine (1875-1946), un ancien ouvrier à l'allure de paysan, était président du Soviet suprême — chef de l'Etat — depuis 1923 ; lié aux droitiers dans un premier temps, il s'était ensuite rallié.

totalitaire, mais aussi des formes de propriété établies par la Révolution d'Octobre qui ne pourraient ainsi avoir eu un caractère que temporaire.

Exactement comme, après la Grande Révolution française, il fut impossible de restaurer les rapports féodaux dans leur totalité pour une période durable, de même après la Révolution d'Octobre, les rapports capitalistes complets sont impossibles pour une durée importante. Au contraire, les nouvelles formes de propriété vont se répandre de plus en plus aux autres pays.

Les choses vont tout autrement avec les frontières géographiques. Elles peuvent changer et elles changeront. On peut supposer que, dans le cours de la guerre, se développeront des tendances nationales, ou, plus exactement, qu'elles verront le jour.

Quand l'Italie a attaqué l'Ethiopie, j'étais entièrement du côté de cette dernière, en dépit du Négus⁵ éthiopien pour qui je n'avais aucune sympathie. Ce qui comptait, c'était de s'opposer à la conquête de nouveaux territoires par l'impérialisme. De la même façon je m'oppose fermement aujourd'hui au camp impérialiste et je soutiens l'indépendance pour l'U.R.S.S., malgré le Négus du Kremlin.

5. « Négus » est le titre de l'Empereur d'Ethiopie.

DÉCLARATION SUR LE C.E.I. RÉSIDENT¹

(2 avril 1940)

Etant donné que le comité exécutif international résidant a virtuellement cessé d'exister en tant que tel, les soussignés doivent faire connaître l'information suivante :

1. Le C.E.I. résidant a été mis sur pied à New York après le début de la guerre, sa composition n'étant déterminée que par la présence dans cette ville² ; un secrétaire administratif a été désigné par le comité politique du S.W.P. pour le travail avec ce comité³.

2. Ce comité devait servir de secrétariat avec la participation la plus complète possible des autres membres du C.E.I. présents sur ce continent⁴.

3. Immédiatement après l'ouverture de la discussion dans le S.W.P., une majorité des membres du comité résidant a tenu à s'aligner fractionnellement sur la Minorité de ce parti, s'abstenant d'utiliser leur fonction dans le comité pour apaiser la lutte et ignorant en fait l'existence du C.E.I. pour tous les objectifs pratiques.

4. Ce non-fonctionnement de la majorité des membres du comité résidant a été prouvé de façon concluante quand les membres du C.E.I. Crux et Fischer et le représentant des sections mexicaine et espagnole, Munis, se sont adressés à lui le

1. Déclaration, archives Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Le texte est également signé d'Otto Schüssler et Munis.

2. Le premier procès-verbal du C.E.I. de New York, en date du 12 septembre mentionne comme membres : Lebrun (Mário Pedrosa), Anton (Nathan Gould), Trent (Max Shachtman), Johnson (C.L.R. James) et Martell (James P. Cannon) (16254). La composition ultérieure n'a guère varié, les pseudonymes en revanche changeant souvent.

3. Le document du 12 septembre 1939 mentionne l'invitation de Stuart (Sam Gordon), élu secrétaire administratif par le C.E.I. résidant.

4. Ces derniers sont, selon le même document, Fischer (Otto Schüssler), O'Brien (Trotsky) et Brady (Munis).

20 février en lui proposant d'intervenir dans la discussion du Socialist Workers Party avec l'objectif de préserver l'unité⁵. Le secrétaire du comité a transmis cette communication au camarade Martel⁶ avec sa propre adhésion. Malgré l'extrême gravité et l'urgence de la situation, on n'a reçu aucune réponse des camarades Trent, Anton, Johnson et Lebrun⁷.

5. Les camarades Trent et Anton ont participé à la conférence scissionniste de Cleveland de la minorité en tant que membres de la fraction dans le S.W.P. Le camarade Johnson sans aucune autorisation de la section britannique et, plus certainement, sans aucune autorité du C.E.I. Le camarade Lebrun a endossé les actions décidées là, également sans l'approbation de sa propre section et sans avoir consulté le C.E.I. La seule communication reçue par le C.E.I. du Brésil dans la période récente nous informe que la section de là-bas maintient la position de « défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. », acceptant la discipline de la IV^e Internationale en dépit des divergences d'opinion dans ses rangs. Elle blâme également Lebrun pour avoir négligé son devoir par rapport à son propre parti⁸. Tous ces camarades ont ainsi agi dans le dos du comité exécutif international et avec une profonde négligence de leurs devoirs en tant que membres de cet organisme.

6. Toutes nos informations disent que l'écrasante majorité de la IV^e Internationale demeure fidèle à la théorie marxiste, à notre programme, à notre tradition politique et aux principes organisationnels du bolchevisme. Les liaisons avec l'Europe sont très difficiles. Mais nous pouvons et devons immédiatement créer un véritable centre pan-américain basé sur les sections actives, avec l'objectif de rétablir aussi vite que possible un nouveau comité exécutif international représentant réellement la IV^e Internationale et capable d'une activité révolutionnaire continue.

7. Dans ce but et compte tenu de la non-existence *de facto* du C.E.I. résidant, nous approuvons pleinement l'initiative prise par les sections américaine, canadienne et mexicaine de la IV^e Internationale, de convoquer une conférence pan-américaine. Cette conférence, avec la participation de toutes les sections, pourra et devra établir un organisme représentatif qui prendra la place du défunt C.E.I. résidant.

5. Cf. pp. 185-186.

6. Cannon, parfois sous la variante Martell.

7. C'est-à-dire Shachtman, Gould, James et Pedrosa.

8. Lebrun (Mário Pedrosa) était brésilien.

**[VENTE DES ARCHIVES
À HARVARD]¹**
(2 avril 1940)

Cher Camarade Goldman,

Je crois qu'en l'absence de meilleures possibilités nous devrions vendre les archives à Harvard pour 6 000 dollars² à la condition qu'ils en paient la moitié immédiatement et l'autre moitié au cours des deux années à venir. S'ils peuvent payer toute la somme immédiatement, tant mieux. Il serait souhaitable d'inclure dans le contrat un paragraphe nous permettant de récupérer les archives en reversant le montant, si, dans les deux ou trois années prochaines, nous avions une proposition nettement meilleure. Mais s'ils n'acceptent pas une telle clause, je n'en ferais pas un ultimatum.

Vous connaissez probablement par le camarade Dobbs l'affaire urgente³ pour laquelle nous devons avoir 1 000 dollars supplémentaires. La meilleure solution serait de vendre les archives *immédiatement*, et de libérer ainsi Dobbs de la nécessité de chercher des fonds supplémentaires : vous avez des choses plus importantes à faire. Aussi avez-vous « plein pouvoir » pour conclure le contrat avec Harvard.

1. Lettre à A. Goldman (8322), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Une somme finalement dérisoire, si l'on songe qu'il comportait également la vente des documents sur lesquels Trotsky espérait encore remettre la main, « disparus » à la mort de son fils et qui ont été retrouvés depuis en partie à l'Institut d'Amsterdam et en partie à l'Institution Hoover.

3. Il s'agissait de l'achat de la maison où les Trotsky habitaient avenida Viena, aujourd'hui Museo León Trotsky.

[TRAVAUX PHILOSOPHIQUES]¹

(2 avril 1940)

Cher Camarade Weber,

Votre article m'a beaucoup plu, surtout la partie qui traite de la logique de Bertrand Russell². Dobbs m'a écrit qu'ils sont également intéressés par l'article et vont le miméographier. Mais je voudrais proposer d'élaborer la partie concernant Bertrand Russell en un article indépendant pour *New International*. Je ne crois pas que vous auriez trop de travail : il faudrait seulement donner quelques citations précises et rendre certains passages plus compréhensibles au lecteur moyen de *New International*.

Les travaux de Plekhanov³ sur le monisme historique ont paru sous la censure du tsar qui est suffisamment explicative pour les formulations évasives à commencer par le titre du livre. Trois ans environ après la parution de ce livre, Plekhanov a publié un article sur les essais d'Antonio Labriola sur la même question. La théorie des « facteurs » historiques est très bien analysée par Labriola comme dans l'article de Plekhanov et vous devez les avoir tous les deux en plus du livre sur le monisme. Vous savez probablement que ce livre a produit une authentique révolution idéologique au milieu des années 90 du siècle

1. Lettre à J. Weber (10805), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Bertrand *Russell* (1872-1970), mathématicien et philosophe britannique pacifiste, était l'auteur d'importants travaux de logique.

3. Georgi V. *Plékhanov* (1857-1918), ancien « populiste », devint pratiquement le premier marxiste russe, l'homme qui introduisit le marxisme dans le mouvement ouvrier russe. Longtemps allié de Lénine à la tête de la fraction des « mencheviks du parti » contre les liquidateurs, il se rallia en 1914 à l'Union sacrée.

précédent. Je ne suis pas certain qu'on pourrait publier maintenant ce livre en entier : nombre de ses parties polémiques sont complètement dépassées. Mais vous verrez mieux les choses vous-même en avançant dans votre travail.

[QUESTIONS ÉCONOMIQUES]¹

(3 avril 1940)

Cher Camarade Cowles²,

J'ai été très intéressé par vos articles économiques dans *New International*. Je suis d'accord avec vous quand vous dites que votre point le plus faible est l'absence d'analyse systématique du développement économique. Mon opinion est que vous devriez vous concentrer sur ce vaste domaine, afin que le parti soit peu à peu convaincu qu'il ne peut se produire aucun événement économique important qui ne soit noté ou expliqué dans notre presse. Nous devrions de façon générale introduire une sérieuse division du travail dans le parti — également dans le domaine théorique.

En ce qui concerne le plan de votre article « La tendance politique inconciliable », il m'est difficile d'en juger sur la base de ces formulations très courtes et très abstraites.

Vous exprimez le souhait de parler longuement de toutes ces choses avec moi. Envisagez-vous un voyage au Mexique ? Si vous venez, et quand vous serez là, nous pourrions bien entendu discuter de quelques questions.

1. Lettre à D. Cowles (7601), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Dave Cowles apparaît en 1940 comme collaborateur de la presse du S.W.P. spécialisé dans les questions économiques. Nous n'avons trouvé aucune trace de son nom ailleurs et les anciens interrogés qui n'ont de cet homme qu'un souvenir vague remontant à cette période, nous ont tous suggéré qu'il s'agissait d'un pseudonyme. Certains recoupements dans d'autres correspondances suggèrent qu'il pourrait s'agir de J. Pytlak, également économiste.

[LE C.E.I. ET LA CONFÉRENCE]¹

(3 avril 1940)

Cher Camarade Stuart,

Nous acceptons toutes vos propositions, à savoir :

1. Nous signerons la déclaration collective sur l'actuel statut du C.E.I. tout de suite après avoir reçu votre projet.

2. Nous allons présenter un projet de manifeste dès que la date de la conférence aura été définitivement fixée (autrement le manifeste courrait le risque d'être dépassé par les événements)².

3. Le projet de déclaration sur la crise dans le S.W.P., en tant que rapport sur l'activité des sections, devrait être préparé à New York.

4. Sur la résolution sur la situation en Amérique latine, vous devriez vous entendre avec Munis qui est parti hier pour les Etats.

5. En ce qui concerne la date de la conférence, nous sommes d'avis qu'elle devrait être aussi rapprochée que possible, mais nous acceptons la mi-mai si on ne peut la tenir avant. Mettez-vous d'accord sur la date à New York et nous acceptons votre décision.

1. Lettre à S. Gordon (8349), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library, signée de Trotsky et Schüssler.

2. La conférence qui était prévue est celle qui a été connue en France sous le titre de « conférence d'alarme », une mauvaise traduction pour Conférence extraordinaire. C'était évidemment Trotsky qui allait se charger du manifeste que nous publierons dans le volume 24.

[POUR DES MESURES DE GUERRE]¹

(4 avril 1940)

Cher Camarade Dobbs,

Quand vous recevrez cette lettre, le congrès sera déjà bien avancé², et vous aurez une idée claire sur la question de savoir si l'on ne peut éviter la scission. Dans ce cas, la question Abern perdrait tout intérêt. Mais au cas où la minorité battrait en retraite, je me permets d'insister sur mes propositions antérieures³. La nécessité de garder le secret des discussions et décisions du comité national est d'un immense intérêt, mais elle n'est pas la seule, ni, pour le moment, la plus importante, dans les circonstances actuelles. 40 % environ des membres du parti croient qu'Abern est le meilleur organisateur. S'il reste au sein du parti, vous ne pouvez faire autrement que de lui donner sa chance de démontrer sa supériorité dans les questions d'organisation, ou de le discréditer. A la première session du comité national, la première décision devrait être de proclamer que personne n'a le droit de divulguer ce qui se passe au comité national, à l'exception des membres de ce comité dans son ensemble ou des organismes officiels — bureau politique et secrétariat. Le secrétariat pourrait à son tour concrétiser les règles du secret. Si, malgré tout, une fuite se produisait et que ce soit Abern le coupable, il faudrait faire une enquête officielle, et si c'était Abern le coupable lui donner un avertissement public : en cas de récidive, il devrait être éliminé du secrétariat. Malgré

1. Lettre à F. Dobbs (7694), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le congrès du S.W.P. s'ouvrit le 5 et se termina le 8 avril.

3. Il est clair que Trotsky n'avait pas renoncé à sa perspective, c'est-à-dire à la lutte pour éviter la scission — et il était de ce point de vue très loin de la majorité du S.W.P., laquelle avait écrit dès le 20 février que la scission était désormais inévitable.

ses inconvénients temporaires, une telle procédure serait à long terme beaucoup plus favorable que de laisser Abern, le secrétaire à l'organisation de New York, en dehors du secrétariat, c'est-à-dire en dehors de son contrôle réel.

Je comprends très bien que vous soyez satisfaits du secrétariat actuel. En cas de scission, il est sans doute le meilleur secrétariat qu'on puisse souhaiter. Mais, si l'unité est préservée, vous ne pourrez pas voir un secrétariat formé seulement de représentants de la majorité. On pourrait sans doute avoir un secrétariat de cinq membres — trois majoritaires et deux minoritaires.

Si l'opposition semble hésiter, il vaudrait mieux lui faire savoir de façon informelle : « Nous sommes prêts à garder Shachtman, non seulement au bureau politique, mais au comité de rédaction ; nous sommes mêmes prêts à inclure Abern dans le secrétariat ; nous sommes disposés à prendre en considération d'autres arrangements de ce genre ; la seule chose que nous ne puissions accepter, c'est la transformation de la minorité en facteur politique indépendant. »

J'ai reçu une lettre de Lebrun sur le C.E.I. Un type curieux ! Ces gens-là croient qu'aujourd'hui, à l'époque de l'agonie du capitalisme, dans les conditions de la guerre et de la clandestinité qui approche, il faudrait abandonner le centralisme bolchevique au profit d'une démocratie illimitée. Tout est sens dessus dessous ! Mais leur démocratie n'a de signification qu'individuelle : « Laissez-moi faire ce qu'il me plaît. » Lebrun et Johnson ont été élus au C.E.I. sur la base de principes déterminés, et en tant que représentants d'organisations déterminées. L'un et l'autre ont abandonné les principes et ignoré complètement leurs propres organisations. Ces « démocrates » ont agi tout à fait comme des franc-tireurs bohémiens. Si nous avions la possibilité de convoquer un congrès international, ils seraient certainement démis avec le blâme le plus sévère. Eux-mêmes n'en doutent pas. En même temps, ils se considèrent comme des sénateurs inamovibles — au nom de la démocratie !

Comme disent les Français, il nous faut prendre des mesures de guerre en temps de guerre. Cela signifie que nous

4. L'idée de faire élire Abern au secrétariat et de le charger de l'organisation aurait été tout simplement impensable dans la direction de la majorité du S.W.P. : incontestablement Trotsky était loin de comprendre que la marche à la scission était irréversible du fait de la détermination des deux parties...

devons adapter l'organisme dirigeant de la IV^e Internationale au rapport de forces réel de nos sections. Il y a là-dedans plus de démocratie que dans les prétentions des sénateurs inamovibles.

Si la question vient à être discutée, vous pouvez citer ces lignes comme ma réponse au texte de Lebrun.

[LA DÉMORALISATION DE RIVERA]¹

(6 avril 1940)

Cher Camarade Vanzler,

Je vous envoie un document incroyable, une interview donnée par Diego Rivera² à *La Prensa* sur la IV^e Internationale et moi personnellement. Son contenu politique est le suivant : Trotsky cherche une réconciliation avec Staline, il justifie l'agression contre la Finlande, Staline a donné l'ordre de ne plus attaquer Trotsky, etc. Mais ce n'est pas cela qui est intéressant. Le centre de l'interview est la phrase suivante :

« Trotsky va soutenir Staline dans son attitude vis-à-vis de la Finlande aujourd'hui, au congrès de la IV^e Internationale qui se tient en ce moment à New York et pour la session duquel Trotsky a déjà envoyé son représentant, l'hispano-mexicain M. Grandizo. »

Je cite verbalement et je joins le texte espagnol de cette interview.

Cette déclaration est une dénonciation de fou furieux et elle est fausse. Il n'y a pas de congrès de la IV^e Internationale à New York (peut-être Rivera a-t-il confondu le congrès de notre parti avec celui de la IV^e Internationale).

Autant que je sache, Grandizo est le véritable nom d'un

1. Lettre à Vanzler (10942), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Diego Rivera (1866-1957), peintre fameux, exclu du P.C. mexicain à la fin des années trente, rallié en 1936 à la IV^e Internationale avait joué un rôle important dans l'octroi à Trotsky du visa mexicain et l'avait reçu dans la Maison bleue de Coyoacán. Les deux hommes s'étaient liés d'une grande amitié qui s'était terminée au début de 1939 par une rupture brutale, personnelle, puis politique.

marxiste mexicain que j'ai rencontré plusieurs fois sous son nom politique et littéraire de Munis. Il n'a jamais été mon « représentant ». Il est parti, ainsi que je l'ai appris hier, pendant mon absence de la ville de México. J'étais parti faire un tour de vacances dans la région de Veracruz. Cette dénonciation, je le répète, est complètement fautive, mais elle reste, néanmoins et d'autant plus, une dénonciation de fou furieux³.

Si un congrès de la IV^e Internationale devait réellement avoir lieu à New York en secret (puisque notre presse ne l'a pas mentionné), la déclaration de Rivera ne pourrait signifier qu'une tentative de provoquer une action répressive de la police américaine contre ce congrès (inexistant).

Plus directement, cette déclaration vise à provoquer des mesures de police contre Grandizo en tant que mon prétendu représentant.

Pas nécessaire de dire que toute cette déclaration, si elle était prise au sérieux par les autorités mexicaines, pourrait être préjudiciable à mon séjour dans ce pays.

Je ne veux pas commencer ici une polémique avec Diego Rivera parce que c'est exactement ce qu'il cherche pour jeter dans la presse des centaines d'affirmations semblables, toutes plus extravagantes et absurdes les unes que les autres. Mais je crois que la section américaine de la IV^e Internationale d'un côté et Grandizo de l'autre devraient faire une déclaration publique sous la forme la plus nette et la plus impitoyable sur cette dénonciation et ce dénonciateur. Je crois même qu'on pourrait le faire au nom du congrès s'il continue, parce que Rivera est une figure assez importante pour ce genre d'« attention » d'un côté et parce que sa déclaration concerne le congrès sous le nom de congrès de la IV^e Internationale, de l'autre. Si le congrès est terminé, la déclaration devra être faite au nom du comité national et communiquée tout de suite aux représentants de la presse mexicaine. Vous serez, je l'espère, d'accord qu'il faut une mesure très énergique, autrement Rivera, dans le rôle de mon ex-ami, mettra en circulation les inventions et les calomnies les plus folles parce qu'il semble être lui-même définitivement démoralisé par sa propre trahison politique.

3. On remarque que Trotsky dément avec une énergie particulière des informations que nous savons exactes mais qui portent sur une activité clandestine. C'est d'ailleurs pourquoi il mentait. Nous nous permettons de le signaler parce que certains de nos lecteurs n'ont pas compris que le devoir de l'historien est d'approcher de la vérité et de ne pas croire Trotsky sur parole, au moins pour comprendre vraiment son action. Sur Munis, cf. n. 10, p. 199.

LÉON TROTSKY

Pas nécessaire d'ajouter que je ne lui ai pas donné le moindre prétexte pour cette déclaration honteuse ; depuis sa désertion, je n'ai jamais mentionné son nom et j'ai totalement négligé une série de mensonges et de provocations de moindre importance.

[DES TRADUCTIONS À FAIRE]¹

(7 avril 1940)

Cher camarade Malamuth,

Je vous envoie le manuscrit du livre prévu². Le texte consiste en douze articles et un avant-propos (je vous enverrai l'avant-propos en russe si j'arrive à un accord avec l'éditeur). L'éditeur pourra se faire une idée du livre à partir de ceux des articles qui ont été traduits en anglais. Je vous prie de relire le texte pour éliminer d'éventuelles erreurs.

La numérotation des articles a été revue. Il ne subsiste de doute que quant à l'ordre que pour deux articles « Les Etats-Unis d'Europe » et « Qu'est-ce que le national-socialisme ? ». Comme je n'ai pas le premier sous la main, je ne sais pas avec certitude lequel vient en second et lequel en troisième (les articles doivent se suivre dans un ordre strictement chronologique). On recherche pour moi l'article « Les Etats-Unis d'Europe », paru soit dans *The Militant*, soit dans *The New International*.

Si j'ai bonne mémoire, l'article intitulé « Qu'est-ce que le national-socialisme ? » a également été publié en anglais. Malheureusement je n'ai pas le manuscrit en anglais. On le cherche à New York et, si on trouve le texte anglais, on vous l'envoie. Sinon, il faudra traduire l'article (dans l'hypothèse où l'accord se réalise).

L'article n° 4, « Au Seuil d'une nouvelle guerre mondiale »,

1. Lettre à Ch. Malamuth (8985), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit du recueil d'articles ; *La Guerre et la Paix*, qui ne paraîtra pas.

LÉON TROTSKY

avait été publié en deux parties, la première dans *Liberty*, la seconde dans un mensuel (par l'intermédiaire de Curtis & Brown)³.

3. Curtis Brown, dirigée par Allan C. Collins, était l'agence littéraire chargée de « placer » la production de Trotsky.

[LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DOIT SE TENIR À NEW YORK]¹

(9 avril 1940)

Chers Amis,

Nous avons commencé ici à douter qu'il soit raisonnable de tenir la conférence projetée dans la ville de Lund² et pas à New York. Vous avez là les délégués des Etats-Unis, le Canadien, le Latino-Américain³. Vous pourriez inviter Gerland, sinon en qualité de représentant, du moins de membre autorisé de la section française. Vous pourriez peut-être inviter de la même façon R[osmer] qui sera début mai à New York⁴. L'équipe du *Bulleten* russe pourrait donner un mandat à Wright et Sara Weber. Nous pouvons très bien nous mettre d'accord par correspondance sur les questions les plus importantes. Une telle façon de procéder serait également favorable du point de vue des conditions d'ici. Après l'infâme dénonciation du peintre⁵, il faut éviter tout faux pas qui pourrait donner à nos ennemis matière à provocation.

Un avantage supplémentaire de ce changement serait que la délégation des Etats-Unis pourrait être composée de 5 ou même 7 membres comprenant quelques minoritaires, s'ils restent dans le parti⁶. Vous pourriez aussi inviter Johnson et Lebrun avec voix consultative (au cas bien entendu où ils ne présenteraient pas un mandat de leurs sections respectives). L'absence de Lund

1. Lettre à J. P. Cannon (7568), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Lund étant Trotsky, « la ville de Lund » désigne Mexico. La conférence projetée est évidemment la conférence internationale.

3. Le Canadien, au pseudonyme de Richardson, était peut-être Henry Kennedy, le Latino-Américain était Munis, qui venait d'arriver à New York.

4. Cette mention de Rosmer, et sous cette forme, montre bien que c'est à lui que Trotsky pensait (cf. p. 201, n. 9) comme délégué français.

5. Allusion à un article de D. Rivera dans *La Prensa* (cf. p. 262).

6. Trotsky continue à espérer.

présenterait dans la situation donnée plutôt un avantage : les calomniateurs seraient privés de la possibilité de montrer que l'Internationale fait un voyage pour aller recevoir des « instructions ».

Il est vrai qu'Oskar Fischer ne pourrait pas participer et que c'est là le seul inconvénient sérieux. Mais nous discuterons tous les projets ici et Oskar Fischer peut transmettre son mandat au nom d'*Unser Wort* aux camarades allemands à New York⁷ avec toutes les instructions nécessaires.

Je vous prie de considérer cette question sérieusement et de vous décider aussi vite que possible. Nous avons besoin de savoir la date précise de la conférence pour présenter à temps le projet de manifeste.

7. Ce groupe était animé par Benjamin Suhl et Werner Schmidt qui représentaient le premier les vues de la majorité et le second celles de la minorité.

**[ENCORE DES ARTICLES
A TRADUIRE]¹**
(10 avril 1940)

Cher Camarade Malamuth,

Je vous envoie le texte russe de deux articles qui manquaient. Comme je vous l'ai indiqué, le premier de ces articles (sur le national-socialisme) a été, si j'ai bonne mémoire, également publié dans la presse américaine, mais je ne sais pas où² (la partie correspondante de mes archives se trouve en Europe). Le second article n'a jamais été traduit en anglais.

J'abandonne l'idée d'inclure dans le livre ce qui concerne l'article annoncé sur les Etats-Unis d'Europe. J'ai trouvé le texte russe et il est trop étroitement lié aux discussions internes du parti, etc.

Ainsi, vous avez tout le texte du livre³, en anglais pour l'essentiel, et une petite partie en russe. Il ne manque que la préface. Je l'enverrai dès que le contrat aura été définitivement passé avec l'éditeur.

1. Lettre à C. Malamuth (8986), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'article, daté du 6 octobre 1933, avait été publié par *Class Struggle*, de Weisbord, *Modern Thinker* et *Yale Review*.

3. Il s'agit du livre sur la guerre.

[APRÈS LE CONGRÈS]¹

(16 avril 1940)

Cher Camarade Dobbs,

Nous avons reçu le chèque à temps. L'opération est presque terminée. Demain ou après-demain, nous espérons être en possession de la chose².

Nous avons reçu votre rapport et les informations de Joe [Hansen] sur le congrès. Autant que nous puissions en juger d'ici, vous avez fait tout ce que vous pouviez pour préserver l'unité du parti. Si, dans ces conditions, la minorité commet quand même une scission, cela démontrera seulement à chaque ouvrier à quel point elle est loin des principes du bolchevisme et combien elle est hostile à la majorité prolétarienne du parti. En ce qui concerne le détail de vos décisions, nous en jugerons plus concrètement quand nous aurons plus d'informations.

Vous devriez avoir reçu pendant le congrès un article de Harold Robins sur le travail syndical du parti. Personnellement je ne peux juger de la justification de ses affirmations et critiques. Mais c'est un article très sérieux et honnête. Ne prévoyez-vous pas de publier un bulletin syndical spécial du parti? Dans ce cas, l'article de Robins devrait, selon moi, trouver place dans un tel bulletin.

Je me permets d'attirer votre attention sur un autre article, précisément celui de Gerland contre Burnham à propos de la logique symbolique, de la logique de Bertrand Russell et autres. Cet article est très vif, et, au cas où l'opposition demeurerait

1. Lettre à F. Dobbs (7695), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de la nouvelle maison.

dans le parti et Burnham au comité de rédaction de *New International*, il pourrait être réécrit du point de vue d'expressions plus « fraternelles ». Mais sa présentation de la logique symbolique est très sérieuse, excellente, et elle me semble particulièrement utile pour les lecteurs américains.

Le camarade Weber a consacré aussi une partie importante de son dernier article à la même question. Mon opinion est qu'il devrait élaborer cette partie sous la forme d'un article séparé pour *New International*. Il nous faut continuer systématiquement et sérieusement notre campagne sur le plan théorique en faveur du matérialisme dialectique.

La brochure de Jim [Cannon] est excellente³. Elle est l'œuvre d'un authentique dirigeant ouvrier. Si la discussion n'avait rien produit de plus que ce document, elle aurait déjà été justifiée.

3. Il s'agit du recueil de textes intitulé *The Struggle for a proletarian Party* (La Lutte pour un parti prolétarien).

[LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE]¹

(23 avril 1940)

Cher Camarade Stuart,

J'ai reçu tous vos matériaux. Nous sommes d'accord sur toutes les questions essentielles.

Le projet de manifeste vous sera envoyé (non traduit) dans les quatre jours à peu près. Nous avons décidé de l'élargir, de le rendre plus programmatique et une attaque plus directe contre l'opposition. Il faut également prendre l'initiative à cet égard à l'échelle internationale (voir les lamentables lettres de Gilbert²).

Nous ne croyons pas qu'il serait avisé et même possible d'improviser ici une résolution internationale sur la question syndicale. Les sections européennes peuvent même se rebeller encore plus contre ce que les Américains leur imposent. Il suffirait que la conférence proclame sa satisfaction des initiatives sérieuses de la section américaine dans le domaine syndical, recommande la résolution du S.W.P. à l'étude de toutes les sections, crée une commission syndicale internationale et lui recommande de publier un bulletin syndical international. Cela suffirait pour la prochaine fois.

En ce qui concerne le sous-secrétariat en Europe, il ne serait pas sage de s'y opposer carrément³. Dans certaines

1. Lettre à S. Gordon (8350), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Gilbert* était alors le pseudonyme d'un dirigeant français, Yvan *Craipeau* (né en 1911), ancien des dirigeants des Jeunesses puis du P.O.I., entré dans le P.S.O.P. avec Rous et qui animait les Comités de la IV^e Internationale formés de rescapés de ces organisations. Ses lettres — à Trotsky et à Shachtman — manifestaient surtout sa sympathie pour les idées de la minorité du S.W.P. sur l'U.R.S.S. dont il était d'une certaine façon le précurseur.

3. La proposition de faire un secrétariat européen émanait de Craipeau et Marcel Hic. Ce projet fut finalement réalisé au début de 1942 mais sans contact avec New York.

conditions et avec certaines garanties, ce pourrait être utile, mais il faut bien entendu veiller à ce qu'il ne tombe pas accidentellement aux mains de gens qui ne représentent que leur propre confusion⁴. Serait-il possible de fixer un sous-secrétariat en Belgique ? Ne serait-il pas possible d'envoyer là pour quelque temps un camarade américain avec le mandat de la conférence ? Ce serait une façon sérieuse d'empêcher quelques entreprises aventuristes à cet égard.

4. Il semble que ce soient les Français qui soient visés et en particulier Craipeau.

LETTRE AUX TRAVAILLEURS DE L'U.R.S.S.¹

(23 avril 1940)

Salut aux ouvriers soviétiques, aux kolkhoziens, aux soldats de l'Armée rouge et aux marins de la Flotte rouge ! Salut de ce Mexique lointain où j'ai trouvé asile après que la clique stalinienne m'ait exilé en Turquie et la bourgeoisie pourchassé de pays en pays !

Chers Camarades ! La presse stalinienne qui ment vous a malhonnêtement trompés depuis longtemps sur toutes les questions, y compris celles qui me touchent, moi et mes camarades d'idées politiques. Vous n'avez pas de presse ouvrière ; vous ne lisez que la presse de la bureaucratie qui ment systématiquement de façon à vous maintenir dans l'ignorance et assurer ainsi la domination d'une clique parasitaire de privilégiés.

Ceux qui osent élever la voix contre la bureaucratie universellement haïe sont traités de « trotskystes », d'agents d'une puissance étrangère, flétris comme espions — hier de l'Allemagne, aujourd'hui de la France et de l'Angleterre — et envoyés devant le peloton d'exécution. Des dizaines de milliers de combattants révolutionnaires sont tombés devant les gueules des Mauser du G.P.U. en U.R.S.S. et à l'étranger, surtout en Espagne. On les a tous présentés comme des agents du fascisme. Ne croyez pas cette abominable calomnie ! Leur crime consistait à défendre les ouvriers et les paysans contre la rapacité et la brutalité de la bureaucratie. La Vieille Garde du bolchevisme tout entière, tous les collaborateurs et assistants de Lénine, tous les combattants de la révolution d'Octobre, tous les héros de la guerre civile, ont été assassinés par Staline. Dans les annales de

1. Lettre ouverte (T 4840) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

l'Histoire, le nom de Staline restera à tout jamais marqué du signe infâme de Caïn²!

La révolution d'Octobre a été faite pour les travailleurs et pas pour de nouveaux parasites. Mais, à cause du retard de la révolution mondiale, à cause de la fatigue et, dans une grande mesure, de l'arriération des ouvriers et surtout des paysans russes, il s'est élevé au-dessus de la république soviétique et contre ses peuples une nouvelle caste oppresseuse et parasitaire dont le chef est Staline. L'ancien parti bolchevique a été transformé en un appareil de cette caste. L'organisation mondiale que fut autrefois l'Internationale communiste est aujourd'hui un docile instrument de l'oligarchie de Moscou. Les soviets d'ouvriers et de paysans ont depuis longtemps péri. Ils ont été remplacés par des commissaires, des secrétaires et des agents du G.P.U. dégénérés.

Mais heureusement, parmi les conquêtes qui survivent de la révolution d'Octobre, il y a l'industrie nationalisée et l'économie soviétique collectivisée. Sur cette base, les soviets ouvriers peuvent construire une société nouvelle et plus heureuse. Nous ne devons à aucun prix rendre cette base à la bourgeoisie mondiale. C'est le devoir des révolutionnaires de défendre bec et ongles toutes les positions conquises par la classe ouvrière, qu'il s'agisse des droits démocratiques, des échelles de salaires, ou d'une conquête de l'humanité aussi colossale que la nationalisation des moyens de production et l'économie planifiée. Ceux qui ne sont pas capables de défendre les conquêtes déjà arrachées ne pourront jamais se battre pour de nouvelles. Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'U.R.S.S. de toutes nos forces. Cependant les conquêtes de la révolution d'Octobre ne serviront au peuple que s'il se montre capable d'en finir avec la bureaucratie stalinienne, comme il en a, en son temps, fini avec la bureaucratie tsariste et la bourgeoisie.

Si la vie économique soviétique avait été menée dans le sens des intérêts du peuple, si la bureaucratie n'avait pas dévoré et gaspillé vainement la majeure partie du revenu national, si la bureaucratie n'avait pas foulé aux pieds les intérêts vitaux de la population, l'U.R.S.S. serait devenue un grand pôle d'attraction magnétique pour les travailleurs du monde entier et l'inviolabilité de l'Union soviétique aurait été assurée. Mais l'infâme régime oppressif de Staline a privé l'U.R.S.S. de sa puissance

2. Dans la Bible, Caïn est le meurtrier de son frère Abel. Staline, lui, a également tué ses frères les vieux-bolcheviks.

d'attraction. Pendant la guerre contre la Finlande, ce n'est pas seulement la majorité des paysans finnois qui ont montré qu'ils étaient du côté de leur bourgeoisie, mais aussi la majorité des ouvriers. Ce n'est guère surprenant dans la mesure où ils savaient à quelle oppression sans précédent la bureaucratie stalinienne soumet les travailleurs de la toute proche Leningrad et de l'ensemble de l'U.R.S.S. La bureaucratie stalinienne, si assoiffée de sang et brutale à l'intérieur et si lâche devant les ennemis impérialistes, est ainsi devenue la principale source du danger de guerre en Union soviétique.

Le vieux parti bolchevique et la III^e Internationale se sont désintégrés et décomposés. L'avant-garde des révolutionnaires honnêtes a organisé à l'étranger la IV^e Internationale qui a des sections déjà implantées dans presque tous les pays du monde. Je suis membre de cette nouvelle Internationale. En prenant part à son travail je reste sous le même drapeau sous lequel j'ai servi avec vous et vos pères et vos frères aînés en 1917 et à travers les années de la guerre civile — ce même drapeau sous lequel, avec Lénine, nous avons bâti l'Etat soviétique et l'Armée rouge.

Le but de la IV^e Internationale est d'étendre la révolution d'Octobre au monde entier et, en même temps, de régénérer l'U.R.S.S. en l'épurant de sa bureaucratie parasitaire. Ce ne peut être réalisé que d'une seule manière : par les ouvriers, les paysans, les soldats de l'Armée rouge, et les marins de la Flotte rouge, se soulevant contre la caste nouvelle des oppresseurs et des parasites. Pour préparer ce soulèvement, il faut un nouveau parti — une organisation révolutionnaire courageuse et honnête des ouvriers avancés. La IV^e Internationale s'est donné comme tâche de construire un tel parti en U.R.S.S.

Ouvriers avancés ! Soyez les premiers à rallier le drapeau de Marx et de Lénine qui est maintenant celui de la IV^e Internationale ! Apprenez à constituer, dans les conditions de l'illégalité sous le stalinisme, des cercles révolutionnaires étroitement soudés et dignes de confiance ! Nouez les contacts entre ces cercles ! Apprenez à établir des contacts — par l'intermédiaire de gens loyaux et sûrs, particulièrement de marins³ avec vos compagnons d'idées révolutionnaires dans les pays bourgeois ! C'est difficile, mais c'est possible.

3. Il semble que cette lettre avait été rédigée précisément parce qu'il existait des moyens de la faire parvenir en U.R.S.S. par l'intermédiaire de marins.

La guerre actuelle va s'étendre de plus en plus, accumulant ruines sur ruines, nourrissant toujours plus tristesse, désespoir et protestation, menant le monde à de nouvelles explosions révolutionnaires. La révolution mondiale redonnera vigueur aux masses ouvrières soviétiques, leur donnera courage et résolution nouvelle et sapera les fondements de la caste bureaucratique. Il faut se préparer pour ce moment par un travail révolutionnaire opiniâtre et systématique. Le destin de notre pays, l'avenir de notre peuple, la destinée de nos enfants et petits-enfants sont en jeu.

A bas Caïn-Staline et sa camarilla!

A bas la bureaucratie rapace!

Vive l'Union soviétique, forteresse des travailleurs!

Vive la révolution socialiste mondiale!

Fraternellement,

LÉON TROTSKY

ATTENTION! La presse de Staline va bien entendu affirmer que cette lettre a été introduite en U.R.S.S. par des « agents de l'impérialisme ». Soyez prévenus que ça aussi, c'est un mensonge. Cette lettre va atteindre l'U.R.S.S. par l'intermédiaire de révolutionnaires sûrs qui sont prêts à risquer leur vie pour la cause du socialisme. Faites-en des copies et donnez leur la plus large diffusion possible.

LES MORALISTES PETITS-BOURGEOIS ET LE PARTI PROLÉTARIEN¹

(23 avril 1940)

La discussion dans le Socialist Workers Party des Etats-Unis a été sérieuse et démocratique. La préparation de la conférence a été absolument loyale. La minorité y a participé, reconnaissant ainsi sa légalité et son caractère représentatif. La majorité a proposé à la minorité toutes les garanties qui lui permettaient de combattre pour ses idées après la conférence. La minorité a exigé la liberté de s'adresser aux masses par-dessus la tête du parti. La majorité a naturellement rejeté cette prétention exorbitante. En même temps, la minorité se livrait dans le dos du parti à de sombres machinations et s'emparait de *New International*, qui était publiée grâce aux efforts du parti tout entier et de la IV^e Internationale². Je dois ajouter que la majorité était d'accord pour donner à la minorité deux sièges sur

1. Article (T4838), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le premier signe d'un passage à la scission fut la publication de l'organe des Y.P.S.L., *Labor Challenge*, où c'était la politique de la minorité qui était défendue. Aussitôt, sur un mot d'ordre parti du centre, tous les organismes, jusqu'aux branches locales, furent saisis d'une double résolution, l'une annonçant que ceux qui la votaient étaient décidés à appliquer la politique décidée par le congrès, celle de la majorité, l'autre décidant la « suspension » de ceux qui n'avaient pas voté pour la première. Ces deux résolutions furent votées dans tous les organes du parti, et notamment au comité national le 16 avril. La minorité fit beaucoup de bruit autour du caractère inouï des exigences qui lui étaient ainsi présentées. Mais le 17 avril, elle publiait elle-même *New International*, avec l'adresse d'un nouveau local, qu'elle n'avait pu louer en 24 heures, et l'indication que la rédaction était dirigée par Max Shachtman et James Burnham et l'administration par Martin Abern. L'éditorial était intitulé « La Voix du troisième camp doit se faire entendre ». Il y avait par ailleurs des articles de Shachtman, Dwight Macdonald, Sherman Stanley et des dessins de Carlo et l'annonce de la parution prochaine d'un hebdomadaire, *Labor Action*. *New International* appartenait au S.W.P. et c'était par mandat du parti qu'ils quittaient, que Shachtman et Burnham avaient les titres qui permirent d'en faire l'organe de leur nouveau parti, le Workers Party. Pour Trotsky, c'était un pur et simple vol, un acte de banditisme.

cinq au comité de rédaction de cet organe théorique. Mais est-il possible à une « aristocratie » intellectuelle de rester minoritaire dans un parti ouvrier ? Mettre un professeur sur le même plan qu'un ouvrier, après tout, c'est du « conservatisme bureaucratique ».

Dans son récent article de polémique contre moi, Burnham expliquait que le socialisme est « un idéal moral »³. Evidemment, ce n'est pas très neuf. Au début du siècle dernier, la morale servait de base au « véritable socialisme allemand » que Marx et Engels ont critiqué au début de leur activité. Au début de notre siècle, les socialistes révolutionnaires russes opposèrent l' « idéal moral » au socialisme matérialiste. Hélas, ces porteurs de morale se sont révélés en politique des filous ordinaires. En 1917, ils ont complètement trahi les ouvriers et les ont livrés à la bourgeoisie et à l'impérialisme étrangers.

Une longue expérience politique m'a enseigné que lorsqu'un professeur ou un journaliste petit-bourgeois parle d'une grande hauteur morale, il faut bien tenir son portefeuille à deux mains. Au nom d'un « idéal moral », un intellectuel petit-bourgeois a volé dans la poche du parti prolétarien sa revue théorique. Tel est le vivant exemple des méthodes organisationnelles de ces novateurs, moralistes et champions de la démocratie.

Qu'est-ce que la démocratie du parti aux yeux d'un petit-bourgeois « cultivé » ? C'est un régime qui lui permet de dire et d'écrire ce qu'il veut. Qu'est-ce que le « bureaucratisme » aux yeux d'un petit-bourgeois « cultivé » ? C'est un régime où la majorité prolétarienne fixe ses décisions et sa discipline par des méthodes démocratiques. Travailleurs, retenez-le bien !

La minorité petite-bourgeoise du Socialist Workers Party a scissionné d'avec la majorité prolétarienne sur la base d'une lutte contre le marxisme révolutionnaire. Burnham a déclaré que le matérialisme dialectique était incompatible avec sa « science » rancie. Shachtman a assuré que le marxisme révolutionnaire n'avait pas d'intérêt du point de vue des tâches pratiques. Abern s'est empressé d'accoler sa petite boutique au bloc anti-marxiste. Et maintenant, ces messieurs baptisent la

3. La conclusion de « Science et Style » de Burnham commençait ainsi : « Oui, je juge une lutte politique *moralement* aussi bien que politiquement. Le socialisme est un idéal moral que les hommes qui réfléchissent choisissent délibérément, par un acte moral. Une analyse scientifique froide et mesurée me convainc que cet idéal détermine une moralité appropriée qui doit régir la lutte pour le socialisme. »

revue qu'ils ont volée au parti « l'organe du marxisme révolutionnaire »⁴. Qu'est-ce, sinon du charlatanisme idéologique ? Que les lecteurs exigent de la rédaction qu'elle imprime l'unique œuvre programmatique de la minorité, à savoir l'article de Burnham, « Science et Style »⁵. Si les rédacteurs ne se préparaient pas à imiter le camelot qui pare sa marchandise avariée d'une belle étiquette, ils se seraient bien sentis obligés de publier cet article... et tout le monde verrait alors de quel « marxisme révolutionnaire » il s'agit en l'occurrence. Mais ils *n'oseront* pas le faire. Ils ont honte de montrer leur vrai visage. Burnham est habile à cacher ses motions et ses articles dans son portedocuments, tandis que Shachtman s'est fait une profession de défendre les idées des autres, faute d'en avoir à lui.

Le tout premier article « programmatique » du journal volé révèle tout à fait la légèreté et le vide de ce nouveau groupement anti-marxiste qui se manifeste sous l'étiquette de « troisième camp »⁶. Quel est cet animal ? Il y a le camp du capitalisme et il y a celui du prolétariat. Mais peut-être y a-t-il un « troisième camp » — un sanctuaire petit-bourgeois ? Fondamentalement ce n'est rien d'autre. Mais comme toujours la petite bourgeoisie camoufle son « camp » avec les fleurs de papier de la rhétorique. Tendons l'oreille ! Il y a un camp : France et Angleterre. Il y en a un autre : Hitler et Staline. Et un troisième camp : Burnham, avec Shachtman. Il apparaît que, pour eux, la IV^e Internationale est dans le camp de Hitler (Staline l'avait découvert depuis longtemps). Et voici donc le nouveau grand mot d'ordre : brouillons et pacifistes, pieds écrasés de tous les pays, rassemblez-vous dans le « troisième camp » !

Mais le malheur est que le monde bourgeois ne se résume pas aux deux camps belligérants. Qu'en est-il de tous les pays neutres ou demi-neutres ? Des Etats-Unis ? Où placer l'Italie et le Japon ? Les Etats scandinaves ? L'Inde, la Chine ? Nous avons en tête non les travailleurs révolutionnaires indiens ou chinois, mais l'Inde et la Chine en tant que pays opprimés. Le schéma

4. C'était ce que portait en sous-titre le numéro de *New International* publié le 17 avril.

5. *New International* ne publiera pas « Science et Style » que le lecteur français trouvera en revanche dans *Défense du Marxisme* (E.D.I., 1976), en traduction, pp. 321-343. On sait que Burnham devait laisser ses camarades, un mois après, pour commencer une évolution qui devait l'entraîner très loin à droite.

6. L'idée de la constitution et de la nécessité du « troisième camp » était l'axe du numéro ; elle se dégageait mal d'une certaine conception d'ensemble pacifiste.

enfantin des trois camps néglige un détail infime : le monde colonial, la fraction la plus importante de l'humanité !

L'Inde participe à la guerre impérialiste du côté de la Grande-Bretagne. Cela veut-il dire que notre attitude à l'égard de l'Inde — pas des bolcheviks indiens, de l'Inde — est la même qu'à l'égard de la Grande-Bretagne ? S'il n'existe en ce monde, en dehors de Burnham et de Shachtman, que deux camps impérialistes, dites-moi, s'il vous plaît, où placer l'Inde ? Un marxiste va dire que, bien que l'Inde soit partie intégrante de l'Empire britannique et en dépit de sa participation à la guerre impérialiste et malgré la politique de trahison de Gandhi⁷ et autres dirigeants nationalistes, notre attitude à l'égard de l'Inde est tout à fait différente de notre attitude à l'égard de l'Angleterre. Nous défendons l'Inde contre l'Angleterre. Pourquoi notre attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S. ne peut-elle différer de notre attitude vis-à-vis de l'Allemagne, bien que Staline soit associé à Hitler ? Pourquoi ne pouvons-nous pas défendre les formes sociales les plus progressistes contre les formes réactionnaires qui ne peuvent que se décomposer ? Non seulement nous le pouvons, mais nous le devons ! Les théoriciens de la revue volée remplacent l'analyse de classe par une construction mécanique très attrayante pour les intellectuels petits-bourgeois par sa pseudo-symétrie. De même que les staliniens camouflent leur soumission au national-socialisme par des épithètes vigoureuses à l'adresse des démocraties impérialistes, de même Shachtman et compagnie dissimulent leur capitulation à l'opinion publique petite-bourgeoise américaine par la phraséologie pompeuse du « troisième camp ». Comme si le « troisième camp » (qu'est-ce que c'est ? Un parti ? Un club ? La Ligue des espoirs abandonnés ? Un Front populaire ?) était dispensé de l'obligation d'avoir une politique juste à l'égard de la petite bourgeoisie, des syndicats, de l'Inde et de l'U.R.S.S. !

Hier encore Shachtman, dans la presse, se qualifiait de « trotskyste ». Si c'est *cela* le trotskysme, alors, moi au moins, je ne suis pas trotskyste. Je n'ai rien de commun avec les idées actuelles de Shachtman, pour ne pas parler de celles de Burnham⁸. J'ai longtemps collaboré activement à *New Interna-*

7. Mohandas Kharamchand *Gandhi*, dit le Mahatma (1869-1948) était le chef du parti du congrès, parti nationaliste bourgeois qu'il contrôlait par son immense autorité morale mais aussi son appareil, et était le partisan résolu de la non-violence et des « campagnes de désobéissance ». Il avait dit qu'il serait immoral de frapper la Grande-Bretagne au moment où elle était en danger.

8. Trotsky a toujours vu et souligné les profonds désaccords de fond entre Burnham et Shachtman.

tional en protestant par lettres contre la désinvolture théorique de Shachtman et contre ses concessions sans principe au petit-bourgeois vaniteux qu'est Burnham⁹. Mais à cette époque, le parti et la IV^e Internationale les tenaient par la bride. Aujourd'hui, la pression de la démocratie petite-bourgeoise les a débridés. Je ne puis avoir avec leur revue que les mêmes relations que j'ai avec toutes les autres contrefaçons bourgeoises du marxisme. Quant à leurs « méthodes organisationnelles » et leur « morale » politique, elles ne suscitent en moi que répulsion.

Si des agents conscients de l'ennemi de classe agissaient à travers Shachtman, ils ne pourraient lui conseiller de ne rien faire d'autre que ce qu'il fait en ce moment. Il s'est allié à des anti-marxistes pour lutter contre le marxisme. Il a aidé une fraction petite-bourgeoise à unifier ses rangs contre les travailleurs. Il a refusé d'utiliser la démocratie interne du parti pour tenter honnêtement de convaincre la majorité ouvrière. Il a provoqué une scission en pleine guerre mondiale¹⁰. Pour couronner le tout, il a jeté sur la scission le voile d'un petit scandale douteux qui semble spécialement désigné pour fournir des armes à nos ennemis. Tels sont ces « démocrates », telle est leur « morale ».

Mais cela ne leur servira de rien. Ils ont fait faillite. Malgré les trahisons des intellectuels instables et les minables railleries de leurs cousins démocratiques, la IV^e Internationale poursuivra son chemin, formera et éduquera une avant-garde authentique de révolutionnaires capables de comprendre ce qu'est le parti, ce que signifie la fidélité à son drapeau, ce que signifie la discipline révolutionnaire.

Travailleurs d'avant-garde ! N'accordez pas un sou de confiance au « troisième front » de la petite bourgeoisie !

9. Trotsky fait ici allusion à ses protestations réitérées contre les concessions au sujet de la dialectique faite par Shachtman à Burnham dans leur article commun « Intellectuels en Retraite », *Œuvres*, 20, pp. 230-232.

10. On remarquera combien Trotsky est sévère pour Shachtman qui a été, lui, un véritable militant de la IV^e Internationale et son vieux compagnon, et dont les responsabilités étaient d'autant plus grandes.

[CONSÉQUENCES DE L'ATTAQUE DE LA NORVÈGE]¹

(25 avril 1940)

Cher Ami,

L'invasion de la Norvège par Hitler signifie peut-être un coup décisif, non seulement pour les Alliés, mais aussi dans l'entreprise où vous êtes engagé². Où est Hjørdis Knudsen ?

J'ai peur maintenant que de nouveaux événements concernant le continent américain ne puissent nuire à l'affaire des archives³. Mon opinion est que nous ne devons pas perdre un jour de plus. En cas de guerre, ou de certitude de guerre, on arrêterait immédiatement ce genre d'opérations commerciales secondaires. Mon opinion est qu'il faut *conclure immédiatement l'accord sans le moindre délai supplémentaire*.

P. S. Nous avons maintenant un *troisième* camp de la IV^e Internationale. S'ils sont divisés et si cette scission est certaine, Shachtman, par exemple, va devenir le dirigeant de la deuxième section du troisième camp de la quatrième Internationale. Cela sonne de façon très militaire, mais c'est un peu trop compliqué pour les travailleurs.

1. Lettre à A. Goldman (8323) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Hitler avait attaqué la Norvège le 9 avril et allait installer au pouvoir ce même Quisling qui proposait en 1936 de livrer Trotsky aux Soviétiques pour en débarrasser l'humanité. L'entreprise dont Goldman était chargé était de retrouver et si possible percevoir l'héritage d'Erwin Wolf conformément à son testament (cf. pp. 233-236).

3. L'un des problèmes de Trotsky était de récupérer pour les vendre également à Harvard les documents qui avaient été détenus par Sedov et qu'on retrouvera, après la guerre, les uns à Stanford, les autres à Amsterdam, quatre ans après l'ouverture des archives de Harvard !

BILAN DE L'EXPÉRIENCE FINLANDAISE ¹

(25 avril 1940)

Ils n'avaient pas prévu

« Nous » avions prévu l'alliance avec Hitler — écrivent Shachtman et Burnham — mais la mainmise sur la Pologne orientale, l'invasion de la Finlande, non, « nous » ne pouvions pas prévoir ces événements. Des événements aussi parfaitement inattendus et complètement invraisemblables, insistent-ils, exigent un retournement complet de notre politique. Ces politiques œuvraient avec l'impression que Staline n'avait besoin d'une alliance avec Hitler que pour envelopper avec lui des œufs de Pâques. Ils « avaient prévu » cette alliance (quand ? Où ?) mais ils ne pouvaient prévoir ni pour quoi ni pourquoi.

Ils reconnaissent le droit de l'Etat ouvrier de manœuvrer entre les camps impérialistes et de conclure des accords avec l'un contre l'autre. Ces accords doivent évidemment avoir pour fin la défense de l'Etat ouvrier, l'acquisition d'avantages économiques, stratégiques et autres et, si les circonstances le permettent, l'extension de la base de l'Etat ouvrier. L'Etat ouvrier dégénéré essaie d'atteindre ces buts avec ses propres méthodes bureaucratiques qui entrent à chaque pas en conflit avec les intérêts du prolétariat mondial. Mais qu'y a-t-il de si inattendu et imprévisible dans la tentative du Kremlin de tirer le plus possible de son alliance avec Hitler ?

Si nos politiques mal inspirés n'ont pas réussi à prévoir « cela », c'est parce qu'ils n'ont pas pensé sérieusement une seule question jusqu'au bout. Pendant les longues négociations avec la délégation anglo-française de l'été 1939, le Kremlin a ouvertement réclamé le contrôle militaire sur les Pays baltes.

1. Article (T 4842), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

C'est parce que l'Angleterre et la France le lui refusaient que Staline a rompu les négociations². A soi seul, cela indiquait qu'un accord avec Hitler assurerait à Staline au minimum le contrôle sur les Pays baltes³. Des gens politiquement mûrs dans le monde entier ont abordé ce problème précisément du même point de vue se demandant à eux-mêmes : comment Staline va-t-il au juste accomplir cette tâche ? Va-t-il recourir à la force militaire ? Et ainsi de suite. Le cours des événements a dépendu cependant bien plus de Hitler que de Staline. De façon générale, on ne peut pas prédire des événements concrets. Mais la direction essentielle dans laquelle ils se sont réellement développés ne contenait rien d'essentiellement neuf.

Du fait de la dégénérescence de l'Etat ouvrier, l'Union soviétique est apparue au seuil de la Seconde Guerre mondiale beaucoup plus faible qu'elle aurait dû l'être. L'accord de Staline avec Hitler avait pour objectif de protéger l'U.R.S.S. contre une attaque allemande et, de façon générale, d'empêcher que l'U.R.S.S. soit entraînée dans une grande guerre. Au moment où il s'emparait de la Pologne, Hitler devait assurer sa protection à l'est. Staline a été obligé, avec la permission de Hitler, d'envahir la Pologne orientale pour se procurer quelques garanties supplémentaires contre Hitler à la frontière occidentale de l'U.R.S.S. Le résultat de ces événements a cependant été que l'U.R.S.S. a acquis une frontière commune avec l'Allemagne et qu'en vertu de ce simple fait, le danger d'une Allemagne victorieuse est devenu beaucoup plus direct, cependant que Staline devenait beaucoup plus dépendant de Hitler.

L'épisode du partage de la Pologne a eu son développement et son prolongement dans l'arène de la Scandinavie. Hitler n'a pas pu ne pas donner quelque indication à son « ami » Staline

2. Les historiens considèrent aujourd'hui, sur la base de documents rendus publics après la guerre, que la véritable rupture se fit sur le refus de la Pologne d'accepter le passage des troupes soviétiques sur leur territoire, en cas d'attaque allemande, et non sur la question des bases en Pays balte.

3. Au pacte germano-soviétique de « non-agression » était joint un « protocole secret » qui réglait le sort de divers pays de l'Est : Finlande, Esthonie et Lettonie étaient affectées à la « sphère d'intérêts soviétique », la Lithuanie à la sphère allemande ; la question d'un Etat polonais n'était pas réglée, mais en revanche celle du partage des influences allemande et soviétique l'était sur la carte. La suite — l'application de ces décisions — fut évidemment l'entrée en Pologne de l'Armée rouge, la signature de pactes de non-agression entre l'U.R.S.S. et l'Esthonie (28 septembre 1939), la Lettonie (5 octobre), la Lithuanie (10 octobre), avec cession de bases aériennes et navales sur le territoire esthonien et letton.

sur son plan de conquête des pays scandinaves⁴. Staline ne pouvait pas ne pas en avoir des sueurs froides. Après tout, cela voulait dire une domination totale de l'Allemagne sur la mer Baltique, la Finlande et constituait donc une menace directe contre Leningrad. Une fois de plus, Staline devait chercher des garanties supplémentaires contre son allié, en Finlande cette fois. Mais il y a rencontré une résistance sérieuse. L'« excursion militaire » s'éternisait. Pendant ce temps, la Scandinavie menaçait de devenir l'arène d'une grande guerre. Hitler, qui avait achevé ses préparatifs pour l'attaque contre la Norvège et le Danemark, a exigé que Staline fasse la paix au plus vite. Staline a dû abandonner ses plans et renoncer à la soviétisation de la Finlande. Tels sont les traits saillants du cours des événements dans le Nord-Ouest européen.

Les petites Nations dans la guerre impérialiste

Aborder dans les conditions de la guerre mondiale la question du destin des petits Etats du point de vue de l'« indépendance nationale », de la « neutralité », etc., est rester dans le domaine de la mythologie impérialiste. La lutte est une lutte pour la domination mondiale. La question de l'existence de l'U.R.S.S. sera réglée chemin faisant. Ce problème, qui reste aujourd'hui à l'arrière-plan, viendra à un moment donné au premier plan. Quant aux Etats petits et de second ordre, ils sont déjà aujourd'hui des pions entre les mains des grandes puissances. L'unique liberté qui leur reste est celle de choisir leur maître.

Deux gouvernements se sont affrontés un certain temps en Norvège : le gouvernement des nazis norvégiens, protégés par les troupes allemandes au Sud, et le vieux gouvernement social-démocrate avec leur roi au Nord⁵. Les ouvriers norvégiens devaient-ils soutenir le camp « démocratique » contre le camp

4. Il semble bien qu'il n'y ait pas eu de « plan de conquête » de la Norvège par l'armée allemande. En réalité, le plan britannique était ancien et promu par Winston Churchill. Nazis norvégiens et chefs de la marine allemande insistaient pour prendre les Alliés de vitesse, ce qui n'enthousiasmait guère Hitler; finalement il semble que la réaction pratiquement improvisée des Allemands devança les Britanniques de 24 heures à peine.

5. L'armée allemande attaqua la Norvège le 9 avril; le roi Haakon VII et son gouvernement présidé par Johann Nygardsvøld (qui avait expulsé Trotsky en 1936) abandonnèrent le territoire national, donc la guerre « formelle », le 10 juin, au bout de deux mois de combats.

fasciste ? Par analogie avec l'Espagne, il pourrait, au premier coup d'œil, sembler qu'il faille répondre par l'affirmative. En réalité ç'aurait été la plus grave des erreurs. En Espagne, il y avait une guerre civile isolée : l'intervention des puissances impérialistes étrangères, bien qu'importante en soi, demeurait secondaire. Mais ce dont il s'agissait en Norvège, c'était le heurt immédiat et direct entre deux camps impérialistes, aux mains desquels les deux gouvernements norvégiens qui se font la guerre ne sont que des instruments auxiliaires. Sur l'arène mondiale, nous ne soutenons ni le camp des Alliés ni celui de l'Allemagne. Par conséquent, nous n'avons pas la moindre raison ou la moindre justification de soutenir l'un ou l'autre de ces outils temporaires en Norvège même.

Il faut appliquer la même approche à la Finlande. Du point de vue de la stratégie du prolétariat mondial, la résistance finnoise n'était pas plus un acte de défense nationale indépendante que ne l'est la résistance en Norvège. Ce fut le mieux démontré par le gouvernement finnois lui-même, qui préféra arrêter toute résistance, plutôt que de voir la Finlande totalement transformée en base militaire de la Grande-Bretagne, de la France et des Etats-Unis. Des facteurs secondaires comme l'indépendance nationale de la Finlande ou de la Norvège, la défense de la démocratie, etc., bien qu'importants en eux-mêmes, sont maintenant entrelacés dans la lutte de forces mondiales infiniment plus puissantes et leur sont entièrement subordonnés. Il faut écarter ces facteurs secondaires et déterminer notre politique conformément aux facteurs fondamentaux.

Les thèses programmatiques de la IV^e Internationale sur la guerre ont donné une réponse exhaustive à cette question voici six ans. Ces thèses affirment : « Le concept de défense nationale, surtout quand il coïncide avec l'idée de la défense de la démocratie, peut très facilement abuser des ouvriers des pays petits et neutres — Suisse, partiellement Belgique ou pays scandinaves — »... et plus loin « Seul un triste petit-bourgeois sans espoir comme Robert Grimm⁶ peut penser sérieusement que la guerre mondiale, dans laquelle il est entraîné se mène pour la défense de l'indépendance de la Suisse⁷... » Certains petits-bourgeois aussi stupides ont imaginé que la guerre mondiale est un moyen de défendre la Finlande et qu'il est possible

6. Robert Grimm (1881-1958), dirigeant du P.S. suisse, se rattachait au courant pacifiste ; il fut expulsé d'U.R.S.S. et revint à la social-démocratie.

7. *Œuvres*, 4, pp. 58-59.

de déterminer une *stratégie* prolétarienne sur la base d'un épisode *tactique* comme l'invasion de la Finlande par l'Armée rouge.

La Géorgie et la Finlande

De même que, pendant les grandes grèves dirigées contre le Grand Capital, les ouvriers provoquent, en passant, la faillite d'entreprises petites-bourgeoises hautement honorables, de même, dans une lutte militaire contre l'impérialisme ou la recherche de garanties militaires contre l'impérialisme, l'Etat ouvrier — même parfaitement sain et révolutionnaire — peut être contraint de violer l'indépendance de tel ou tel petit Etat. Verser des larmes sur la cruauté de la lutte des classes, que ce soit sur l'arène domestique ou sur l'arène internationale, ne convient qu'aux philistins démocratiques — pas à des révolutionnaires prolétariens.

La République soviétique de 1921 a soviétisé par la force la Géorgie qui constituait une porte grand ouverte pour une attaque impérialiste contre le Caucase⁸. Du point de vue des principes de l'autodétermination nationale, il y aurait eu beaucoup à objecter à cette soviétisation. Du point de vue de l'extension de l'arène de la révolution socialiste, l'intervention militaire dans un pays paysan était une initiative plus que douteuse. Du point de vue de l'autodéfense d'un Etat ouvrier encerclé d'ennemis, la soviétisation forcée était justifiée ; le salut de la révolution socialiste passe avant les principes démocratiques.

Pendant longtemps, l'impérialisme mondial a utilisé la question de l'emploi de la violence en Géorgie comme le cri de ralliement pour mobiliser l'opinion publique contre les Soviets. La II^e Internationale prit la tête de cette campagne. L'Entente cherchait à préparer la possibilité d'une nouvelle intervention militaire contre les Soviets.

Tout à fait comme dans le cas de la Géorgie, la bourgeoisie

8. C'était le 21 février 1921 que l'Armée rouge avait envahi le territoire de la Géorgie indépendante, « soviétisée » quatre jours après son occupation, le 25. Le pays, incontestablement original, était jusqu'alors gouverné par les mencheviks, sous N. Jordania, avait d'étroits contacts avec l'Occident et recevait les visites incessantes d'observateurs socialistes. Les bolcheviks dénonçaient l'oppression, en Géorgie, des nationalités non-géorgiennes et la répression contre les bolcheviks géorgiens, subodoraient la préparation en Géorgie d'une base d'attaque contre eux.

mondiale a utilisé l'invasion de la Finlande à mobiliser l'opinion publique contre l'U.R.S.S. La social-démocratie est apparue également dans ce cas comme l'avant-garde de l'impérialisme démocratique. Le malheureux « troisième camp » de la petite bourgeoisie terrifiée constitue l'arrière-garde.

Mais à côté de la ressemblance frappante entre ces deux exemples d'intervention militaire, il existe cependant une profonde différence : l'U.R.S.S. d'aujourd'hui est loin d'être la république soviétique de 1921. Les thèses de 1934 de la IV^e Internationale sur la guerre déclaraient : « Le développement monstrueux de la bureaucratie soviétique et les difficiles conditions d'existence des masses travailleuses ont terriblement dégradé le pouvoir d'attraction de l'U.R.S.S. vis-à-vis de la classe ouvrière mondiale⁹. » La guerre soviéto-finnoise a révélé graphiquement et totalement qu'à portée de canon de Leningrad, le berceau de la révolution, l'actuel régime de l'U.R.S.S. est incapable d'exercer un pouvoir d'attraction. Il n'en découle pourtant pas que l'U.R.S.S. doive être livrée aux impérialistes, mais qu'il faut l'arracher des mains de la bureaucratie.

« Où est la guerre civile ? »

« Mais où est, en Finlande, la guerre civile que vous nous avez promise ? », demandent les dirigeants de l'ancienne opposition, devenus maintenant les dirigeants du « troisième camp ». Je n'ai rien promis. J'ai seulement analysé l'une des variantes possibles du développement ultérieur du conflit soviéto-finnois. La mainmise sur des bases isolées en Finlande était aussi probable que l'occupation complète de la Finlande. La mainmise sur des bases présupposait le maintien du régime bourgeois dans le reste du pays. L'occupation présupposait une révolution sociale, impossible sans entraîner ouvriers et paysans pauvres dans une guerre civile. Les premières négociations diplomatiques entre Moscou et Helsinki indiquaient une tentative pour résoudre la question de la façon dont elle avait été résolue par les Pays baltes¹⁰. La résistance de la Finlande a obligé le Kremlin à chercher à atteindre son objectif par des moyens

9. Œuvres, 4, p. 53.

10. Les négociations avec la Finlande sur les exigences soviétiques avaient commencé le 12 octobre 1939. Le 12 novembre, le gouvernement finlandais repoussait les exigences soviétiques (cession d'Hango, des îles du Golfe de Finlande, recul de la frontière à 70 km de Leningrad).

militaires. Staline ne pouvait justifier la guerre devant les masses les plus larges qu'en soviétisant la Finlande. La nomination du gouvernement Kuusinen indiquait alors que ce sort qui attendait la Finlande n'était pas celui des Pays baltes, mais celui de la Pologne, où Staline, — n'en déplaie aux gribouillis des éditorialistes du « troisième camp » — avait été obligé de provoquer la guerre civile et de faire une révolution dans les rapports de propriété¹¹.

J'ai précisé à plusieurs reprises que *si* la guerre de Finlande n'était pas noyée dans une guerre générale et *si* Staline n'était pas obligé de reculer devant une menace extérieure, il serait alors forcé de mener à bien la soviétisation de la Finlande. Cette tâche en elle-même était bien plus difficile que de soviétiser la Pologne orientale. Plus difficile d'un point de vue *militaire*, car il s'est trouvé que la Finlande était mieux préparée. Plus difficile d'un point de vue *national*, car la Finlande possède une longue tradition de lutte pour son indépendance nationale à l'égard de la Russie, tandis que les Ukrainiens et les Biélorusses ont combattu la Pologne. Plus difficile d'un point de vue *social*, car la bourgeoisie finnoise a, à sa façon, résolu le problème agraire pré-capitaliste en créant une petite bourgeoisie rurale. La victoire militaire de Staline sur la Finlande aurait indiscutablement rendu possible le renversement des rapports de propriété avec, plus ou moins, l'aide des ouvriers et des petits paysans finnois.

Pourquoi Staline n'a-t-il pas réalisé son plan ? Parce qu'a commencé une mobilisation colossale de l'opinion publique mondiale contre l'U.R.S.S. Parce que l'Angleterre et la France se sont sérieusement posé la question d'une intervention militaire. Finalement — mais pas le moins important —, parce que Hitler ne pouvait plus attendre. L'apparition de troupes anglaises et françaises en Finlande aurait signifié une menace directe contre les plans scandinaves de Hitler qui reposaient sur la conspiration et la surprise. Pris dans l'étau d'un double danger — l'un du côté des Alliés, l'autre du côté de Hitler — Staline a renoncé à soviétiser la Finlande, se bornant à s'emparer de quelques positions stratégiques.

11. C'est le 28 novembre 1939 que l'U.R.S.S. dénonce l'accord de 1932 avec la Finlande, le 29 qu'elle rompt les relations diplomatiques avec elle. L'Armée rouge avait attaqué le 30 novembre 1939 et le 1^{er} décembre était annoncée la formation du gouvernement Kuusinen de la « République populaire de Finlande ».

Les partisans du « troisième camp » (le camp de la petite bourgeoisie terrifiée) sont maintenant en train de bâtir la construction suivante : Trotsky a déduit la guerre civile en Finlande de la nature de classe de l'U.R.S.S. ; puisqu'il n'y a pas eu de guerre civile, cela veut dire que l'U.R.S.S. n'est pas un Etat ouvrier. En réalité, il n'est nullement nécessaire de « déduire » logiquement une éventuelle guerre civile en Finlande d'une définition sociologique de l'U.R.S.S. — il suffisait de s'appuyer sur l'expérience de la Pologne orientale. Le renversement des rapports de propriété qui y a été accompli ne pouvait l'être que par l'Etat né de la révolution d'Octobre. C'est l'oligarchie du Kremlin qui l'a réalisé de force, dans sa lutte pour son autoconservation dans des conditions spécifiques. Il n'y a pas la moindre raison de douter que, *dans des conditions identiques*, elle aurait été obligée de répéter la même opération, exactement, en Finlande. C'est tout ce que je soulignais. Mais les conditions ont changé au cours de la lutte. La guerre, comme la révolution, produit parfois des tournants brusques. Avec la fin des opérations militaires de la part de l'Armée rouge, il ne pouvait naturellement plus être question de développement de la guerre civile en Finlande.

Tout pronostic historique est toujours conditionnel et, plus il est concret, plus il est conditionnel. Un pronostic n'est pas une traite qui puisse être honorée à une date donnée. Un pronostic ne fait que dessiner les tendances principales du développement. Mais, avec ces tendances, il opère un ordre différent des forces qui, à un moment donné, commence à s'imposer. Tous ceux qui cherchent des prédictions d'événements concrets devraient s'adresser aux astrologues. Le pronostic marxiste n'aide qu'à s'orienter. J'ai, à plusieurs reprises, fait des réserves quant à la conditionnalité de mon pronostic comme *l'une* des variantes possibles. Se cramponner maintenant, comme à une bouée de sauvetage, au facteur historique de dixième ordre que le sort de la Finlande a été temporairement déterminé sur le modèle de la Lithuanie, de la Lettonie et de l'Estonie plutôt que celui de la Pologne orientale, seuls peuvent le faire des scolasticiens stériles ou... les dirigeants du « troisième camp ».

La défense de l'Union soviétique

L'attaque de Staline contre la Finlande n'était évidemment pas *seulement* un acte de défense de l'U.R.S.S. La politique de

l'Union soviétique est définie par la bureaucratie bonapartiste. La bureaucratie est d'abord et avant tout soucieuse de son pouvoir, de son prestige, de ses revenus. Elle se défend elle-même mieux qu'elle ne défend l'U.R.S.S. Elle se défend aux dépens de l'U.R.S.S. et aux dépens du prolétariat mondial. C'est apparu de façon particulièrement flagrante dans tout le développement du conflit soviéto-finlandais. Nous ne pouvons donc prendre sur nous, directement ou indirectement, même l'ombre d'une responsabilité pour l'invasion de la Finlande qui ne représente qu'un maillon isolé dans la chaîne de la politique de la bureaucratie bonapartiste.

C'est une chose d'être solidaire de Staline, de défendre sa politique, d'en assumer la responsabilité — comme le fait le triplement infâme Comintern, c'en est une autre d'expliquer à la classe ouvrière mondiale que, quels que soient les crimes dont Staline puisse être coupable, nous ne permettrons pas à l'impérialisme mondial d'écraser l'Union soviétique, de rétablir le capitalisme et de faire de la terre de la révolution d'Octobre une colonie. Cette explication fournit également la base de notre défense de l'U.R.S.S.

La tentative des défaitistes circonstanciels, c'est-à-dire les aventuristes du défaitisme, de se sortir de cette difficulté en promettant qu'au cas où les Alliés interviendraient¹², ils changeraient leur politique défaitiste en politique défensiste, est une dérobade méprisable. Il n'est en général pas facile de définir sa politique conformément à un chronomètre, surtout dans les conditions de temps de guerre. Dans les jours critiques de la guerre soviéto-finnoise, on l'a appris aujourd'hui, les états-majors alliés étaient arrivés à la conclusion qu'une aide sérieuse et rapide à la Finlande ne pouvait être apportée que par la destruction du chemin de fer de Mourmansk par des bombardements aériens. Du point de vue stratégique, c'était tout à fait juste. La question de l'intervention ou de la non-intervention

12. On sait que la décision des Alliés d'intervenir fut effectivement prise. Dans son *Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale*, sir Basil H. Liddell Hart raconte, à propos du Conseil de guerre allié du 5 février 1940 : « Ce jour-là, le Conseil de guerre suprême allié se réunit à Paris et Chamberlain emmena Churchill avec lui. A cette réunion, il fut décidé de préparer une force composée de deux divisions britanniques et d'un contingent français légèrement plus réduit, qui devait « aider la Finlande ». Ces troupes devaient être « camouflées en volontaires » afin d'essayer de diminuer les risques d'une guerre ouverte avec l'U.R.S.S. [...] Il fut décidé que l'embarquement aurait lieu début mars » (pp. 59-60). Il y avait aussi un projet de débarquement au Caucase afin de frapper les Soviétiques au... pétrole.

des forces aériennes alliées n'a tenu qu'à un cheveu. C'est apparemment à ce cheveu aussi que se pendait aussi la position principielle du « troisième camp ». Mais nous avons considéré, depuis le début, qu'il fallait déterminer sa position conformément aux camps de classe fondamentaux dans la guerre. C'est beaucoup plus sûr.

Ne pas céder à l'Ennemi les positions déjà gagnées

La politique du défaitisme ne consiste pas à punir un gouvernement donné pour tel ou tel crime commis par lui ; elle est une conclusion des rapports de classe. La ligne de conduite marxiste dans la guerre n'est pas fondée sur des considérations morales et sentimentales abstraites, mais sur une appréciation sociale d'un régime dans son rapport réciproque avec les autres régimes. Nous avons soutenu l'Abyssinie¹³, non parce que le Négus¹⁴ était politiquement ou « moralement » supérieur à Mussolini, mais parce que la défense d'un pays arriéré contre l'oppression coloniale porte un coup à l'impérialisme qui est l'ennemi principal de la classe ouvrière mondiale. Nous défendons l'U.R.S.S., indépendamment de la politique du Négus de Moscou, pour deux raisons fondamentales. Premièrement, la défaite de l'U.R.S.S. apporterait à l'impérialisme des ressources nouvelles colossales et pourrait prolonger de nombreuses années l'agonie de la société capitaliste. Deuxièmement les fondements sociaux de l'U.R.S.S., nettoyés de la bureaucratie parasitaire, peuvent lui assurer un développement économique et culturel illimités, alors que les fondements capitalistes n'ouvrent d'autres possibilités que l'aggravation du déclin.

Ce qui démasque le mieux nos bruyants critiques, c'est qu'ils continuaient à considérer l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier à l'époque où Staline détruisait le parti bolchevique, quand il étranglait la révolution prolétarienne en Espagne, quand il trahissait la révolution mondiale au nom des « fronts populaires » et de la « sécurité collective ». Dans toutes ces conditions, ils reconnaissaient la nécessité de défendre

13. C'était le 3 octobre 1935 que les troupes italiennes (200 000 hommes supérieurement armés, munis notamment de gaz de combat) avaient attaqué le territoire éthiopien. L'Ethiopie avait été annexée le 9 mai 1936.

14. Le « Négus » ou Empereur d'Ethiopie était alors *Haïlé Sélassié* (1871-1965), un roi d'une autre époque.

l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier ! Mais, à peine ce même Staline eût-il envahi la Finlande « démocratique », que l'opinion publique des démocraties impérialistes — qui avaient couvert et approuvé tous les crimes de Staline contre les communistes, les ouvriers et les paysans — se mit à hurler en levant les bras au ciel, que nos innovateurs déclarèrent tout de suite : « Oui, c'est intolérable ! » Et, à la suite de Roosevelt, ils ont décrété un embargo moral contre l'Union soviétique.

Le raisonnement du savant sorcier Burnham selon lequel, en défendant l'U.R.S.S., nous défendons *par là même* Hitler, est un parfait petit spécimen de la stupidité petite bourgeoise qui cherche à forcer la réalité contradictoire à entrer dans le cadre d'un syllogisme à deux dimensions. En défendant la république soviétique après la paix de Brest-Litovsk¹⁵, les ouvriers soutenaient-ils Hohenzollern ? Oui ou non ? Les thèses programmatiques de la IV^e Internationale, qui traitent en détail de cette question, établissent de façon catégorique que des accords entre un Etat soviétique et tel ou tel Etat impérialiste ne restreignent en rien la liberté du parti révolutionnaire de cet Etat. Les intérêts de la révolution mondiale sont au-dessus d'une combinaison diplomatique isolée, quelque justifiable que puisse être cette dernière, en elle-même et par elle-même. En défendant l'U.R.S.S., nous luttons beaucoup plus sérieusement contre Staline ainsi que contre Hitler, que ne le font Burnham et compagnie.

C'est vrai, Burnham et Shachtman ne sont pas seuls. Léon Jouhaux¹⁶, cet agent notoire du capitalisme français, s'indigne aussi que « les trotskystes défendent l'U.R.S.S. ». Qui, sinon lui, devrait s'indigner ? Mais notre attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S. est la même que notre attitude vis-à-vis de la C.G.T. : nous la défendons contre la bourgeoisie, bien qu'elle soit dirigée par des canailles comme Jouhaux, qui trompent et trahissent les ouvriers à chaque pas. Les mencheviks russes hurlent de leur côté : « La IV^e Internationale est une impasse », parce que la IV^e Internationale continue encore à reconnaître

15. Le gouvernement soviétique avait signé le 3 mars 1918 avec les puissances centrales la paix séparée de Brest-Litovsk qui l'amputait de ses forces vives. Les Alliés dénoncèrent le traité — que les bolcheviks appelaient le « diktat » — comme une « trahison » des bolcheviks et un « coup de poignard dans le dos », assurant que Lénine était un agent de l'Allemagne (l'Empereur était un Hohenzollern).

16. Léon Jouhaux (1879-1954), secrétaire général de la C.G.T. française, ancien syndicaliste révolutionnaire était devenu « social-chauvin » en 1914.

l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier. Ces messieurs sont eux-mêmes membres de la II^e Internationale qui est dirigée par des traîtres aussi notoires que le bourgmestre typiquement bourgeois Huysmans¹⁷ et Léon Blum qui a trahi une situation révolutionnaire exceptionnellement favorable en juin 1936 et ainsi rendu possible la guerre actuelle. Les mencheviks reconnaissent les partis de la II^e Internationale comme des partis ouvriers, mais refusent de reconnaître l'Union soviétique comme un Etat ouvrier en s'appuyant sur le fait qu'elle a à sa tête des traîtres bureaucratiques. Le mensonge, ici, est éclatant de cynisme. Staline, Molotov et le reste, en tant que couche sociale, ne valent pas mieux, ne sont pas pires, que les Blum, Jouhaux, Citrine¹⁸, Thomas, etc. La différence entre eux est simplement que Staline et compagnie exploitent et estropient les fondements économiques viables du développement socialiste, tandis que les Blum s'accrochent aux fondements profondément pourris de la société capitaliste.

Il faut prendre l'Etat ouvrier tel qu'il est sorti de l'impitoyable laboratoire de l'histoire et non tel qu'il est imaginé par un professeur « socialiste » qui réfléchit en explorant son nez avec son doigt. C'est le devoir des révolutionnaires de défendre toutes les conquêtes de la classe ouvrière, même si elles peuvent être déformées par la pression des forces hostiles. Ceux qui ne peuvent pas défendre les positions anciennes n'en conquerront jamais de nouvelles.

17. Le Belge Camille *Huysmans* (1871-1910), secrétaire du B.S.I. avant guerre, longtemps bourgmestre d'Anvers, présidait la II^e Internationale en 1940. Léon *Blum* (1872-1950), maître à penser de la S.F.I.O., avait été chef du premier gouvernement de Front populaire.

18. Walter McLennan *Citrine* (1888-1933) était dirigeant des Trade-Unions britanniques depuis 1926. On peut supposer que le « Thomas » cité par Trotsky est le chef du parti socialiste américain Norman Thomas.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE ¹

(1^{er} mai 1940)

Dans sa très importante déclaration devant la commission sénatoriale des affaires navales, le 22 avril, le contre-amiral. J. K. Taussig² a fait référence au fameux Mémoire Tanaka³ exposant l'objectif japonais de domination mondiale. La presse américaine a rappelé à cet égard que les Japonais avaient toujours assuré avec insistance que le Mémoire Tanaka était « un faux chinois ». M. Trotsky a exprimé à son correspondant son étonnement de cette confiance excessive dans les démentis japonais. M. Trotsky connaît très bien l'origine de ce document, dont le premier photostat passa par ses mains. M. Trotsky écrit un article sur cette question, qui reposera sur ses dossiers et ses souvenirs personnels.

1. Déclaration téléphonée à la presse (4843), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sur Taussig, voir n. 3, p. 307.

3. Sur Tanaka, voir n. 2, p. 307.

[LE MÉMOIRE TANAKA]¹

(1^{er} mai 1940)

Mon cher Chris²,

Savez-vous ce qu'est le Mémorandum Tanaka ? J'attire votre attention sur ce document très important et très discuté. Il a été publié aux Etats-Unis, pour la première fois, je pense, à la fin de 1923 ou en 1924, guère plus tard³. Dans quel journal ? J'imagine que c'est dans un journal de second ordre parce que les publications les plus importantes avaient peur de l'importance diplomatique de ce document, surtout pour les relations entre les Etats-Unis et le Japon et inclinaient pour la version qui en faisait un faux. Ce n'était pas vrai, le document n'était pas un faux, il est tout à fait authentique, malgré tous les démentis japonais.

Le contre-amiral Taussig a fait une allégation à ce sujet devant la commission sénatoriale le 22 avril, mais le *New York Times* a rappelé à ses lecteurs que le « prétendu » Mémoire Tanaka est, selon les Japonais, un faux⁴.

Je vais maintenant prouver dans la grande presse que ce document, dont je connais très bien les origines, est authenti-

1. Lettre à C. Moustakis (3285), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Christy C. *Moustakis* (né en 1911), étudiant en histoire et diplômé sans emploi, avait par hasard rencontré à Mexico des gardes et secrétaires de Trotsky, s'était lié à eux et avait rejoint la maison, puis le S.W.P. Trotsky voulait suivre de près son baptême du feu dans l'action militante, mais aussi utiliser ses capacités professionnelles.

3. Selon une note très documentée qui nous a été envoyée par Brian Pearce avec la permission de l'utiliser, il semble que le « document Tanaka » dont aucun original n'est connu ait été publié pour la première fois en langue chinoise en 1929, et qu'il n'ait paru en langue anglaise pour la première fois qu'en septembre 1931 dans le *China Critic*, de Shanghai.

4. Brian Pearce nous indique dans sa note que l'authenticité du « document Tanaka » est aujourd'hui généralement contestée par les spécialistes.

que. Mais, pour aider ma mémoire et mes archives personnelles, j'ai besoin d'une enquête sur le destin de ce document dans la presse américaine : la date et l'endroit de sa première publication, la réaction provoquée par le document dans la presse et l'opinion publique, les discussions sur son authenticité, etc. J'aurais même besoin du document anglais lui-même.

Pouvez-vous consacrer du temps à une telle enquête qui, à mon avis, pourrait vous être très utile, vous introduisant dans les rapports nippo-américains et vous préparant aux grands événements à venir dans le Pacifique ? Si vous êtes d'accord, le mieux serait de prendre une dactylo pour copier le document et les citations. Je serais heureux de couvrir les dépenses nécessaires.

[SUR UN TRAVAIL HISTORIQUE]¹

(2 mai 1940)

Cher Camarade²,

J'ai lu attentivement votre manuscrit. Mon impression initiale n'a fait que se renforcer : vous connaissez très bien la littérature sur cette question et vous avez composé un travail très sérieux. Je n'ai absolument aucune objection de principe à lui faire, seulement quelques remarques critiques ici ou là. J'écris en russe, parce que cela m'est plus facile.

Votre premier chapitre s'appelle « Particularités du développement capitaliste russe : une illustration historique du développement *combiné et inégal* ». Je placerais *inégal* avant *combiné*, parce que le second sort du premier et le complète. A part cela, dans le cours du même chapitre, les concepts de développement *inégal* et *combiné*, bien qu'illustrés par des faits, ne sont pas définis. A mon avis, vous devriez donner une définition théorique brève du développement *inégal* et *combiné*.

Page 12, dixième ligne à partir du bas, on dit que les Narodniks³ ne comprenaient *absolument pas* les classes dans la société. Cette affirmation est trop catégorique. Comme tout mouvement petit-bourgeois ils distinguaient très bien la classe

1. Lettre à J. Vanzler (10946), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph Vanzler était étudiant en chimie à Harvard quand il avait rejoint l'Opposition de gauche au début des années 30. Russe d'origine, il avait traduit en américain plusieurs articles de Trotsky et avait commencé à correspondre avec lui, l'aidant dans ses recherches historiques. Il avait entrepris un gros travail sur l'histoire du socialisme en U.R.S.S. dont il avait envoyé la première partie à Trotsky pour avoir son opinion.

3. Les narodniks (en russe narodniki) sont les « populistes » dont le parti socialiste révolutionnaire est l'expression politique la plus connue et qui ont fourni nombre de terroristes à l'époque tsariste.

de la noblesse, la grande bourgeoisie, la bureaucratie et même les koulaks. Mais ils ignoraient la distinction entre le prolétariat et la paysannerie, comme aussi la stratification de la paysannerie elle-même. En d'autres termes, ils transformaient tous les travailleurs en une seule « classe ».

Page 13, à la fin du paragraphe, vous attribuez à Lénine ce qui revient de plein droit au Groupe l'Emancipation du Travail (13^e ligne à partir du bas).

Page 14. Vous écrivez que Volkhonsky, Chichko et Kravtchinsky⁴ sont restés plus tard avec les socialistes révolutionnaires *de droite*. Autant que je sache, ils sont tous morts avant la scission du parti social révolutionnaire en gauches et droites⁵. Kravtchinsky est même mort avant la fondation du parti social révolutionnaire.

A la même page, on dit qu'aux environs de 1879 une partie des Narodniks a perdu confiance dans les méthodes conspiratives d'organisation. Ce pourrait être une cause de malentendus. Les Narodniks ont perdu confiance dans la possibilité de l'organisation illégale des *masses*. Mais l'organisation des Narodniks est restée conspirative.

A la même page, vous dites que la nouvelle organisation était appelée « Peuple et Liberté ». C'est un malentendu. Son nom était « La Volonté du Peuple ». Comme on le sait, le mot « volja » en russe a deux sens : liberté et volonté, au sens de droit de décider.

A la même page, vous dites que Plékhanov⁶ organisa un troisième groupe qu'on appela d'abord « Redistribution noire ». En réalité, « Terre et Liberté » se scinda en deux organisations : « La Volonté du Peuple » et « Redistribution noire ».

Page 16. Vous dites au début : « Le mouvement narodnik était anti-marxiste précisément parce qu'il ignorait les ouvriers. » Il serait mieux, il me semble, de dire qu'il ignorait le caractère de classe indépendant du prolétariat, dissolvant les ouvriers dans le peuple travailleur en général.

4. Feliks V. Volkhonsky (1846-1914), Léonide E. Chichko (1852-1910) et Sergéi N. Kravtchinsky (1852-1895) étaient des narodniki historiques de l'époque précédant la naissance du parti s.r.

5. La scission du parti s.r. s'étant produite en 1917, les trois hommes en question étaient morts depuis longtemps.

6. Georgi V. Plékhanov appartenait au groupe narodnik de la première époque et fut l'un des intellectuels qui, entre 1876 et 1879, « allèrent au peuple » et tentèrent d'organiser les paysans. Il fit scission en 1879, commençant son évolution vers le marxisme. Ses adversaires se lancèrent dans le terrorisme et furent écrasés après l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881.

A la page 17, vous dites du mouvement « La Volonté du Peuple » qu'il était don-quistottesque et héroïque. J'abandonnerais la caractérisation « don-quistottesque ». Il y a dans le don-quistottisme un élément comique qui était tout à fait absent de « La Volonté du Peuple ».

Page 21. Treizième ligne à partir du bas. Vous parlez ici des adhérents de La Volonté du Peuple alors que vous devriez, à mon avis, parler des Narodniks en général.

Page 26. Vous parlez du fait que l'idée de Plékhanov sur l'intelligentsia était typiquement *menchevique*. Cela sonne un peu comme un anachronisme, car les mencheviks sont apparus nettement plus tard.

A la fin de la même page, il est dit avec une condamnation que le groupe Emancipation du Travail⁷ était encore partisan de la terreur. Il me semble qu'il faudrait expliquer qu'il s'agit de la terreur *individuelle*, qui isolait les révolutionnaires du mouvement ouvrier et concentrait tous les espoirs sur les exploits d'un petit cercle de « héros ». Nous étions aussi pour la terreur, mais la terreur de masse, exercée par la classe révolutionnaire.

Page 23. L'opposition de Blagoiev⁸ et Plékhanov n'est vraie que dans la mesure où elle est bien connue. Il est vrai que Blagoiev passa à la III^e Internationale, ce qui lui donna du crédit. Mais tout de même, il restait un bien grand opportuniste dans les questions de la lutte révolutionnaire.

Ce sont là toutes mes observations. Comme vous le voyez, elles touchent plus les formulations que l'essence des choses. De façon générale, ce travail sera utile au plus haut degré.

P.-S. : Votre intérêt a-t-il été attiré par le prétendu Mémoire Tanaka de l'ancien ministre japonais des affaires étrangères. Les prétentions japonaises à la suprématie mondiale sont exposées dans ce mémoire. Auriez-vous par hasard quelque matériau ou donnée en rapports avec ce mémoire ? Si non, il n'est pas nécessaire de chercher.

7. Le groupe Emancipation du Travail, fondé par Plékhanov, est considéré en général comme la première formation se réclamant du marxisme en Russie.

8. Dimitür Blagoiev (1855 ou 1859-1924), cordonnier né en Macédoine établit en 1883 un lien avec le cercle de Plékhanov. Revenu en Bulgarie en 1885, il dirigea en 1903 la fraction *tesnjak* (proche des bolcheviks) dans le parti bulgare et fut ainsi l'un des premiers dirigeants du P.C. bulgare à sa naissance.

[NOUVELLES DE FRANCE]¹

(2 mai 1940)

Cher Ami,

J'ai reçu tous les documents de Gilbert² et suis tout à fait d'accord avec vous sur le grand danger que représente sa terrible confusion théorique et politique. Il ne s'agit plus désormais du caractère social de l'Etat soviétique — son vieux dada — mais d'une renonciation complète à tous les principes de notre mouvement³. Il suffit de dire qu'il se déclare tout à fait solidaire de la lettre ouverte de Shachtman !

Que faire ? Il faut correspondre systématiquement avec l'Europe, si possible directement avec la France, sinon par la Belgique. Il faut aussi traduire en français les documents les plus importants avec l'objectif de donner aux camarades francophones la possibilité de suivre le développement de la lutte et de la scission.

J'ai reçu un tract français miméographié, « Nouveau Départ », qui dit que la IV^e Internationale est bureaucratique, une organisation artificielle, etc. Je me demande si ce n'est pas Gilbert.

R[osmer] est malade actuellement. Sa maladie n'est pas

1. Lettre à J. von Heijenoort (10705) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Craipeau, dit Gilbert (cf. n. 2 p. 272), ancien dirigeant des Jeunesses, puis du P.O.I., entré au P.S.O.P. avec Rous, animait les « comités de la IV^e Internationale » avec Marcel Hic. Il avait écrit à Trotsky et Shachtman le 15 mars 1940 par l'intermédiaire du journaliste américain correspondant de *Time* et *Fortune*, Sherry Mangan, et adressé un rapport au S.I.

3. Craipeau était depuis longtemps hostile à la formule de l'U.R.S.S. « Etat ouvrier dégénéré ». Il était en fait très proche des minoritaires sur toutes les questions et sa revendication d'un « comité européen » aurait pu servir des vues « internationales » des gens du Workers Party.

grave, mais nécessitera un repos pour sa convalescence. Il est difficile de dire quand vous pourrez le rencontrer⁴.

J'espère que les décisions de la conférence et son manifeste, qui doivent être aussi catégoriques que possible, auront une influence salutaire en France et en Europe en général.

4. Les Rosmer devaient quitter le Mexique pour les Etats-Unis où Van habitait.

5. Il s'agit bien entendu de la conférence extraordinaire de la IV^e Internationale en préparation.

[LE POINT SUR LES ARCHIVES]¹

(3 mai 1940)

Cher Camarade Goldman,

Je suis un peu étonné du fait que vous manquiez de l'information nécessaire concernant les archives². Je crois qu'elle est en votre possession, mais vous l'avez simplement oublié — ce qui est tout à fait naturel.

Je vous ai envoyé une nouvelle copie du contenu des archives. N'oubliez pas, s'il vous plaît que ce sont seulement les archives jusqu'au 1^{er} janvier 1937 qui sont vendues, plus le matériel concernant les procès de Moscou. Pour la correspondance politique à partir du 1^{er} janvier 1937, on ne peut donner qu'une option pour l'avenir parce que cette correspondance n'est pas « des archives », mais l'activité actuelle.

Au moins les trois quarts des archives qui sont vendues sont sur le sol américain et peuvent être livrées immédiatement. Un quart se trouve en Europe, dans ma possession juridique, mais sujette évidemment à tous les incidents de la guerre³.

En ce qui concerne la correspondance de la Guerre civile avec Lénine déposée à l'Institut historique hollandais, j'ai des copies de l'ensemble, moins les photostats. Les copies pour-

1. Lettre à A. Goldman (8324) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Albert Goldman s'était occupé de la vente des archives de Trotsky et avait fait les premières démarches, mais il semble qu'il l'avait oublié.

3. Une partie de ces archives se trouvait entre les mains de l'historien Nikolaievsky à qui Sedov les avait confiées et qui devaient être revendues avec l'ensemble du Fonds Nikolaievsky à la Hoover Institution de l'Université de Stanford. Une autre partie se trouvait en la possession de Jeanne Molinier qui indiqua après la guerre qu'elles lui avaient été volées dans un coffre bancaire.

raient être livrées tout de suite après un accord avec l'Institut hollandais⁴.

Tous les matériaux vendus ne peuvent pas être rendus publics tout de suite. Il faut inclure dans le contrat certaines restrictions concernant le caractère des documents et l'époque de leur publication.

Je me réserve le droit de plein accès à tous les documents par l'intermédiaire de mon représentant aux Etats.

Toutes ces conditions ont été amplement expliquées dans mes lettres précédentes. Malheureusement, après le départ de V[an], nous avons les plus grandes difficultés à trouver dans nos dossiers les copies dont nous avons besoin. J'envoie directement à V[an] une copie de cette lettre et j'espère qu'il vous donnera mieux que moi les informations nécessaires. En tout cas, nous continuerons à chercher les copies des lettres en question.

4. Il s'agit des seuls documents de Trotsky qui, selon les archives, aient été vendus à l'Institut d'Amsterdam et qui ont été publiés sous le titre *Trotsky's Papers*.

[RECOMMANDATION]¹
(7 mai 1940)

Chère Mademoiselle LaFollette,

M. Juan O’Gorman² est un artiste mexicain révolutionnaire bien connu, architecte et muraliste, et l’un des rares amis que nous avons au Mexique. Il était tout à fait avec nous pendant l’enquête de la commission Dewey.

M. O’Gorman se rend maintenant aux Etats où il est invité pour un travail artistique important à Pittsburgh. Je suis certain qu’il trouvera un accueil amical de votre part³.

1. Lettre à S. LaFollette (8713), traduite de l’anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Juan O’Gorman (1905-1982), architecte, peintre et muraliste, ami de Diego Rivera qui l’avait fait connaître à Trotsky, avait conservé de bonnes relations avec ce dernier après la rupture avec Rivera. Il allait séjourner aux Etats-Unis.

3. La même lettre fut envoyée par Trotsky à l’écrivain James T. Farrell.

LE MÉMORANDUM TANAKA ¹

(mai 1940)

La presse américaine a jusqu'à présent considéré le « Mémoire Tanaka »² comme un document douteux.

Le 23 avril 1940, le contre-amiral Taussig³ a fait référence au « Mémoire Tanaka » dans son très intéressant rapport à la commission sénatoriale sur les affaires navales. Le contre-amiral Taussig a été désavoué par son propre département. Ce n'est pas mon intention d'entrer dans cette controverse. Je crois que le contre-amiral Taussig avait ses raisons de parler et que le département de la Marine avait les siennes de désavouer ses idées. Il est même très possible que le désaveu n'ait pas constitué une surprise pour le contre-amiral. Mais, je le répète, cela ne me concerne pas. Autant que je puisse en juger, le contre-amiral Taussig est expert qualifié en ce qui concerne le moral, les tâches et la politique d'Extrême-Orient. Il ne doute pas de l'authenticité du « Mémoire Tanaka ». Le *New York Times* cependant, en rendant compte de cette session de la commission sénatoriale sur les affaires navales, a trouvé nécessaire de rappeler une fois de plus à ses lecteurs que « les Japonais ont toujours assuré avec insistance que le prétendu " Mémoire Tanaka " était un faux chinois ». Ainsi, même aujourd'hui, quelque seize ans après la publication du « Mémoire », celui-ci demeure encore un document suspect et controversé.

1. Article (T 4815), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Nous ne connaissons pas la date exacte, en mai 1940, de la rédaction de cet article et l'avons placé ici pour la commodité du lecteur.

2. Le baron Giichi *Tanaka* (1863-1929), officier de carrière au Japon, sous-chef de l'état-major général en 1915, ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de 1927 à sa mort, était réputé auteur d'un « mémoire » en 1927.

3. Joseph Kneffer *Taussig* (1877-1947), d'origine allemande, diplômé de l'Ecole navale en 1899, contre-amiral en 1931, avait commandé ensuite la 3^e Flotte.

Le « Mémoire Tanaka » n'est pas un faux. Une analyse attentive de son texte et de son contenu en et par lui-même l'atteste suffisamment. En outre, l'auteur de ces lignes est en possession de faits qui vérifient totalement et irréfutablement l'authenticité du « Mémoire Tanaka ».

Il aurait fallu un génie dans la confection de faux pour exécuter un faux aussi complexe avec pareille pénétration dans la situation objective et la psychologie politique des milieux dirigeants du Japon. Cependant, en règle générale, les génies ne s'occupent pas d'effectuer des faux, mais consacrent leurs énergies à d'autres entreprises. Bien sûr on n'a pas manqué de faux pendant la dernière guerre et les années suivantes de l'après-guerre. Il suffit de rappeler les fameux documents Sisson⁴ sur la république des soviets. En règle générale — et je ne connais aucune exception — les documents de ce genre sont très grossiers. Ils ont tendance à révéler la psychologie des faussaires eux-mêmes ou des milieux auxquels ils sont destinés, plus que la psychologie des individus ou des groupes au nom desquels ils sont fabriqués. Si de tels documents sont crédibles, c'est seulement parce qu'on manque de familiarité avec le milieu dont ils sont censé émaner. Le gouvernement soviétique était formé d'individus totalement inconnus de l'opinion publique mondiale. Il n'est guère étonnant qu'il ait été possible de leur assigner n'importe quel objectif et de le faire dans toutes les langues.

Il en va autrement du gouvernement impérial du Japon. Il constitue un milieu ancien et traditionnel. Quiconque a suivi avec soin l'évolution de la politique japonaise ne peut pas ne pas reconnaître que ce document, avec son réalisme cynique et le fanatisme glacé de la caste dirigeante, a son origine dans ce milieu. Le document est crédible. Le texte est valide. Son contenu emporte la conviction parce qu'il parle de lui-même.

Le Japon est aujourd'hui le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste. Sa superstructure financière et militaire repose sur la fondation d'une barbarie agraire semi-féodale. Les explosions périodiques à l'intérieur de l'armée japonaise ne sont que le reflet de la tension intolérable des contradictions sociales

4. Edgar Grant Sisson (1875-1948), ancien collaborateur du *Collier's Weekly* et du *Cosmopolitan*, était directeur général de l'action étrangère en Russie au Committee on Public Information et avait été envoyé en mission en Russie soviétique, d'où il avait rapporté des « documents » qui étaient en réalité des faux destinés à prouver que les bolcheviks étaient des agents allemands.

à l'intérieur de ce pays. Le régime dans son ensemble ne se maintient que par la dynamique des conquêtes militaires. La base programmatique de ces conquêtes est fournie par le « Mémoire Tanaka ».

Autant que je m'en souviens, le « Mémoire » est basé sur le testament de l'empereur Meiji⁵. Ce testament lui-même est évidemment un mythe. Mais l'agression japonaise est entrelacée de traditionalisme. Tout en créant une flotte gigantesque du type le plus moderne, les impérialistes japonais préfèrent baser leurs activités sur les vieilles traditions nationales. De même que les prêtres placent leurs affirmations et leurs désirs dans la bouche des divinités, de même les impérialistes japonais font passer leurs plans et leurs combinaisons très modernes pour la volonté des augustes ancêtres de l'empereur régnant. De la même façon, Tanaka recouvrait les aspirations impérialistes des cliques dirigeantes en faisant référence au testament inexistant d'un empereur.

Ce document n'a pas jailli tout prêt du crâne du baron Tanaka. Il constitue une généralisation des plans formulés par les dirigeants de l'armée et de la marine, et, en un certain sens, une réconciliation et une somme théorique de ces plans⁶. On peut supposer que bien des variantes ont précédé le texte final, et qu'il y a eu bien des discussions dans des cercles intimes, « officieux » et ainsi d'autant plus influents. Il s'agissait d'attacher le sceau de la volonté impériale à ces aspirations des milieux de l'armée et de la marine. La condition physique et mentale du vieil empereur était telle que sa signature ne pouvait être d'aucune autorité pour les initiés. C'est pourquoi les conspirateurs impérialistes attendirent la montée sur le trône de l'empereur Hiro-Hito⁷ avant de lui présenter, pour qu'il le signe, ce document qui, selon toutes indications, avaient reçu son ultime formulation sous la direction du général Tanaka.

Cependant, indépendamment de ces conditions générales,

5. *Meiji* était le nom de règne de l'Empereur du Japon *Mutsuhito* (1852-1912) dont le règne marqua le passage du Japon de l'ère féodale à l'ère capitaliste.

6. Dans la note déjà citée qu'il nous a adressée, Brian Pearce précise que l'origine du « document » pourrait être des bribes mises ensemble par des agents de renseignement après une conférence au sommet des principaux dirigeants japonais en juin-juillet 1927 : le rapport aurait confondu les arguments et mélangé les vues de Tanaka et celles de ses adversaires. C'est juste après cette conférence que le document fut publié en Chine avec la mention « juillet 1927 ».

7. Premier problème de date par rapport au témoignage de Trotsky : c'est en 1926 que Hiro-Hito est monté sur le trône. *Hiro-Hito* était né en 1901.

l'auteur de ces lignes peut se porter garant des faits suivants. Le « Mémoire Tanaka » a été d'abord photographié à Tokio sous la forme d'un film qui n'a pas été développé. J'ai peut-être été la toute première personne qui ait pris connaissance en traduction anglaise et russe du texte japonais.

A cette époque, les rapports avec le Japon étaient très alarmants pour la politique extérieure soviétique. L'Extrême-Orient était pauvrement défendu. Les défenses du chemin de fer oriental chinois⁸ étaient pires encore. Il n'était pas question en ces jours de vendre le chemin de fer aux Japonais, non pas tant parce que Moscou n'était pas prêt à le vendre, mais avant tout parce que Tokio n'était nullement enclin à l'acheter puisqu'il se préparait à l'avoir pour rien.

Pendant toute cette période, Moscou proposa avec persistance la conclusion d'un pacte de non-agression à Tokio. Tokio se déroba diplomatiquement devant ces propositions sous le prétexte que le temps n'était pas encore mûr pour un tel traité. A cette époque, on abordait encore la question des traités avec une apparence de sérieux. En quelques années, il allait devenir déjà la règle qu'un pacte de non-agression était le meilleur prélude d'une invasion militaire. En ces années, cependant, le Japon, en tout cas, préféra se dérober.

Moscou ne détournait jamais son regard de l'Orient. D'un côté, il y avait la menace permanente des plans japonais. De l'autre, la révolution chinoise de 1925-1927 était en train de mûrir. De grands espoirs étaient liés à la révolution chinoise, y compris la sécurité des possessions soviétiques d'Extrême-Orient et du Chemin de fer Chinois d'Orient. L'auteur ne fait pas partie de ceux qui, au gouvernement, croyaient qu'il faudrait céder le chemin de fer aux Japonais dès que ces derniers auraient réussi à contrôler la Mandchourie.

Mais ni la durée de la révolution chinoise ni son succès n'étaient garantis d'avance. Le militarisme japonais était un fait qui existait, très palpable, très agressif. La révolution chinoise relevait de l'avenir. Il n'est guère étonnant que les services de renseignements soviétiques, dans toutes leurs branches — celle qui remplissait des missions militaires et celle du G.P.U. —

8. Le chemin de fer de l'Est chinois était la portion originale du Transsibérien qui traversait la Mandchourie pour atteindre Vladivostok. Le seigneur de la guerre Zhang Šuolin avait tenté de s'en emparer en 1929, ce qui avait provoqué discussion et crise au sein de l'Opposition de gauche naissante. En 1935, Staline l'avait vendu au gouvernement fantoche de Mandchourie, alors protectorat japonais.

avaient l'ordre de surveiller attentivement toute initiative japonaise tant dans le domaine diplomatique que militaire.

Le service de renseignement militaire était sous une double juridiction : soumis d'un côté au commissariat à la Guerre et, de l'autre, au G.P.U. Le département étranger du G.P.U. était dirigé par un vieux bolchevik, Trilisser⁹ qui fut plus tard révoqué et apparemment liquidé avec beaucoup d'autres. Le service de renseignement militaire était dirigé par Berzine¹⁰, un vieux bolchevik letton. Je ne connaissais pas de près l'organisation de notre agence au Japon, n'étant que peu intéressé par les aspects techniques de la question. Je laissais cela à mes collaborateurs, d'abord Skliansky¹¹, puis Ounschlicht¹² et dans une certaine mesure Rosengolz¹³. Permettez-moi de rappeler que Skliansky, l'un des plus éminents et des plus méritoires organisateurs de l'Armée rouge, se noya en 1924 ou 1925 au cours d'une promenade en bateau sur un lac en Amérique. Ounschlicht disparut et a été de toute évidence liquidé. Rosengolz a été fusillé sur le verdict du tribunal.

Ainsi les questions relatives au service de renseignement n'étaient-elles portées à ma connaissance que dans des affaires exceptionnelles portant sur des questions d'une grande importance militaire ou politique. C'est précisément ce qui se produisit dans l'occasion à laquelle j'ai fait allusion.

Les succès dont les renseignements soviétiques pouvaient alors se targuer ne relevaient nullement du hasard. Le parti avait à sa disposition beaucoup de gens qui étaient passés par une école sérieuse de conspiration et qui connaissaient bien toutes les méthodes et les subterfuges de la police et du contre-espionnage. Ils apportaient dans leur travail une expérience

9. Meyer A. *Trilisser* (1884-1934), membre du parti depuis 1902, avait fait de nombreuses années de bagne. Il avait fait révolution et guerre civile en Sibérie, avait été chef du département étranger du G.P.U. de 21 à 26, puis était devenu adjoint de Menjinsky, le successeur de Dzerjinski.

10. Peter Kyuzis, dit Jan K. *Berzine* (1890-1937), membre du parti en 1905, ancien bagnard, condamné à mort en 1906, était devenu en 1920 le chef du service des renseignements de l'Armée rouge. Il avait servi en Espagne, avait été rappelé et exécuté.

11. Efraim M. *Skliansky* (1892-1925), médecin, bolchevik en 1913, membre du comité militaire révolutionnaire de Petrograd, avait été le principal collaborateur de Trotsky pendant la guerre civile.

12. Iossif S. *Ounschlicht* (1879-1938) avait rejoint le parti en 1900 et connu le bagne ; en 17, il était aussi membre du C.M.R. puis de la Tchéka. Il avait été exécuté en prison.

13. Arkadi P. *Rosengolz* (1889-1938) avait rejoint le parti en 1905 et été un proche collaborateur de Trotsky pendant la guerre civile. Membre de l'Opposition, il avait capitulé en 1927.

internationale, nombre d'entre eux ayant été émigrés dans différents pays et jouissant d'un vaste horizon politique. Ils avaient des amis personnels dans de nombreux pays. On ne manquait pas non plus de soutien désintéressé jusqu'au sacrifice de la part d'éléments révolutionnaires dans les divers pays. Dans bien des institutions gouvernementales des pays capitalistes, les fonctionnaires subalternes sympathisaient beaucoup avec la révolution d'Octobre. Pourvu que l'on sache comment, cette sympathie pouvait être utilisée dans l'intérêt du pouvoir soviétique. Ce fut fait.

Le réseau des agences à l'étranger était encore peu développé, loin d'être complet, mais, en compensation, d'heureuses liaisons individuelles produisaient parfois des résultats inattendus et extraordinaires.

Dzerjinsky¹⁴, le chef du G.P.U. d'alors, fit plus d'une fois référence, avec satisfaction, aux extraordinaires sources d'information dont il disposait au Japon.

En dépit du caractère renfermé des Japonais, de leur capacité à garder des secrets — qui découle des conditions spécifiques, particulières, de leur milieu national et de l'inaccessibilité de la langue japonaise à l'écrasante majorité des étrangers — il faut dire que ce n'est pas là une règle absolue. La décomposition du vieux système trouve son expression non seulement dans le fait que, de temps en temps, de jeunes officiers ou fonctionnaires tirent sur les ministres qu'ils veulent abattre, mais aussi en ce que d'autres officiers ou fonctionnaires moins patriotes, las des mœurs spartiates, cherchent de ce côté des sources de revenus. J'ai connu des cas où des fonctionnaires japonais importants, affectés dans les consulats japonais dans des pays européens, ont vendu des secrets importants pour des sommes relativement modestes.

Dzerjinsky est entré au bureau politique après la mort de Lénine. L'initiative vint de Staline, Zinoviev et Kamenev¹⁵ qui voulaient attirer de leur côté l'honnête, mais vaniteux Dzerjinsky. Ils eurent un succès complet.

14. Feliks E. *Dzerjinsky* (1877-1926), d'une famille polonaise noble, avait été l'un des fondateurs du parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie qui fut aussi le parti de Rosa Luxemburg. Il avait passé nombre d'années au bagne et c'est en raison de son incorruptibilité qu'il fut choisi par Lénine pour diriger la Tchéka. Pour la chronologie de l'article, il était mort le 21 juin 1926.

15. Zinoviev et Kamenev, vieux-bolcheviks, s'étaient alliés à Staline contre Trotsky vers la fin de la vie de Lénine.

Dzerjinsky était un homme très volubile, très ardent et très soupe au lait. Cet homme à la volonté de fer qui avait fait des années de travaux forcés avait des traits de caractère tout à fait puérils. Un jour, pendant une réunion du bureau politique, il se targua d'avoir bon espoir d'attirer Boris Savinkov¹⁶ sur le territoire soviétique et de l'arrêter. Ma réaction fut un grand scepticisme. Mais Dzerjinsky eut raison. Savinkov fut attiré par des agents du G.P.U. sur le territoire soviétique et on l'arrêta. Peu de temps après, Dzerjinsky dit qu'il espérait s'emparer de Wrangel¹⁷ de la même façon. Mais cette espérance ne se matérialisa pas, parce que Wrangel se révéla plus prudent.

Très souvent, sans donner aucun détail technique que personne ne lui demandait, il se vantait des succès de notre espionnage à l'étranger, particulièrement au Japon.

En 1925, un jour de l'été ou du début de l'automne, Dzerjinsky se mit à parler avec beaucoup d'excitation du fait qu'il s'attendait à obtenir un document exceptionnellement important du Japon. Il affirma avec extase que ce document, en et par lui-même, pouvait provoquer des bouleversements internationaux, des événements de grande importance, la guerre entre le Japon et les Etats-Unis, etc. Comme toujours dans ces cas-là, je restai plus sceptique.

« Les guerres ne sont pas provoquées par des documents », objectai-je à Dzerjinsky. Mais il insistait : « Vous n'avez aucune idée de l'importance de ce document ; c'est le programme des cercles dirigeants, approuvé par le Mikado lui-même : il comprend la conquête de la Chine, la destruction des Etats-Unis, la domination mondiale. »

« Votre agent n'a-t-il pas pu être abusé ? » demandai-je. « De façon générale, on n'écrit pas ce genre de documents. Pourquoi les mettrait-on sur le papier ? »

Dzerjinsky n'était pas très sûr sur ce point. Comme pour dissiper les doutes dans son propre esprit, il me répondit : « Dans ce pays, ils font tout au nom de l'Empereur. Pour

16. Boris V. *Savinkov* (1879-1925) avait été l'un des plus intrépides et des plus redoutables terroristes s.r. Il avait notamment assassiné le grand duc Serge et fut condamné à mort en 1906. En 1917, vice-ministre de la Guerre sous Kerensky, il fut l'un des plus redoutables adversaires des bolcheviks, dirigeant de l'étranger des actions terroristes. Pris en Russie, il fut condamné à mort et grâcié et se suicida en prison.

17. Piotr N. *Wrangel* (1878-1928), baron et général tsariste, fut le chef de la dernière armée blanche qui s'opposa au pouvoir des bolcheviks dans la guerre civile avec le soutien français.

justifier des mesures risquées, une politique risquée, des dépenses très élevées pour l'armée et la flotte, les chefs militaires et les diplomates ont cherché à tenter le Mikado avec une perspective colossale qui leur est également indispensable pour les aventures politiques dans lesquelles ils s'engagent. C'est pourquoi Tanaka a rédigé les plans des milieux militaires dans un rapport spécial à l'Empereur, et ce rapport a été approuvé par l'Empereur. Nous allons recevoir une copie photographique de ce document directement du ministère des affaires étrangères. »

Je me souviens que Dzerjinsky indiqua une somme qu'il fallait payer pour la copie photographique. Elle était relativement modeste, environ trois mille dollars américains.

J'appris de Dzerjinsky que le G.P.U. bénéficiait des services d'un fonctionnaire de grande confiance qui avait directement accès aux archives secrètes du ministère japonais des affaires étrangères. En moins d'un an, il avait déjà donné quelques informations très précieuses et manifestait beaucoup de précision et de conscience dans l'exécution de ses obligations d'espion. Il était très familier avec les archives et l'importance relative des documents. Ce fonctionnaire avait proposé de copier le document, mais le représentant du G.P.U., sur instructions de Moscou, exigea des copies photographiques. C'était beaucoup plus difficile. Il fallait faire entrer un technicien du G.P.U. dans le bâtiment du ministère ou apprendre au fonctionnaire l'art de la photographie. Ces difficultés techniques amenèrent du retard dans l'obtention du document. On prit plusieurs copies de chaque page et on envoya le film par plusieurs routes différentes. Toutes arrivèrent saines et sauvées à Moscou.

Je dois avouer que je suis maintenant incapable de me rappeler — peut-être ne m'y intéressai-je pas à l'époque — si l'agent japonais était un de ces volontaires sincèrement dévoués au nouveau régime soviétique, ou l'un des nombreux agents stipendiés ou, finalement, un type représentant une combinaison des deux. Ce dernier était le plus répandu. Nous n'avions que peu de sympathisants au Japon.

« Le document est arrivé ! » annonça joyeusement Dzerjinsky. Où était-il ? Il était arrivé sous la forme d'un film qu'on était en train de développer. Le développement se passait bien et le document était traduit par nos experts japonais au fur et à mesure de son développement. Tous étaient saisis par le contenu des premières pages. Je fus informé par Trilisser (ç'aurait pu être Ounschlicht).

En temps que chef du département de la guerre, j'étais naturellement intéressé par les questions d'Extrême-Orient, mais il y avait un autre lien. Pendant la première période du régime soviétique, au cours des premiers mois d'avant février 1918, j'étais responsable du commissariat des affaires étrangères. A son arrivée d'Angleterre, Tchitchérine¹⁸, que nous avions échangé contre plusieurs Anglais arrêtés, devint mon adjoint. Quand je passai à la Guerre, Tchitchérine, qui avait bien fait son travail, devint commissaire du peuple aux affaires étrangères à la suite d'une motion que je présentai au conseil des commissaires du peuple et au comité exécutif central des soviets. En tant que membre du bureau politique, j'avais l'habitude de préparer souvent avec Tchitchérine les documents diplomatiques les plus importants. D'un autre côté, chaque fois que, pendant la guerre civile, j'avais besoin de l'aide de la diplomatie, je prenais contact directement avec Tchitchérine.

En 1923, la *troïka* (Zinoviev-Kamenev-Staline) essaya de m'écarter de tout contrôle de la politique extérieure. La fonction fut assignée formellement à Zinoviev. Néanmoins les anciens rapports et, pour ainsi dire, l'ancienne hiérarchie subsista officiellement. Même en 1925, alors que j'avais formellement déjà quitté la Guerre et avais la responsabilité du modeste comité des concessions, je fus, en tant que membre du bureau politique, nommé chef de la commission sur les affaires d'Extrême-Orient, Japon et Chine. Parmi les membres de cette commission se trouvaient Tchitchérine, Vorochilov, Krassine, Roudzoutak¹⁹ et autres.

Staline se gardait bien encore de s'aventurer sur la glace glissante de la politique internationale. La plupart du temps il écoutait et observait, ne formulant son opinion ou se contentant de voter après que les autres se fussent exprimés.

Zinoviev qui avait formellement la charge des affaires diplomatiques, avait, comme on sait, tendance à paniquer dès que commençaient les difficultés. Tout cela explique amplement

18. Georgi V. *Tchitcherine* (1872-1936), diplomate démissionnaire en 1904, rallia plus tard les bolcheviks et fut commissaire aux affaires étrangères de 1918 à 1930.

19. Kliment I. Vorochilov était membre du conseil militaire révolutionnaire; Leonid B. *Krassine* (1870-1926), vétéran du parti, avait abandonné l'activité révolutionnaire pendant des années pour exercer sa profession d'ingénieur et reprit du service après la révolution dans la diplomatie; Jan E. *Roudzoutak* (1887-1938), un Letton, avait rejoint le parti en 1905 et était entré au C.C. en 1920.

pourquoi le document arrivé de Tokio me fut transmis directement.

Je dois reconnaître que l'ampleur du plan, le froid et impitoyable messianisme de la clinique bureaucratique du Mikado me stupéfièrent. Mais il n'y eut pas dans mon esprit le moindre doute quant à l'authenticité du document, non seulement parce que je savais son histoire mais à cause de sa validité interne.

Admettons que les Chinois aient réussi à trouver un faussaire idéal pour fabriquer ce document, la question demeure de savoir comment exactement ce faux chinois a été rangé comme document secret, spécial au ministère japonais des affaires étrangères ? Le ministère des affaires étrangères s'est-il débrouillé lui-même pour transmettre le faux document chinois et le faire passer pour un document japonais authentique ? Les Japonais n'avaient pas le moindre intérêt à la circulation d'un tel document ni à lui donner crédit. Ils l'ont démontré presque mathématiquement en le dénonçant comme un faux dès sa publication.

Le film fut développé et la traduction faite immédiatement dans les bureaux du service de renseignement et on porta immédiatement le tout au Kremlin. Les photostats étaient encore humides et la traduction sous la forme d'un premier projet approximatif. Il fallut y faire ensuite pas mal de corrections.

Les autres membres du bureau politique ont-ils eu connaissance de ce document en même temps que moi, ou un peu après ? Je n'ai pas là-dessus de souvenir précis. En tout cas, quand le bureau politique se réunit, tous ses membres connaissaient ce document. Bien que les relations personnelles aient déjà été tendues à l'époque, tous les membres du bureau politique semblaient disposés à se rapprocher les uns des autres à cause de ce document. Dans la discussion préliminaire, le thème principal était, bien entendu, la voracité de l'impérialisme japonais. On parlait de cette mégalomanie où le mysticisme et le cynisme se doublaient remarquablement l'un l'autre avec un étonnement mêlé d'une admiration à contrecœur.

« C'est peut-être un poème, un faux ? » demanda Boukharine qui, de toute sa puérile crédulité, aimait, à toute occasion jouer le rôle de l'homme d'Etat prudent. Dzerjinsky explosa, comme d'habitude.

« Je vous l'ai déjà expliqué », dit-il parlant avec son accent polonais, toujours plus marqué quand il s'excitait, « ce docu-

ment nous a été envoyé par un de nos agents qui a montré qu'il était tout à fait digne de confiance, et que ce document était conservé dans la partie la plus secrète des archives du ministère de la Marine. Notre agent a introduit notre photographe dans le bâtiment. Il ne savait pas lui-même se servir d'un appareil. Peut-être pensez-vous que les amiraux japonais eux-mêmes ont mis un document faux dans leurs archives secrètes? A l'origine, le ministère de la Marine n'en avait pas de copie. Il était conservé d'abord seulement dans les archives personnelles de l'Empereur, avec une copie au ministère des affaires étrangères. Puis les ministères de l'armée et de la marine ont réclamé leurs propres copies. Notre agent a su le moment exact où une copie arriverait des affaires étrangères. On a pris pour ce transfert d'importantes précautions. Notre agent a finalement réussi à lui mettre la main dessus parce qu'une copie de document est finalement allée dans les archives du ministère de la Marine. Peut-être pensez-vous que ce fut une fraude délibérée? »

Quant à moi, je le répète, je ne doutais absolument pas de l'authenticité de ce document, n'était-ce que sur la base de sa validité interne. « Admettons un instant, dis-je, que ce document soit un faux, il nous faut aussi admettre qu'il est l'œuvre des Japonais eux-mêmes. Pour quoi faire? Pour nous le vendre deux ou trois mille dollars? Pour enrichir le trésor du ministère de la Marine de trois mille dollars? Ou bien veulent-ils à leur façon nous provoquer, nous faire peur? Mais nous connaissions déjà leur appétit, pas à cette échelle pourtant. Ils savent qu'en dépit de toutes leurs provocations nous faisons tout pour éviter un conflit. Un document programmatique ne pourrait d'aucune façon nous faire changer de politique. »

La discussion se termina rapidement sur ce point. Toutes ces circonstances et toute une série de détails techniques que je n'ai bien entendu pas gardés en mémoire, ne m'ont laissé aucun doute sur l'authenticité du document.

La question suivante était : que faire? Nous avions entre nos mains une charge d'une grande puissance explosive. Il y avait bien entendu le danger de nous faire sauter nous-mêmes. A tous points de vue, il n'était pas recommandé de le publier dans la presse soviétique. En premier lieu, cela révélerait aux autorités japonaises qu'un agent d'une valeur extraordinaire était au service de notre espionnage. Dzerjinsky ne l'aurait en aucun cas accepté. Il y avait aussi des considérations politiques beaucoup plus importantes. Les plans du Japon reposaient sur plusieurs décennies. Le Kremlin était intéressé à gagner quel-

ques années, même quelques mois. Nous ménagions les Japonais de toutes les façons. Nous faisons de très grandes concessions. Notre diplomate le plus sage, le plus attentif, le plus doux, Joffé²⁰, travaillait au Japon. Publier ce document à Moscou signifiait déclarer publiquement aux Japonais que nous cherchions un conflit. La balance allait tout de suite pencher du côté des milieux les plus belliqueux dans l'armée et la flotte japonaises. Il était tout à fait déraisonnable de provoquer le Japon en publiant ce document qui, en outre, pouvait ne pas être cru à l'étranger.

Zinoviev fit d'abord la proposition de publier ce document dans la revue *L'Internationale communiste*. Cette méthode de publication laisserait le gouvernement lui-même sur la touche. Mais personne ne voulut en entendre parler et Zinoviev lui-même n'insista pas sur cette proposition hâtive.

Je proposai un plan que j'avais élaboré avant de venir à la réunion du bureau politique. Il fallait publier ce document à l'étranger et éviter tout lien entre lui et Moscou, sans minimiser son effet, sans provoquer de méfiance, sans compromettre les agents du G.P.U. au Japon. Mais où? L'endroit s'imposait littéralement de lui-même : aux Etats-Unis. Je proposai qu'après avoir été traduit en anglais le document soit transmis à la presse par un ami digne de confiance et jouissant d'une certaine autorité, un ami de la république soviétique aux Etats-Unis. A ce moment-là, ce n'était pas encore une profession que d'être un ami de l'Union soviétique. Les amis n'étaient pas nombreux ; les personnalités importantes et influentes n'étaient que trop rares. En tout cas, cette tâche s'avéra plus difficile que je ne l'avais présumé.

Nous avons l'impression qu'on allait littéralement nous arracher des mains ce document. Dzerjinsky espérait récupérer facilement toutes les dépenses de notre agence japonaise. Mais ce n'est pas du tout ainsi que cela tourna. Il n'était pas facile de donner une version crédible de la façon dont le document avait été obtenu de Tokio. Toute référence à la source réelle, le G.P.U., allait soulever une méfiance supplémentaire. En Amérique, on allait naturellement avoir le soupçon que le G.P.U. avait lui-même fabriqué ce document pour empoisonner les rapports entre le Japon et les Etats-Unis.

20. Adolf A. Joffé (1883-1927), vieux militant lié à Trotsky en exil, était devenu l'un des plus éminents diplomates soviétiques.

On faisait péniblement la traduction anglaise à Moscou. On envoya les photostats avec le texte anglais à New York en même temps et on avait de cette façon éliminé toute trace d'une liaison entre ce document et Moscou.

Il ne faudrait pas oublier que cela se passait sous l'administration du président Coolidge et du secrétaire d'Etat Hughes²¹, c'est-à-dire d'une administration très hostile à l'Union soviétique. Il y avait tout lieu de craindre que des experts hostiles ne décrètent simplement que ce document était une fabrication de Moscou. C'est un fait qu'il arrive que les documents faux soient reconnus authentiques cependant que les documents authentiques sont assez souvent qualifiés de faux.

A ma connaissance, la presse américaine ne fit aucune référence à Moscou comme le point clé par où était passé le document entre Tokio et New York. Il n'y avait cependant aucune « mauvaise intention » de la part de Moscou dans cette affaire, à moins qu'on ne considère comme telle d'obtenir un document des archives secrètes d'une puissance hostile. Nous étions simplement incapables de trouver un autre moyen de porter ce document à l'attention de l'opinion publique mondiale autrement qu'en le publiant dans la presse américaine sans indiquer de source ou plutôt en dissimulant le plus possible la source véritable.

Dans ces années, la république soviétique n'avait pas encore sa propre représentation diplomatique aux Etats-Unis. A la tête de l'Amtorg²² se trouvait l'ingénieur Bogdanov²³. Lui et ses collègues, qui sont aujourd'hui mieux connus et plus influents, remplissaient toutes sortes de missions diplomatiques. Je ne peux me souvenir au juste lequel d'entre eux s'est vu confier la tâche de trouver parmi les Américains une personne compétente et de mettre par son intermédiaire le document en circulation. En tout cas, ce ne serait pas difficile de le vérifier, puisque ce document a été proposé aux publications les plus influentes dans l'ordre de leur importance.

21. John Calvin *Coolidge* (1872-1933), ancien avocat, vice-président puis président des Etats-Unis, au total de 1923 à 1929. Ce membre du parti républicain s'était fait connaître en brisant la grève des policiers de Boston. Charles Evans *Hughes* (1862-1948), candidat républicain contre Wilson en 1916, fut secrétaire d'Etat de 1921 à 1925 et ensuite juge à la Cour suprême. Il quitta le gouvernement en mars 1924.

22. L'Amtorg Trading Corporation avait été fondée en 1924 pour le commerce américano-soviétique : elle était l'équivalent d'une délégation commerciale, mais sans statut diplomatique.

23. Piotr A. *Bogdanov* (1882-1936) alla aux Etats-Unis après 1926.

Selon certaines indications, le « Mémoire Tanaka » fut signé par le Mikado en juillet 1927. Dans ce cas, il est tout à fait évident que le document fut envoyé à Moscou avant d'avoir été réellement signé par le Mikado. Comme on l'a déjà dit, le document avait fait l'objet d'une discussion dans les sommets restreints de l'armée, de la marine et du corps diplomatique japonais. C'est précisément pendant cette période que des copies avaient été fournies aux ministères compétents. Tanaka devint premier ministre en avril 1927. Il a pu très bien obtenir ce poste de premier ministre précisément parce qu'il entreprenait d'obtenir la sanction de l'empereur pour ce programme de l'aile extrémiste des militaristes et impérialistes japonais.

Pourquoi les autorités japonaises ont-elles décrété que le « Mémoire Tanaka » était un faux *des Chinois*? De toute évidence, elles ignoraient le rôle de Moscou dans la publication de ce document. La publication du « Mémoire » dans la presse américaine et pas dans la presse soviétique a naturellement donné l'idée que le « Mémoire » était par un biais ou un autre tombé entre des mains chinoises qui s'étaient empressées de l'envoyer aux Etats-Unis.

Il est difficile de comprendre pourquoi Moscou, qui est le mieux informé sur cette question, persiste à garder le silence sur le « Mémoire Tanaka ». La copie photographique originale a été reçue à Moscou dans des conditions qui interdisent tout doute sur son authenticité. Ce document remarquable a été envoyé à l'étranger, précisément aux Etats-Unis, de Moscou, du Kremlin. Il est étrange que l'authenticité du document soit encore suspectée même aujourd'hui. Moscou se tient coi. Il est certain que Moscou avait à cette époque d'abondantes raisons de dissimuler sa participation à la publication et à la dénonciation du « Mémoire Tanaka ». La première des considérations était de ne pas provoquer Tokyo. C'est ce qui explique pourquoi le Kremlin a fait tout ce détour pour le rendre public. Mais la situation a radicalement changé dans la décennie et demie écoulée. Moscou sait parfaitement que les conditions techniques, les considérations conspiratives qui à l'origine ont obligé à dissimuler la source de l'information, ont depuis longtemps disparu. Les personnes impliquées ont disparu depuis longtemps (la plupart fusillées). Les méthodes ont changé. La fuite au Japon du général Loutchkov²⁴, un important chef du G.P.U.,

24. Henrikh S. Loutchkov (1900?-1945), bolchevik, engagé dans l'Armée rouge en 1918, était entré dans la Tchéka en 1920. Il était au temps d'Iagoda

trace une ligne de clivage entre deux périodes de la direction de l'espionnage. Même si Loutchkov n'a pas livré ses anciens agents aux Japonais — et sa conduite me fait penser qu'il a révélé tout ce qu'il savait — Moscou doit avoir depuis longtemps éliminé précipitamment tous ses agents et changé depuis longtemps ses liaisons, compte tenu du danger Loutchkov. De tous les points de vue, le silence du Kremlin est parfaitement incompréhensible.

Il faut supposer que joue ici l'excès de prudence qui conduit souvent Staline à ignorer d'importantes considérations au nom d'autres, secondaires et mineures.

Il est plus que vraisemblable que cette fois également Moscou ne souhaite pas causer le moindre ennui à Tokyo compte tenu des négociations actuellement en cours, dans l'espoir d'aboutir à un accord plus durable et plus stable. Toutes ces considérations cependant reculent à l'arrière-plan au fur et à mesure que la guerre mondiale élargit ses cercles concentriques et alors que le Japon n'attend que l'occasion favorable en Extrême-Orient pour faire le prochain pas vers la réalisation du « Mémoire Tanaka ».

Je me demande pourquoi je n'ai pas raconté cet épisode avant, cet épisode qui éclaire l'un des documents politiques les plus importants de l'histoire contemporaine ? C'est simplement parce que je n'en ai pas eu l'occasion. Dans l'intervalle entre la réunion du bureau politique où fut soulevée pour la première fois en 1925 la question du document de Tanaka, et la période où je me suis moi-même trouvé en exil à l'étranger et où j'ai eu l'occasion de suivre de plus près les affaires internationales — dans cet intervalle, il y a eu les années de cruelle lutte intestine, d'arrestation, d'exil en Asie centrale puis en Turquie. Le document Tanaka restait endormi dans les recoins de ma mémoire.

l'adjoint du chef du service spécial, G. A. Moltchanov ; épargné par la purge du G.P.U. déclenchée par Ejov, il avait été affecté en Extrême-Orient et avait négocié son passage côté japonais, franchissant les lignes le 13 juin 1938 et apportant des informations d'ordre militaire. Trotsky n'avait jamais commenté cette défection-là, dont la presse occidentale avait, il est vrai, peu parlé, mais qui était de taille : Loutchkov était au G.P.U. un personnage beaucoup plus important que Krivitsky, par exemple. Le récit de Trotsky — nous avons indiqué les obstacles chronologiques insurmontables et incontournables qui nous sont signalés par la note de Brian Pearce — ne peut être accepté. S'agit-il d'une confusion, ou d'une reconstitution ? Voilà une étude que nous ne nous sentons pas la capacité de faire, mais que pourrait tenter un chercheur déjà rompu aux choses du Japon et qui accepterait d'entrer dans l'univers de Trotsky.

LÉON TROTSKY

Le cours des événements en Extrême-Orient a corroboré le programme de Tanaka à un point tel que cela exclut tout doute quant à l'authenticité de ce document²⁵.

25. Trotsky devait rapidement découvrir qu'il avait commis des erreurs de date. Mais nous n'avons pas trouvé de document dans lequel il avait repris l'ensemble de la question.

J' « AVOUE » AVOIR PAYÉ LABORDE ET C^{ie} 1

(8 mai 1940)

Ces derniers temps, mes amis m'ont demandé avec insistance pourquoi je ne répondais pas publiquement à l'accusation formelle qui a été lancée contre moi par les chefs du parti dit « communiste » du Mexique selon laquelle je suis associé aux principaux complices et de la conspiration « contre-révolutionnaire » au Mexique.

Selon mes amis, mon silence peut être mal interprété par des personnes peu informées. Je ne le crois pas. Au cours des dernières années, le Kremlin et son Comintern ont clairement montré leurs méthodes de mensonge, de cynisme, de trahison et de falsification, donnant ainsi une leçon profitable à l'opinion publique mondiale. Mes accusateurs mexicains démontrent qu'ils ne sont que de petites ombres bien pâles du Super-Borgia du Kremlin.

Au lieu de réfuter, je me contenterai pour cette fois de faire un de ces « aveux volontaires » identique à ceux qui se font dans les procès de Moscou et pas moins véridique.

Le congrès du parti « communiste » du Mexique a été informé que les « trotskystes » avaient financé M. Laborde² — le même qui exigeait mon arrestation, mon expulsion du Mexique et ma remise aux mains du G.P.U. Eh bien, « j'avoue » que c'est vrai que j'ai financé autant que je l'ai pu Laborde et compagnie, afin de les aider à se compromettre le plus vite possible eux-mêmes et leurs maîtres du Kremlin.

1. Déclaration à la presse (T4844), traduite du castillan, avec la permission de la Houghton Library.

2. Hernán Laborde (1896-1955), un cheminot communiste porté à la direction du P.C. mexicain en 1929, avait orchestré la campagne de calomnies contre Trotsky après l'arrivée de ce dernier au Mexique, mais semble s'être opposé aux décisions d' « action directe » le concernant. Il avait été exclu du P.C.M. le 27 février 1940, à trois semaines de son congrès, et n'était ni plus ni moins accusé que d'avoir été le complice de Trotsky !

Néanmoins, les nouveaux dirigeants du P.C. qui découvrent mon action dans la conspiration taisent cette circonstance qui sera certainement découverte par les épurateurs à venir, à savoir que je « continue » à les financer eux-mêmes deux fois plus parce que, selon mes calculs, ils doivent redoubler d'efforts pour continuer le fructueux travail de M. Laborde.

Je suis désolé de ne pouvoir les payer mieux, mais je n'ai pas à ma disposition la caisse de l'Etat.

J'indiquerai, entre parenthèses, qu'un autre groupe de moindre importance est venu récemment informer l'opinion publique du fait que je soutiendrais la III^e Internationale de Staline et préparerais l'unification de la III^e et de la IV^e³. Je me vois obligé, pour prévenir toute erreur, de faire connaître qu'à ces bouffons-là, je ne paierai rien. Ils se discréditent en effet eux-mêmes, avec un total désintéressement⁴.

3. Nous n'avons pas identifié ce groupe avec certitude. Nous pensons qu'il peut s'agir du groupe animé par Diego Rivera qui lançait des accusations de ce type de « défense du stalinisme » par Trotsky.

4. Dans une déclaration envoyée à la presse (*El Universal*, 12 mai 1940) en termes très violents, Laborde qualifia ce texte de tentative de la part de Trotsky de semer la confusion et de le provoquer pour, dit-il, « dévier l'attention du public des accusations concrètes qu'on lui a faites de complicité avec la commission Dies et les impérialistes yankee et avec les traîtres et conspirateurs almanistes ». Il assurait ensuite son indéfectible fidélité au P.C. et à l'I.C. C'est à peu près ce que son ami Valentin Campa, réintégré dans le P.C.M. dans l'intervalle, répétait inlassablement en 1979.

[DES INFORMATIONS]¹

(13 mai 1940)

Chère Sara,

Merci pour la brochure sur *Le Memorandum Tanaka*. Je la renverrai quand je l'aurai utilisée. Concernant les dates, je me suis visiblement trompé : l'affaire s'est produite *après* 1925. Je pense cependant que j'ai eu ce document entre les mains *jusqu'à* juillet 1927. Avant d'être présenté au Mikado, il a dû passer de ministère en ministère pendant des mois. J'établirai la date avec plus de précision lorsque j'aurai rassemblé les documents nécessaires.

Vous pouvez trouver l'adresse de Bar[mine] par l'intermédiaire de Malamuth : ils sont en contact.

Intégrez N[atalia] I[vanovna] et moi-même dans votre groupe du *Biulleten*². Essayez également d'intéresser Van s'il est à New York.

La direction ne doit pas émaner d'un groupe de soutien mais du *Biulleten* lui-même comme institution autonome. Mais il faut bien inviter le groupe de soutien à discuter de toutes les propositions y compris celle de la direction.

S'il y a la moindre évolution dans l'affaire concernant les marins³, nous mettrons l'accent là-dessus dans notre travail, bien que le *Biulleten* sorte moins souvent.

1. Lettre à Sara Weber (10846), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Depuis son numéro 77/78 daté d'août-septembre 1939, le *Biulleten Oppositsii* paraissait à New York sous la responsabilité de Sara Weber.

3. Nous n'avons pu éclairer ce point; on peut supposer qu'il s'agit de contacts avec des marins soviétiques ou plutôt avec des marins américains se rendant en U.R.S.S.

LÉON TROTSKY

Si vous voyez Kr[ivitsky], demandez-lui ce qu'il sait à propos de la réception par nous du «memorandum Tanaka ». C'est très important⁴.

4. Trotsky espérait que Krivitsky, du fait de son ancienne appartenance aux services secrets pouvait l'aider à déterminer la date qu'il cherchait.

[PROBLÈMES DE LA VENTE DES ARCHIVES]¹

(14 mai 1940)

Cher Camarade Goldman,

Vous avez fait un excellent travail et je vous en félicite du fond du cœur².

Je vous envoie le plein pouvoir signé.

Nous essaierons d'entrer en rapport avec l'ambassade concernant le transport, mais je doute qu'ils soient déjà en possession des instructions de Washington. En tout cas, nous allons commencer immédiatement à emballer le matériel et à le préparer pour son expédition par bateau. Je signerai évidemment les copies comme indiqué dans le paragraphe 4 de l'accord.

Je crois que la question de la partie Amsterdam des archives devrait être examinée de façon plus concrète et plus pratique. Si Amsterdam tombe aux mains des Allemands, le G.P.U. cherchera certainement à obtenir mes documents : vous vous souvenez peut-être qu'ils ont volé une partie de mes archives dans la partie parisienne de l'institut d'Amsterdam. Moscou est particulièrement intéressé par ma correspondance avec Lénine et ils peuvent supposer que je n'ai pas d'autre copie. (Mais j'en ai une ici, sur le sol américain, mais sans photostats). La bibliothèque de Harvard et moi avons tous deux le plus grand intérêt à protéger cette partie aussi de tout accident. Je propose de donner tout de suite mes copies à la bibliothèque de Harvard avec une déclaration spéciale signée de moi et de la bibliothèque en ce sens que nous agissons sous la

1. Lettre à A. Goldman (8325) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de la conclusion de l'accord de cession à Harvard des papiers d'exil de Trotsky.

pression d'événements militaires et que nous sommes prêts à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour régler la question aussi vite que possible avec l'Institut d'Amsterdam³. La responsabilité vis-à-vis de l'Institut repose en tout cas sur moi. Si la bibliothèque accepte cet arrangement, ils devraient payer alors sinon toute la somme de 1300 dollars, du moins une grande partie.

3. Cette phrase est conforme à l'acte de vente contenu dans les archives de Harvard : les seuls documents d'archives cédés par Trotsky à l'Institut d'Amsterdam sont ceux qui ont trait à la première période de l'histoire soviétique, notamment sa correspondance avec Lénine.

DÉFI AUX CALOMNIATEURS¹

(14 mai 1940)

La revue *Futuro* et le quotidien *El Popular*² donnent systématiquement et consciemment sur moi des informations de caractère calomnieux (préparation d'une grève générale, contre le gouvernement mexicain, liens avec Cedillo et un certain Dr Atl³, participation à la campagne électorale et à la conspiration contre-révolutionnaire, etc.). Récemment, ils ont insisté sur mes rapports secrets avec la commission Dies⁴, des Etats-Unis, « contre le peuple mexicain » (cf. *El Popular*, 13 mai).

Ce serait sans intérêt de démentir toutes ces accusations, parce qu'elles ne contiennent rien, ni faits concrets, ni même une calomnie formulée avec précision. En outre, après chaque réfutation de ma part avec des références précises à des documents, ces messieurs les accusateurs, sans rien changer, ont continué à répéter les mêmes accusations voire les accusations exactement inverses. (aujourd'hui « agent du fascisme », demain « agent des démocraties impérialistes »). Je ne vais pas non plus me mettre à évaluer la moralité personnelle des « accusateurs », hier lutteurs intrépides contre le fascisme, aujourd'hui ses avocats serviles. Ce n'est pas ce qui m'intéresse. Je crois néanmoins avoir le droit d'exiger de ces accusateurs publics des preuves qui soient également publiques.

Pendant les trois ans et demi de mon séjour au Mexique, j'ai souvent proposé à ces messieurs de présenter leurs « accusa-

1. Article (T 4845) pour *La Prensa*, traduit du castillan.

2. La revue et le quotidien mentionnés ici étaient tous deux publiés par la C.T.M., centrale syndicale dirigée par l'avocat et professeur Vicente Lombardo Toledano que Trotsky considérait comme un agent du G.P.U.

3. Cf. n. 6, p. 78.

4. Martin Dies, député du Texas et président de la commission des activités non américaines de la Chambre des représentants qui se livrait aux E.U. à la chasse aux sorcières, avait invité Trotsky à donner son témoignage, puis retiré cette invitation.

tions » devant une commission impartiale, en vue d'une enquête publique. Je suis disposé à me présenter n'importe quand devant une telle commission, formée par les autorités mexicaines, le P.R.M. ou quelque'autre institution d'autorités impartiales. Jusqu'à présent, je n'ai jamais reçu de réponse à cette proposition. Je le répète et je fais en même temps un pronostic : ces messieurs les accusateurs n'accepteront pas. Ils n'oseront pas accepter. Ils n'ont rien, ni faits, ni dates, ni même une accusation bien élaborée. Pour parler franchement, ils mentent, tout simplement parce que leur patron au Kremlin leur donne l'ordre de m'attaquer et chacun s'efforce de démontrer qu'il a moins de vergogne que l'autre.

Après la publication de cette proposition formelle que je fais ici pour la dernière fois, j'attendrai une réponse pendant 72 heures. Je crois que, ce temps écoulé, toute personne honorable aura le droit d'appeler ces gens de *méprisables calomniateurs*.

[UN VOISINAGE GÊNANT]¹

(14 mai 1940)

Chère Mademoiselle LaFollette²,

Je serais prêt à remuer ciel et terre pour satisfaire votre requête, mais je ne peux pas. Je suis en train d'écrire maintenant un gros document pour la IV^e Internationale sur la guerre et je *dois* le finir la semaine prochaine³.

Mais je dois aussi avouer que j'ai éprouvé de l'horreur à l'idée de voir mon article publié au côté d'un de M. Brailsford⁴. Quand je publie un article dans *Life* ou dans *Liberty*, c'est comme quand je prends le tramway : je ne suis pas intéressé à savoir qui sont les autres passagers, parce que personne ne peut m'identifier à eux. Une revue d' « opinion », c'est tout à fait autre chose. M. Brailsford se considère comme un auteur de gauche, une sorte de socialiste et ainsi de suite. Mais à mes yeux il n'est que l'ombre réactionnaire petite bourgeoise du conservateur M. Chamberlain⁵. Politiquement je préfère avoir affaire avec Chamberlain qu'avec Brailsford. L'idée elle-même, que je puisse avoir un terrain commun avec M. Brailsford, est pour moi

1. Lettre à S. LaFollette (8774) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Suzanne LaFollette dirigeait depuis peu l'*American Mercury* et avait demandé à Trotsky pour cette revue un article sur « La Paix qui vient ».

3. Trotsky s'était chargé de rédiger le manifeste qu'il voulait soumettre à la conférence mondiale de la IV^e Internationale alors en préparation.

4. Henry Noel *Brailsford* (1873-1958), vieux pacifiste, avait longtemps dirigé le *New Leader* de l'I.L.P. et constitué pour Trotsky une « tête de Turc ». Il venait de publier dans l'*American Mercury* un article sur la fédération européenne.

5. Arthur Neville Chamberlain de la célèbre famille des industriels conservateurs de Birmingham, fut Premier ministre britannique de mai 1937 à mai 1940, incarnant les concessions aux revendications allemandes et « l'esprit de Munich » au nom du maintien de la paix.

LÉON TROTSKY

mille fois moins acceptable qu'une contribution occasionnelle à la presse Hearst⁶.

J'ai une trop grande estime pour votre personnalité morale, ma chère amie, pour ne pas vous dire toute la vérité — « Hier stehe ich und ich kann nicht anders. »⁷

P.-S. Les Rosmer⁸ sont ici et vous envoient, comme toute la maison, leurs sentiments les meilleurs.

6. William Randolph *Hearst* (1863-1951) était le grand patron d'une chaîne de journaux particulièrement réactionnaire avec laquelle Trotsky avait eu beaucoup d'accrochages.

7. « C'est là que je suis et je ne puis rien d'autre » : on sait qu'il s'agit de la fière réponse de Martin Luther à ses juges.

8. Il y avait presque un an que les Rosmer étaient arrivés à Coyoacán d'où ils allaient d'ailleurs repartir, mais les relations entre Trotsky et Suzanne LaFollette s'étaient espacées.

[LA DIFFUSION
DE LA
« LETTRE AUX TRAVAILLEURS »]¹

Chère Sara,

J'ai reçu le tract imprimé². Je pense qu'il faudrait également employer la réduction photographique. D'après ce que je sais, cela ne coûte pas cher ; en revanche, ce tract aurait pu être imprimé sur une feuille quatre fois plus petite, et même huit fois si on l'imprime *recto-verso*. Deux éditions du *Biulleten* sortaient à Paris en même temps : l'une imprimée par procédé typographique habituel pour la vente à l'étranger, l'autre par procédé photographique, destinée à être expédiée en U.R.S.S. Je me souviens que cela ne coûtait pas cher. Vous avez certainement vu des éditions réduites du *Biulleten* lorsque vous travailliez ici. Il faudrait éclaircir le point technique et concentrer l'attention sur l'édition à destination de l'U.R.S.S. Il est à ne pas douter que l'U.R.S.S., un mois plus tôt ou plus tard, sera impliquée dans la guerre. Des possibilités multiples de contact s'ouvriront alors brusquement. En Finlande, il y avait beaucoup de prisonniers de l'Armée rouge qui ont été contactés par les s.r. et les mencheviks. Nous n'avons malheureusement pas établi de contact avec eux et nous n'avions même pas de documents à leur fournir. Nous devons progressivement mettre au point des documents ; une partie sera diffusée rapidement, l'autre sera conservée. Il faut petit à petit mettre au point les questions techniques et les réseaux indispensables ; ainsi la guerre ni aucun événement d'envergure ne nous prendront au dépourvu.

1. Lettre à Sara Weber (10847), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de la « Lettre aux Travailleurs d'U.R.S.S. » (cf. pp. 274-277).

3. Toutes ces questions avaient été jusqu'à sa mort le domaine de Léon Sedov.

[GUERRE ET PAIX]¹

Je reproduis pour commencer un article publié pour la première fois en mai 1929, c'est-à-dire quelques semaines après ma déportation en Turquie². Il servira dans une certaine mesure d'introduction à plusieurs des autres articles en donnant une perspective du développement d'ensemble. Onze années d'épreuve sérieuse se sont écoulées depuis. Cet article a été imprimé dans la revue américaine *The New Republic* avant que ses rédacteurs n'aient reçu la révélation de la « bonne parole » du Kremlin. Les éditeurs avaient accompagné mon article de leurs propres commentaires qui revêtent maintenant, onze ans après, un intérêt particulier. Ma principale faiblesse, selon la rédaction, consistait en un « marxisme rigide » qui m'empêchait de pénétrer ou de saisir la « vue réaliste de l'histoire ». Le signe le plus éclatant de mon absence d'une vue réaliste de l'histoire se manifestait dans mon appréciation de la démocratie formelle, c'est-à-dire du régime parlementaire qui, disais-je dans cet

1. Reproduit ici, dans une traduction de l'anglais du vol. 12 supplément des *Writings*. Une copie de notes inachevées rédigées en russe a été retrouvée par les éditeurs des *Writings* dans les archives de Cannon à la Bibliothèque d'histoire sociale de New York. Les notes ont été traduites du russe par Ron Allen et le texte reconstitué à partir de feuillets non numérotés. Il s'agissait de la préface d'un livre qui devait être intitulé *Guerre et Paix*. Il devait comprendre les articles suivants : « La démocratie parlementaire prendra-t-elle la place des soviets ? » (25 février 1929) ; « Le désarmement et les Etats-Unis d'Europe » (4 octobre 1929) — que Trotsky devait finalement décider de retirer du recueil ; « Qu'est-ce que le national-socialisme ? » (10 juin 1933) ; « Devant une nouvelle guerre mondiale » (15 juillet 1937) ; « Le défaitiste totalitaire du Kremlin » (12 septembre 1938) ; « Seule la révolution peut terminer la guerre » (18 mars 1939) ; « L'énigme de l'U.R.S.S. » (21 juin 1939) ; « Le Kremlin dans la politique mondiale » (1^{er} juillet 1939) ; « Les Etats-Unis participeront à la guerre » (1^{er} octobre 1939) ; « Les Etoiles jumelles, Hitler-Staline » (4 décembre 1939). Ces informations nous ont été données par George Breitman.

2. L'article du 25 février 1929 avait été publié dans *The New Republic* du 22 mai 1929 sous le titre « Which way, Russia ? »

article, était pour la première fois entré en conflit avec le développement de la société et disparaîtrait nécessairement d'un pays après l'autre. Contre moi, la rédaction de *New Republic* soutenait que la démocratie n'avait été ruinée que dans les pays où elle n'avait été établie que sous la forme d'un « faible commencement » et dans ceux où « la révolution industrielle n'avait qu'à peine commencé ». La rédaction n'expliquait pas, ou ne paraissait pas gênée de l'impossibilité d'expliquer pourquoi de « faibles commencements » de la démocratie s'il s'agit d'une forme viable, n'avait pas mûri ultérieurement comme cela s'était produit dans les vieux pays capitalistes, mais au contraire avaient été balayés par divers systèmes de dictature. La seconde référence, à l'insuffisance du développement industriel, ou, plus exactement, du développement capitaliste, est relativement valable pour la Russie, l'Italie, les pays de l'Europe du Sud-Est, les Balkans et l'Espagne. Mais on ne peut guère parler de l'insuffisance du développement industriel en Autriche et en Allemagne. Mieux, dans ces deux pays, la démocratie a tenu pendant quinze ans environ avant de laisser la place à des dictatures fascistes. La rédaction de *New Republic* ne prévoyait pas cela, alors que mon propre « marxisme rigide » et mon manque d'une « vue réaliste de l'histoire » ne m'ont pas empêché de prévoir ces développements.

Le troisième argument de la rédaction de *The New Republic* de l'époque est plus frappant encore. Kerensky, avec sa faiblesse et son indécision, était, voyez-vous, « un accident historique que Trotsky ne pouvait admettre parce qu'il n'avait pas sa place dans son schéma mécaniste pour ce genre de choses ». La faiblesse de caractère de Kerensky en tant qu'individu était à coup sûr un accident du point de vue du développement historique. Mais le fait qu'une démocratie historiquement attardée, condamnée dès son début même, ne pouvait trouver d'autre dirigeant que le faible et hésitant Kerensky n'est pas un accident.

Des démocrates et diverses nuances ont gouverné pendant nombre d'années en Allemagne et en Autriche. Tous se sont laissés chasser de la scène politique sans résistance. On peut bien entendu dire que la faiblesse de Scheidemann, Ebert³ et

3. Philipp *Scheidemann* (1865-1939), social-démocrate « majoritaire », social-chauvin pendant la guerre, avait été chef du gouvernement allemand après l'élection à la Présidence de la République de Friedrich *Ebert* (1871-1925), secrétaire du parti et patron de son appareil, qui avait dirigé la répression contre les révolutionnaires allemands, en alliance avec l'état-major, en 1918-1919.

autres était un « accident historique ». Mais pourquoi a-t-on laissé ces gens prendre le rôle de chefs de la démocratie ? Ne sommes-nous pas autorisés à conclure qu'une démocratie historiquement attardée, déchirée par des contradictions internes et condamnée à la mort historique, ne peut trouver pour la diriger que des gens dénués d'idées claires et de volonté ferme ? Ou, sinon, ne sommes-nous pas justifiés d'affirmer qu'indépendamment de leurs traits personnels de caractère, les dirigeants de la démocratie formelle dans les temps de crise perdent leur sang-froid sous la pression des contradictions historiques et abandonnent leurs positions sans combattre ? Si ce type d'accident historique se répète à plusieurs reprises dans des états de niveau de développement varié, nous avons alors le droit de conclure que ce ne sont pas des exceptions historiques que nous avons sous les yeux, mais des exemples d'une loi historique générale.

La vérification la plus récente de cette loi a été le destin de la république espagnole.

On peut bien entendu dire que les caractères individuels de Zamora, Azaña, Caballero⁴ et autres constituaient leur malheureux lot personnel et, en ce sens, « un accident historique ». Mais ce n'était pas un accident que c'étaient précisément ces gens qui assumaient la direction de cette démocratie tardive décadente et que, bien qu'ils se soient battus cette fois, ils ont rendu toutes leurs positions à une clique sans valeur de généraux. Je me permettrai donc de penser qu'un « schéma mécanique » n'est pas si mauvais, s'il permet de prévoir de grands événements.

C'est devenu maintenant une habitude dans la presse bourgeoise du monde de décrire [la situation actuelle] comme le produit de la néfaste volonté d'un seul homme. L'initiative de ce concept revient à la France. « Ce n'est pas réellement par la volonté d'un seul homme, d'un seul fou, que l'Europe et

4. Les trois personnalités citées ici incarnent des courants politiques d'Espagne. Niceto *Alcalá Zamora* y Torres (1877-1949), un grand propriétaire, monarchiste modéré, s'était rallié à la République et avait été élu président en 1931 ; il avait été déchu par les Cortes à majorité Frente popular en 1936. Il avait alors été remplacé par Manuel *Azaña* y Díaz (1880-1940), avocat, dirigeant républicain qui avait été le chef des gouvernements de « gauche » dans les débuts de la République. Francisco *Largo Caballero* (1869-1946), dirigeant du P.S.O.E. et de l'U.G.T., ancien modéré devenu le chef de file de la « gauche socialiste » et surnommé « le Lénine espagnol », avait dirigé le gouvernement de Front populaire pendant la guerre civile de septembre 1936 à juin 1937 et avait été écarté sous la pression de Moscou.

l'humanité tout entière vont être à nouveau plongées dans le gouffre de la guerre? » Puis l'idée a traversé jusqu'en Angleterre et aux Etats-Unis. L'histoire, c'est que le monde entier vit généralement dans le cadre florissant de rapports fraternels et pacifiques. Mais il apparaît quelque part un dictateur et ce seul homme est capable de plonger le monde entier, avec ses millions d'habitants, dans la guerre. C'est la même idée que *The New Republic* a élaborée sur Kerensky et la révolution d'Octobre. Là l'ennui était qu'une personne faible a assumé la direction de la démocratie et n'a pas su comment empêcher des hommes forts de renverser la démocratie et de la remplacer par une dictature. Maintenant le malheur est qu'il y a en Allemagne au pouvoir un homme fort qui bouleverse la paix que chérissent les démocraties plus puissantes.

Ce qui est arrivé n'est pas, et de loin, ce qui était prévu dans ces articles. Et ce qu'ils prévoyaient est loin de s'être réalisé. C'est le destin de tout pronostic politique. La réalité est infiniment plus riche en ressources, variantes et combinaisons que n'importe quelle imagination. Que la guerre commencerait par un partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., nous ne l'avons pas prédit. Peut-être qu'une analyse plus attentive et plus détaillée nous aurait suggéré aussi cette variante. Mais quand tout est fait et dit, le partage de la Pologne n'est qu'un épisode.

Un pronostic est valable, non pas dans la mesure où il exprime ou trouve une confirmation photographique exacte des développements ultérieurs, mais plutôt s'il nous aide, en projetant devant nous les facteurs historiques, à nous orienter dans le cours réel des événements. Il nous semble de ce point de vue que les articles réunis dans ce volume ont victorieusement subi l'épreuve. L'auteur se sent le droit d'ajouter qu'ils peuvent [encore être utiles] même aujourd'hui en éclairant le présent à la lumière du passé.

Les événements se déroulent à un rythme tel que certaines prédictions sont réalisées ou confirmées bien plus vite qu'on ne pouvait le supposer. Ainsi, quand nous parlions dans une interview (avec le *St-Louis Post Dispatch*, 14 février 1940)⁵ de l'inévitabilité de l'intervention des Etats-Unis dans la guerre, ce fut considéré comme une hérésie qui fut refusée par tous les partis et toutes les nuances d'opinion de parti aux Etats-Unis. Il

5. Cf. pp. 158-180.

n'y a qu'un mois de cela, et aujourd'hui, au moment où nous écrivons ces lignes, la presse américaine, commentant l'invasion de la Scandinavie par les Allemands, dit qu'une intervention des Etats-Unis est parfaitement possible dans l'année qui vient.

Le 9 mars 1939, M. Chamberlain a assuré aux correspondants étrangers que la situation internationale s'était améliorée, qu'il y avait un dégel dans les rapports anglo-allemands et que le désarmement pourrait être mis à l'ordre du jour. Six jours plus tard, l'armée allemande occupait la Tchécoslovaquie.

En 1937, M. Roosevelt proclama la neutralité ; sans prévoir le moins du monde que cette doctrine était incompatible avec la position globale des Etats-Unis.

On pourrait indéfiniment citer semblables exemples. On peut presque dire que c'est une loi que les postes de direction dans les démocraties contemporaines ne sont occupés que par des hommes qui ont pendant des années fait la démonstration qu'ils ne peuvent pas s'orienter dans la situation actuelle et qu'ils ne peuvent rien prévoir.

En juin 1939, j'ai eu une conversation avec un groupe de touristes américains sur des questions de politique mondiale. La conversation a abordé la Foire internationale de New York. Cette exposition est sans aucun doute un magnifique triomphe du génie humain. Mais quand on l'appelait « le monde de demain », on lui donnait là un nom unilatéral — unilatéral au moins. Le monde de demain apparaîtra différemment. Pour donner une image véritable du monde de demain, il faudrait des bombardiers survolant tout et lâchant leurs charges à des centaines de kilomètres alentour. La présence du génie humain côte à côte avec une barbarie terrifiante — c'est l'image du monde de demain. Là aussi notre « schéma rigide » s'est révélé juste.

Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses,

cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent. L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un « ingénieur » qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs l'emportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ? Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel « la révolution d'Octobre a été un échec ». Qu'en est-il de la révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles⁶. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes.

6. L'expression avait été lancée par un livre dont la lecture avait passionné Trotsky. *America's Sixty Families* (Les Soixante Familles d'Amérique) de Ferdinand Lundberg, une étude de l'obligarchie capitaliste aux Etats-Unis, avait paru en 1937.

PRINCIPAUX OUVRAGES ET ARTICLES CITÉS OU CONSULTÉS POUR CE VOLUME

- AARON, Daniel. — *Writers on the Left*. — New York, Oxford U.P. (2^e éd.), 1977. — 460 p.
- ABOSCH. — *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk* (Zusammengestellt von). — Munich, Carl Hanser Verlag, 1963. — 156 p.
- ALEXANDER, Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover, I.P., 1973. — 304 p.
- ALLES, Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Troztkisten ab 1930*. — Thèse, Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- ANGUIANO, Arturo, PACHECO, Guadalupe, VIZCAINO, Rogelio. — *Cárdenas y la Izquierda Mexicana*. — Juan Pablos, Mexico, 1976. — 390 p.
- ANTONOV-OVSEYENKO, Anton. — *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*. — New York, Harper & Row, 1981. — 376 p.
- BROCKWAY, Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty Years of platforms, press, prison and Parliament*. — London, Allen & Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUÉ, Pierre. — *Le Parti Bolchevique, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Minuit, 1963. — 608 p.
- *Les Procès de Moscou*. — Paris, Julliard « archivea », 1962. — 302 p.
- *La Révolution espagnole 1931-1939*. — Paris, Flammarion « Questions d'histoire », 1973. — 190 p.
- « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, 1970. — 24 p.
- « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980. — 32 p.
- « Les Trotskystes en Union soviétique (1929-1938) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980. — 60 p.
- *L'Assassinat de Trotsky*. — Bruxelles, Complexes (Mémoire du siècle), 1980. — 192 p.
- « La mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 1982. — 8 p.
- « Le Mouvement trotskyste en Amérique latine », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, 1982. — 17 p.

LÉON TROTSKY

- « Chen Duxiu et la IV^e Internationale 1938-1942 », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 15. — 12 p.
- « Quand Carrillo était gauchiste : les Jeunesses socialistes d'Espagne de 1934 à 1936 », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 16. — 36 p.
- « Rako (Kristian G. Rakovsky) », *Cahiers Léon Trotsky* n^{os} 17 et 18. — 39 p.
- « Ljova : le fiston », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 13. — 30 p.
- « Charles Beard et les Procès de Moscou », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 19. — 19 p.
- « Les " léninistes " du P.S.O.E. », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 20. — 26 p.
- « Gauche allemande et Opposition russe (1926-1928) », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 21. — 21 p.
- « Trotsky et les trotskystes devant la Deuxième Guerre mondiale », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 24. — 25 p.
- BROUÉ, Pierre et TÉMIME, Émile. — *La Révolution et la Guerre d'Espagne*. — Paris, Minuit, 1961. — 542 p.
- CANNON, James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CAVIGNAC, Jean. — « Les Trotskystes espagnols dans la tourmente », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 10. — 7 p.
- CILIGA, Ante. — *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant*. — Paris, Champ Libre, 1977. — 564 p.
- CORVISIERI, Silvio. — *Trotskij e il comunismo italiano*. — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU, Yvan. — *Le Mouvement trotskyen en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE, Nadya. — *Het belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten 1925-1940*. — Jan Dhondt-Sichting (Masereelfonds), 1980. — 276 p.
- DENIS, Serge. — *Le mouvement ouvrier américain et l'action politique 1929-1938*. — 3 vol. Thèse Université de Grenoble, 1981. — 1 267 p.
- DEUTSCHER, Isaac. — *Trotsky, t. 3, Le Prophète hors la loi (L'Exil)*. — Paris, Julliard (Temps modernes), 1965. — 704 p.
- DOWSE, Robert. — *Left in the Centre. The Independant Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER, Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS, Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*. — Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris-X, 1978. — 418 p.
- DUNAIEVSKAIA, Raia. — « Trotsky, l'Homme », *Cahiers Léon Trotsky* n^o 2. — 14 p.

- FATHEREE, Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*. — Thèse Ph. D. Ann Arbor, 1978. — 258 p.
- FEIGON, Lee. — *Chen Duxiu Founder of the Chinese Communist Party*. — Princeton, 1983. — 280 p.
- FRANK, Pierre. — *Histoire de l'Internationale communiste*. — 2 vol., Paris, La Brèche, 1981. — 942 p.
- GALL, Olivia. — « La revue *Clave*, outil politique de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11. — 6 p.
— *Trotsky et la vie politique dans le Mexique cardéniste (1937-1940)*. — Thèse 3^e cycle université de Grenoble, 1986. — 486 p.
- GUÉRIN, Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT, Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT, Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977. — 296 p.
— « Quand l'*Humanité* couvrait les traces des tueurs », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3. — 23 p.
— « L'affaire Kirov commence en 1934 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 18 p.
- KADAR, Marlene. — *Cultural Politics in the 1930s, Partisan Review*. — The Surrealists and Leon Trotsky, Ph. D. University of Alberta, 1983. — 284 p.
- KASTRITIS, Kostas. — *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmou stèn Ellada*. — s.l., s.d., Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias ». — 160 p.
- KELLER, Fritz. — *Gegen den Strom, Fraktionskämpfe in der K.P.O. Trotzlisten und andere Gruppen 1919-1945*. — Wien, Europa Verlag, 1978. — 306 p.
- KRIVINE, Jean-Michel et KAHN Marcel-Francis. — « La mort de Léon Sedov », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- LAZITCH, Branko (avec la collaboration de Milorad Drachkovitch). — *Biographical Dictionary of the Comintern*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 458 p.
- LEGEIN, Catherine. — *Le Parti Socialiste Révolutionnaire (le mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939)*. — Université catholique de Louvain, 1982. — 400 p.
- LEQUENNE, Michel. — « Les demi-aveux de Zborowski », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- MACDONALD, Dwight. — *Memoirs of a Revolutionist*. — N. Y. Meridian, 1958. — 376 p.
- MEDVEDEV, Roy. — *Let History Judge*. — London, Macmillan, 1972. — 566 p.
- MENDEL, Hersh. — *Mémoires d'un Révolutionnaire juif*. — 1^{re} éd. 1959, traduit du Yiddish, Grenoble, P.U.G., 1982.
- MYERS, Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn), Greenwood Press, 1977. — 282 p.

LÉON TROTSKY

- PERTHUS, Max (P. P. van't Hart). — *Henk Sneevliet. Revolutionair-Socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.
- POOLE, Thomas R. — « *Counter-Trial* » : *Leon Trotsky on the Soviet purge trial*. — Thèse Université du Massachusetts, 1974, 2 vol. Ann Arbor. — 714 p.
- PRAGER, Rodolphe (édité par). — *Les Congrès de la quatrième Internationale*, vol. 1, *Naissance de la IV^e Internationale (1939-1940)*. — Paris, La Brèche, 1978. — 488 p.
- PREIS, Art. — *Twenty Years of the C.I.O.. — Labor's Giant Step*. — New York, Pathfinder, 1972. — 538 p.
- RABAUT, Jean. — *Tout est possible! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 276 p.
- RETZLAW, Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- REVOL, René. — « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- ROCHE, Gérard. — « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 47 p.
— « *Partisan Review*, revue partisane », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 24 p.
- ROGER, Michel. — *Histoire de la Fraction de gauche italienne en émigration (1925-1940)*. — Thèse 3^e cycle E.H.S.S., 1981. — 421 p.
- ROSENTHAL, Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE, Victor. — *Vie et Mort de Léon Trotsky*, vol. 2. — Paris, Maspero, 1973. — 150 p.
- SERGE, Victor et TROTSKY, Léon. — *La Lutte contre le Stalinisme*, textes de 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus. — Paris, Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE, Victor. — *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*. — Paris, Seuil, 1978. — 444 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*. — Stanford, Hoover I.P., 1972. — 1092 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*, abridged, amended ans supplemented by L.S.. — L. Sinclair, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnis (Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste)*. — 2 vol., 1977 & 1978. — 256 & 268 p.
- STOBNICER, Maurice. — *Le Mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar*. — Université de Paris VIII, 1980. — 357 p.
— « Des Emigrés dans le grand vent (I.K.D. en exil) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- THALMANN, Clara & Paul. — *Combats pour la Liberté*. — Spartacus, 1983. — 380 p.
- TICHELMAN, Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, enn politieke biografie*. — Amsterdam, van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN, Karl Hermann. — *Struktur und Funktion des « K.P.D.*

- Opposition* » (K.P.O.). *Eine Organisations soziologische Untersuchung zur « Rechts » — Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik.* — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY, Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939).* Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p.
 — *La Révolution espagnole 1930-1940* (textes présentés et annotés par Pierre Broué). — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p.
 — *Writings 1936-1937 et 1937-1938* (édité par Naomi Allen et George Breitman). — New York, Pathfinder, 1978. — 572 p.
 — *Writings, Supplement (1934-1940)* (édité par George Breitman). — New York, Pathfinder, 1979. — 982 p.
 — *Leon Trotsky on China* (édité par Les Evans et Russell Block). — New York, Pathfinder, 1974. — 688 p.
- USTVEDT, Yngvar. — *Verdensrevolusjonen pö Hønefoss. En Beretning om Leo Trotskij's opphold i Norge.* — Oslo, Gyldendal, Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VENKATARAMANI, M. S. — « Leon Trotsky's Adventure in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social History*, n° 1. — 1964, Amsterdam. — 46 p.
- VEREEKEN, Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste.* — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VERGNON, Gilles. — « Des socialistes révolutionnaires en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 20. — 16 p.
 — « Les Bases du tournant de Trotsky vers la nouvelle Internationale », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- VOGELSANGER, David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942).* — Université Zürich, 1979. — 190 p.
- WALD, Alan. — *James T. Farrell. The Revolutionary Socialist Years.* — New York, New York U.P., 1978. — 190 P.
 — « La Commission Dewey : quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
 — « Revolutionary Intellectuals ; *Partisan Review* in the 1930s », *Occident* (Berkeley), 1974. — 14 p.
 — « Herbert Solow : Portrait of a New York intellectual », *Prospects* n° 3, 1977. — 23 p. Traduction française *Cahiers Léon Trotsky* n° 19.
 — « Trotsky et les intellectuels des Etats-Unis », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 12 p.
- WANG FAN-HSI. — *Chinese Revolutionary.* — Oxford U.P., 1980. — 282 p.
- WEBER, Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus.* — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 466 & 228 p.
- ZELLER, Fred. — *Trois points, c'est tout.* — Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Cet index renvoie aux noms des personnes citées mais pas aux noms des historiens non contemporains de Trotsky ou aux personnages de roman ou de pièces de théâtre. Les numéros en *italique* renvoient à l'appareil critique, chronologie, introduction et notes, les autres au texte de Trotsky. Les numéros suivis d'un astérisque renvoient aux pages où sont données des indications biographiques. Nous avons délibérément renoncé à renvoyer de façon systématique soit au nom soit au pseudonyme, renvoyant seulement à celui des deux qui est le plus connu en général ou le plus employé dans le volume. Enfin, nous avons renvoyé à des personnes qui ne sont pas nommées, mais sont identifiables (p. ex. pour « ma femme », on a renvoyé à N. I. Sedova).

- ABERN, Martin, 21, 29, 30*, 32, 47, 50, 55, 63, 64, 95, 110, 130, 131, 138-140, 150, 156, 157, 188-190, 192, 193, 203-206, 209, 232, 259, 260, 278, 279.
 AGELOFF, Sylvia, 23.
 ALCALÁ ZAMORA, Niceto, 336*.
 ALEXANDRE LE GRAND, 38.
 ALEXANDRE II, 300.
 ALFARO SIQUEIROS, David, 23, 24.
 ALMAZÁN, Juan Andreu, 78.
 ANTON, voir GOULD, Nathan.
 ARISTOTE, 38*, 53.
 ATL (Gerardo Murillo, dit Dr), 78*, 329.
 AZAÑA Y DÍAZ, Manuel, 336*.

 BALDWIN, Stanley, 159*.
 BARMINE (Aleksandr Graf, dit), 222*.
 BARTLETT, James, 194*.
 BENNETT, voir GOLDFARB.
 BERDIAEV, Nikolai, 31*.
 BERNSTEIN, Eduard, 41*, 46.
 BERZINE, Jan K., 311*.
 BISMARCK, Otto von, 114.
 BLAGOIEV, Dimitür, 301*.
 BLASCO (Pietro Tresso, dit), 71*.
 BLUM, Léon, 295*.
 BLUMKINE, Iakov G., 189.
 BOGDANOV (A. A. Malinovsky, dit), 104*, 105, 130, 134, 192.
 BOGDANOV, Piotr A., 319*.
 BOUDIENNY, Semion M., 68*, 168, 248.
 BOUKHARINE, Nikolai I., 206, 216*, 316.
 BOULGAKOV, Sergéi N., 41*.
 BOUSSEL, Pierre, 25, 213.
 BOUTOV, Georgi V., 189.
 BRADY, voir MUNIS.
 BRAILSFORD, Henry Noel, 321*.
 BRETON, André, 78.
 BROWDER, Earl R., 77*.
 BUCHMAN, Alex H., 224*.
 BUFFON, Georges de, 50*.
 BURNHAM, James, 20, 23, 25, 26, 29, 31*, 35, 41, 44, 48, 50, 52-57, 61-65, 68, 78, 80, 101, 104, 110, 130, 131, 136, 140, 141, 192, 193, 196, 203, 204, 206, 208, 209, 211, 232, 270, 271, 278-282, 284, 294.

- BUSCH, Noel F., 66*, 74, 146, 148, 149.
- CABALLERO, voir LARGO CABALLERO.
- CAMPA, Valentin, 23, 26, 324.
- CANFIELD, Cass, 155*, 222.
- CANNON, James P., 20, 21, 22, 25, 26, 29, 30, 31, 32*, 35, 68-70, 77, 83, 95, 100, 134, 136, 137, 139, 140, 150, 156, 181, 187, 188, 190, 192, 198-200, 203, 207, 208, 209, 219, 223-225, 231, 252, 267, 271, 334.
- CÁRDENAS, Lázaro, 78*.
- CARLO (Jesse Cohen, dit), 278.
- CARTER (Joe Joseph Friedman, dit), 203*.
- CEDILLO, Saturnino, 78*, 329.
- CHAMBERLAIN, Neville, 118, 159*, 168, 292, 331, 332, 338.
- CHAPOCHNIKOV, Boris M., 69*, 248.
- CHEN DUXIU, 212, 224, 284.
- CHICHKO, Leonide E., 300*.
- CHURCHILL, Winston, 286, 292.
- CIANO, Galeazzo, 160*.
- CITRINE, sir Walter, 295*.
- CLARK, Eleanor, 36.
- CLEMENCEAU, Georges, 174*.
- COLLINS, Alan C., 164, 265.
- COLOMB, Christophe, 116.
- COOLIDGE, John Calvin, 319*.
- CORNELL, Charles O., 201*.
- COWLES, David, 257*.
- CRAIPEAU, Yvan, 272*, 273, 302.
- CRUX, pseudonyme de Trotsky.
- DALADIER, Edouard, 26.
- DAN (Fedor I. Gourvitch, dit), 46*, 47, 123, 124, 129.
- DARWIN, Charles, 52*, 54, 106.
- DEBOER, Harry, 194*.
- DEWEY, James, 36*, 41, 96, 306.
- DIES, Martin, 55*, 56, 77, 329.
- DOBBS, Farrell, 21, 25, 70, 83*, 86, 184, 200, 206, 219, 224, 230, 237, 254, 259, 270.
- DOUBROVINSKY, Iakov F., 131*.
- DRUCKER, Peter F., 227.
- DÜHRING, Karl Eugen, 192*.
- DUNNE, Vincent R., 101*, 223, 224.
- DZERJINSKY, Feliks E., 311, 312*, 314, 317, 318.
- EASTMAN FORRESTER, Max, 37*, 51, 52, 99, 204.
- EBERT, Friedrich, 336*.
- EINSTEIN, Albert, 196*.
- EJOV, Nikolai I., 321.
- ENCINA, Dionisio, 26.
- ENGELS, Friedrich, 37*, 41, 44, 109, 114, 192, 282.
- FARRELL, James T., 306.
- FERNÁNDEZ GRANDIZO, Manuel, voir MUNIS.
- FIELD, B. J. (Max Gould, dit), 72*, 142, 188.
- FISCHER, Oskar, voir SCHÜSSLER.
- FORD, Henry, 51*.
- FORD, James, 77*.
- FOSTER, William Z., 77*.
- FRANCO BAHAMONDE, Francisco, 246.
- FRANKEL, Jan, 36*, 197.
- FREY, Josef, 142*.
- FRIEDMAN, Joseph, voir CARTER.
- GANDHI, Mohandas Kharachand, 281*.
- GAPONE, Giorgi A., 58.
- GERLAND, voir VAN.
- GERÖ (Ernö Singer, dit), 235.
- GILBERT, voir CRAIPEAU.
- GLASS, C. Frank, 224*.
- GLENNER, John, voir FRANKEL.
- GOLDFARB, Max, 74*.
- GOLDMAN, Albert, 21, 25, 73*, 74, 85, 156, 157, 181, 187, 191, 194, 201, 204, 233, 235, 237, 254, 283, 304, 327.
- GORDON, Sam, 200*, 202, 223, 224, 253, 258, 272.
- GORKY (Maksim Pechkov, dit), 131*, 148.
- GOULD, Max, voir FIELD.
- GOULD, Nathan, 152*, 252, 253.
- GRAVES, Frank, voir GLASS.
- GREEN, William, 136*.
- GRIMM, Robert, 287*.
- GUÉRIN, Daniel, 24.
- GUILLAUME I^{er}, 115.
- GUILLAUME II, 179*, 180.
- HAAKON VII, 286.
- HAILÉ SÉLASSIÉ, 251, 293*.

LÉON TROTSKY

- HANSEN, Joseph, 21, 32*, 63, 70, 84, 132, 155, 198, 203, 231, 270.
- HEARST, William Randolph, 331*, 332.
- HEGEL, Friedrich, 38*, 54.
- HEIJENOORT, Jean van, voir VAN.
- HEINRICHSOHN, 189*.
- HELD (Heinz Epe, dit Walter), 22, 234*.
- HIC, Marcel, 272, 302.
- HIRO-HITO, 309*, 320, 325.
- HITLER, Adolf, 26, 57, 61, 96, 159-161, 163, 167-169, 171, 172, 176, 179, 187, 210, 215, 216, 222, 238-242, 245, 246, 280, 283-286, 290, 294.
- HOOK, Sidney, 41*, 52.
- HOOVER, Herbert C., 176*, 245.
- HUGHES, Charles E., 319*.
- HUMBOLDT, voir GOLDFARB.
- HUYSMANS, Camille, 295*.
- IAKIR, Iona E., 60.
- ISAACS, Harold R., 202*.
- JAMES, Cyril L. R., 68*, 152, 186, 200, 202, 223, 228, 252, 253, 261, 267.
- JAMES, George, pseudonyme de Trotsky.
- JAMES, William, 36*.
- JOFFÉ, Adolf A., 318*.
- JOHNSON, J. R., voir JAMES, C. L. R.
- JOHNSON, Hiram J., 243*, 244.
- JORDANIA, Noah, 288.
- JOUHAUX, Léon, 294*.
- KALININE, Mikhail I., 250*.
- KAMENEV (Lev. B. Rosenfeld, dit), 133*, 204, 215, 312, 315.
- KAUTSKY, Karl, 41*, 184.
- KENNEDY, Henry, 267.
- KERENSKY, Aleksandr F., 129*, 313, 335.
- KLEMENT, Rudolf, 235.
- KLYMAN, Julius, 158*.
- KNUDSEN, Hilda, 234*, 235.
- KNUDSEN, Hjørdis, 233, 234*-236.
- KNUDSEN, Konrad, 234*, 235.
- KRASSINE, Léonide B., 315*.
- KRAVTCHINSKY, Sergéi N., 300*.
- KRIVITSKY (Walter S. Ginzburg, dit), 159*, 321, 326.
- KUUSINEN, Otto W., 33*, 59, 129, 217, 290.
- LABORDE, Hernan, 23, 26, 323*.
- LABRIOLA, Antonio, 108, 184*, 255.
- LAFOLLETTE, Suzanne, 147*, 306, 321, 332.
- LANDAU, Kurt, 142*.
- LARGO CABALLERO, Francisco, 118, 336*.
- LEBRUN, voir PEDROSA.
- LÉNINE (Vladimir Ilyitch Oulianov, dit), 37*, 41-43, 45-47, 105, 109-111, 131, 134-136, 140, 143, 148, 193, 204, 215, 250, 255, 276, 327.
- LEONETTI, Alfonso, 71*.
- LEWIS, John L., 136*.
- LIDDELL HART, Basil, 292.
- LIEBKNECHT, Karl, 42*, 43.
- LI FU-JEN, voir GLASS.
- LI FUREN, voir GLASS.
- LIPEC, David, voir GOLDFARB.
- LITVINOV (Maksim M. Wallach, dit), 68, 179*, 215.
- LIU RENJING, 212.
- LLOYD GEORGE, David, 174*.
- LOMBARDO TOLEDANO, Vicente, 329.
- LOUTCHKOV, Henrikh S., 321*.
- LUND, pseudonyme de TROTSKY.
- LUNDBERG, Ferdinand, 340.
- LUTHER, Martin, 332.
- LUXEMBURG, Rosa, 41*.
- LYDENBERG, Harry, 191*.
- LYONS, Eugene, 52*, 97.
- MACDONALD, Dwight G., 154*, 187, 278.
- MACH, Ernst, 104.
- MAGIDOFF, Robert, 75.
- MALAMUTH, Charles, 67*, 221, 265, 269.
- MANGAN, Sherry, 223, 302.
- MANGIN, H., 235.
- MANNERHEIM, Carl von, 26, 33*, 59-61, 166.
- MARGNE, Charles, 25, 213.
- MARGOSHES, Samuel, 80*.
- MARTEL ou MARTELL, voir CANNON.
- MARTOV (Iouli O. Cederbaum, dit), 46*.
- MARTYNOV (Aleksandr Piker, dit), 46.

- MARX, Karl, 37*, 43-45, 54, 106, 114, 193, 245, 276, 282.
- MEHRING, Franz, 41*-43, 45, 193.
- MENJINSKY, Viatcheslav R., 311.
- MERCADER DEL RIO, Ramón, 23.
- MOLINIER, Jeanne, 304.
- MOLINIER, Raymond, 70*, 72, 140, 142, 143, 147.
- MOLOTOV (Viatcheslav M. Skriabine, dit), 26, 68*, 179, 213, 216, 295.
- MOLTCHANOV, G. A., 321.
- MOUSTAKIS, Christy, 34*, 226, 297.
- MÚGICA, Francisco J., 78.
- MULIA, 75.
- MUNIS G. (Manuel Fernández Grandizo, dit), 22, 186, 199*, 201, 220, 228, 252, 258, 262-264.
- MURILLO, Gerardo, voir Atl.
- MUSSOLINI, Benito, 26, 180, 238-239, 246, 293.
- MUSTE, Abraham, Johannes, 30, 31, 35*, 41, 63, 192, 219.
- MUTSUHITO, 309*.
- NARDINI, Bruno, 25, 213.
- NAVILLE, Pierre, 140, 152.
- NEGRÍN LÓPEZ, Juan, 140, 152.
- NEWTON, James, 106*.
- NICOLAS I^{er}, 163*.
- NIKOLAIEVSKY, Boris I., 304.
- NOVACK, George E., 80*, 96, 97, 101, 232.
- NYGARDSVÖLD, Johann, 286.
- O'BRIEN, Thomas Vaughn.
- O'BRIEN, pseudonyme de TROTSKY.
- OEHLER (Hugo Edward Oler, dit), 188*.
- O'GORMAN, Juan, 306*.
- OPTA, Henry, 223.
- OUNSCHLICHT, Josef, 311*, 314.
- PAASIKIVI, Juho Kusti, 26.
- PEDROSA, Mário, 22, 152*, 186, 200, 223, 228, 253, 260, 261, 267.
- PETROVSKY, voir GOLDFARB.
- PLÉKHANOV, Georgi V., 42*, 43-46, 106, 184, 255, 300, 301.
- PLISNIER, Charles, 233*-236.
- PRÉOBRAJENSKY, Evgenii A., 206.
- QUISLING, Vidkun, 283.
- RADEK (Karl B. Sobelsohn, dit), 134*.
- RAKOVSKY, Kristian G., 204.
- RANKE, Hubert von, 235.
- RAUSCHNING, Hermann, 159*.
- REED, John, 37.
- REYNAUD, Paul, 26.
- RIBBENTROP, Joachim von, 161*, 241.
- RICE HAYS, Eleanor, 80*.
- RICHARDSON, voir KENNEDY.
- RIVERA, Diego, 78, 262*-264, 267, 306, 324.
- ROBINS, Harold, 231*, 270.
- ROBINSON, Viola, 202.
- RODMAN, Sydney, 227.
- ROOSEVELT, Franklin D., 106*, 172, 177, 294, 338.
- ROSENGOLTZ, Arkadi P., 311*.
- ROSMER (Alfred Griot, dit), 23, 34, 71, 140, 147*, 201, 267, 303, 332.
- ROSMER (Marguerite Thévenet, dite), 23, 34, 147*, 302, 303, 332.
- ROUDZOUTAK, Jan E., 315*.
- ROUS, Jean, 207*, 235, 273.
- RUSSELL, Bertrand, 255*.
- RYKOV, Aleksei I., 131*.
- SAVINKOV, Boris, V., 313*.
- SCHEIDEMANN, Philip, 336*.
- SCHLEICHER, Kurt von, 171.
- SCHMIDT, Werner, 267.
- SCHOLL, Marvin, Mrs Dobbs, 25, 83, 87*, 237.
- SCHÜSSLER, Otto, 22, 152, 186, 200, 202, 228, 252, 258, 267.
- SEDOV, Lev L., 159, 222, 283, 304, 333.
- SEDOV, Sergéi L., 76*, 86.
- SEDOVA, Natalia I., 24, 233*-236, 325.
- SERRANO ANDONEGUÍ, David, 24.
- SHACHTMAN, Max, 20, 22, 23, 26, 29*, 30, 31, 35, 47, 50-52, 55, 57, 59, 63, 78, 80, 84, 89-145, 152, 156, 163-166, 186, 193, 203, 209, 211, 252, 253, 273, 278-282, 284, 294, 302.
- SHAW, Bernard, 213*.
- SIEVA, voir VOLKOV V. P.
- SISSON, Edgar Grant, 308*.
- SKLIANSKY, Efraim M., 311*.
- SMITH, voir DOBBS.

LÉON TROTSKY

- SNEEVLIET, Henk**, 143*.
SPECTOR, Maurice, 63*.
STALINE (Iossif Djougachvili, dit), 57, 61, 68, 73, 79, 96, 116, 131, 148, 155, 161, 171, 188, 204, 210, 213-218, 237, 241-251, 274-277, 284-286, 290, 295, 310, 315.
STANLEY (Sherman, S. Plastrik, dit), 278.
STOLBERG, Benjamin, 62*.
STROUVÉ, Peter von, 41*, 192.
STUART, J. B., voir **GORDON**.
SUHL, Benjamin, 267.

TANAKA, Giichi, 296, 301, 307*-322, 325.
TAUSSIG, Joseph K., 296, 307*.
TCHIANG KAI-CHEK, 171*.
TCHITCHÉRINE, Georgi V., 315*.
THOMAS, Norman, 93*, 94, 295.
THORNDIKE, Joseph J., 67*.
TOLSTOI, Lev, 163*.
TOUKHATCHEVSKY, Mikhaïl N., 60, 248*.
TREINT, Albert, 142*.
TRILISSER, Meyer, 310*, 314.
TURATI, 230.

VAN (Jean van Heijenoort, dit), 35*, 82, 196, 199, 201, 212, 232, 267, 270, 271, 305.

VANZLER, Joseph, 21, 32*, 35, 69, 70, 78, 82, 145, 209, 267, 299.
VEREEKEN, Georges, 71, 143*.
VOLKHONSKY, Feliks V., 300*
VOLKOV, Vsiévolod P., 24, 34*, 83.
VOROCHILOV, Klementii E., 68*, 216, 248, 315.

WARDE, William F., voir **NOVACK**.
WEBER (Jack, Louis Jacobs, dit), 36, 183*, 219, 232, 271.
WEBER (Sara Jacobs, dite), 36*, 184, 211, 219, 267, 325, 333.
WEISBORD, Albert, 72*, 142, 188.
WEISS, Murry, 209.
WELLES, Sumner, 26, 172*, 180, 243, 245.
WILSON, Thomas Woodrow, 319.
WOLF, Erwin, 233*-236, 283.
WRANGEL, Piotr N., 313*.
WRIGHT, John G., voir **VANZLER**

YOUNG, voir **BUCHMAN**.

ZANT, John van, 75*, 76, 86, 195.
ZHANG SUOLIN, 310.
ZINOVIEV (Grigori E. Radomyslky, dit), 109, 133*, 134, 142, 143, 204, 215, 312, 315, 318.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

American Mercury, 147, 331.

Biulleten Opositsii, 184, 211, 248, 267,
325, 333.

China Critic, 297.

Class Struggle, 269.

Clave, 196, 232.

Collier's Weekly, 307.

Common Sense, 52, 227.

Commune, La, 71, 142.

Cosmopolitan, 317.

Day, 80, 210.

Fortune, 154, 302.

Forward, 210.

Futuro, 329.

Harper's Magazine, 52, 97.

Internal Bulletin (SW.P.), 91, 138.

Internationale communiste, L', 318.
Iskra, 47.

Kommunist, 206.

Krasnaia Zvezda, 69, 250.

Labor Action, 27, 278.

Labor Challenge, 27, 278.

Liberty, 73, 187, 266, 331.

Life, 66, 67, 73, 74, 86, 87, 146, 148,
149, 331.

Militant, The, 265.

Modern Monthly, 42.

Modern Thinker, 269.

Neue Zeit, Die, 184.

New International, 21, 25, 27, 31, 52,
97, 99, 102, 198, 199, 271, 278, 280,
281.

New Leader, 331.

New Masses, 37.

New Republic, 334-336.

New York Times, 75, 124, 128, 307.

Partisan Review, 154, 187.

Popular, El, 329.

Pravda, 217.

Prensa, La, 329.

Saint-Louis Dispatch, 158 sq, 339.

Saturday Evening Post, 148.

Socialist Appeal, 25, 42, 98, 99.

Sotsial-Demokrat, 206.

Sotsialisticheskii Vestnik, 57, 123,
129.

Time, 302.

Universal, El, 324.

Unser Wort, 268.

Vérité, La, 147.

Vie ouvrière, La, 147.

Voz de México, La, 78.

Vpériod, 134.

Yale Review, 269.

INDEX DES MATIÈRES

- Allemagne, 114, 115, 173.
Archives
- confiées à Léon Sedov, 304.
- confiées à l'Institut d'Amsterdam, 304, 305, 327, 328.
- vente, 73, 191, 254, 283, 304, 305, 327, 328.
Armée rouge, 169.
- en Finlande, 59, 127, 128, 217.
- en Pologne, 33, 57, 58, 123.
Balkans, 164, 167.
Biélorussie, 121, 122, 161.
Bolchevisme, 132, 134-136, 247.
- Discussion syndicale, 109.
- et armée, 249.
Bourgeoisie
- américaine, 244, 245.
- et religion, 39.
Bureaucratie ouvrière, 70, 136, 140.
Bureaucratie soviétique, 44, 108, 112, 117, 121, 122, 129, 136, 158, 160, 166-170, 179, 214, 218, 247, 250, 274-276, 292.
- et antisémitisme, 240.
- et armée, 249.
Capitalisme, 177.
- capital financier, 120, 121.
- et contrôle ouvrier, 128.
Colonies, 281, 293.
Contrôle ouvrier, 128.
Défaitisme, 116-118, 129, 287, 293.
- et défensisme, 118, 119.
Démocratie
- bourgeoise, 178.
Dialectique, 31, 37-44, 49, 53-55, 89, 103.
- et logique, 38, 53.
Espagne, 336.
Etat, 115.
Etat ouvrier, 109, 110.
- dégénérescence, 111, 112.
Etats-Unis
- entrée en guerre, 176, 177.
- New Deal, 177.
Ethiopie, 251, 293.
Europe
- Etats-Unis socialistes, 175.
Fascisme
- allemand, 177.
- italien, 177.
Finlande, 32-34, 58-60, 127, 287, 290.
- soviétisation, 125-129, 166, 286.
G.P.U.
- au Japon, 321.
- calomnies contre Trotsky, 66, 67, 77, 78, 148, 274, 323, 329, 330.
- crimes, 274.
- provocation politique, 88.
- vol d'Archives à l'Institut Nikolaïevsky, 327.
Guerre, 114, 115, 120, 244.
- alliances militaires, 160.
- civile, 59.
- impérialiste, 117, 118, 120.
- mondiale, deuxième, 172, 173, 176, 238-245, 286.
- mondiale, première, 174.
- révolutionnaire, 162.

- soviéto-finnoise, 125-127, 163-166, 217, 218, 246, 289.
- soviéto-japonaise, 169.
- Impérialisme, 121, 177, 293.
 - allemand, 173, 239-243.
 - britannique, 173.
 - croisade contre l'U.R.S.S., 180.
 - français, 173.
 - japonais, 309.
- Inde, 281.
- Intellectuels
 - de la petite bourgeoisie, 40, 50, 52, 55, 62, 189.
 - révolutionnaires, 209.
- Internationale, IV^e
 - venin hérité de l'I.C., 71, 72.
 - relations avec les sections, 207.
- Italie, 242, 243, 251.
- Japon, 169, 307-322.
 - memorandum Tanaka, 296-298, 307-322, 325, 326.
- Jeunesse
 - révolutionnaire, 96, 141.
- Marxisme, 45-48, 50-52, 89, 101-107, 120.
 - économie, 114.
 - et philosophie nouvelle, 43, 44.
 - et pronostic historique, 291, 337-340.
 - et science sociale, 51.
 - révisionnisme, 46, 192, 193.
- Matérialisme dialectique, 35, 40-48, 101-107, 120.
- Menchevisme, 131, 209.
- Morale, 204.
- Norvège, 286, 287.
- Pacte germano-soviétique, 160, 161, 241, 285.
- Parti révolutionnaire, 103.
 - bloc politique, 130, 131.
 - centralisme démocratique, 136.
 - composition sociale, 65, 94-96, 100, 140.
 - démocratie interne, 84, 85.
 - formation d'une direction, 94.
 - régime, 62, 134, 135, 185, 186, 189, 208, 226, 227.
- Pays Baltes, 125, 126, 161-164, 216, 246, 284, 285, 289, 291.
- Petite bourgeoisie
 - révolutionnaire, 90.
- Pologne, 122, 123, 242, 290, 291.
 - invasion, 33, 34, 57, 161, 285.
 - soviétisation, 121, 124, 125.
- Presse révolutionnaire, 98, 99, 206, 207.
- Procès de Moscou, 240.
- Religion, 38, 39.
- Révolution
 - espagnole, 118, 119.
 - française, 251.
 - permanente, 135.
 - politique, 108, 112, 168, 170, 179.
 - russe d'Octobre, 179, 251.
 - socialiste, 107, 178, 247.
- Roumanie, 167.
- Socialisme, 178, 245.
 - dans un seul pays, 147.
- Soviétisation, 188, 289.
 - de la Finlande, 125-129, 166, 286.
 - de la Géorgie, 288, 289.
 - de la Pologne, 121, 124, 125.
- Stalinisme, 274.
 - en Allemagne, 246.
 - en Espagne, 129, 246.
- Totalitarisme, 245.
- Ukraine, 121, 122, 127, 161.
- U.R.S.S.
 - Armée rouge, 60, 164-166.
 - conquêtes d'Octobre, 112, 275.
 - défense de, 110-112, 116, 117, 180, 213, 251, 275, 292-294.
 - développement économique, 165, 170, 240, 248.
 - nature de, 45, 108-112, 117, 295.
 - politique extérieure, 59, 158, 159, 167, 168, 284, 285.
 - purges, 214, 215.
 - question nationale en, 122, 250.
 - révolution politique, 108, 112, 168, 170, 179.
 - services de renseignements, 311, 312, 314.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, ETC.

- American Federation of Labor, A.F.L., 136, 194.
 American Relief Administration, 176.
 American Workers Party, A.W.P., 35, 41.
- Bloc d'août (1912), 134.
 Brookwood Labor College, 35.
 Bund, 33.
 Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire, dit bureau de Londres, 93.
- Club des Jacobins, 162.
 Columbia University, 81.
 Comité de défense de Léon Trotsky, A.C.L.D.T., 147.
 Comité exécutif international, C.E.I., voir IV^e Internationale.
 Comité pan-américain, P.A.C., 152, 201.
 Commission d'enquête sur les activités non-américaines, commission Dies (E.U.), 55, 56, 62, 77, 329.
 Commission internationale d'enquête sur les procès de Moscou, commission Dewey (E.U.), 32, 62, 147.
 Committee for Progressive Labor Action, C.P.L.A., 35.
 Communist League of America, voir Opposition de gauche, sections, Etats-Unis.
 Communist League of Struggle, 72.
 Communist Party of America, voir Internationale (III^e) Etats-Unis.
 Communist Party of Canada, voir *ibidem*, Canada.
 Confederación de Trabajadores Mexicanos, C.T.M., Mexique, 329.
- Confédération générale du Travail, C.G.T. (France), 294.
 Conférence « d'Alarme » de la IV^e Internationale, 258, 262, 263, 267.
 Conférence de l'Opposition du S.W.P. à Cleveland, 26, 181-182, 190, 198, 208.
 Congrès du S.W.P. (1940), 26, 262, 270.
 Congress for Industrial Organization, C.I.O. (Etats-Unis), 136.
- Fraction de gauche internationale, 118.
- Gosouudarstvoennoïé Polititcheskoïé Upravlénié, G.P.U. (U.R.S.S.), 23, 67, 78, 142, 155, 199, 233, 274, 275, 310-314, 321, 323, 327.
- Groupe d'action révolutionnaire, G.A.R. (France), 71, 142.
 Groupe Bolchevik-léniniste, voir IV^e Internationale, sections.
- Harvard University, 73, 283.
- International Labor Defense, I.L.D. (E.U.), 29.
 Independent Labour Party, I.L.P. (G.B.), 68, 93, 331.
 Industrial Workers of the World, 32, 102.
 Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, 254, 283.
 Internationale (II^e), 295.
 - Congrès — de Bâle (1913), 33.
- Sections*
 - Allemagne, Parti social-démocrate, S.P.D., 336.

- Belgique, Parti ouvrier belge, P.P.B., 233.
 - Espagne, Partido Socialista Obrero Español, 336.
 - Etats-Unis, Socialist Party of America, 31, 32, 35, 92, 102, 295.
 - France, Parti socialiste, S.F.I.O., 31, 295.
- Internationale (III^e) ou Comintern ou Internationale communiste, I.C., 26, 33, 63, 75, 147, 172, 188, 189, 217, 246, 324.
- secrétariat anglo-américain, 75.

Sections

- Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 41, 42, 246.
 - Afrique du Sud, Communist Party of South Africa, C.P.S.A., 224.
 - Autriche, Kommunistische Partei Oesterreichs, K.P.Oe., 142.
 - Belgique, Parti communiste de Belgique, 143, 233.
 - Canada, Workers Party of Canada, W.P.C., 63.
 - Chine, Parti communiste de Chine, P.C.C., 212.
 - Etats-Unis, Communist Party of the United States, C.P.U.S., 71, 73, 77, 102, 154, 183.
 - Finlande, Parti communiste de Finlande, 126-129.
 - France, Parti communiste de France, P.C.F., 147.
 - Mexique, Partido Comunista de México, P.C.M., 23-26, 78, 323, 324.
 - Suisse, Parti communiste de Suisse, 287.
 - Union soviétique, Vserovosijkaia Kommunistitcheskaja Partia, V.K.P. ou P.C.R., 132.
- Internationale (IV^e), 40, 51, 52, 58, 60, 64, 65, 71, 78, 102, 125, 130, 143, 151, 152, 153, 172, 182, 186-190, 193, 199-202, 207-209, 224, 228, 229, 252, 253, 259, 261-264, 267, 268, 294-296, 302, 303, 324, 331.
- C.E.I., 152-153, 185-186, 199-203, 223-225, 228-229, 252-253, 260.

- Secrétariat international, S.I. 200, 233.

Sections

- Belgique, Parti socialiste révolutionnaire (P.S.R.), 43, 224, 279.
- Chine, 212, 224.
- Espagne, Grupo Bolchevique-Leninista, G.B.L., 199.
- Etats-Unis, Socialist Workers Party, S.W.P., 19, 27, 29-36, 81, 83-85, 100, 136, 154-157, 181, 182, 185-188, 190, 194, 196-209, 231, 252, 253, 257-261, 272, 273, 276, 278-282, 297.
- France, Groupe bolchevik-léniniste, G.B.L., 71, 152.
- Parti ouvrier internationaliste, P.O.I., 207, 267, 272, 302.
- Grande-Bretagne, Revolutionary Workers League, 202.
- U.R.S.S., voir Opposition.

League of Struggle for Negro Rights (Etats-Unis), 77.

Marxist Group (G.B.), 68.

Menora Group, 81.

Moscou News (agence), 75.

National Arbeids Secretariaat, N.A.S. (Pays-Bas), 143.

National-Sozialistische Arbeiterpartei (parti « nazi »), 159.

New York Public Library, 191.

Opposition de gauche internationale, 142.

Sections

- Allemagne, 142, 233, 268.
 - Belgique, 224, 233.
 - Chine, 202, 212.
 - Etats-Unis, 31, 32, 83, 183, 188, 219, 299.
 - U.R.S.S., Opposition de 1923, 133-136, 204.
 - Nouvelle Opposition, 204.
 - Opposition unifiée, 204.
 - Bolcheviks-Léninistes, 91, 189, 204, 216, 311.
- Opposition ouvrière (U.R.S.S.), 109.

- Parti communiste internationaliste.
P.C.I. (France), 25, 71, 143, 212.
- Partido de la Revolución Mexicana.
P.R.M. (Mexique), 78, 329.
- Partido Obrero de Unificación
Marxista, P.O.U.M. (Espagne), 93.
- Parti socialiste ouvrier et paysan.
P.S.O.P. (France), 207, 272, 302.
Princeton University, 196.
- Republican Party, Parti républicain
(Etats-Unis), 244.
- Revolutionair Socialistische Arbeiders
Partij, R.S.A.P. (Pays-Bas),
143.
- Revolutionair Socialistische Partij,
R.S.P. (Pays-Bas), 143.
- Secrétariat international, S.I., voir
Internationale (IV^e).
- Section française de l'Internationale
ouvrière, S.F.I.O., voir Internatio-
nale (II^e) (sections France).
- Socialist Party, voir Internationale
(II^e) (sections Etats-Unis).
- Socialist Workers Party, S.W.P., voir
Internationale (IV^e) (sections
Etats-Unis).
- Stanford University, 176, 283.
- Sturm-Abteilung, S.A. (Allemagne),
171.
- Tchéka, C. K. (U.R.S.S.), 311.
- Trades-Unions Congress, T.U.C.
(Grande-Bretagne), 295.
- United Mine Workers, U.M.W.
(Etats-Unis), 136.
- Unión General de Trabajadores,
U.G.T. (Espagne), 336.
- Vpériodistes (Russie), 134.
- Workers Party of Canada, 63.
- Workers Party of the United States,
W.P.U.S. (Etats-Unis), 27, 31, 35,
188.
- Young People's Socialist League,
Y.P.S.L. (Etats-Unis), 27.
- Youth Congress, Congrès de la Jeu-
nesse (Etats-Unis), 162.

LES CAHIERS LÉON TROTSKY

« Inlassablement, les *Cahiers Léon Trotsky* fournissent documents et analyses sur l'œuvre et la vie de ce révolutionnaire dont les staliniens ont vainement tenté de gommer le rôle. »

Ce n'est pas un « trotskyste » qui écrit cela, c'est Alexandre Adler dans *Le Matin* du 27 février 1986.

Complément des *Œuvres*,

donnant la parole aux interlocuteurs de Trotsky,

reconstituant le contexte historique,

les *Cahiers Léon Trotsky* sont probablement l'unique revue d'histoire qui n'ait pas peur d'avoir l'air « ringarde » en parlant des révolutions, des grèves, des luttes ouvrières,

les *Cahiers Léon Trotsky* ont l'ambition de devenir la revue d'histoire de ce siècle de guerres et de révolutions,

les *Cahiers Léon Trotsky* ne répètent pas, ils trouvent ; ils ne rabâchent pas, ils démontrent.

Pour publier 27 numéros en 8 ans, dont 16 régulièrement depuis quatre ans, les *Cahiers Léon Trotsky* ne comptent que sur eux-mêmes et sur leurs lecteurs, ne bénéficient d'aucune aide extérieure.

C'est pourquoi les *Cahiers Léon Trotsky* ont besoin de l'aide des lecteurs des *Œuvres* : rappelons la formule des numéros axés sur des thèmes :

— 22 sur « l'Allemagne et l'Internationale » avec plusieurs textes inédits et les souvenirs de Ruth Fischer sur Trotsky.

— 23 sur « la Deuxième Guerre mondiale » avec des articles sur le défaitisme révolutionnaire », Munich de l'intérieur, les trotskystes dans la guerre.

— 24 sur le « destin de la Révolution d'Octobre », Petrograd en 17, les trotskystes sous Staline et les Gardes blancs du G.P.U.

— 25 sur « Trotsky et les intellectuels français » : André Breton, Péret, Gide, Jules Romains et L. F. Céline.

— 26 sur « le Mexique de Cárdenas » avec des témoignages de militants et le point sur le tueur.

Les numéros 27 et 28 ont le titre commun de « Souvenir de 36 » : le mouvement des masses et le Front populaire dans le monde, un débat sur la nouvelle Histoire aux Etats-Unis à propos du Front populaire, la politique militaire du Front populaire et la première contribution aux *Cahiers Léon Trotsky* de l'historien du P.C.F. Philippe Robrieux.

Vous ne voudrez pas les manquer. Abonnez-vous.

Merci

Institut Léon Trotsky

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENT : REVUE *CAHIERS LÉON TROTSKY*
(Revue trimestrielle)

Tout abonnement commence, sauf indication contraire, avec le premier numéro de l'année en cours.

FRANCE

Particuliers/ <i>Individual Subscribers</i>	1 an - 4 numéros... 180 FF
	2 ans - 8 numéros... 360 FF
Institutions/ <i>Institutionnal Subscribers</i>	1 an - 4 numéros... 250 FF
	2 ans - 8 numéros... 500 FF

AUTRES PAYS

Particuliers/ <i>Individual Subscribers</i>	1 an - 4 numéros... 200 FF
	2 ans - 8 numéros... 400 FF
Institutions/ <i>Institutionnal Subscribers</i>	1 an - 4 numéros... 250 FF
	2 ans - 8 numéros... 500 FF

NOM/*NAME* :

ADRESSE/*ADRESS* :

.....

.....

Ce bon est à retourner accompagné du règlement à/*Return to* :

CAHIERS LÉON TROTSKY c/o JOUBERT,

2 rue Bayard, F 38000 -GRENOBLE

(chèque ou mandat à l'ordre de/*Payment to the order of*
JOUBERT-CLT)

*Achevé d'imprimer en janvier 1987
sur presse CAMERON
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)*

N° d'édition : 904308. N° d'impression : 2723-1710.
Dépôt légal : janvier 1987.

Imprimé en France